

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

COMMERCE DE L'ALCOOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 5 décembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

M. René FRANCK

Président : M. FERNAND FAURE.

Suffragants : { MM. PERREAU, } *professeurs.*
TRUCHY, }

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

COMMERCE DE L'ALCOOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 5 décembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

M. René FRANCK

Président : M. FERNAND FAURE.

Suffragants : { MM. PERREAU, } *professeurs.*
 TRUCHY, }



PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE COMMERCE DE L'ALCOOL

INTRODUCTION

Le commerce de l'alcool a de tous temps tenu une place importante dans les préoccupations du législateur.

L'intérêt dont ce commerce a été l'objet de sa part est attesté par la multiplicité des édits, ordonnances, lois ou règlements qui, depuis le xiv^e siècle, ont eu l'alcool pour objet.

Peu de sujets, croyons-nous, peuvent invoquer une pareille profusion de textes.

Mais c'est surtout à partir du dernier quart du xix^e siècle que l'alcool a plus particulièrement retenu l'attention des pouvoirs publics et des économistes. Les grandes enquêtes parlementaires qui se sont succédé à partir de 1879, les nombreux rapports auxquels a, depuis cette époque, donné lieu le régime de l'alcool, les débats passionnés à la tribune du Parlement, les importants travaux que maints écrivains ont consacrés en ces dernières années aux différents aspects de la question, en même temps qu'ils prouvent l'actualité du sujet, révèlent sa complexité et

ses difficultés croissantes. Un rapide coup d'œil en arrière nous en fera aisément saisir les causes.

Sous la monarchie, et jusqu'à l'abolition des droits en 1789, les vins et les spiritueux, longtemps soumis au même régime, fournissaient une part importante du produit des Aydes.

L'aspect fiscal de la question est à peu près le seul qui, durant cette période, ait été envisagé par le Pouvoir, et pour ne pas être absolument étrangères à sa pensée, les préoccupations hygiéniques ou économiques n'y tiennent qu'une place tout à fait d'arrière plan (1).

Lorsqu'en 1804, les nécessités financières forcèrent au rétablissement des droits, c'est encore et toujours la seule raison fiscale que nous trouvons à la base de toutes les mesures qui, jusques et y compris la grande loi du 24 juin 1824, ont préludé à l'établissement de l'impôt moderne.

Ce n'est que lorsque la maladie de l'oïdium vers 1851-1852, et le fléau autrement grave et durable du phylloxera en 1874, vinrent favoriser, à dater de 1854, l'apparition de l'alcool d'industrie et le développement excessivement rapide de sa production, que de nouveaux et graves facteurs sollicitent à leur tour l'attention du législateur, et, s'opposant les uns aux autres, multiplient les données du problème et en rendent la solution de jour en jour plus difficile et délicate.

(1) Cf. III^e partie, ch. 1^{er}.

L'impôt sur l'alcool, constamment augmenté dans son taux, portant sur des quantités graduellement croissantes, plus facile à percevoir en raison de la concentration industrielle due aux nouveaux procédés de fabrication permettant la permanence de l'exercice, allait fournir aux budgets modernes des ressources d'une importance jusqu'alors insoupçonnée.

Les sommes dont le régime en vigueur à cette époque devait assurer la rentrée dans les caisses du Trésor, pour importantes assurément qu'elles fussent, — l'impôt de consommation a produit 24.420.000 francs en 1850 — n'étaient en effet que bien peu de chose, comparées au chiffre énorme de 353.738.000 francs qui lui ont été demandés en 1910.

Et encore, ce chiffre n'est qu'une partie des ressources que l'alcool procure annuellement au budget (1).

Il était donc naturel que le législateur fût appelé à se demander si les rouages administratifs chargés d'assurer la rentrée de l'impôt, convenables en 1850, étaient encore appropriés à la situation actuelle. L'énormité des ressources demandées maintenant à l'alcool ne devait-elle pas placer ce produit sous un régime exceptionnel au point de vue fiscal ?

« Pour que le prince, dit Montesquieu, en parlant de cas semblables, puisse lever un droit si disproportionné à la valeur de la chose, il faut qu'il vende lui-même la mar-

(1) Il faut y ajouter les licences et les taxes d'octroi.

chandise et que le peuple ne puisse l'aller acheter ailleurs » (*Esprit des Lois*, liv. XII, chap. VIII) (1).

De là devait naître l'idée du monopole de l'Etat au sujet duquel on a tant conféré, discuté ou écrit au cours de ces dernières années.

C'est également vers la même époque, en 1852, que Magnus Huss, médecin norvégien, signalait pour la première fois l'alcoolisme.

D'abord, simple curiosité scientifique et limité à certaines professions (2), le mal allait prendre à partir de 1854 un développement si rapide qu'il ne tardait pas à devenir, suivant la forte expression de Léon Say, « une véritable plaie sociale ».

L'Etat ne pouvait évidemment rester spectateur impassible en présence de ces terribles et trop réels méfaits de l'alcoolisme. Sous la poussée des hygiénistes et de l'opinion publique, il lui fallait s'efforcer — problème singulièrement ardu, à la solution duquel il allait apporter plus de bonne volonté que d'esprit de suite, dans ses méthodes et de décision dans ses actes, — de concilier dorénavant ses intérêts fiscaux avec ceux de la santé publique gravement menacée.

(1) Cité par Allix, *Traité élémentaire de la science des Finances et de législation financière*, 1909, p. 505.

(2) En 1852, l'Académie française accorda l'un de ses prix Monthyon à Magnus Huss pour ses travaux sur l'alcoolisme. « La France, écrit l'auteur du rapport, compte beaucoup d'ivrognes ; on n'y rencontre heureusement pas d'alcooliques. » — Joseph Reinach, Proposition de loi sur la limitation du nombre et sur la réglementation des débits de boisson. Annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1910, n° 246.

Mais des questions d'un autre ordre ne devaient pas tarder à s'imposer à lui.

Nous avons dit tout à l'heure combien avait été rapide l'accroissement de la production de l'alcool d'industrie.

Cette production, dont le chiffre annuel moyen pour les années 1840-1850 n'était que de 76.500 hectolitres d'alcool pur, s'élève dès 1875, année qui marque le début de la crise viticole, à 1.121.705 hectolitres, pour atteindre jusqu'à 1.945.729 hectolitres en 1886, moment le plus critique de la crise de la distillation du vin.

L'alcool d'industrie, — le 3/6 comme on l'appelle couramment, — a d'abord reçu le meilleur accueil du commerce des eaux-de-vie naturelles (1). Il lui a rendu en effet

(1) Il n'est peut-être pas superflu d'indiquer ici le sens que nous attachons aux termes « alcool », « esprit », « eau-de-vie », « 3/6 », que nous emploierons tour à tour au cours de ce travail.

Alcool. — L'origine du mot paraît remonter au ^{xiii}^e siècle, époque à laquelle Raymond Lulle donna au produit de la distillation du vin le nom d'al-cohol, du mot arabe qui veut dire « très subtil » et qui désignait autrefois une poudre impalpable. Ce mot, Lavoisier, en l'écrivant *alcool*, l'emploiera le premier au ^{xviii}^e siècle pour désigner le produit de la distillation d'une matière sucrée quelconque, suffisamment étendue d'eau.

Nous donnons au mot *alcool* le sens large que lui a attribué Lavoisier.

Eau-de-vie. — Ce terme était et est encore employé pour désigner le produit de la distillation du vin et des liqueurs spiritueuses. L'usage tend cependant à le réserver aujourd'hui au produit de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs ou fruits, et à en faire par suite l'équivalent abrégé de celui « eaux-de-vie naturelles ».

Pour l'Administration, les eaux-de-vie sont tous les alcools, quelle que soit d'ailleurs leur provenance, dont, soit par réduction naturelle, soit par coupage, le degré est suffisamment abaissé pour qu'ils puissent être consommés tels quels.

Esprit. — On appelait autrefois esprit-de-vin le produit de la

des services inappréciables. Il l'a sauvé d'une irrémédiable déchéance, il lui a permis de vivre et de sauvegarder ses débouchés à l'étranger dans la tourmente terrible que subissait ce commerce.

Il en fut tout autrement quand les efforts courageux poursuivis avec persévérance pour la reconstitution des vignobles se virent couronnés de succès.

La lutte commença alors sur le terrain économique entre les eaux-de-vie naturelles et les alcools industriels. Les souffrances causées au Midi par la surproduction

distillation du vin. Dans le langage de l'Administration des finances et dans les usages du commerce, *esprit* est aujourd'hui un terme synonyme d'alcool.

Les publications officielles emploient cependant de préférence le mot « esprit » pour désigner ceux des alcools qui, d'un degré moyen de 86°, s'il s'agit du produit de la distillation méridionale, d'un degré minimum de 90°, s'il s'agit d'alcools industriels, sont soumis au droit de consommation, en nature et avant toute transformation ultérieure.

Trois six. — On écrit généralement 3/6. Le terme a quelque peu dévié de son sens primitif.

« Avant la découverte des aréomètres, on jugeait la qualité des eaux-de-vie par un essai qu'on appelait la *preuve de Hollande*. Une bonne eau-de-vie, après avoir été agitée fortement dans un vase à moitié plein, fait « la perle » ou « le chapelet », c'est-à-dire qu'elle forme un cercle non interrompu de petites bulles qui viennent se ranger contre la paroi du vase, à la surface du liquide.

« Le nom de « trois-six » donné dans le commerce à l'alcool à 85° vient de ce que pour obtenir l'eau-de-vie « preuve de Hollande », il faut ajouter, à 3 volumes d'alcool à 85°, 3 volumes d'eau pour donner 6 volumes de cette eau-de-vie ! » Ed. Grimaux, *Chimie organique*, 7^e édition, p. 50, Paris, 1894.

Aujourd'hui, le terme 3/6 s'emploie pour désigner l'alcool d'industrie.

viticole allaient la rendre singulièrement aiguë au cours de ces dernières années.

Chacune des deux productions rivales allait réclamer la protection et l'aide des pouvoirs publics et les sommer d'intervenir en sa faveur.

Bien plus, en présence d'un marché encombré par la surproduction industrielle, par la fraude des bouilleurs de cru, par l'invasion des alcools étrangers due à une législation douanière défectueuse et à des traités de commerce imprévoyants avec l'Espagne et l'Italie, on allait voir les diverses branches de la production de l'alcool industriel demander, dans la lutte engagée entre elles, la protection du législateur, et sous le couvert de l'intérêt de l'agriculture nationale, les alcools de mélasses et de betteraves se liguier contre les alcools de grains, produits avec des maïs étrangers, en attendant que la victoire remportée, les alcools de betteraves, abandonnant leur ancien allié la mélasse, vinssent s'attaquer à leur tour aux alcools produits avec cette dernière substance.

Placés entre les intérêts pressants de la monoculture méridionale et ceux non moins respectables de la culture intensive représentée par les grandes usines du Nord ; ayant à concilier les intérêts divergents de l'alcool et du sucre se disputant une même matière première, la betterave ; par surcroît esclaves de préoccupations politiques ou, pour parler franc, électorales, — nous montrerons les conséquences de celles-ci lorsque, dans la suite de ce travail, nous aurons à exposer la question des bouilleurs de

cru, — on voit avec quelle tâche ardue les pouvoirs publics se trouvent désormais aux prises. '

Voici dans quel ordre d'idées l'Etat, après bien des tâtonnements, s'est efforcé de concilier les antinomies qu'il avait à résoudre.

Au double point de vue hygiénique et fiscal, il poursuit à la fois la diminution de la consommation de l'alcool de bouche et l'augmentation des ressources que ce produit rapporte au Trésor, par des majorations successives et considérables des droits de consommation qui frappent l'alcool, par la création de taxes spéciales sur les absinthes et les amers ainsi que sur les vins de liqueur.

Mais des considérations politiques ne lui permettent pas de mettre un terme au privilège des bouilleurs de cru, corollaire pourtant indispensable des mesures qui précèdent, et il laisse ainsi grandement entr'ouverte la porte à la fraude et aux eaux-de-vie nocives.

Se plaçant sur le terrain de la concurrence entre les diverses classes de producteurs, il accorde aux eaux-de-vie naturelles, à la viticulture méridionale, sa protection contre les alcools industriels par les dispositions de la loi des finances du 31 mars 1903 créant des titres de mouvement de couleur différente pour les alcools suivant leur nature, et par celles de la loi du 1^{er} août 1905 relatives aux appellations régionales et de crus particuliers.

Aux alcools industriels, à la culture intensive des pays betteraviers, il ouvre plus largement chaque jour le champ si vaste de la dénaturation, d'abord par des abaissements

successifs des droits de consommation, puis en 1900 par la suppression de toute taxe de ce genre, enfin en accordant à ces alcools, par l'article 59 de la loi des finances du 25 février 1901, une prime de 9 francs par hectolitre d'alcool pur.

Il s'efforce de rendre ainsi à l'alcool sous le rapport des usages industriels, ce qu'il tend à lui faire perdre sous le rapport de la consommation de bouche.

Il y réussit amplement, car sous l'influence de ces diverses mesures, qui ont eu sur l'accroissement de la prospérité agricole des pays de grande culture une influence extrêmement bienfaisante, — nous aurons occasion de l'établir, — les quantités soumises à la dénaturation ont éprouvé une augmentation extraordinairement rapide dont deux chiffres suffiront ici à donner la mesure.

De 109.842 hectolitres en 1890, ces quantités ont passé à 655.570 hectolitres en 1909.

Il est probable que cette augmentation n'a pas atteint son apogée, mais que dorénavant son allure sera sensiblement plus lente que par le passé (1).

Nous venons d'énumérer à grands traits les principaux facteurs qui, au cours de ces dernières années, ont exercé leur influence sur le régime de l'alcool et par suite sur les modalités d'un commerce dont nous voulons tenter d'écrire ici la monographie.

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* publié par le ministère des finances.

Nous devons maintenant indiquer les limites dans lesquelles nous nous proposons de renfermer ce travail.

« L'alcool » envisagé dans sa généralité présente en effet un champ infiniment trop vaste pour que nous puissions avoir un seul instant la pensée de le parcourir en tous sens.

Des trois aspects sous lesquels la question peut être envisagée, — hygiénique, fiscal, économique, — nous ne nous occuperons que du dernier.

Nous laisserons donc en dehors de notre travail la question de l'alcoolisme, quel que soit l'intérêt puissant d'un pareil sujet.

Pas davantage nous ne tenterons de faire ici l'étude du monopole de l'alcool, de quelque actualité que puisse paraître la question. Monopole et commerce sont deux mots qui jurent de se voir accouplés. Le monopole est l'antithèse du commerce, et si on peut à la rigueur prétendre que certains modes du monopole, parmi ceux qui ont été présentés en ces derniers temps, n'excluent pas absolument tout commerce, ils tendent cependant à le restreindre singulièrement, et à l'embarrasser d'entraves telles, qu'elles le supprimeraient en fait presque complètement.

Encore que nous ne puissions ignorer complètement ces questions qui se rattachent parfois de bien près à notre sujet, elles ne sont pas notre sujet.

La tâche que nous nous sommes assignée est limitée et beaucoup plus modeste.

Nous nous plaçons exclusivement, comme l'indique d'ailleurs le titre de notre étude, sur le terrain économique.

Décrire depuis 1850, c'est-à-dire depuis le moment où l'alcool d'industrie prend naissance, les conditions changeantes de la production, de la consommation et de la vente ; indiquer les modifications multiples par lesquelles a passé depuis cette époque le commerce sous la poussée du conflit des nombreux intérêts particuliers toujours en éveil et jamais satisfaits ; montrer l'appel fait tour à tour par ces intérêts à la protection de l'Etat constamment prêt de nos jours à obéir aux sollicitations suffisamment pressantes, à s'immiscer dans les luttes économiques entre producteurs, et à jeter le poids de la loi dans un des plateaux de la balance, aujourd'hui en faveur d'une classe de producteurs et demain contre elle ; marquer l'état présent de ce commerce : tel est le but que nous nous proposons.

L'état présent..... Car ce serait, croyons-nous, nourrir de singulières illusions que de s'imaginer que nous touchons à la fin de l'évolution incessante qui a affecté, au cours de ces dernières années, les conditions d'existence du commerce de l'alcool, et que ce commerce puisse par suite espérer connaître dans l'avenir plus de stabilité et de sécurité qu'il n'en a connu dans le passé.

Ce serait méconnaître la force des intérêts multiples qui s'agitent autour de lui ; ce serait oublier qu'il est trop lié aux questions hygiéniques, agricoles ou fiscales, pour ne pas rester constamment dans l'étroite dépendance des intérêts politiques.

Chaque jour, on voit d'ailleurs pour lui naître de nouvelles questions.

Pour ne parler que des plus récentes, faut-il rappeler ici celle de la taxe différentielle qui, jusqu'à une époque toute proche, a fait l'objet de tant de pourparlers orageux entre le Midi et le Nord.

Certes, la question a perdu momentanément son intérêt. En présence de la hausse des vins dans le Midi, qui en parle aujourd'hui ? Mais que de bonnes récoltes de vin successives ramènent la mévente des vins, on la verra surgir à nouveau.

Les partisans du monopole, de leur côté, n'ont pas désarmé ; leurs nombreux échecs antérieurs ne paraissent pas les avoir découragés. Si on semble avoir renoncé, pour un moment, au monopole intégral, on n'a certes pas, en certain milieu, perdu l'espoir de faire triompher le monopole de la rectification.

D'autre part, la commission d'enquête sur les emplois de l'alcool dénaturé, réunie en 1907, n'a pas donné encore de conclusion à ses travaux.

Plusieurs de ses membres passent pour être de chauds partisans, qui du monopole au profit de l'Etat de la vente des alcools dénaturés, qui de la stabilisation artificielle du prix de ces alcools.

Des propositions, d'autre part, ont été déposées pour, à l'instar de la Suisse et de la Belgique, réclamer l'interdiction de la vente des absinthes et autres boissons réputées nocives.

Ne sont-elles pas d'aujourd'hui les démarches faites par la sucrerie auprès des pouvoirs publics pour leur demander leur intervention immédiate, en vue de forcer législativement la baisse des alcools en faveur des intérêts sucriers ? Tout comme il y a vingt ans et inversement, la distillerie a demandé à l'Etat de la protéger contre la sucrerie en contribuant par des mesures législatives, au relèvement des cours de l'alcool.

L'histoire du commerce des alcools ne semble donc pas devoir présenter un caractère différent dans l'avenir de celui qu'elle a présenté dans le passé ou qu'elle présente actuellement.

Sa caractéristique restera l'intervention constante, chaque jour plus minutieuse, plus oppressive aussi de l'Etat, dans les conditions de la production et de la consommation, en opposition au libre jeu des facteurs économiques et de la concurrence commerciale.

Qu'on invoque la santé publique, qu'on s'abrite derrière les nécessités financières ou l'intérêt agricole, ce sera toujours pour le commerce de l'alcool l'asservissement chaque jour plus étroit aux pouvoirs publics et aux variations de la politique du jour.

*
* *

Nous avons divisé ce travail en trois parties .

Chaque partie comprend un certain nombre de chapitres.

Dans la première partie, nous examinerons les conditions économiques de la production des différentes caté-

gorie d'eaux-de-vie ou d'alcools. Nous avons rattaché à cette première partie un historique de la question toujours ouverte et actuelle des bouilleurs de cru.

Dans la seconde partie, nous traiterons des modifications survenues au cours de ces dernières années dans les emplois de l'alcool et plus particulièrement de son utilisation récente aux usages industriels.

Dans la troisième partie, après un court chapitre consacré à l'histoire du commerce de l'alcool, nous essaierons d'exposer les diverses questions soulevées par le fonctionnement du marché à terme des alcools à la Bourse de commerce de Paris.

PREMIÈRE PARTIE

LA PRODUCTION DE L'ALCOOL

CHAPITRE PREMIER

PRODUCTION DES EAUX-DE-VIE ET ALCOOLS DEPUIS 1850.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

C'est en 1850 que se place le point de départ de notre étude. Jusqu'alors, le commerce de l'alcool se confond en quelque sorte avec celui des eaux-de-vie naturelles et plus particulièrement des eaux-de-vie de vin. Mais les crises successives de l'oïdium et du phylloxera, en favorisant le développement très rapide de la production des alcools d'industrie, va compliquer peu à peu les données de ce commerce, opposer les unes aux autres, non seulement les diverses catégories de producteurs, mais les producteurs de même catégorie de régions différentes du territoire, et donner naissance à une série de questions dont la complexité, souvent déconcertante, tient aujourd'hui une place importante dans les préoccupations des économistes et des pouvoirs publics.

Nous sommes donc amené, comme il nous semble être logique d'ailleurs, à examiner tout d'abord les principales sources auxquelles s'alimente la production, et pour la clarté de notre exposition, nous empruntons aux publications du ministère des finances (1), et nous plaçons en tête de ce chapitre deux tableaux auxquels nous aurons souvent à nous reporter par la suite.

Le premier de ces tableaux indique quelle est, depuis 1840 jusqu'en 1910, la production des alcools, exprimée en alcool pur, et par nature de substances mises en œuvre (2).

Le second de ces tableaux permet de suivre depuis 1850 les variations annuelles de la production, des prix et de la consommation imposée ; il donne en regard, pour la même période, les chiffres de la production des vins et des cidres, les deux sources auxquelles s'alimente la production des eaux-de-vie naturelles.

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée publié par le ministère des finances.*

(2) Ce n'est qu'à partir de 1876 que les documents statistiques permettent de distinguer la part qui revient à chaque catégorie de substances mises en œuvre dans la production des eaux-de-vie naturelles.

TABLEAU I.

Production annuelle des alcools par nature de substances mises en œuvre depuis 1840 (1). (Alcool pur.)

ANNÉES	ALCOOLS PROVENANT DE LA DISTILLATION DES							TOTAL hectol.
	SUBSTANCES farineuses	MÉLASSES	BETTERA - VES	VINS	CIDRES et poirés	MARCS et lies	FRUITS	
	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	
1840-1850.....	36,000	40,000	500		815,000			891,500
1853-1857.....	69,000	437,000	300,000		165,000		»	671,000
1865-1869.....	84,018	346,640	300,449		553,383		»	1,344,614
1870-1875.....	108,483	582,443	313,771		539,762		60,124	1,591,070
1876.....	101,402	710,670	243,337	545,994	22,388	76,227	7,929	1,709,175
1877.....	163,204	642,709	272,883	457,570	9,468	56,191	1,228	1,308,881
1878.....	180,469	646,715	331,716	192,952	9,822	51,079	1,660	1,417,227
1879.....	247,171	723,631	364,714	102,651	7,265	36,831	978	1,581,068
1880.....	412,585	685,433	429,878	27,200	3,317	17,373	438	1,487,879
1881.....	506,273	685,646	563,240	34,324	2,291	24,621	603	1,821,287
1882.....	447,066	703,989	556,056	21,962	9,829	22,893	713	1,766,566
1883.....	561,932	750,637	629,998	22,710	8,088	28,918	1,408	2,011,016
1884.....	485,001	778,714	569,257	35,251	15,567	43,266	2,799	1,934,464
1885.....	567,768	728,523	465,451	23,240	20,908	43,853	7,680	1,864,514
1886.....	789,963	471,781	683,985	19,513	28,600	49,311	4,424	2,052,250
1887.....	765,050	451,826	672,352	32,758	13,595	41,872	4,673	2,805,635
1888.....	794,326	582,452	654,700	41,776	12,933	44,092	2,386	2,162,483
1889.....	751,266	559,941	824,090	42,140	15,298	43,881	2,820	2,245,963

(1) De 1840 à 1875, ce sont les moyennes qu'on a indiquées.

TABLEAU I (suite).
Production annuelle des alcools par nature de substances mises en œuvre depuis 1840. (Alcool pur.)

ANNÉES	ALCOOLS PROVENANT DE LA DISTILLATION DES								TOTAL hectol.
	SUBSTANCES farineuses	MÉLASSES	BETTERA - VES	VINS	CIDRES et poirés et lies	MARCS et lies	FRUITS	SUBSTANCES diverses	
	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.
1890.	645.255	682.573	800.982	38.799	4.803	34.374	1.160	6.581	2.214.527
1891.	392.537	838.645	866.406	51.133	7.759	37.748	5.878	8.013	2.208.119
1892.	366.335	902.446	854.329	69.639	13.589	46.210	4.348	6.183	2.263.079
1893.	437.877	896.372	861.099	100.829	44.761	74.773	28.222	12.254	2.476.387
1894.	415.795	817.525	753.508	161.660	72.135	77.274	29.011	2.205	2.329.113
1895.	386.604	846.403	744.325	61.202	45.717	62.592	14.698	3.907	2.165.448
1896.	416.530	863.423	544.087	58.652	53.759	78.429	6.051	4.203	2.022.134
1897.	484.637	734.819	798.484	83.719	26.579	72.909	6.311	682	2.208.140
1898.	683.566	708.270	897.542	45.975	9.352	55.207	4.781	7.767	2.412.460
1899.	714.774	667.493	1.047.320	77.006	19.760	68.768	2.893	1.544	2.599.558
1900.	562.455	796.675	973.225	149.407	47.043	93.460	33.147	836	2.656.268
1901.	269.074	1.006.033	578.628	330.906	115.220	114.893	21.557	693	2.437.964
1902.	219.339	914.898	520.707	105.745	33.609	80.237	11.941	278	1.886.754
1903.	352.928	670.969	926.159	30.208	8.507	54.003	3.159	207	2.047.040
1904.	380.710	626.722	992.149	88.756	22.546	121.006	25.144	175	2.257.248
1905.	593.344	516.173	1.002.429	262.725	71.380	141.025	24.323	1.227	2.608.626
1906.	358.759	772.485	1.160.554	234.213	46.368	125.065	11.244	1.143	2.709.831
1907.	434.142	466.608	1.145.433	239.877	69.283	122.608	16.658	201	2.314.810
1908.	362.550	447.878	1.259.346	211.672	36.388	161.820	58.016	360	2.538.030
1909.	336.731	477.255	1.173.583	199.900	66.102	128.227	24.781	147	2.436.726

TABEAU II.

Production, prix et consommation des alcools depuis 1850. (Alcool pur.)

ANNÉES	QUANTITÉS FABRIQUÉES		TOTAL de la FABRICATION	PRIX MOYENS		QUANTITÉS IMPOSÉES	QUOTITÉ MOYENNE par habitant	POUR MÉMOIRE	
	chez les distillateurs et bonilleurs de profession	chez les bonilleurs de cru non contrôlés (Évaluation)		de L'ALCOOL de Bourse à 90° (1).	du TROIS-SIX de vin à 80° (2).			PRODUCTION	
								des vins.	des cidres.
	hectol.	hectol.	hectol.	francs.	francs.	hectol.	hectol.	hectol.	
1850.....	670.000	270.000	940.000	»	47	585.200	1.46	45.266.000	
1851.....	816.000	220.000	1.036.000	»	48	622.805	1.74	39.429.000	
1852.....	435.000	262.000	697.000	»	83	648.610	1.81	28.636.000	
1853.....	616.000	410.000	726.000	»	133	644.352	1.80	22.602.000	
1854.....	891.000	23.000	914.000	166	193	601.699	1.68	10.824.000	
1855.....	690.000	42.000	702.000	124	151	714.813	2.00	15.175.000	
1856.....	686.000	18.000	704.000	108	169	768.394	2.13	21.294.000	
1857.....	829.000	24.000	853.000	86	179	825.589	2.29	35.410.000	
1858.....	696.000	262.000	958.000	56	69	842.691	2.34	53.919.000	
1859.....	772.000	260.000	1.032.000	85	401	823.029	2.28	29.891.000	
1860.....	763.000	110.000	873.000	101	120	851.825	2.27	39.538.000	
1861.....	769.000	262.000	1.031.000	92	102	832.926	2.23	29.738.000	
1862.....	908.000	410.000	1.018.000	73	82	857.592	2.29	37.110.000	

(1) D'après les indications de la Bourse de commerce de Paris.

(2) D'après les indications de la Chambre de commerce de Béziers.

TABLEAU II (suite).

Production, prix et consommation des alcools depuis 1850. (Alcool pur.)

ANNÉES	QUANTITÉS FABRIQUÉES		TOTAL de la FABRICATION	PRIX MOYENS		QUANTITÉS IMPOSÉES	QUOTITÉ MOYENNE par habitant	POUR MÉMOIRE	
	chez les distillateurs et bouilleurs de profession	chez les bouilleurs de cru non contrôlés (Evaluation)		de L'ALCOOL de Bourse à 90° (1).	du TROIS-SIX de vin à 86° (2).			PRODUCTION	
								des vins.	des cidres.
	hectol.	hectol.	hectol.	francs.	francs.	hectol.	livres.	hectol.	hectol.
1863.....	1 007.000	220.000	1 227.000	69	79	870.264	2.33	51.372.000	9.910.000
1864.....	1 126.000	227.000	1 353.000	71	76	870.223	2.33	50.653.000	11.644.000
1865.....	1 177.000	364.000	1 541.000	52	59	873.007	2.34	68.943.300	2.784.000
1866.....	1 255.000	136.000	1 391.000	44	58	964.223	2.53	63.838.000	14.675.000
1867.....	815.000	273.000	1 088.000	63	76	939.465	2.47	39.128.000	11.642.000
1868.....	1 031.000	261.000	1 292.000	76	90	971.317	2.55	52.098.000	11.696.000
1869.....	1 151.000	260.000	1 411.000	65	75	1 008.750	2.63	70.000.000	4.280.000
1870.....	902.000	335.000	1 237.000	62	63	882.790	2.32	54.535.000	19.194.000
1871.....	1 179.000	422.000	1 601.000	69	65	1 013.216	2.81	56.901.000	2.128.000
1872.....	1 439.000	452.000	1 891.000	54	63	755.464	2.09	50.155.000	4.597.000
1873.....	1 249.000	175.000	1 424.000	62	95	934.450	2.59	35.716.000	13.635.000
1874.....	1 348.000	184.000	1 532.000	64	89	970.599	2.69	63.146.000	13.312.000
1875.....	1 472.000	377.000	1 849.000	50	56	1 019.052	2.82	83.836.000	18.257.000
1876.....	1 408.000	301.000	1 709.000	51	60	1 000.182	2.71	41.847.000	7.036.000
1877.....	1 172.000	137.000	1 309.000	60	86	1 029.683	2.87	56.405.000	13.345.000
1878.....	1 260.000	157.000	1 417.000	60	95	1 100.512	2.98	48.720.000	11.936.000
1879.....	1 404.000	84.000	1 488.000	59	96	1 161.649	3.22	25.770.000	7.738.000

1880.....	1.556.000	25.000	1.581.000	67	103	1.313.829	3.64	29.677.000	5.463.000
1881.....	1.791.000	31.000	1.822.000	62	103	1.444.055	3.91	34.139.000	17.122.000
1882.....	1.733.000	34.000	1.767.000	57	103	1.420.344	3.89	30.886.000	8.921.000
1883.....	1.971.000	40.000	2.011.000	50	103	1.484.020	3.90	36.029.000	23.492.000
1884.....	1.873.000	62.000	1.935.000	44	103	1.488.687	3.98	34.781.000	11.907.000
1885.....	1.795.000	69.000	1.864.000	47	102	1.444.342	3.85	28.536.000	19.955.000
1886.....	1.980.000	72.000	2.052.000	45	102	1.419.901	3.53	25.063.000	8.300.000
1887.....	1.952.000	53.000	2.005.000	42	102	1.467.630	3.84	24.333.000	13.437.000
1888.....	2.105.000	57.000	2.162.000	44	100	1.468.446	3.87	20.102.000	9.767.000
1889.....	2.186.000	60.000	2.246.000	39	94	1.516.927	4.00	23.224.000	3.701.000
1890.....	2.171.000	43.000	2.214.000	36	98	1.662.801	4.35	27.416.000	11.095.000
1891.....	2.157.000	51.000	2.208.000	41	100	1.669.184	4.37	30.439.000	9.280.000
1892.....	2.196.000	67.000	2.263.000	47	99	1.735.367	4.36	29.082.000	15.141.000
1893.....	2.317.000	159.000	2.476.000	44	90	1.642.366	4.32	30.070.000	31.609.000
1894.....	2.145.000	214.000	2.359.000	34	75	1.539.395	4.04	39.053.000	15.541.000
1895.....	2.037.000	129.000	2.166.000	31	82	1.549.045	4.07	26.688.000	25.587.000
1896.....	1.888.000	134.000	2.022.000	31	90	1.590.892	4.19	14.656.000	8.074.000
1897.....	2.101.000	107.000	2.208.000	38	90	1.633.968	4.28	32.351.000	6.789.000
1898.....	2.336.000	75.000	2.412.000	46	90	1.799.665	4.70	32.282.000	10.637.000
1899.....	2.509.000	91.000	2.600.000	42	100	1.754.808	4.59	47.908.000	20.836.000
1900.....	2.452.000	204.000	2.656.000	35	86	1.782.891	4.66	67.353.000	29.409.000
1901.....	(3) 2.152.000	286.000	2.438.000	28	50	1.346.635	3.52	37.564.000	12.734.000
1902.....	1.751.000	136.000	1.887.000	31	54	1.258.949	3.26	39.884.000	9.211.000
1903.....	2.001.000	46.000	2.047.000	43	80	1.368.904	3.54	35.402.000	5.671.000
1904.....	2.181.000	76.000	2.257.000	44	86	1.514.309	3.89	66.017.000	40.933.000
1905.....	2.530.000	79.000	2.609.000	45	63	1.381.761	3.57	56.666.000	4.828.000
1906.....	2.511.000	199.000	2.710.000	42	61	1.378.194	3.56	52.079.000	22.302.000
1907.....	2.293.000	222.000	2.515.000	43	66	1.289.408	3.31	66.070.000	3.360.000
1908.....	2.245.000	293.000	2.538.000	43	79	1.339.578	3.44	60.543.000	19.976.000
1909.....	2.166.000	261.000	2.427.000	41	85	1.342.006	3.46	54.446.000	9.755.000

(1) D'après les indications de la Bourse de commerce de Paris.

(2) D'après les indications de la Chambre de commerce de Béziers.

(3) Dans ce chiffre se trouve comprise, en 1901 et en 1902, la production des bouilleurs de cru assimilés aux bouilleurs de profession et, depuis 1903, celle des bouilleurs de cru contrôlés.

En 1850, le commerce des alcools est parvenu à un haut degré de prospérité ; il contribue, pour une large part, à la richesse nationale.

Les 891,000 hectolitres qui constituent le chiffre moyen de la production des onze dernières années (1840 à 1850), et dont la presque totalité est fournie par les eaux-de-vie naturelles, alimente une exportation importante (288,000 hectolitres, soit environ 1/3 de la production totale).

L'apparition de l'oïdium, vers 1851-1852, ouvre la première des grandes crises que les pays vignobles aient eu à traverser ; crise passagère, heureusement vite conjurée.

Certes, le mal n'a pas disparu complètement ; mais on a appris rapidement à en combattre les premiers effets et à remédier aux ravages que, dans les premières années, il fit d'une façon en quelque sorte foudroyante.

L'oïdium, en dévastant les vignobles, a amené une énorme diminution dans la production des eaux-de-vie naturelles. Le chiffre de celle-ci s'abaisse de 815,000 hectolitres, moyenne décennale de 1840 à 1850, à 165,000 hectolitres seulement durant les années 1853 à 1857 qui suivent le fléau. L'élévation des prix, le besoin de combler le trou creusé dans les ressources par cette diminution de la production, développent par contre rapidement la production des alcools industriels. Un brusque bond en avant la porte, durant la même période, de 76,500 hectolitres à 506,000 hectolitres.

La crise de l'oïdium prend fin vers 1857. La production des vins retrouve son cours normal, et avec elle la distillation des eaux-de-vie de vin.

Celle-ci atteint son point culminant avec 963.668 hectolitres (1) en 1865, année de production exceptionnelle pour le vin.

L'année 1875 est favorisée par la plus grosse récolte de vin qu'on ait jamais enregistrée, 83.836.000 hectolitres, et elle est aussi une année de très forte distillation, 717.732 hectolitres. Mais c'est le champ du cygne de la distillation des vins. Nous sommes au seuil de la deuxième grande crise qu'ait eu à subir le vignoble français. Le phylloxera exerce ses terribles ravages. On peut se demander un instant si nous n'allons pas assister à la mort de nos vignobles. La distillation des vins ressent naturellement les effets désastreux de la tourmente. Mais la consommation, elle, ne diminue pas. Elle tend même à s'accroître. Et comme le besoin a toujours pour résultat de créer l'organe et de le développer, ce sont les alcools d'industrie qui, conjointement avec les importations, vont tendre à combler le déficit ainsi creusé dans les ressources du commerce. Un moment, dans les années qui ont suivi la fin de la crise de l'oïdium, le fléau de la balance a pu sembler indécis. Mais, cette fois, l'équilibre est définitivement rompu. D'un mouvement chaque jour plus rapide, plus définitif, le fléau penche du côté de l'alcool d'industrie.

En 1850, les eaux-de-vie naturelles fournissent à la consommation et à l'exportation 91 à 92 o/o de ses besoins ; en 1909, la proportion est inversée. C'est l'alcool d'indus-

(1) Ce chiffre comprend également la production des alcools de cidre, marcs, lies et fruits.

trie qui les alimente jusqu'à concurrence d'environ 82.7 o/o (2.007.569 hectolitres sur une production totale de 2.426.726 hectolitres).

La lutte est ouverte, et elle va devenir chaque jour plus âpre et plus ardente, entre les deux catégories d'alcool et les intérêts qu'elles mettent aux prises.

Pour mieux comprendre les phases par lesquelles a passé cette transformation radicale de la production, il convient d'étudier séparément et avec quelque détail les conditions de la production des diverses sortes d'alcool au cours des soixante dernières années.

Nous le ferons en commençant par la production des eaux-de-vie naturelles.

CHAPITRE II

LA DISTILLATION DANS LES CHARENTES ET DANS L'ARMAGNAC.

Au point de vue de la production des eaux-de-vie de vin, on peut partager la France en trois grandes zones :

1° Le pays des cognacs, c'est-à-dire les deux Charentes et quelques communes du département de la Dordogne et de celui des Deux-Sèvres (1).

2° Le pays de l'Armagnac, Lot-et-Garonne, Gers, Landes (2).

3° Le pays des eaux-de-vie dites de Montpellier ou du Midi.

Dans chacune de ces régions, la production obéit à des modalités différentes.

Dans les Charentes ou l'Armagnac, pour la production des eaux-de-vie de marque qui ont consacré à l'étranger la réputation de ces pays, ce qui prime tout, c'est la qua-

(1) Cf. Décret du 1^{er} mai 1909 portant règlement d'administration publique pour la délimitation de la région ayant pour ses eaux-de-vie un droit exclusif aux dénominations de Cognac, eau-de-vie des Charentes.

(2) Cf. Décret du 25 mai 1909 portant règlement d'administration publique pour la délimitation de la région ayant pour ses eaux-de-vie un droit exclusif aux dénominations Armagnac, Bas-Armagnac, Ténarèze, Haut-Armagnac.

lité des vins. Elle joue un rôle à côté duquel le prix n'est qu'un élément secondaire.

Les années de fort degré, de vins bien réussis et de bonne tenue, y sont donc en général des années de forte distillation.

Si la production des eaux-de-vie de vin dans les Charentes et l'Armagnac dépend en première ligne de l'abondance et de la qualité de la matière première, elle subit naturellement aussi dans une large mesure l'influence du plus ou moins de facilité que cette production rencontre pour son écoulement.

La question des débouchés des produits charentais sera traitée en détail dans la deuxième partie de ce travail (1).

Nous nous bornerons pour le moment à marquer ici le caractère spécial du commerce charentais, qui est avant tout un commerce d'exportation. Or ce commerce, nous le verrons plus tard, passe depuis quelque 35 ans par une crise sérieuse qui, loin de montrer des symptômes d'apaisement, tend au contraire chaque jour à devenir plus aiguë.

Aussi, malgré la reconstitution du vignoble et les fortes récoltes de vin qui se sont succédé depuis 1904, malgré la protection que la loi de 1903 sur les acquits d'origine est venue donner aux alcools de vin, la distillation en Charentes n'a pas repris à beaucoup près l'ampleur qu'elle avait autrefois. Elle laisse assez loin derrière elle la

(1) II^e partie, chap. V.

moyenne décennale de 1871 à 1880 (1), quelque affectée que celle-ci ait été à partir de 1877 par la crise du phylloxera (2).

Les deux dernières années 1908 et 1909, sont même au nombre des plus médiocres campagnes de distillation que les Charentes aient faites depuis plus de dix ans, parce qu'on s'est vu forcé de réduire considérablement le travail en raison des stocks accumulés par la mévente à l'intérieur et le ralentissement durable des exportations.

La distillation dans les Charentes est en effet réglée par un mode de faire tout spécial et qui ne se rencontre pas dans les autres pays de distillation. C'est en majeure partie une distillation sur commande.

Le commerce charentais ne distille pas lui-même les produits qu'il vend sous des marques universellement connues, et qui ont fait à l'étranger son immense réputation. Il les fait distiller, dans des proportions variables suivant les moments.

Chaque année, aux approches de la Saint-Eloi, quand, la vendange terminée, il est possible de se faire une idée suffisamment approchée de l'importance de la récolte des vins, de sa qualité, de sa richesse alcoolique, « les grandes maisons » — c'est l'expression consacrée en Charentes

(1) 184.581 hectolitres.

(2) 1904	55.836 hectolitres
1905	124.619 —
1906	130.437 —
1907	159.060 —
1908	73.794 —
1909	59.097 —

pour désigner les deux maisons Martell et Hennessy et celles qui, par leur importance et la notoriété de leur marque, tiennent avec les deux premières la tête du commerce charentais, — fixent le prix des vins. Autrement dit, elles font connaître qu'elles achèteront le vin de l'année à un prix fixé sur la base du degré d'alcool, et qui varie suivant qu'il s'agit d'une région dont les vins sont plus ou moins réputés pour la distillation (1).

Ce prix sert de cours pour l'achat des vins de l'année et est en général accepté sans discussion par tout le commerce de la région. Il est d'ailleurs pour ainsi dire sans exemple que ce prix ne soit pas très sensiblement supérieur à celui que les propriétaires récoltants pourraient retirer de leurs vins par la vente directe à la consommation, d'autant que ces vins sont généralement peu appréciés pour la table en raison d'un goût de terroir assez prononcé.

(1) On divise le territoire des Charentes en trois zones.

1° La grande Champagne, qui comprend 21 communes situées entre la Né et la Charente, dans l'arrondissement de Cognac. Ses vins donnent l'eau-de-vie dite « fine champagne », la plus renommée de toutes.

2° La petite Champagne, comprenant 26 communes appartenant à la Charente et 29 à la Charente-Inférieure.

3° Les fins bois ou borderies, comprenant un petit nombre de communes situées dans le canton de Cognac (Beaudouin, *Les eaux-de-vie et la fabrication du cognac*. Paris, 1893).

Pour les achats, le prix est différent suivant qu'il s'agit de la grande Champagne, de la petite Champagne ou de certaines communes des borderies ou des fins bois. On ne saurait fixer aucune règle à ces différences de prix.

Elles varient d'une année à l'autre, suivant les résultats de la récolte dans l'une ou l'autre de ces régions et suivant les besoins.

Les vins, une fois achetés, sont expédiés dans les brûleries de la campagne, chez les brûleurs favorisés de la lucrative confiance des grandes maisons (1). Chaque grande maison a ses brûleurs attitrés et qui ne travaillent que pour elle, sauf rares exceptions. C'est que la distillation, telle qu'elle se pratique en Charentes (2), est une opération très délicate ; elle suppose chez le brûleur une longue expérience, des soins spéciaux, un véritable tour de main ; avant tout une grande loyauté qui prémunisse le brûleur contre la tentation de céder à toute velléité de falsification du produit. Une mauvaise livraison, si elle passe inaperçue, peut suffire à empoisonner tout un foudre, à détériorer par suite des quantités souvent importantes de marchandise de grand prix, à compromettre la réputation d'une marque.

Malheureusement pour le viticulteur, les maisons des

(1) Le brûleur reçoit en général une rémunération de 25 francs par hectolitre d'eau-de-vie à 60°. Il doit rendre une quantité d'eau-de-vie par hectolitre de vin fourni, déterminée par la richesse alcoolique de ce vin au moment de sa réception. Autrefois, les brûleurs avaient en outre l'autorisation de faire pour leur compte personnel des repasses après la distillation et d'en disposer librement. Ces repasses consistaient dans la redistillation des petites eaux et résidus de la première distillation. On en rechargeait la chaudière, et, après addition d'alcool d'industrie ou d'alcool du Midi, on procédait à une nouvelle distillation. Mais depuis que la loi de 1903 a institué l'acquit d'origine, et pour couper court à toute suspicion sur l'authenticité des produits reçus des brûleries, les maisons ont généralement interdit à leurs distillateurs la pratique des repasses.

(2) Il n'entre pas dans notre cadre de décrire les opérations de la distillation ; nous renvoyons à cet égard aux nombreux ouvrages spéciaux qui traitent de la question.

Charentes qui lui achètent son vin en vue de la distillation ne l'achètent pas généralement en quantité illimitée. Elles ne donnent le plus souvent à leurs courtiers que des ordres portant sur une quantité déterminée et qui correspond à la distillation d'eau-de-vie qu'elles se proposent pour l'année en cours.

Nombreux donc restent souvent parmi les propriétaires récoltants, ceux qui n'ont pas la bonne fortune de recevoir leur part de la manne bienfaisante.

Aussi, en dehors de la production à façon, qu'on nous passe l'expression, dont nous venons de parler, il y a, surtout dans les années d'abondance de vin, une autre production, émanant d'un certain nombre de gros propriétaires, qui brûlent à leurs risques et périls les vins de leurs récoltes ou ceux qu'ils achètent à leurs voisins.

Le plus souvent ils laissent vieillir les produits ainsi obtenus, et quand une occasion favorable se présente, souvent après plusieurs années seulement, ils en cherchent l'écoulement dans le commerce charentais, ou, quand ils le peuvent, et se transformant à leur tour en négociants occasionnels, à la consommation intérieure.

Il y a enfin la production des bouilleurs de cru qui, depuis la suppression de l'exercice, tend à reprendre la grande importance qu'elle avait autrefois.

En 1908, la production de ceux de ces bouilleurs qu'il a été possible de contrôler, s'est élevée à 25.834 hectolitres en regard de 47.960 hectolitres pour les bouilleurs de

profession (1). Et il faut ajouter à ce chiffre des bouilleurs de cru contrôlés, tous ceux, et combien nombreux, qui distillent en dehors de tout contrôle.

Au cours de la discussion de la loi de 1903, M. Lauraine, député de la Charente, disait de son pays qu'il était un pays de gros bouilleurs, et où le petit bouilleur n'existait qu'à l'état d'exception.

Si cette assertion n'est pas rigoureusement exacte, particulièrement en ce qui concerne les bouilleurs de cru, elle est cependant l'expression d'une vérité assez approchée. Nous avons pu déjà le pressentir au cours des explications que nous venons de donner sur l'organisation de la distillation en Charentes. La statistique le confirme. Les 47.960 hectolitres qui constituent en 1908 la production des bouilleurs de profession sont l'œuvre de moins de 343 distillateurs (2)

Les bouilleurs de cru, dont il a été possible en 1908 de contrôler la distillation, se sont élevés à 2.102, ce qui donne une moyenne de 12 hectolitres environ d'alcool pur par bouilleur de cru.

C'est un chiffre élevé et qui dépasse de beaucoup la moyenne de ce que les statistiques fournissent pour d'autres régions, notamment pour l'Ouest et l'Est.

(1) En 1909, la proportion est la suivante : 15.239 hectolitres pour les bouilleurs de cru en regard de 43.858 hectolitres pour les bouilleurs de profession.

(2) Il faut déduire de ce chiffre les quelques distillateurs de betteraves qui existent dans les deux Charentes.

Nous trouvons d'ailleurs une confirmation nouvelle du petit nombre des petits bouilleurs dans les deux Charentes, dans ce fait, que durant la dernière année de l'exercice, — campagne 1905-1906, — l'Administration des finances n'évalue dans les deux Charentes qu'à 247 hectolitres, la quantité produite par ceux des petits bouilleurs placés sous le régime de l'amendement Morlot.

Nous compléterons les brèves explications que nous venons de donner sur la production des Charentes, par quelques mots touchant celle de l'Armagnac.

A l'inverse de ce qui se passe pour les eaux-de-vie des Charentes, les débouchés de l'Armagnac sont exclusifs de toute exportation.

L'Armagnac n'écoule ses eaux-de-vie qu'à la consommation intérieure, et c'est le commerce charentais qui est son principal client. Ses eaux-de-vie sont achetées en vue des coupages avec les eaux-de-vie charentaises. Aussi les causes qui affectent les débouchés des produits de la Charente, et réagissent à ce titre sur sa production, frappent, par contre coup, la production de l'Armagnac.

Comme la Charente, d'ailleurs, l'Armagnac est un pays de gros bouilleurs (1). Les 2.218 hectolitres qui constituent en 1908, pour le Gers, la production des bouilleurs de

(1) Dans l'Armagnac, nous avons des appareils supérieurs à 5 hectolitres... (Lasies, député du Gers, séance de la Chambre des députés du 4 décembre 1900).

profession, sont le résultat de la distillation de 48 bouilleurs seulement.

Par contre les bouilleurs de cru ont toujours tenu jusqu'ici, dans la production de l'Armagnac, une place hors de toute proportion avec celle occupée par la production industrielle, qu'ils ont bien souvent égalée, quand ils ne l'ont pas dépassée.

CHAPITRE III

LA DISTILLATION DANS LE MIDI ET LA QUESTION

DES ACQUITS DE COULEUR.

La production des vins dans les Charentes est orientée tout entière en vue de la distillation. On n'y écoule à la consommation que les excédents qu'il n'a pas été possible de brûler.

La production des vins dans le Midi est au contraire tournée tout entière du côté de la consommation, et ce sont les excédents qu'on envoie, faute de mieux, à la chaudière.

Le fait est ainsi constaté dans une publication officielle (1).

« Quand (après les crises de l'oïdium et du phylloxera), la vigne fournit de nouveau des récoltes abondantes et plus abondantes même qu'à toute époque antérieure, la distillation des vins ne reprit que passagèrement son ancienne importance. Elle devint de plus en plus active dans les Charentes, les eaux de-vie dites de Cognac trouvant chaque jour de nouveaux débouchés à l'étranger ; mais dans les départements du Midi qui, autrefois, pro-

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1878, t. III, p. 417.

duisaient 5 à 600.000 hectolitres d'alcool, elle ne franchit plus la limite de 100.000 hectolitres que dans les années où l'abondance des vins était tout à fait exceptionnelle, comme en 1865 et en 1876. »

Les causes d'un état de choses, qui s'est perpétué depuis l'époque où le ministère des finances l'a constaté officiellement, sont clairement exposées dans un passage du rapport que, dès 1872, M. Wilson, député, consacrait à la question des bouilleurs de cru.

Nous ne pouvons mieux faire que de le reproduire ici, car les raisons qu'il donne n'ont rien perdu depuis de leur valeur, bien au contraire.

« Grâce à l'amélioration des voies de communication, tous les producteurs sont maintenant en état de vendre leur production en nature, et quand ils distillent, ils n'obéissent pas à une nécessité supérieure, mais ils se livrent à une opération industrielle, tout autant que les distillateurs ou fermiers qui distillent des grains, des pommes de terre, ou des betteraves provenant de leur récolte. Si la distillation des vins a conservé une grande importance dans certains départements, c'est qu'elle est plus avantageuse que la vente en nature. »

Cette dernière phrase appelle pourtant quelques réserves. Elle n'a pas toujours été exacte.

Nous avons vu, au cours de la dernière grande crise viticole qui a eu dans le Midi, comme dans toute la France d'ailleurs, un tel retentissement, le vin devenir invendable et la mise à la chaudière être la seule ressource du propriétaire et constituer pour lui une absolue nécessité.

De ce fait, les années 1901 et 1905, succédant à de très grosses récoltes de vin, ont vu, comme en 1865 et en 1875, la distillation des vins dans le Midi reprendre temporairement une importance inusitée. Mais il s'agit là d'années, de circonstances exceptionnelles, et le mode général que nous venons d'indiquer ne s'en trouve pas infirmé.

On brûle donc dans le Midi, quand les vins sont bon marché ; on brûle ceux dont le défaut de qualité ou de degré en rend la vente difficile ou la conservation hasardeuse. On brûle, quand l'importance de la récolte ne permet, ni l'écoulement immédiat en nature, ni la conservation, faute de vaisselle vinaire suffisante, de la vendange de l'année.

La qualité des produits se ressent de ce mode de faire.

Les appareils employés eux-mêmes, beaucoup plus grands que ceux en usage dans les Charentes, chauffés généralement à la vapeur au lieu de l'être à feu nu et se rapprochant davantage de ceux en service dans les grandes distilleries industrielles, plus perfectionnés et plus modernes que les appareils charentais quelque peu primitifs en apparence, n'en donnent pas moins des eaux-de-vie qui ne sauraient se comparer, pour la finesse et la qualité, à celles produites par ces derniers.

Aussi, l'écoulement des alcools ainsi obtenus n'est pas toujours facile. Les eaux-de-vie du Midi n'ont aucun débouché à l'exportation, et dans la consommation intérieure, elles rencontrent la concurrence des alcools d'industrie

La question du prix de revient est donc, pour les eaux-de-vie du Midi, la question primordiale. Elle a, sur la production, une influence tout autre que celle qu'elle exerce dans les Charentes ou dans l'Armagnac.

Ce prix doit pouvoir se comparer, dans une certaine mesure tout au moins, avec celui des bons alcools industriels. Les alcools neutres industriels sont en effet souvent préférés pour un certain nombre d'usages aux alcools de vin du Midi. Le bouquet de ces derniers est fréquemment un inconvénient pour les coupes dans lesquels ils entrent, pour les vins qu'ils sont employés à viner. Pour user du terme en usage dans le commerce, ils prennent moins bien la « couverture » que les alcools industriels.

Heureusement pour eux, les alcools du Midi compensent ces inconvénients par d'autres avantages.

Ils bénéficient de l'acquit blanc, et cet acquit a une valeur propre, indépendante de celui du produit qu'il accompagne, et qui en augmente dans des proportions variables suivant les moments, mais souvent importantes, la valeur d'échange.

Lorsque la loi de 1872 établit temporairement l'exercice des bouilleurs de cru, le marquis de Dampierre fit adopter par l'Assemblée Nationale un amendement qui est devenu le paragraphe 1 de l'article 8, et qui est ainsi conçu :

« Tout acquit-à-caution devra porter l'indication des substances avec lesquelles ont été fabriqués les produits qu'il accompagne, et l'acquit délivré sera sur papier blanc

pour les alcools de vin, sur papier rouge pour les alcools d'industrie, et sur papier bleu pour les mélanges. »

L'acquit blanc accompagnait non seulement les alcools de vin, mais les eaux de-vie et esprits de marcs de raisins, les eaux-de-vie et esprits de lies de vins, les eaux-de-vie de cidre, de poiré, de cerises et de prunes ; en un mot toutes les eaux-de-vie naturelles.

Il ne semble pas que le vote de cette disposition ait eu dans la pratique, pour la protection des eaux-de-vie naturelles, les résultats bienfaisants qu'en attendait son auteur.

« Pour en assurer l'efficacité, il aurait fallu étendre aux congés les mesures prises à l'égard des acquits-à-caution, et tenir des comptes distincts pour les alcools de diverses natures de la possession des entrepositaires. D'autre part, la couleur des titres de mouvement et les indications à y porter dépendant exclusivement de la déclaration de l'expéditeur, on ne pouvait avoir de garanties sérieuses, à défaut de moyens de contrôle permettant de distinguer sûrement à la circulation une eau-de-vie naturelle d'une eau-de-vie artificielle ou de mélange (1). »

D'autres causes, d'ordre économique, devaient tendre d'ailleurs, à en paralyser les effets.

Le fléau du phylloxera a amené à partir de 1877 une diminution considérable dans la production des alcools de vin, devenue absolument insuffisante pour les besoins de la consommation. D'où hausse très importante dans les prix de l'alcool du Midi (2).

(1) Circulaire n° 67, 19 septembre 1872. Citée par Dalloz,

(2) Cf. Tableau, p. 20.

C'est l'alcool d'industrie qui, conjointement avec les importations, vint combler les vides ainsi créés dans les ressources du commerce. La production de cet alcool suivit une marche ascendante des plus rapides, tellement rapide qu'elle eut pour résultat de faire baisser les prix à un niveau qui détermina une véritable crise. Par suite, l'écart entre la valeur marchande des eaux-de-vie du Midi et des alcools du Nord tendit à s'élargir chaque jour davantage.

C'est ainsi que, sous le couvert de la loi de 1872 habilement tournée, prit naissance dans l'Armagnac et dans le Midi, avec la complicité consciente des consommateurs qui trouvaient profit à fermer les yeux, la pratique du « blanchiment des acquits » (1).

Blanchir un acquit, c'était, pour l'entrepositaire, recevoir l'alcool d'industrie en acquit rouge et le réexpédier en acquit blanc comme alcool de vin.

Le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru, l'absence de tous comptes séparés, le droit de faire de l'acquit bleu, par l'addition, en quantité si infime qu'on veuille bien le supposer, d'alcool de vin à l'alcool d'industrie, devaient faciliter singulièrement le trafic des acquits, et de fait celui-ci s'exerça sur une très large échelle.

Il y eut désormais sur les marchés du Midi deux cotes ; l'une officielle, pour l'alcool d'industrie en acquit rouge ;

(1) « Il existe des blanchisseurs d'acquits, c'est contre eux que je vous demande de légiférer. » Mulac, député de la Charente, séance du 21 février 1903.

l'autre à peine dissimulée pour le même alcool coupé d'alcool du Midi et livré irrégulièrement en acquit blanc ou régulièrement en acquit bleu.

A tout prendre et à ne considérer que l'opération en elle-même, le fisc n'était pas lésé ; les droits étaient toujours payés. C'est ce qui explique que l'Administration ait longtemps toléré ces pratiques qu'elle n'a jamais ignorées, et s'en soit plus ou moins désintéressée. Pendant plusieurs années, elle ne s'inspira pas d'ailleurs de règles bien fixes,— le directeur des contributions indirectes de tel département exerçant des poursuites contre les blanchisseurs d'acquits qu'on laissait en paix dans le département voisin ; et dans le même département, la pratique administrative variant suivant les chefs de service qui se succédaient à la tête de l'Administration.

Seulement, la Régie ne tarda pas à s'apercevoir que le commerce des acquits avait pour résultat, en rendant tout contrôle difficile, sinon impossible, de favoriser singulièrement, mieux même, de susciter en quelque sorte la fraude des bouilleurs de cru pour lesquels il facilitait l'écoulement clandestin de la production.

C'est pourquoi quand, cherchant à pourchasser la fraude, le gouvernement demanda aux Chambres, en 1903, le rétablissement de l'exercice des bouilleurs de cru, il obtint de celles-ci l'abrogation du paragraphe 1 de l'article 8 de la loi du 2 août 1872 et son remplacement par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903.

Désormais, et sous l'empire des nouvelles dispositions,

il n'y a plus que deux sortes d'acquits ou de congés :

1° L'acquit rose qui s'applique à la généralité des spiritueux quelle qu'en soit la provenance.

2° L'acquit blanc qui s'applique aux eaux-de-vie et alcools naturels, provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs et prunes, et produits sous le contrôle de la Régie.

Et comme complément à ces mesures, la loi impose la tenue de deux comptes distincts et de magasins séparés à toute personne recevant à la fois des alcools du compte général (acquit rose), et du compte spécial (acquit blanc).

Elle refuse de plus le bénéfice de l'acquit blanc « à tous les spiritueux composés, alors même que les produits ainsi obtenus proviendraient du travail de produits jouissant de l'acquit blanc. Le moindre mélange quel qu'il soit, quelles qu'en puissent être les proportions, prive celui qui l'a fait de la faveur de l'acquit blanc » (1).

La nouvelle loi devait pratiquement mettre fin, faute d'objet, au commerce du blanchiment des acquits auquel se livrait le Midi. Quel intérêt y a-t-il désormais pour le fabricant d'absinthes, de liqueurs, pour le vinage des vins, à employer de l'acquit blanc, à le surpayer, puisque, par le fait même des mélanges, le produit obtenu ne pourra plus ressortir qu'en acquit rose ?

Si néanmoins on persiste désormais à recevoir en acquit blanc, c'est qu'on tiendra pour son travail à recevoir réel-

(1) Dalloz, *Code des lois politiques et administratives annotées*, t. IV.

lement de l'alcool de vin, et non un 3/6 quelconque sous le couvert de l'acquit blanc.

Mais, de ce chef, le Midi, habitué d'ailleurs en matière de commerce d'alcool à opérer au jour le jour, comme tous les pays qui n'ont pas pour leurs produits un écoulement bien fixe ni régulier, et modifiant sa manière de faire suivant les incessantes variations législatives auxquelles est soumis le régime des boissons, va devoir chercher d'autres débouchés.

Les dispositions de la loi de 1903 ont eu pour but « de donner satisfaction aux Charentes et à l'Est » (1).

Elles ont donc, dans une certaine mesure, préjudicié aux intérêts du Midi ; et, du moins tant que les dispositions législatives actuelles ne seront pas modifiées, on est en droit de penser, et ce sera notre conclusion, que la distillation des vins dans le Midi sera de plus en plus fonction des prix respectifs du vin et de l'alcool d'industrie, auxquels les eaux-de-vie du Midi devront faire concurrence dans des conditions que ne tendra plus à rapprocher dans la même mesure que jadis la prime accordée par le commerce à la couleur de l'acquit.

Seules donc les années de très bon marché ou de très mauvaise qualité des vins verront des productions quelque peu importantes.

A ce dernier point de vue il importe de remarquer que l'article 3 du décret du 3 septembre 1907, pour l'applica-

(1) Rouvier, ministre des finances, séance 21 février 1903.

tion de la loi du 1^{er} août 1905 (1), peut forcer de mettre à la chaudière bon gré mal gré des vins qui ne pourront être conservés ou améliorés à l'aide d'un des moyens permis par ce décret.

Les données de la statistique officielle tendent à corroborer ces conclusions. Si on en excepte l'année 1905, année de crise intense pour la viticulture méridionale, on constate en effet que, depuis 1903, la distillation des alcools de vin n'a eu dans le Midi que peu d'importance, même au cours des trois années qui ont suivi 1905 et qui ont vu se succéder sans interruption de très fortes productions de vin (2).

(1) Sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie et spiritueux.

(2) Comme il y a lieu de s'y attendre, l'importance de la distillation dans les départements du Midi est en rapport avec le rang qu'occupent ces départements comme producteurs de vins.

Le Midi est, comme les Charentes, un pays de gros bouilleurs.

En 1909, 27.391 hectolitres ont été produits dans l'Hérault par 90 bouilleurs de profession ; 15.028 hectolitres dans l'Aude par 43 bouilleurs ; 4.412 hectolitres dans le Gard par 54 bouilleurs ; 9.289 hectolitres dans les Pyrénées-Orientales par 29 bouilleurs.

Quant aux bouilleurs de cru, ils sont, en ce qui concerne les vins proprement dits, en petit nombre.

Pour l'Hérault, qui en compte le plus, la statistique officielle n'en accuse que 100 dont la production s'élevant à 1.316 hectolitres ait été contrôlée en 1909.

Mais il n'en est pas de même dans la région du Midi en ce qui concerne la distillation des marcs et lies que nous étudierons au chapitre suivant.

CHAPITRE IV

LES MARCS ET LES LIES.

L'édit du 21 septembre 1784, dû principalement à l'influence de Dupont de Nemours, a levé les prohibitions qui frappaient jusqu'alors en France la distillation des marcs, lies et baissières. Mais l'origine du travail de ces résidus est très ancienne et paraît remonter à un siècle en arrière (1). Elle est rapportée comme suit par Legrand d'Aussy (2).

« C'est sur la fin du xvii^e siècle que fut imaginé de tirer une eau-de-vie des marcs quand ils ont été pressés. Le mémoire qu'en 1698 l'intendant de Lorraine fournit au duc de Bourgogne sur l'état de sa généralité en parle comme d'une invention trouvée dans les environs de Pont-à-Mousson *depuis quelques années*. Par là, dit il, on tire un assez grand produit d'une chose qui n'était bonne qu'à brûler. Le secret, ajoute l'auteur, s'est répandu dans tous les pays des vignobles, mais il n'est praticable que dans ceux où le bois est aussi commun qu'en Lorraine. Au reste, ces nouvelles eaux-de-vie de la province se débitaient, selon lui, dans les Ardennes et sur les frontières d'Allema-

(1) Durival, dans sa description de la Lorraine, citée par Legrand d'Aussy, la place à l'année 1696.

(2) *Histoire de la vie privée des Français*, 1782. Réimprimée par Roquefort en 1815, p. 82-83.

gne. Elles étaient consommées particulièrement par les troupes et les hôpitaux. »

La Bourgogne est rapidement devenue, après l'édit de 1784, et est restée de nos jours la terre classique de la distillation des marcs. Le commerce auquel a donné naissance cette distillation est d'ailleurs plus intéressant par la renommée qu'ont acquise les eaux-de-vie de cette provenance sur le marché intérieur que par l'importance, restée médiocre, de la production.

Le commerce des eaux-de-vie de marcs de Bourgogne est concentré tout entier dans les mains d'un petit nombre de maisons, ayant pour la plupart leur siège aux environs de Mâcon. A l'inverse de ce qui se passe en Charente, ces maisons, ou distillent elles-mêmes la majeure partie des produits qu'elles écoulent, ou rectifient les eaux-de-vie achetées aux petits bouilleurs de cru.

Pour l'année 1909, les statistiques officielles indiquent, pour le département de Saône-et-Loire, 91 bouilleurs et distillateurs de profession ayant produit 1.047 hectolitres; et pour celui de la Côte-d'Or, 494 bouilleurs et distillateurs de profession, dont la production a atteint 959 hectolitres.

C'est peu de chose, on le voit. Produit de choix, les eaux-de-vie de Bourgogne sont à la production des eaux-de-vie de marc en général quelque chose comme les cognacs à la production des autres eaux-de-vie de vin. Aussi, leur distillation est l'objet de soins spéciaux. Elle se fait généralement à feu nu, dans des appareils, avec une mé-

thode, avec des précautions qui rappellent les usages de la distillation charentaise.

Pas plus que nous ne l'avons fait pour cette dernière, nous ne les décrirons ici.

Quant à la consommation, elle est en grande partie locale et ne dépasse pas en tous cas les limites du marché intérieur, Paris notamment et quelques grands centres.

La production des eaux-de-vie de mares par les bouilleurs de cru contrôlés est insignifiante ; mais il y a tous les petits bouilleurs non contrôlés, ceux qui bénéficient de l'amendement Morlot (1), et qui sont, certaines années, en nombre considérable.

Durant la campagne 1905-1906, 20 930 bouilleurs de cru contrôlés ou non, — la plupart non contrôlés, — ont travaillé dans la Côte d'Or, et, à s'en tenir aux évaluations officielles, nécessairement ici au-dessous de la vérité, en ce qui concerne la production des bouilleurs de cru, ils ont fabriqué :

En alcool imposable. 560 hectolitres

En alcool non imposable 913 hectolitres
au titre du régime général, et 4.184 hectolitres au titre du régime de l'amendement Morlot.

Les chiffres correspondants pour le département de Saône-et-Loire sont les suivants : 24.971 bouilleurs de cru contrôlés ou non, ayant fabriqué.

En alcool imposable. 453 hectolitres.

En alcool non imposable. 574 hectolitres

(1) Cf. chap. X, *Les bouilleurs de cru et la fraude.*

au titre du régime général, et 4.643 hectolitres au titre du régime de l'amendement Morlot (1).

La production de tous ces bouilleurs de cru alimente naturellement en fraude une bonne partie de la consommation (2).

D'origine plus récente que la distillation des marcs de Bourgogne, mais autrement importante, principalement depuis quelques années, est la distillation des marcs dans les pays vignobles du Centre, mais surtout dans la région méridionale. L'extension rapide de cette production et le développement considérable qu'elle ne cesse de prendre, tiennent à des causes qu'il nous faut indiquer ici.

Et d'abord, si se reportant aux données de la statistique officielle, on compare les chiffres respectifs de la production des eaux-de-vie de marcs et des eaux-de-vie de vin, on constate un certain nombre d'anomalies, plus apparentes d'ailleurs que réelles.

Si l'on prend les années où le phylloxera a fait tout particulièrement sentir ses effets sur la production viticole, on voit que la distillation des marcs y a occupé une place hors de toute proportion avec la distillation des vins, à en juger par ce qui se passait les années précédentes.

Bien que les deux sortes d'eaux-de-vie proviennent en dernière analyse de la même matière première, le raisin, l'explication du fait est facile à fournir.

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, juillet 1908, p. 57.

(2) Les Vosges et l'Auvergne produisent également une certaine quantité d'alcools de marcs qui sont consommés dans la région même.

La hausse des prix de l'alcool durant cette période de crise a amené à distiller un résidu considéré jusqu'alors comme sans valeur, — jeté comme tel, purement et simplement ou employé comme engrais, — donnant à la distillation, avec les alambics la plupart du temps rudimentaires dont les moyens restreints des petits propriétaires leur permettaient seulement l'emploi, un produit de très médiocre qualité, peu estimé du commerce, et partant d'un écoulement difficile, mais auquel son bon marché et la couleur de l'acquit qu'il doit aux lois de 1872 et de 1903, sont venus donner un intérêt et une valeur inattendus.

C'est, si paradoxal que cela paraisse au premier abord, dans la raison inverse, dans la baisse des prix des vins motivée par la reconstitution du vignoble, et dans les lois restrictives de la liberté de fabrication des piquettes auxquelles cette baisse a servi de prétexte, qu'il faut chercher la cause de l'importance croissante prise par la distillation des marcs dans le Midi au cours des dix dernières et plus particulièrement des cinq dernières années.

Tant que les vins se sont vendus à de bons prix, — 15 francs l'hectolitre et plus, — les propriétaires récoltants faisaient des piquettes avec les lavages de marcs, et jetaient au fumier les résidus ainsi épuisés de l'alcool qu'ils pouvaient retenir.

Mais quand vinrent les années de crise viticole, quand le prix subit une baisse importante qui le fit tomber au-dessous de 15 francs l'hectolitre, jusqu'à 5 francs même l'hectolitre un moment, le propriétaire récoltant n'eut

plus aucun intérêt à cuver ses vins et à continuer à fabriquer de la piquette.

La fabrication des piquettes faisant concurrence au vin devenu surabondant, le Midi s'adressa aux Pouvoirs publics pour en obtenir l'interdiction par une de ces lois de circonstance que, presque chaque année, il demande au Parlement.

La loi du 6 avril 1897 vint diminuer singulièrement l'intérêt qui pouvait s'attacher à la pratique des piquettes, puisqu'elle en interdit la fabrication en vue de la vente et la circulation.

Le dernier paragraphe de l'article 6 de la loi du 29 juin 1907 lui a porté le dernier coup, en n'autorisant plus la fabrication « que pour la consommation familiale et jusqu'à concurrence de 40 hectolitres par exploitation ».

Les distillateurs qui, en raison de la baisse considérable des cours du vin, pouvaient acheter à bon compte des vins défectueux et même bons, se remirent à brûler, et ils trouvèrent profit à travailler également les marcs non épuisés, provenant des vins de première cuvée et relativement riches encore en alcool.

L'opération était d'autant plus tentante que le marc, n'étant plus utilisé pour les piquettes, s'achetait pour ainsi dire pour rien.

Certains propriétaires l'abandonnaient en effet gratuitement aux distillateurs qui venaient leur rendre le service d'en débarrasser leur cour. De même, dans les pays du Nord, à la fin de la campagne sucrière, certains fabricants

de sucre cèdent pour rien ou presque rien les défécations ou les boues résiduaires, malgré leur valeur fertilisante appréciable, trop heureux de n'avoir pas à en faire eux-mêmes le charroi au loin. D'autres propriétaires demandaient, en échange des marcs fournis, le même volume en résidus de la distillerie pour faire de l'engrais ; d'autres encore, plus favorisés, obtenaient une modique rémunération pour leurs livraisons, généralement un franc par 700 litres de vin produit par le raisin dont on livrait le marc (1). L'alcool de marc ainsi produit trouvait preneur de 25 à 30 francs l'hectolitre à 86°.

Sous forme d'eau-de-vie de marc à 52°, il s'écoulait en acquit blanc à la consommation intérieure, principalement en Auvergne, en Bourgogne, ou dans l'Est de la France.

Sous forme d'alcool à 86°, souvent coupé d'alcool du Nord, surtout lorsque ce dernier était à bas prix, il entrait dans la consommation avec un acquit d'alcool du Nord échangé, et le bénéfice tiré de ce trafic d'acquits encourageait d'autant la distillation des marcs, en majorant les profits des producteurs.

Ce trafic d'acquits fut d'ailleurs facilité par la loi du 25 février 1901, qui, en accordant une prime aux alcools dénaturés, en a fait rapidement progresser la consommation, a contribué à la hausse des alcools du Nord, et a ouvert ainsi indirectement dans le Midi de la France un débouché nouveau à ceux des alcools de marcs à qui leur

(1) 700 litres représentent une mesure usuelle du Midi qu'on appelle le muid. Beaucoup de vins se vendent à tant le muid.

défaut de neutralité et leur goût caractéristique interdisaient, dans le domaine de la consommation de bouche, coupage, vinage, etc., la lutte avec l'alcool d'industrie.

La distillation des marcs devint donc rapidement une opération lucrative. Aussi, dans ces dernières années, a-t-on pu voir se créer dans nombre de villages du Midi, des sociétés coopératives entre propriétaires récoltants pour la distillation de leurs marcs.

Ce mouvement tend à se généraliser, car les profits réalisés ont été souvent tels qu'ils ont pu permettre de payer les distilleries et de les amortir complètement, au bout de deux ou trois campagnes.

Cependant, cette situation trop prospère ne devait pas tarder, comme il fallait s'y attendre, à amener l'encombrement du marché des alcools de marcs, « la vente de cet alcool restant malgré tout très limitée, et les régions qui en consomment le plus, la Bourgogne, l'Auvergne et les Vosges, se suffisant à elles mêmes pour des raisons identiques » (1).

C'est alors que, dans le Midi toujours ingénieux, toujours prompt et adroit à trouver sa voie à travers les remous constamment changeants de la législation fiscale, certains négociants « pour trouver l'écoulement de cet alcool dont on ne savait plus que faire », eurent l'idée féconde de créer « l'industrie de la rectification des alcools naturels ».

On installa des appareils perfectionnés permettant, « par

(1) Rapport soumis à la Chambre de commerce de Narbonne par A. Bousquet. *Revue vinicole* du 30 juin 1910.

une seconde opération complémentaire, en poussant à une épuration totale », l'élimination de toutes les impuretés, aldéhydes, huiles amyliques, etc..., et l'obtention « d'un alcool éthylique pur, identique comme composition chimique, comme goût et odeur, à l'alcool de vin rectifié pur » (1).

Les distillateurs ou les coopératives produisant l'alcool de marc ont du coup retrouvé pour leurs produits, aptes ainsi à pouvoir concurrencer à prix égal et même supérieur l'alcool d'industrie, car ils jouissent de plus du bénéfice de l'acquit blanc d'origine, des débouchés qui leur étaient fermés auparavant, et la « propriété retira annuellement de beaux bénéfices dans l'écoulement régulier et de plus en plus rémunérateur de ses marcs de vendange » (2).

(1) *Revue vinicole*, Rapport Bousquet, *op. cit.*

(2) Le relevé du prix du 3/6 de marc que nous donnons ici provient de la Chambre de commerce de Béziers, mais ces prix n'ont rien d'officiel. On traite avec des différences énormes, surtout pour cet article où la couleur de l'acquit a une valeur. De plus, ces cours s'appliquent à des affaires traitées par petites quantités et sont, par ce fait, fixés sur des bases surélevées.

*Relevé des prix des alcools de marcs
d'après la Chambre de commerce de Béziers.*

1900.	Juin	68		Novembre	43
	Octobre.	55		Décembre.	39
1901.	Janvier.	55	1902.	Janvier.	39
	Février.	55		Février.	40
	Mars.	55		Mars.	40
	Avril.	55		Mai	40
	Juillet	55		Juin	45
	Août.	55		Juillet	48
	Septembre	55		Octobre	48
	Octobre	47		Novembre	50

Les cours de l'alcool de marc ont par suite rapidement haussé. Ils ont passé de 30 à 35 francs, à 55 francs, voire même à plus de 80 francs. On les cotait 75 francs au début de l'année 1910. Les cours de la matière première se sont également élevés, mais dans des proportions relativement beaucoup moindres que celui du produit fabriqué (1).

Voici donc une nouvelle industrie qui s'établit dans le Midi et tend rapidement à y prospérer.

Il semble au premier abord que les viticulteurs méridionaux doivent être unanimes à s'en réjouir. Il n'en est

	Décembre.	50		Août	50
1903.	Janvier.	50		Novembre	52
	Mars	55	1907.	Janvier.	52
	Avril.	60		Août	55
	Juin	70		Septembre	55
	Juillet	70		Octobre	58
	Août	80	1908.	Janvier.	65
	Octobre	80		Février.	65
	Décembre.	85		Juin	70
1904.	Janvier	85		Octobre	65
	Septembre	70		Décembre	65
	Octobre.	55	1909.	Juillet	65
	Décembre.	55		Octobre	65
1905.	Janvier.	55		Novembre	65
	Octobre	50	1910.	Mars.	75
1906.	Janvier.	55		Avril.	70
	Mai.	50		Mai	75

Durant les derniers mois de l'année 1910, les cours de l'alcool de marc n'ont pas été cotés en raison du manque de marchandise.

(1) Dans l'Hérault, on payait ces derniers temps les marcs à raison de 50 centimes le muid de 7 hectolitres (marc provenant de 7 hectolitres de vin), prix qu'il convient d'augmenter des frais de commission et de charroi. Dans l'Aude, on payait le marc à 20 centimes l'hectolitre à la propriété. Les prix continuent à avoir tendance à la hausse.

rien, et jamais nous ne trouverons meilleure démonstration de la rivalité des intérêts régionaux dont la lutte, sur le terrain légal, constitue, comme nous l'indiquions dans notre introduction, le plus clair de l'histoire du commerce de l'alcool.

La Confédération générale viticole, la C. G. V., pour lui conserver le vocable sous lequel on la désigne couramment, s'est émue de la concurrence que ces alcools de marcs rectifiés pouvaient faire courir aux alcools de vin proprement dits. Ses doléances ont eu leur écho dans un rapport adressé tout récemment à la Chambre de commerce de Béziers, et dont les conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

« L'alcool de vin, dit ce rapport, a éprouvé un préjudice considérable du fait de la création, dans notre Midi, du type alcool de vin rectifié, qui échappe à toute différenciation chimique et qui favorise les substitutions. En même temps que l'on faisait triompher, au profit de quelques-uns, cette situation momentanément propice, on dédaignait l'intérêt général ; on dépréciait les alcools de vin du Midi proprement dits, qui, depuis cette époque, sont considérés au dehors comme produits à peine marchands, ne provenant que de vins avariés ; on est même allé jusqu'à les déclarer nuisibles à l'hygiène publique et à demander leur dénaturation obligatoire. En fait, si l'on ne distille guère chez nous que des vins avariés, c'est que la concurrence ne peut être soutenue, par les alcools de vin sains, contre l'alcool de betterave baptisé « alcool de

vin du Midi ». Mais on voit tout de suite par cette impossibilité d'obtenir un prix rémunérateur, que la distillation des vins, même en des années d'abondance, est nécessairement restreinte, et que la « soupape de sûreté » ne peut fonctionner.

« Cette situation ne peut qu'être aggravée par la création du nouveau type d'alcool de vin rectifié, provenant des marcs. Dans l'intérêt général qui seul me préoccupe, dans l'intérêt du commerce des véritables eaux-de-vie de vin, je propose de prendre les résolutions suivantes :

« La Chambre de commerce de Béziers se prononce contre la rectification industrielle des alcools de vin et de marcs comme éminemment préjudiciable à l'authentification des eaux-de-vie du Languedoc.

« Dans le débat actuel sur les alcools de marcs, elle émet le vœu que ces produits, après rectification partielle, soient nécessairement dénommés *alcools de marc rectifiés*. Lorsque la rectification sera poussée à fond, ces alcools devront être assimilés *aux alcools d'industrie rectifiés*. »

La campagne menée contre les eaux-de-vie de marcs rectifiées par la Chambre de commerce de Béziers, trouve une base légale dans le paragraphe 3 de l'article 6 du décret du 3 septembre 1907. Aux termes de ce décret, « la dénomination d'eau-de-vie de marc ou de marc est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisin frais, additionnés ou non d'eau ».

« L'eau-de-vie ainsi obtenue a droit à l'acquit blanc, à la condition toutefois que les marcs ne proviennent pas

de vin cheptalisé, c'est-à-dire sucré à la cuve. En raison de son arôme prononcé, l'eau-de-vie de marc ne peut être utilisée qu'à la consommation directe ; elle ne peut servir à la fabrication des vins de liqueur (vins alcoolisés), ni à la fabrication des liqueurs. Son emploi est donc limité » (1).

Aussi n'est-ce pas à ces alcools qu'en a la Chambre de commerce de Béziers. Ils ne sauraient le plus souvent être utilement rectifiés sans laisser un déchet tel, en raison des huiles essentielles dont ils sont chargés, que l'opération serait la plupart du temps plus onéreuse que profitable.

Les eaux-de-vie de marcs rectifiées auxquelles s'attaque la Chambre de commerce de Béziers, et pour lesquelles elle demande la création spéciale « d'un acquit de marc », proviennent de la distillation de la piquette ou vin de diffusion obtenu par le passage d'un courant d'eau dans une série de cuves remplies de marc. L'alcool de vin qui est retiré du travail de ces piquettes donne une eau-de-vie de vin infiniment moins marée que celle provenant de la distillation directe des marcs frais, et dont la rectification permet de retirer sans trop de déchet de l'alcool éthylique de vin pur et neutre.

C'est à l'alcool ainsi obtenu que les adversaires de la rectification du marc entendent contester le bénéfice de l'acquit blanc de vin et pour lequel ils demandent un

(1) Fernand David, rapporteur du budget de l'agriculture de l'exercice 1911 à la Chambre des députés.

acquit spécial marc qui ne permette plus de le confondre avec l'alcool de vin proprement dit.

Et il convient de rappeler, à l'appui de la thèse soutenue par eux, que le décret du 3 septembre 1907 ne s'est pas occupé des marcs rectifiés. Non qu'il ait été dans la pensée de l'auteur du décret de leur dénier le droit à l'acquit blanc de vin accordé aux autres alcools de marcs, mais par cette unique raison qu'à l'époque où il a été rendu, la fabrication de cet alcool était de date si récente que le décret du 3 septembre 1907 l'a tout simplement oublié.

En résumé, ce que demande la Chambre de commerce de Béziers, opposant les intérêts des eaux-de-vie du Languedoc à ceux des marcs du Narbonnais, c'est la création, de façon directe ou indirecte, d'un nouvel acquit tendant à disqualifier en fait le 3/6 de marc rectifié, et à amener par là la fermeture des établissements qui se livrent au travail en grand, au moyen d'appareils perfectionnés, des eaux-de-vie tirées du vin de marc ou piquette.

Les pouvoirs publics répondront-ils à l'appel qui leur est adressé ? Jetteront-ils une fois de plus le poids de la loi de façon plus ou moins arbitraire dans l'un des plateaux de la balance commerciale ? Nous ne saurions le préjuger, et il ne nous appartient pas de prendre ici parti dans ces luttes régionales.

A n'envisager toutefois que le côté économique de la question, nous ne pouvons nous empêcher d'observer que l'Etat n'a pas toujours été heureux dans ses efforts pour concilier les revendications rivales des diverses classes de

producteurs. Son intervention trop fréquente en ces dernières années a souvent lésé, en fin de compte, plus d'intérêts qu'elle n'en a servi.

Le régime de la liberté, de la libre concurrence, nous paraît encore, pour les producteurs, la meilleure des écoles et la plus féconde en résultats par les initiatives qu'il encourage.

Au surplus, nous ne serions pas autrement étonnés que la Chambre de commerce de Béziers ne conçût de trompeuses illusions sur la valeur de la mesure qu'elle préconise. Que son adoption par le législateur porte à l'industrie aujourd'hui prospère de la rectification du 3/6 de marc un coup des plus sérieux, qu'elle mine les profits appréciables que de l'aveu de la Chambre de commerce de Béziers elle-même (1), la viticulture méridionale presque tout entière en retire actuellement, cela nous paraît l'évidence même, et ce serait tant pis pour le Midi. Mais que les eaux-de-vie proprement dites doivent en bénéficier, par voie de compensation, cela nous paraît plus douteux.

Les eaux-de vie du Languedoc, insuffisamment rectifiées, conservent toujours un goût de terroir qui ressort

(1) Les eaux de-vie de marcs, dont l'écoulement était jadis très limité, ont reçu de nombreux débouchés depuis leur rectification industrielle; à plus forte raison ces débouchés deviendraient-ils considérables du jour où légalement on pourrait les dénommer, après rectification, alcools de vin. L'Union des coopératives agricoles, et la plupart des producteurs de marcs, se déclarent très satisfaits du profit qu'ils retirent de ces sous-produits. *Revue vinicole*, 16 juin 1910, *ibid.*

au coupage, et qui rend leur emploi peu apprécié, souvent même impossible, dans une série d'opérations où le commerce leur préfère l'alcool plus neutre des distilleries du Nord.

Loin de s'élever comme elle le fait contre la rectification des alcools rectifiés de marcs ou de vin, la Chambre de commerce de Béziers serait peut-être mieux inspirée en l'encourageant au contraire. Avec la Chambre de commerce de Narbonne, avec celles de Toulon, de Marseille, et autres groupements importants, nous croyons que la propriété « n'a aucun intérêt à entraver cette industrie pour chercher à favoriser en grand la distillation du vin qui ne se produira, comme les statistiques nous le démontrent, qu'une ou deux fois peut-être tous les dix ans.

« Cette année-là, lorsque le vigneron du Midi sera contraint à cette extrémité, c'est que la récolte aura été exceptionnellement abondante ou de qualité défectueuse ; et alors la viticulture sera bien aise d'avoir sous la main à sa disposition et toute prête à fonctionner, une industrie de la distillation bien organisée et possédant un outillage perfectionné, qui aura vécu jusque-là, alimentée seulement par les sous-produits de la vigne, et qui jouera en ce moment, comme une soupape de dégagement, en livrant aux flammes tous les vins sains ou malades pour le plus grand bien du Midi viticole (1) ».

Comme l'écrivait récemment dans un nouveau rap-

(1) Rapport présenté à la Chambre de commerce de Narbonne par Ed. Carles. *Revue viticole*, 4 août 1910,

port à la Chambre de commerce de Narbonne l'auteur des lignes qui précèdent, un des plus ardents défenseurs de l'alcool de marc rectifié, un de ceux qui ont le plus contribué à la création de l'industrie nouvelle, il faut aussi « penser au commerce d'exportation et ne pas fermer par excès d'hygiène à outrance un marché que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Turquie, plus pratiques que nous, s'empresseraient de prendre à notre grand désavantage pour alimenter la plus grande partie du monde entier » (1).

Notre commerce d'exportation, nous le verrons dans la deuxième partie de ce travail, traverse une crise redoutable qu'il faut soigneusement éviter d'aggraver par des mesures inopportunes.

Si, à neutralité égale, les prix de l'alcool de vin rectifié ne présentent pas un trop grand écart avec celui des bons alcools industriels, mais à cette condition expresse, l'acquit d'origine de vin lui fera donner la préférence.

Plus que jamais, la vente courante des alcools du Midi est à la fois une question de neutralité et de bon marché, et les alcools de marcs vinssent ils à être radicalement supprimés, la réunion de ces deux conditions serait encore nécessaire pour mettre les alcools du Midi à même de soutenir victorieusement la lutte sur le terrain des débouchés commerciaux.

C'est pourquoi, il nous semble que les Pouvoirs publics serviraient plus utilement la cause des eaux-de-vie du Midi

(1) Rapport présenté à la Chambre de commerce de Narbonne par Ed. Carles. *Revue vinicole*, 21 janvier 1911.

et du progrès industriel en s'inspirant des vœux suivants qui forment la conclusion du rapport présenté à la Chambre de commerce de Narbonne :

« 1° Que tous les alcools de vin, de diffusion ou de piquettes, jouissant de l'acquit d'origine 1903, continuent à être admis dans le compte spécial, quel que soit leur degré alcoolique, sous la dénomination « alcool de vin », qu'ils aient été ou non l'objet d'une rectification.

« 2° Que les alcools de marcs de raisins frais, produits par la distillation en calendres et jouissant de l'acquit blanc d'origine 1903, lorsqu'ils auront perdu par rectification leurs huiles de marc et leur goût de marc, c'est-à-dire leur caractère d'alcool de marc, continuent à circuler sous le nom « alcool de vin » quel que soit leur degré alcoolique, ces alcools provenant exclusivement de la fermentation vinaire et étant identiques aux alcools de vin rectifiés.

« 3° Que les alcools de marcs rectifiés seulement partiellement ou partiellement épurés, c'est-à-dire dont on n'aura fait que changer le volume, transformer le coefficient d'impuretés ou relever le degré par une redistillation supplémentaire consistant à faire avec des 3/6 ou des eaux-de-vie des esprits d'une richesse alcoolique plus élevée, ne puissent circuler que sous l'appellation « d'alcool de marc » ou « d'alcool de marc rectifié » s'ils sont encore en puissance des huiles essentielles et de toutes les caractéristiques du marc.

« Ces trois vœux étant en conformité de la loi des frau-

des de 1905, du règlement d'administration publique de 1907, et des circulaires 211 de 1908 et 256 du 9 novembre 1909, et ressortant clairement de l'esprit de la loi qui défend surtout les tromperies sur la marchandise vendue. »

La Chambre de commerce de Béziers et la C. G. V. nous paraîtraient mieux inspirées, au point de vue de la défense des intérêts dont elles ont le devoir de se préoccuper, au point de vue de « la reconstitution du marché des eaux-de-vie du Languedoc, jadis si prospère, actuellement ruiné » (1), en s'unissant à ceux qui demandent la suppression du privilège des bouilleurs de cru.

Elles aideraient ainsi à la réouverture de débouchés qui sont fermés au commerce par la concurrence des fraudeurs ; elles contribueraient au relèvement des prix et à l'écoulement régulier des produits, et elles feraient, à notre jugement, œuvre meilleure, plus féconde en résultats immédiats et durables, qu'avec la nouvelle mesure de fortune qu'elles préconisent comme une ancre de salut.

(1) Rapport présenté à la Chambre de commerce de Béziers, *op. cit.*

CHAPITRE V

LES EAUX-DE-VIE DE CIDRE.

La distillation des eaux-de-vie de cidre remonte, comme celle des vins et des marcs, à une époque fort ancienne.

En 1697, Lémery, dans son *Dictionnaire* (1), en parle comme suit : « On fait la distillation du cidre comme celle du vin, et l'on en tire une eau-de-vie qui a les mêmes qualités que celle du vin, mais que l'on estime moins, à cause qu'elle n'a pas justement si bon goût. »

L'arrêt du 13 mars 1699 qui avait défendu d'importer ou de consommer dans Paris, d'autres eaux-de-vie que celles provenant de la distillation des vins, visait particulièrement les eaux-de-vie de cidre dont la fabrication, dès cette époque comme aujourd'hui encore, était localisée exclusivement dans la Normandie et dans la Bretagne.

Les prohibitions dont l'ordonnance du 24 janvier 1713 frappait les eaux-de-vie de cidre et de poiré ont été abolies, mais la consommation de ces eaux-de-vie n'en est pas moins restée depuis purement locale et n'est guère sortie des limites des départements où on les distille.

(1) Cité par Claude (des Vosges). Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la consommation de l'alcool en France. Sénat, session 1887, n° 42.

Sur l'importance annuelle de la production, il est oiseux de chercher à établir quelques moyennes.

Les données qu'on pourrait être tenté de déduire des résultats ainsi obtenus seraient ici complètement en défaut. Il n'y a rien de plus variable que les quantités produites chaque année. Elles sont dans la dépendance absolue des récoltes de cidre ou de poiré, et surtout du plus ou moins de liberté accordée aux bouilleurs de cru suivant les époques considérées.

Nous avons vu aux chapitres précédents qu'il en était, dans une large mesure, de même pour les eaux-de-vie de vin. Mais la corrélation est ici beaucoup plus étroite et elle s'établit d'après un mode particulier.

Un simple coup d'œil jeté sur les chiffres du tableau que nous avons reproduit (p. 19 à 21) suffit en effet à démontrer que la récolte de cidre varie d'une année à l'autre dans des proportions autrement larges que celles du vin. Non seulement l'amplitude des variations est plus grande, mais elle présente une sorte de rythme, d'alternance, qu'on ne retrouve pas quand il s'agit des récoltes de vin.

Une série de bonnes récoltes est presque infailliblement suivie par une chute dans la production qui se continue généralement, elle aussi, pendant deux ou trois années consécutives.

A une récolte exceptionnellement forte une année correspond presque toujours une récolte exceptionnellement faible l'année d'après. Il semble que les pommiers et les poiriers se fatiguent de leur fécondité même, et qu'une trop

forte production épuise pour un temps la sève de ces arbres.

Ces alternances ont été depuis longtemps observées par les propriétaires récoltants des régions de l'Ouest et guident dans une certaine mesure les pratiques en usage chez eux pour la distillation.

Les années de fortes récoltes de pommes et de poires ne correspondent pas toujours à une forte distillation. Utilisant avant tout le cidre pour la consommation en nature, le propriétaire récoltant profite des grosses années pour faire des réserves. L'expérience lui a prouvé que les années se suivent et ne se ressemblent pas. Il constitue donc des stocks qui, si les années suivantes sont médiocres, seront consommés en nature ; qui, dans le cas contraire, seront partiellement distillés pour faire place dans les tonneaux ou autres récipients au cidre nouveau, toujours préféré par le consommateur (1).

Ce sont surtout les poirés, dont la richesse alcoolique est généralement plus forte que celle des pommes, qui sont mis de préférence en distillation.

(1) En 1904 la récolte du cidre est formidable : 40.953.000 hectolitres. La statistique officielle n'accuse pourtant qu'une distillation de 22.586 hectolitres ; mais on sortait de trois petites années consécutives qui n'avaient donné au total que moins de 28.000.000 hectolitres de cidre.

Inversement, en 1901, la récolte des cidres ne s'élève qu'à 12.734.000 hectolitres, ce qui n'empêche pas la distillation d'accuser le chiffre énorme de 115.220 hectolitres ; mais la récolte de l'année vient se surajouter à deux années d'abondance, dont la succession a donné une production de plus de 50.000.000 d'hectolitres de cidre.

Depuis quelques années d'ailleurs, l'exportation des pommes en nature a pris, particulièrement pour l'Allemagne, une grande importance. Cette exportation tend à exagérer les variations, déjà très brusques et singulièrement étendues, que présentent les cours de pommes à des époques souvent très rapprochées l'une de l'autre, et constituent un facteur susceptible d'influer sérieusement à certains moments sur la production des cidres et par suite des eaux-de-vie qui en sont tirées.

S'il n'y a rien de plus variable que les chiffres annuels de la production des eaux-de-vie de cidre, il n'y a non plus rien de plus inexact que les statistiques officielles qui prétendent nous renseigner sur leur importance annuelle.

Le chiffre de la production non contrôlée des bouilleurs de cru est certainement considérable durant les années de forte distillation.

Mais ici, plus que partout ailleurs, elle échappe à toute évaluation tant soit peu précise. Cela tient à ce que l'Ouest de la France est, de toutes les régions du pays, celle où les bouilleurs de cru sont proportionnellement les plus nombreux. Par surcroît l'Ouest, — nous verrons au chapitre suivant qu'il en est de même pour l'Est, — est une région de tous petits bouilleurs. Le contrôle de la production y est donc particulièrement difficile. C'est pour l'Ouest et pour l'Est de la France qu'a été voté, lors de la discussion de la loi de 1903, l'amendement Morlot qui a exonéré de l'exercice imposé aux autres bouilleurs ceux dont la pro-

duction annuelle ne dépasse pas 50 litres d'alcool par an (1).

Pays de grande consommation d'eaux-de-vie, la Normandie et la Bretagne emploient sans difficulté toutes les eaux-de-vie de cidre qu'elles produisent, et le commerce auquel ces eaux-de-vie donnent lieu est par suite un commerce purement régional.

Les belles cartes dressées par Claude (des Vosges) avec la collaboration de Victor Turquan, comme annexe au rapport de la consommation de l'alcool en France en 1887 et les statistiques qui les appuient, nous montrent que les départements producteurs de cidres sont aussi ceux où la consommation de l'alcool est la plus forte par tête d'habitant ; depuis cette publication, la situation n'a pas changé.

Si, depuis un certain nombre d'années, la consommation générale moyenne par tête d'habitant a une tendance générale à décroître, en raison de l'heureuse influence exercée par les ligues antialcooliques, si, depuis dix ans, elle s'est abaissée de 4 litres 70 en 1898 à 3 litres 44 en 1908, la Seine-Inférieure n'en continue pas moins à tenir, et de très loin, la tête de la consommation contrôlée avec 12 litres 18 par tête d'habitant, suivie en bon rang par les

(1) La loi du 29 juin 1907, en imposant en son article 1^{er} à tout propriétaire, fermier, métayer, récoltant du vin, la déclaration de récolte, tend par cela même, et de façon indirecte, à prévenir dans une certaine mesure, à rendre en tout cas plus difficile la fraude des bouilleurs de cru. Aucune disposition du même genre n'est de nature à exercer la même action restrictive sur les bouilleurs de cru qui mettent en œuvre des cidres ou des poirés.

autres départements de l'Ouest avec des chiffres qui s'élèvent du double au triple (1) de la consommation moyenne de la France.

Cette consommation s'augmente de tous les alcools de bouilleurs consommés en fraude des droits. Une partie de cette production est écoulee directement dans la ferme qui l'a distillée, et on cite des cas où en Normandie les ouvriers de certaines exploitations agricoles touchent leur salaire, partie en argent, partie en alcool (2).

Les eaux-de-vie de cidre sont consommées pures de mélanges d'autres alcools quand la production en est abondante et les prix bon marché, coupées plus ou moins largement d'autres alcools dans le cas contraire.

Aussi les pays de l'Ouest sont au premier rang de ceux où les alcools d'industrie ou les eaux-de-vie du Midi trouvent leurs débouchés les plus importants.

(1) Eure, 9 litres 56 ; Calvados, 9 litres 37 ; Manche, 7 litres 17 , Orne, 7 litres 6 ; Mayenne, 6 litres 72 ; Finistère, 5 litres 34 ; Côtes-du-Nord, 5 litres 35 ; Ille-et-Vilaine, 5 litres 22 ; Sarthe, 5 litres 07. — Cf. *Bulletin statistique et de législation comparée*, juillet 1909, p. 52.

La méthode qui consiste à prendre comme mesure comparative de la consommation le chiffre moyen par tête d'habitant est considérée aujourd'hui comme vicieuse par la plupart des statisticiens. Nous y recourons faute d'autres données, et pour nous conformer aux errements jusqu'ici en usage.

(2) « Tous, ouvriers agricoles ou pêcheurs, — et leurs femmes comme eux, — sont payés à la fois en argent et en alcool (un pot de cidre par franc, un litre d'eau-de-vie par chaque vingtaine de francs), et il y a des patrons de pêche, et des industriels aussi, et de gros négociants, qui payent en *bons et jetons d'alcool* la presque totalité des salaires..... ». *Proposition de loi sur la limitation du nombre et sur la réglementation des débits de boissons*, par M. Joseph Reinach, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1910, n° 246.

CHAPITRE VI

LES EAUX-DE-VIE DE FRUITS.

Pour terminer les considérations générales que nous avons présentées dans les chapitres précédents sur la production des eaux-de-vie naturelles, il nous reste à dire quelques mots de celle des kirschs, quetschs et eaux-de-vie de prunes, de mirabelles et autres fruits tels que : mûres blanches, baies de genièvre, etc...

La distillation des fruits à noyau remonte au milieu du ^{xvii}^e siècle. Legrand d'Aussy, à qui nous avons déjà (chapitre iv) fait des emprunts en ce qui concerne l'origine des alcools de marcs, va encore nous fournir les renseignements qui peuvent nous intéresser ici.

Cette fabrication, écrit-il, « est connue dans la capitale depuis environ le milieu du ^{xvii}^e siècle et s'y est introduite, comme autrefois l'eau-de-vie de vin, à titre de remède, de digestif, de cordial. D'abord elle ne payait pas de droit ; mais les marchands de liqueurs s'en étant servis pour la fabrication d'autres substances spiritueuses, elle fut assujettie à un impôt. On en vend dans les cafés, et maintenant elle paraît à toutes les tables honnêtes, où on la sert pour soulager la honte de quelques convives blasés

qui, ne trouvant plus de goût aux liqueurs ordinaires rougiraient de demander de l'eau-de-vie pure (1). »

Avant la guerre de 1870, la fabrication des kirschs et des quetschs était l'apanage à peu près exclusif de l'Alsace et de certaines parties de la Lorraine.

Les statistiques n'ayant commencé qu'à partir de 1876 à indiquer à part les chiffres concernant la production des eaux-de-vie de fruits, les données nous manquent pour apprécier l'importance du commerce auquel cette distillation pouvait donner lieu.

Mais nous ne croyons pas nous tromper en disant que, de même que régionale était la production, régionale aussi était presque exclusivement la consommation. Elle ne dépassait guère la limite des Vosges. L'émigration alsacienne à l'intérieur de la France, après la guerre, eut pour résultat de faire peu à peu connaître et apprécier ces eaux-de-vie du public français.

La distillation se développa, — très lentement d'ailleurs, — dans les départements de l'Est et plus particulièrement dans les Vosges où elle était pratiquée déjà avant la guerre sur une certaine échelle, dans la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, surtout dans la Haute-Saône, autour de Fougerolles et d'Aillevillers qui constituent aujourd'hui des centres importants de commerce pour ces produits.

Mais les kirschs de choix, qui ont besoin, comme les cognacs, d'un certain vieillissement pour acquérir toute leur valeur, continuaient à être importés d'Alsace.

(1) Legrand d'Aussy, *op. cit.*, p. 88.

La loi provisoire du 5 juillet 1887, en portant à 70 francs les droits d'entrée en France par hectolitre d'alcool étranger (1), allait arrêter net les importations de provenance alsacienne ou allemande et donner un stimulant à la production française qui se développa vivement après que la loi du 11 janvier 1892, promulguant le tarif général des douanes, eut consacré à titre permanent les taxes prohibitives établies à la frontière française sur les alcools étrangers.

La loi du 31 mars 1903, en faisant bénéficier les eaux-de-vie de cerises et de prunes de l'acquit blanc d'origine, et plus particulièrement l'article 6 du décret du 3 septembre 1907 (2) limitant aux produits authentiquement purs de tout mélange le droit aux dénominations de kirsch, questch, etc., a eu pour résultat de diminuer, dans une certaine mesure tout au moins, les coupages d'alcool d'industrie ou d'alcool en acquit en blanc, auxquels se livrait auparavant le commerce des kirschs quand le produit était cher, et tend à exercer par suite une influence favorable sur l'importance de la production réelle. Celle-ci, dépendante naturellement du résultat de la récolte des fruits, a reçu une nouvelle impulsion de la suppression de l'exercice des bouilleurs de cru.

(1) Prorogée successivement par les lois des 25 novembre 1887, 25 février 1888 et 29 mai 1888.

(2) Décret du 3 septembre 1907 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

C'est que la production des eaux-de-vie de fruits est surtout le fait des petits bouilleurs de cru de la région de l'Est qui, à l'autre extrémité du territoire, font pendant, pour les conditions où s'effectue leur industrie, aux bouilleurs de cru de cidre et de poiré de la Bretagne et de la Normandie.

Si nous prenons en effet la statistique officielle, nous voyons que, pour l'année 1909, la dernière de celles pour laquelle nous possédions des chiffres complets, la production des eaux-de-vie de fruits s'est élevée à 24.781 hectolitres.

Sur ce chiffre, les bouilleurs de profession n'entrent que pour 778 hectolitres, et les bouilleurs de cru, dont la production a été contrôlée, que pour le chiffre dérisoire de 3 hectolitres.

Les 24.000 hectolitres restant proviennent de la production des petits bouilleurs, non contrôlés, et qui vendent au commerce, le plus souvent en fraude, une bonne partie de leur distillation.

CHAPITRE VII

LES ALCOOLS DE GRAINS.

Dans l'étude de la production des alcools industriels, la première place revient par droit d'ancienneté aux alcools de grains (1).

Nous nous proposons de retracer ici les phases diverses par lesquelles cette industrie a passé depuis son origine.

(1) La distillation des farineux remonte fort loin. C'est au docteur Libavius, de Hall, en Saxe, que l'on s'accorde généralement à attribuer, vers la fin du xvi^e siècle, la découverte de la saccharification et de la fermentation des produits amylacés. La pratique s'en est d'abord répandue dans les Flandres où, de bonne heure, l'alcool produit par la saccharification et la fermentation des farineux, — principalement de l'orge et de la pomme de terre, — était employé à la fabrication du genièvre. Arnould, dans les tableaux qu'il a dressés des importations et des exportations françaises de 1716 à 1788, mentionne les alcools de grains et les genièvres en bonne place. Mais la distillation de la pomme de terre, si importante en Allemagne, où elle forme encore de nos jours la base principale de la production de l'alcool, n'a pas persisté en France. Vers 1845, la maladie intense qui sévit sur les pommes de terre a tué dès son berceau cette branche de la production. La distillation des topinambours, essayée dans le dernier quart du siècle dernier dans le Loiret, et plus récemment dans le Maine-et-Loire, n'a pas donné de résultats satisfaisants. La cause en est au peu d'encouragement que les usines qui l'avaient entreprise ont rencontré de la part de la culture qui reprochait à cette plante d'épuiser rapidement le sol, et des difficultés d'approvisionnement qui en sont résultées.

Même les beaux travaux d'Aimé Girard sur la variété de pommes de terre « Richter Imperator » n'ont pu rendre en France la vie à la

L'histoire nous en paraît, en effet, singulièrement instructive.

Elle nous montrera sa fortune rapide, le haut degré de prospérité auquel elle ne tarde pas à atteindre. Nous la verrons ensuite, victime de cette prospérité même, brutalement ruinée sous les coups de l'esprit protectionniste le plus étroit et le moins défendable, celui qui s'exerce non pour la protection de l'industrie nationale contre l'industrie étrangère, mais pour la protection d'une industrie nationale à l'encontre d'une autre industrie nationale rivale et momentanément moins heureuse. Nous la verrons enfin tendre, de nos jours, à renaître de ses cendres et à redevenir un élément essentiel d'équilibre dans la production.

Chose curieuse : c'est au nom des intérêts de la distillerie agricole de betteraves que la distillerie de grains a été jadis combattue ; c'est au nom des intérêts de cette même distillerie agricole que l'extension de la production du 3/6 de grains apparaît aujourd'hui comme un facteur désirable.

Nulle histoire ne saurait vraiment mieux illustrer les dangers de l'intervention arbitraire de l'Etat dans le domaine industriel, ni mieux démontrer à quel point les répercussions de cette intervention sont le plus souvent

distillation des féculents. Dans la concurrence entre la féculerie et l'amidonnerie pour l'achat de la matière première, la distillerie a toujours eu le dessous et a dû renoncer à la lutte.

différentes de celles qu'on avait escomptées dans le principe.

La distillerie de grains est restée très peu importante jusqu'aux environs de 1845, et ses progrès, très lents d'abord, n'ont suivi que de bien loin, pendant de longues années, ceux si rapides, si intensifs, réalisés depuis 1850, par la distillation des mélasses et des betteraves. La situation se modifia complètement à cet égard à partir de 1877.

Nous sommes à cette époque au début de la crise terrible du phylloxera. D'une année à l'autre, la production des eaux-de-vie de vin tombe de 545.994 hectolitres à 157.570 hectolitres.

Les prix de l'alcool, aussi bien de l'alcool d'industrie que des eaux-de-vie de vin, subissent une forte hausse qui se maintient pendant plusieurs années consécutives. Ni la production des alcools de betteraves, malgré la transformation provisoire en distilleries d'un certain nombre de sucreries, ni celle des alcools de mélasses, devenue pourtant très considérable, ne sauraient suffire à combler le trou ainsi creusé dans les ressources, et à fournir aux besoins d'une consommation croissante dont la cherté des vins tend à favoriser le développement. Il y faut encore l'appoint de plus en plus important du 3/6 de grains.

Il n'est peut-être pas inutile de présenter maintenant, pour l'intelligence de la suite de notre chapitre, quelques brèves observations sur les procédés de fabrication des

usines de grains, ainsi que sur les raisons qui ont motivé leur répartition géographique.

C'est l'Allemagne et l'Autriche qui ont fourni à la France ses modèles pour l'établissement des grandes usines de grains. Ces deux pays où, à l'exception toutefois de la Hongrie, la distillation des vins a été longtemps inconnue, avaient par contre, conséquence naturelle, devancé considérablement la France dans la voie du progrès, en ce qui concerne les alcools d'industrie. Et ceci non seulement pour l'épuration chimique des flegmes et leur rectification par des appareils perfectionnés et donnant des alcools absolument neutres, mais aussi pour la fabrication des levures, corollaire pour certaines usines, de la distillation des grains.

Pour les distilleries de cette catégorie, la levure est souvent le produit principal, et les facilités plus ou moins grandes que rencontre sa vente règlent la production de l'alcool qui joue ici, théoriquement du moins, le rôle de sous-produit.

Ce sont principalement des distilleries de grains avec production de levure qui, copiant l'Allemagne et l'Autriche, s'installent ou se développent en France à l'époque où nous sommes maintenant parvenus. Elles s'établissent dans le Nord de la France, qui présente à cette industrie le double avantage d'être un centre d'approvisionnement facile, en ce qui concerne les grains indigènes et l'importation des maïs étrangers, et d'offrir, en raison de la densité de la population et de la proximité de la Belgique, un débouché facile pour l'écoulement de la levure.

Des raisons analogues président à la création dans la Seine et la Seine-et-Oise, par des capitalistes autrichiens, d'usines importantes pour la production de la levure et de l'alcool, usines appelées depuis à un grand développement.

Un autre motif entre en ligne de compte pour déterminer le choix de l'emplacement géographique des fabriques de levure. C'est celui du plus ou moins de facilités que ces usines peuvent en espérer pour l'écoulement de leurs drèches, celles-ci constituant pour cette industrie un résidu très rémunérateur. Leur valeur nutritive en fait un produit fort apprécié de l'agriculture là où la proximité du transport en permet l'emploi sans trop de frais, et explique qu'il soit plus particulièrement recherché par les nourrisseurs des grands centres.

Les fabriques de levure de grains, le point, nous le verrons plus tard, a son importance à noter, tirent en grande partie leurs matières premières du sol français (1).

(1) Elles emploient cependant aussi, quand les prix le permettent, des maïs étrangers. Ceux-ci doivent être, dans ce cas, de bonne qualité et à l'état absolument sain, et les grains échauffés ou légèrement avariés qui peuvent être employés par celles des distilleries qui travaillent le grain par le procédé de l'acide sont forcément absolument proscrits ici. — Cf. déposition de M. Sachs, de la distillerie Springer et Cie, devant la commission des douanes en 1890.

« Nous achetons en arrivage dans les ports ce qu'il y a de meilleur ; notre fabrication spéciale exige une matière tout à fait pure ; la moindre tache de moisi sur un grain se propagerait avec une rapidité vertigineuse dans la levure qui ne pourrait plus être employée. »

*
* *

Les distilleries de levure méritent une place d'honneur dans l'histoire de la distillerie de grains, parce qu'elles ont introduit dans notre pays, avec des procédés perfectionnés d'épuration et de rectification de l'alcool, une industrie nouvelle, la levure.

Elles ne sont toutefois pas les seules qui concourent à la production de l'alcool de grain.

Celui-ci est encore travaillé par deux autres catégories d'usines :

1° Par la distillerie de mélasses, en petite quantité, et pour aider à la fermentation de la mélasse ;

2° Par celles des distilleries qui emploient le grain dont la saccharification a été obtenue soit par l'action de l'acide à chaud (2), soit par le procédé du malt sans production de levure, soit par le procédé en usage depuis quelques années seulement, dit procédé à l'amylo (3).

La mélasse, en effet, se travaille rarement pure. Elle exige pour fermenter des doses massives et onéreuses de levure qui, par leur masse même, amènent souvent des fermenta-

(1) Le procédé à l'acide était de beaucoup le plus répandu autrefois ; mais, depuis le vote de la loi douanière de 1890, il est de moins en moins usité dans la pratique industrielle pour le travail en grand du grain. Néanmoins un certain nombre de distilleries de mélasses l'emploient encore pour la saccharification des petites quantités de maïs qui leur sont nécessaires.

(2) Ce dernier procédé est dû aux travaux du Dr Calmette, directeur de l'Institut Pasteur de Lille. Il a été appliqué pour la première fois en 1896 dans l'usine Auguste Collette, à Séclin.

tations irrégulières et nuisibles au rendement, Aussi est-il d'usage presque constant de mélanger à la mélasse, en une proportion d'ailleurs généralement minime, mais qui peut varier quelque peu suivant le cours du grain, une certaine quantité de maïs saccharifié qui, dans le travail de la fermentation, fournit un aliment à la levure, en permet la multiplication, amène par suite une diminution de la quantité initiale nécessaire, et, tout en rendant le travail plus régulier, ajoute par sa propre fermentation à la quantité d'alcool produit.

De la saccharification en petit pour le mélange à la mélasse, à la saccharification en grand, par l'acide ou par le malt, soit consécutivement au travail de la mélasse, soit dans des établissements spécialement montés en vue de ce travail, il n'y avait qu'un pas. Il fut aisément franchi quand la hausse des prix de l'alcool vint y encourager. Suivant l'exemple de ce qui se passait déjà dans la Seine-Inférieure, où les facilités d'importation des grains étrangers, jointes à la grosse consommation d'alcool de la région, avaient amené, dès 1877, une production de 45.416 hectolitres d'alcool de grains, d'autres distilleries se créent pour travailler exclusivement les grains, principalement les maïs ou les riz d'importation.

Elles s'installent dans les ports, à Bordeaux, à Marseille, à Agde ; dans l'Est à Besançon ; dans la Somme ; là où elles peuvent le mieux recevoir leur matière première du dehors et trouver un écoulement pour leurs alcools et pour leurs drèches ou tourteaux. On voit poindre l'em-

bryon de ces productions nouvelles dans les chiffres qui marquent l'état de la production régionale des 3/6 de grains, au cours de la campagne 1876-1877 (1).

Enfin, d'autres distilleries déjà existantes s'outillent pour traiter les grains étrangers après la fin de la fabrication de la mélasse ou de la betterave, en vue de diminuer ainsi leurs frais généraux par l'augmentation de leur travail.

C'est ainsi que la région du Nord fournit à elle seule, à notre époque, plus de la moitié de la production.

Les alcools de grains, provenant de grandes usines où leur épuration et leur rectification étaient l'objet de soins particuliers, étaient mieux qualifiés que les autres sortes d'alcools pour suppléer au déficit des eaux-de-vie naturelles. Les esprits neutres produits par les substances farineuses se prêtaient en effet mieux à la fabrication des vins

(1) Voici comment se décompose la production des farineux au cours de la campagne 1876-1877 :

Région du Nord (Nord, Pas-de-Calais, Oise,		
Aisne).	85.312 hectolitres (a)	
Seine.	22.309	—
Seine-Inférieure	45.416	—
Somme (production naissante)	2.141	—
Doubs (<i>ibid.</i>)	1.266	—
Bouches-du-Rhône (<i>ibid.</i>)	589	—
Gironde (<i>ibid.</i>)	2.952	—
Seine-et-Oise (<i>ibid.</i>)	1.142	—
Divers.	2.096	—
Total.	163.223	—

(a) Plus de la moitié de la production.

factices, auxquels, depuis trois ou quatre ans, l'industrie était venue demander de combler le déficit des vins naturels.

Ils présentent des qualités analogues aux alcools allemands, tirés eux aussi, presque en totalité, des substances farineuses, et dont depuis 1877 les importations n'ont pas cessé de s'accroître (1).

Aussi l'alcool de grains est-il alors particulièrement recherché par le commerce et fortement surpayé par rapport aux alcools industriels d'autres provenances ; il répond, mieux que tout autre, aux besoins du moment, et les alcools de betteraves ou de mélasses ne sont pas, du moins encore, en état comme lui de rivaliser avec les alcools allemands et de leur tenir tête (2).

En 1880, nous sommes en plein cœur de la crise phylloxérique. La production des eaux-de-vie de vin qui était encore de 545.994 hectolitres en 1876, ne s'élève plus qu'à 27.200 hectolitres. La production des farineux fait un bond énorme ; elle augmente d'un coup de 60 o/o et atteint

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, année 1881, t. 1, p. 102.

(2) « L'expérience nous a démontré que les 3/6 provenant de la distillation des grains étaient les seuls qui pouvaient atteindre ce but. En effet, les alcools provenant de la distillation des grains s'assimilent rapidement au vin, se mélangent toujours intimement avec lui ; ils favorisent son vieillissement en empêchant le retour de toute fermentation secondaire, et enfin ils augmentent sa valeur et ses qualités en lui donnant du corps. L'alcool de grains bien rectifié ne laisse jamais ressortir des goûts de retour qui nuisent au bouquet ainsi qu'à la finesse du vin. Le 3/6 de betteraves n'a pas procuré les mêmes résultats ; sa neutralité qui est aussi parfaite lorsqu'on le déguste en nature ne se maintient pas lorsqu'il est dilué dans le vin. » (Noilly-Prat. Déposition à la commission des douanes, 1890.)

412.585 hectolitres. Les distilleries nouvellement créées dans les Bouches-du-Rhône, le Doubs, la Somme, la Seine-et-Oise, la Gironde, se développent rapidement ; de nouveaux établissements se créent dans la Gironde, la Seine-Inférieure, et les distilleries existant dans le département du Nord augmentent considérablement leur travail.

Tant et si bien que le flot grandissant du 3/6 industriel tend à rompre l'équilibre entre la production et la consommation. Alors qu'avec 545.994 hectolitres d'eau-de-vie de vin en 1876, la production annuelle de l'alcool en France ne s'élevait qu'à 1.709.175 hectolitres, elle est, en 1884, de 1.934.464 hectolitres, avec seulement 35.251 hectolitres d'alcool de vin. Elle a dépassé deux millions d'hectolitres en 1883.

Les années de crise s'approchent pour l'alcool ; l'ère de surproduction va s'ouvrir, amenant avec elle la baisse des prix et l'opposition des intérêts entre les diverses branches de la production industrielle, qui avaient jusqu'ici vécu en bonne intelligence. Ce sont les alcools de grains qui devaient recevoir les premiers coups au cours de la bataille désormais ouverte (1).

Jusqu'alors, les maïs étrangers n'ayant pas été mentionnés au tarif général des douanes par la loi du 7 mai 1881, entraient en France en franchise de droit. Une première proposition déposée en 1884 par M. Edmond Robert à la

(1) Il nous a paru qu'une comparaison entre les chiffres régionaux de la production des grains en 1884 et ceux que nous avons donnés à la page précédente pourrait présenter quelque intérêt. Voici

Chambre des députés, et tendant à les frapper d'un droit de douane de 2 francs par 100 kilogs n'aboutit pas. Reprise par son auteur en 1885, au moment de la discussion des droits sur les céréales, vigoureusement défendue par M. Jametel à la séance de la Chambre des députés du 12 février 1885, au nom des intérêts de l'agriculture et de la distillerie agricole, elle n'eut pas un sort plus heureux. Le ministre du commerce, en combattant à la tribune le droit au nom des intérêts de l'amidonnerie, sauva du même coup pour un temps la distillerie de grains.

Un premier pas fut fait cependant dans le sens de la protection. Les seigles, les orges, les malts, exempts jusqu'alors de toutes taxes douanières, se virent frappés d'un droit modéré (1), et qui, visant uniquement la protection

les chiffres en question :

Région du Nord (Nord, Pas-de-Calais, Oise,	
Aisne)	152.623 hectolitres
Seine	46.641 —
Seine-Inférieure	125.786 —
Somme	20.128 —
Doubs	31.043 —
Bouches-du-Rhône	45.923 —
Gironde	19.395 —
Seine-et-Oise	18.468 —
Hérault	14.788 —
Divers	10.108 —
Total	484.903 —

(1) NATURE DES PRODUITS	DROITS AUX 100 KILOGR. (Décimes et 40/0 compris)	
	Produits d'origine européenne ou importés directement d'un pays hors d'Europe	Produits d'origine extra-européenne importés des entrepôts d'Europe
Avoine, seigle et orge en grains	fcs 1.50	fcs 5.10
Malt.	« 1.90	« 5.50

de l'agriculture française, ne pouvait entraver sérieusement le travail de la distillerie.

La question fut reprise depuis plusieurs fois devant le Parlement. Une première fois, en mars 1887, les protectionnistes ne furent battus qu'à quelques voix de majorité. Aussi revinrent-ils à la charge quelques mois plus tard à l'occasion de la loi du 5 juillet 1887 qui, élevant les droits de douane sur les alcools étrangers, les frappèrent de taxes nettement prohibitives. Cette fois encore, MM. Méline et Viger qui conduisaient l'attaque, comme ils devaient la conduire à nouveau trois ans plus tard, faillirent remporter la victoire. Le principe de la loi fut adopté par la Chambre, mais les amendements successifs amenèrent au vote final le rejet de l'ensemble de la loi.

La question revint pour la cinquième fois devant le Parlement en 1890 avec une nouvelle proposition de M. Méline, alors président de la commission des douanes, proposition qui fut rapportée par M. Viger.

Et cette fois-ci, le maïs fut frappé, lourdement frappé, d'un droit de 3 francs par 100 kilos, correspondant à environ 9 francs par hectolitre d'alcool pur ; et avec le maïs furent également frappés le riz en paille, le dari et le millet d'origine étrangère, produits considérés au point de vue de l'alcool comme les succédanés du maïs.

Quels sont les mobiles qui ont déterminé les Chambres en 1890 à voter ce qu'elles avaient repoussé quatre fois au cours des cinq dernières années ? Dans quelle mesure les raisons mises en avant se sont-elles vues justifiées par

l'expérience, et quelles conséquences le vote a-t-il eu sur la production en général, et subsidiairement sur celle de la betterave ?

C'est ce que nous devons examiner ici.

Voyons d'abord la première question.

La Chambre, à qui nous devons la loi de douane de 1892 était nettement protectionniste, et, quand il s'agissait surtout des intérêts agricoles, elle subissait complètement l'impulsion de sa commission des douanes, et l'ascendant du président de cette commission, M. Méline.

M. Méline s'était institué le défenseur de l'agriculture française. C'est la nécessité de la protection des produits agricoles français, — l'avoine, le seigle, le maïs national et la pomme de terre, — qu'il fit valoir en faveur de la taxe sur les maïs. C'est l'intérêt des colonies françaises qu'il mit en avant pour emporter le vote des droits sur les riz étrangers (1).

En fait, la loi avait pour principal, sinon pour unique but, de donner satisfaction, d'une part aux distilleries industrielles ou agricoles de betteraves, d'autre part aux féculeries des Vosges. De ces dernières, nous n'avons pas à nous occuper ici.

Quant à la distillerie de betteraves, bien qu'au cours de

(1) Il s'agit ici des intérêts exclusivement agricoles ; l'intérêt industriel est relégué au second plan, ou plutôt disparaît en face de l'intérêt agricole (Discours de M. Méline. Chambre des députés, séance du 3 juin 1890).

la discussion de la loi, les auteurs de la proposition de loi en aient parlé le moins possible et qu'ils aient eu l'art de la laisser au second plan, c'est bien elle qui, dans l'esprit des partisans du droit, alliés en l'occasion aux distillateurs de mélasses, devait en être le principal bénéficiaire.

Le vote de la loi fut donc dû à la coalition des féculiers de l'Est, des distillateurs de betteraves, et des représentants des départements du Centre et du Midi (1), auxquels on avait eu « l'art infini de promettre le droit sur les raisins secs » (2). Il marqua la victoire de cette betterave, toujours « un peu exigeante, difficile à satisfaire », et à qui ses défenseurs eux-mêmes ont pu reprocher d'avoir « surtout le tort de faire trop souvent parler d'elle, à l'occasion du sucre, de l'alcool, et d'autres choses encore » (3).

(1) « L'honorable M. Méline avait raison de dire que cette alliance était inébranlable, et qu'on ne pourrait pas la détruire. Et pourquoi ? Parce qu'elle n'a pas été conclue ; parce qu'elle n'existe pas. Je me trompe. Elle existe en fait, mais sans avoir été précédée d'aucune négociation ; elle ne repose sur aucun engagement ni sur aucun pacte ; elle est née de ce que nous, agriculteurs du Midi, nous souffrons des mêmes maux que les agriculteurs du Nord, et si nous comprenons leurs peines, si nous venons à leur aide quand ils sont menacés ou qu'ils éprouvent des difficultés, nous sommes convaincus que, quand nous serons dans une situation analogue, ils nous donneront à leur tour leur appui. Au lieu de faire acte de coalition, comme on l'a dit, nous faisons simplement acte de solidarité ». (Isoard, séance du 9 juin 1890. Chambre des députés). « Nous sommes partisans de la solidarité de tous les intérêts agricoles et d'une protection égale pour tous » (Turrel, séance du 2 juin 1890).

(2) Chambre des députés, séance du 2 juin 1890. Discours de M. Lockroy.

(3) Chambre des députés, séance du 3 juin 1890. Discours de M. Develle, ministre de l'agriculture.

Il fut d'autant plus aisément obtenu que la discussion en arrivait à un moment incontestablement propice. L'industrie de l'alcool était entrée dans une période de surproduction générale, qui se traduisait par une baisse importante dans les cours.

Si nous comparons en effet entre elles l'année 1884, époque de la première proposition Robert, et l'année 1889, qui est celle où fut déposée la proposition Méline passée à l'état de loi, nous voyons que la production de la betterave s'était considérablement accrue, passant de 569.257 hectolitres, à 824.090 hectolitres. Un moment atteinte dans ses forces vives par la loi sucrière de 1884, la distillerie de mélasses, grâce à la prospérité de l'industrie sucrière, à l'importation des mélasses étrangères, et au vote de la loi du 4 juillet 1887 (1), tendait à voir le chiffre de sa production remonter peu à peu jusqu'au niveau d'antan.

Quant à la production des grains, elle avait fait de 1884 à 1888 un nouveau bond de près 65 0/0, passant de 485.001 hectolitres à 794.326 hectolitres, et en 1889, malgré une baisse de 5 francs dans le cours moyen de l'alcool, elle s'élevait encore à 751.266 hectolitres.

En 5 ans, la production totale de l'alcool augmentait de 311.499 hectolitres, alors que la consommation taxée ne présentait qu'une augmentation de 28 240 hectolitres, et le cours de l'alcool avait baissé de plus de 10 0/0 (44 fr. en 1884, 39 fr. en 1889).

(1) Cf. chap. VIII.

La reconstitution des vignobles français atteints par le phylloxera, reconstitution qui se poursuivait avec courage depuis une dizaine d'années, touchait à sa fin, et comme les intérêts sont toujours et par essence même égoïstes, il est aisé de concevoir que les pays vinicoles aient eu dès ce moment tendance à considérer la question des alcools industriels avec des yeux tout autres qu'à une époque où ces alcools se présentaient comme des aides nécessaires, et où la crainte de la concurrence aux eaux-de-vie naturelles ne pouvait malheureusement pas se poser.

Les défenseurs de la taxe douanière invoquaient donc les intérêts des distilleries agricoles (1), et en attendaient le développement de celles-ci à l'instar de ce qui s'était, à cet égard, passé en Allemagne.

Examinons maintenant quelles conséquences a eues le vote de la loi, et si ces conséquences ont bien été celles qu'escomptaient ses auteurs.

A ce dernier point de vue, nous croyons pouvoir répondre nettement par la négative.

Le vote de la loi a été un arrêt de mort pour la plupart

(1) « Toute distillerie travaillant des produits français provenant de la culture du sol national est une industrie agricole..... Sans doute la distillerie agricole annexée à la ferme n'utilisant que ses produits, est digne d'un intérêt spécial, mais le législateur, avant de lui donner quelques faveurs fiscales, assurément fort utiles, doit la mettre à l'abri d'une concurrence exagérée de la part de la matière première étrangère, en lui accordant vis-à-vis de celle-ci les droits compensateurs établis sur les autres produits agricoles importés » (Rapport Viger, Annexe à la séance de la Chambre des députés du 27 mars 1890, n° 504).

des importantes distilleries qui travaillaient les grains étrangers, pour toutes celles tout au moins dont ces grains constituaient l'unique matière première, et qui s'étaient fondées au cours des dernières années, confiantes, bien à tort, dans la stabilité de la législation douanière alors existante.

C'est ce que nous allons tout d'abord établir ici.

Ce sont les distilleries de la Méditerranée, à Marseille, qui sont obligées de fermer leurs portes, de licencier leurs ouvriers dès 1892. La production des grains dans le département des Bouches-du Rhône avait été de 61.192 hectolitres en 1889 ; elle ne s'élève qu'à 1.665 hectolitres en 1892, produit du travail d'une petite usine à qui la disparition de sa puissante rivale, vendue à la mitraille, permet de subsister modestement quelque temps encore. Ce sont deux des trois grosses usines de grains, établies à Rouen, — la distillerie de Croisset-Rouen et la distillerie Boulet, — qui disparaissent tour à tour (1) Des deux distilleries de grains établies à Bordeaux et déjà en posture difficile au moment du vote de la loi (2), l'une va disparaître définitivement en 1892 ; l'autre va lutter péniblement pendant quelques années, travaillant de façon intermittente (3), pendant quelques mois ou quelques se-

(1) De 145.905 hectolitres en 1889, la production du 3/6 de grains dans la Seine-Inférieure tombe à 84.227 hectolitres dès 1891, à 56.534 hectolitres en 1895.

(2) La production des grains dans la Gironde, qui était en 1886 de 52.125 hectolitres, s'était abaissée en 1889 à 36 686 hectolitres.

(3) Avec des productions de 10.126 hectolitres en 1891, de

maines, au hasard de la hausse des cours de l'alcool ou de la baisse des grains, alimentant sa clientèle avec des alcools venus du Nord, en attendant le retour de circonstances industrielles plus favorables.

C'est, dans le Doubs, la distillerie Bugnot-Colladon qui va être atteinte mortellement par le vote de la loi. C'était une des plus vieilles usines françaises parmi celles qui s'étaient montées pour produire des 3/6 neutres et lutter ainsi contre les importations allemandes si considérables jusqu'au vote de la surtaxe douanière sur les alcools étrangers en juillet 1887. Sa marque avait une réputation justifiée sur le marché français. Elle luttera péniblement, courageusement, se débattant dans les affres de l'agonie, cherchant par tous les moyens à prolonger son existence (1). Elle succombera définitivement en 1900, après une série d'efforts ruineux.

Ce sont les distilleries du Pouzin, dans l'Ardèche, qui devront, elles aussi, renoncer définitivement à la lutte en 1901, après avoir vainement, dix ans durant, essayé de remonter le courant.

C'est enfin la distillerie d'Agde, dans l'Hérault, qui, dès 1891, disparaît virtuellement et ne doit plus se relever.

Cet arrêt de mort a-t-il été un arrêt rendu consciem-

16.212 hectolitres en 1892, de 17.727 hectolitres en 1893. La production en 1889 avait été de 36 686 hectolitres.

(1) Elles tombent à une production de 2.973 hectolitres dès 1892, remontent à 14.803 hectolitres en 1894, pour ne plus donner que 484 hectolitres en 1895. La production avait été en 1889 de 24.401 hectolitres,

ment ou non ? Ses conséquences avaient-elles été voulues par les auteurs de la proposition de loi ? Ont-elles au contraire dépassé leurs prévisions ?

Si, nous reportant aux débats parlementaires qui ont marqué la discussion de la loi, nous écoutons les défenseurs du maïs, nous serons tentés de nous ranger à la première hypothèse. Voici en effet comment s'exprime M. Raynal à la séance de la Chambre des députés du 31 mai 1890 :

« Je comprends la défense, et la défense acharnée, vigoureuse, du produit national contre le produit étranger, mais je ne peux pas comprendre que la Chambre vienne s'interposer entre des industries qui ont des procédés différents, qu'elle prétende faire une œuvre qui n'est pas la sienne : à savoir arbitrer l'avenir et l'existence même de différentes industries ».

Tout aussi nettement, à la séance du 2 juin 1890, M. Lockroy pose la question :

« Nous nous trouvons en présence de deux industries en lutte qui sont comme les deux acteurs d'un drame. L'une veut supprimer l'autre... Nous voyons les intérêts industriels poindre devant nous, et véritablement nous devons nous demander : Est-ce bien le rôle d'un Parlement, d'un Gouvernement, de se mettre au service d'une industrie nationale pour protéger aux dépens de sa rivale une autre industrie nationale ? »

Nous croyons cependant, quant à nous, que le Parlement n'a pas eu la vision nette des suites inévitables de

son vote, et nous voulons croire que celles-ci ont dépassé les intentions qui ont dicté ce vote.

Nous pensons en trouver la preuve dans les déclarations du ministre de l'agriculture d'alors, M. Develle.

« Je n'entends pas dire qu'il faille sacrifier à l'intérêt industriel l'intérêt agricole... Non ; le maïs continuera à entrer dans nos ports comme le blé lui-même... Le seul effet du droit sera de relever les cours, de faire que le prix du maïs soit à peu près au niveau des produits similaires de France auxquels il fait concurrence (1)... Enfin, il est un fait qui a été constamment observé ; c'est que le droit de douane n'est jamais acquitté en totalité par l'importateur. Il y a donc lieu d'espérer que le droit de 3 francs pourra être payé par le vendeur américain. D'ailleurs, le prix du maïs est appelé à baisser sans cesse (2). »

Nous sommes portés à l'induire encore de la façon dont M. le sénateur Dauphin s'exprime dans son rapport au Sénat sur ce point particulier (3) :

« Si le droit proposé de 3 francs eût paru à la majorité de la commission de nature à empêcher le fonctionnement des distilleries de grains étrangers, elle ne vous eût pas proposé l'adoption du projet de loi... Le droit est modéré et respecte tous les intérêts. Il diminuera les bénéfices et

(1) Chambre des députés, séance du 3 juin 1890.

(2) Il n'y a qu'à consulter une mercuriale des prix pour se rendre compte de l'erreur contenue dans cette dernière phrase.

(3) Rapport Dauphin, séance du 24 juin 1890, annexe n° 101, *J. off.*, p. 158.

apportera un trouble momentané dans les opérations de cette industrie, mais il ne les arrêtera pas. »

L'auteur de la proposition de loi lui même, M. Méline, dans l'ardeur quelque peu immodérée de son zèle protectionniste, paraît avoir nourri à cet égard de singulières illusions.

Pour lui, « le droit de 3 francs, loin d'être élevé, peut au contraire paraître insuffisant » (1).

« Si la distillerie de maïs n'existait pas, le cours de la betterave de distillerie serait réglé par le cultivateur lui-même, qui ferait payer à l'industriel le prix qui lui conviendrait, mais il ne peut pas le faire parce qu'à côté de la betterave, il y a le maïs qui lui fait une telle concurrence, que le distillateur dit à l'agriculteur :

« Je ne puis vous donner le prix que vous me réclamez, parce que le prix m'est dicté par mon concurrent, le distillateur de maïs. Je ne suis pas le maître de vous donner plus que le cours des alcools ne le permet, et ce cours ne dépend pas de moi (2). »

Autant dire que, pour M. Méline, il n'y a pas d'autre régulateur du prix de l'alcool que celui du maïs, et qu'en élevant le prix de celui-ci, on doit forcément relever le cours de celui-là.

Les faits, nous le verrons par la suite, se sont chargés de donner un démenti à ces vues en vérité trop simplistes, et de montrer combien il est critiquable, et en tout

(1) Chambre des députés, séance du 5 juin 1890.

(2) *Ibid.* séance du 3 juin 1890.

cas singulièrement délicat, de prétendre remédier artificiellement aux inégalités de situation des diverses branches d'une même industrie nationale. Il est pour ainsi dire impossible que les répercussions d'une semblable politique économique puissent être exactement calculées et presque sans exemple que les résultats en soient conformes aux prévisions qui peuvent, au premier abord, sembler le mieux établies.

L'étude de la répercussion de la loi sur les intérêts agricoles qu'elle prétendait servir ne rentre dans notre sujet qu'autant que les sources d'approvisionnement en matières premières des distilleries de grains qui sont restées debout, et par suite leur production d'alcool, ont pu s'en trouver affectées. La loi n'a pas eu pour résultat de rendre à ces distilleries, sous les espèces de maïs français, une part, si modeste soit-elle, des maïs étrangers dont elle les privait. Le maïs français n'a pas eu depuis 1890 plus d'intérêt pour la distillerie qu'il n'en avait auparavant.

La raison s'en trouve donnée dans le discours que le ministre de l'agriculture, M. Develle, adressait à la Chambre, au cours de la discussion de la loi, et qui ne fait que renouveler, sur cette question, ses déclarations antérieures de 1886 à la commission des douanes :

« C'est ainsi, Messieurs, que je n'hésite pas à dire que la concurrence du maïs étranger n'a apporté aucun obstacle au développement du maïs indigène. Je l'avais dit en 1886 devant la commission des douanes ; l'honorable

M. Raynal l'a rappelé. Je le répète encore. Ce sont les conditions climatiques qui s'opposent à ce que cette culture prenne une grande extension. Si depuis le commencement du siècle, depuis 50 ans, elle est stationnaire, c'est parce que le maïs ne parvient pas à maturité au-dessus du 45° de latitude, qu'on ne le récolte que dans une vingtaine de départements, et notamment dans les bassins de la Garonne et de l'Adour.

« Il est également démontré par les dépositions reçues par la commission des douanes, toutes unanimes sur ce point, que ce maïs est impropre aux usages industriels ; il est consommé sur place ; il ne donne lieu qu'à un petit nombre de transactions commerciales, et au marché voisin où l'agriculture le porte d'ordinaire, il atteint des prix notablement supérieurs à ceux des maïs étrangers. »

A défaut du maïs national, les orges, les avoines, les seigles ont-ils vu, par contre, leurs débouchés augmenter en distillerie ? C'est au contraire plutôt l'inverse qui s'est produit, ainsi qu'il est aisé de s'en rendre compte par le tableau que nous reproduisons en note (1). La raison en est facile à saisir.

Au point de vue des procédés employés alors pour le travail des grains, les distilleries pouvaient se diviser en effet en trois catégories. On peut admettre, avec le rapporteur de la loi, qu'en 1890 un tiers de la production environ, quelque 200.000 hectolitres annuellement, était pro-

(1) Tableau présentant, à l'exclusion du maïs, les quantités de grains mis en œuvre dans les distilleries (d'après le bulletin de sta-

duit par celles des usines qui travaillaient avec la levure ; un autre tiers par les distilleries travaillant par le malt ; un dernier tiers, de beaucoup le plus fort, par les distilleries travaillant, par les acides, les maïs ou les riz étrangers.

La première catégorie, celle des usines de levure, a été naturellement quelque peu gênée dans sa production par l'impossibilité où l'a mise le vote de la loi de continuer à travailler comme par le passé des grains étrangers en mélange avec les produits du sol français.

tistique et de législation comparée du Ministère des finances) :

Années	Orges	Seigles	Avoines	Total	Autres grains
1886.	1.152.234	316.718	67.665	1.536.617	6.380
1887.	637.731	349.497	26.065	1.013.233	26.043
1888.	257 481	412.552	239	670.272	658.726
1889.	249 812	420.987	209	671.008	181 620
1890.	249.571	389.516	209	609.296	17.221
1891.	169.880	343.600	250	513 730	34.110
1892.	214.974	317.217	5 269	537.460	75.147
1893.	168.975	426.679	35.472	631.126	118.372
1894.	92.088	311.117	84.077	487.282	346.805
1895.	157.558	511.012	20.913	698.483	278.789
1896.	190.409	490 707	158	681.274	128.882
1897.	158.704	366.061	35.267	560.032	32.361
1898.	187.877	332 845	41.476	562.198	125.884
1899.	200.935	354.117	219	555.271	264.112
1900.	216.158	369.235	218	585.611	113.191
1901.	112.009	298.426	105	410.540	90.650
1902.	113.233	287.247	92	400.572	146.956
1903.	93.312	311.242	150	404.704	289.311
1904.	227.718	358.215	163	586.096	106.682
1905.	262.347	372.832	139	635.318	516.894
1906.	228.126	374.822	6.830	609.778	152.097
1907.	235.578	348 922	7.083	591.583	146.541
1908.	204.861	327.583	5.926	538.370	268.947
1909.	195.585	316.584	104	512.273	392.827

La lutte est devenue plus difficile pour elle.

Produisant à un prix plus élevé, elle a eu à soutenir la concurrence des usines de rectification d'alcool de betteraves qui se sont montées vers cette époque, encouragées par le vote de la loi. Leur production a donc eu tendance à diminuer, au détriment de la quantité des grains français employée par elles. Mais il y a là un facteur dont il convient de ne pas exagérer l'importance.

Ces usines sont restées debout et ont été peu atteintes en somme, car elles s'adressent à une clientèle spéciale pour qui la question de la qualité du produit est prépondérante. Elles vendent leur alcool avec une prime généralement élevée, à des prix plus ou moins indépendants de ceux pratiqués à la Bourse de commerce de Paris.

Leur production est surtout réglée par le plus ou moins de facilité d'écoulement de leurs levures et de leurs drèches, et le prix des grains a plus d'influence sur leurs bénéfices que sur la quantité d'alcool qu'elles produisent annuellement.

Nous avons vu qu'il en a été tout autrement pour la plupart des plus importantes usines des deux autres catégories.

Bien que montées spécialement en vue du travail des maïs étrangers ou des riz, elles n'en faisaient pas moins une part dans leurs approvisionnements de matière première aux produits du sol national toutes les fois que les cours de ceux-ci le permettaient.

En fermant ces usines, la loi a, par cela même, fermé

du même coup, aux grains français qu'elle entendait protéger, des débouchés qui leur étaient auparavant ouverts.

4
* *

Et maintenant, sur le point qui était le but essentiel de la loi, sur le développement de la distillerie industrielle de betteraves, sur celui de la distillerie agricole, le législateur a-t-il été plus heureux ? Y a-t-il eu de ce côté compensation, tout au moins partielle, aux ruines que la loi a amenées par ailleurs ? Les chiffres vont répondre pour nous.

Négligeant l'année 1890 vers le milieu de laquelle la loi a été volée, nous comparerons au point de vue de la production industrielle l'année 1889, qui a précédé la promulgation de la loi, avec la moyenne des trois années 1891, 1892 et 1893, qui l'ont suivie. Cette comparaison nous donnera les chiffres suivants :

	1889	Moyenne 1891 à 1893	Plus ou moins
	hectolitres	hectolitres	hectolitres
Grains. . .	751.226	405.583	— 345.683
Mélasses . .	559.911	879.221	+ 319.310
Betteraves .	824.090	860.611	+ 36.521

Dira-t-on que cette comparaison porte sur un trop petit nombre d'années, sur des années encore trop voisines du vote de la loi, pour qu'on puisse à bon droit chercher à en déduire des conséquences ? Soit. Prenons les trois années suivantes :

	Moyenne 1891 à 1893 hectolitres	Moyenne 1894 à 1896 hectolitres	Plus ou moins hectolitres
Grains . .	405,583	406,309	+ 726
Mélasses . .	879,221	842,450	— 36,771
Betteraves .	860,611	680,640	— 179,971

Que conclure de ces chiffres ? C'est qu'en ce qui concerne le point de vue que nous étudions en ce moment, la loi de 1890 a fait faillite. Le législateur, à son insu, n'a travaillé que pour la mélasse.

Pourquoi ?

Pour une raison pourtant bien simple, mais qui paraît avoir échappé à peu près complètement au législateur de 1890, car seul à la Chambre des députés, M. Lockroy y a fait une brève allusion au cours des débats. C'est que la protection qu'on accordait à la distillerie de betteraves devait forcément avoir pour effet de donner « à deux industries extrêmement puissantes, le sucre et l'alcool, l'une défendue par une prime, l'autre défendue par un monopole, une seule matière première, la betterave, qu'elles devaient forcément se disputer ».

Dans la lutte, la distillerie de betteraves devait être nécessairement vaincue par le sucre. Le seul résultat que la concurrence organisée par le législateur pût amener, c'était de faire surpayer la betterave par l'une et l'autre industrie, de leur nuire conséquemment à toutes deux, et de nuire par contre-coup aux vrais intérêts de l'agriculture dont la prospérité dépend de celle des industries qu'elle alimente.

La distillerie de betteraves s'est relevée depuis et a atteint à notre époque un haut degré de prospérité. Mais elle le doit à deux causes qui n'ont absolument rien à voir avec le droit sur le maïs. La première, c'est la dénonciation de la convention de Bruxelles, la suppression des primes payées à l'industrie du sucre qui en a été la conséquence, les conditions de lutte rendues ainsi plus égales entre la sucrerie et la distillerie de betteraves. La seconde résulte des mesures que nous étudierons dans la deuxième partie de notre travail et par lesquelles le législateur, en favorisant de son mieux la dénaturation de l'alcool pour les emplois industriels, a amené ainsi par voie indirecte le plein épanouissement, et on pourrait presque dire, la création de la distillerie agricole.

Mais le législateur de 1890 n'y est pour rien. Son protectionnisme étroit, à courtes vues, n'a rien su édifier. Son œuvre n'a réussi qu'à semer des ruines.

Pas uniquement cependant ; la constatation que nous venons de faire comporte en effet une exception.

Le zèle protecteur du législateur a eu pour les colonies françaises, et particulièrement pour l'Indo-Chine, des effets très heureux. Ici le succès a été très brillant, très complet, trop brillant et trop complet si nous nous plaçons au point de vue de sa répercussion sur la distillerie de grains, puisqu'il ne tend à rien moins aujourd'hui qu'à paralyser dans une mesure plus ou moins large l'effet qu'on escomptait à l'égard de la production de l'alcool de grains du vote du droit sur les maïs.

Mû par la pensée certainement louable de donner aux colonies françaises une légitime compensation aux charges que tendait à faire peser sur elles l'assimilation au régime douanier de la métropole, auquel dès cette époque il pensait à les assujettir, le législateur frappa également à l'entrée en France les riz étrangers en paille, le dari et le millet en grains, et les soumit comme le maïs au droit de 3 francs par 100 kilogrammes. Les provenances des colonies françaises restèrent indemnes de tous droits.

En adoptant cette mesure, on avait principalement en vue, la lecture des débats en donne l'impression très nette, de paralyser l'entrée des riz étrangers, ceux de Birmanie surtout, allant soit à la consommation de bouche, soit à l'amidonnerie.

Quant au rôle que nos produits coloniaux pouvaient être appelés à jouer par la suite dans la question des approvisionnements de la distillerie, on n'en avait certainement à ce moment qu'une intuition fort incomplète, et il n'inspirait en tous cas pas de craintes sérieuses.

« Tous les riz employés dans notre industrie proviennent des côtes de Birmanie et du Japon. » Ainsi s'expriment dans leur déposition à la Commission des douanes (1) les décortiqueurs de riz, et ils ajoutent : « Le droit sur le riz ne gênera pas la distillerie, car cette industrie ne l'emploie qu'en petite quantité. »

M. Viger, le rapporteur de la loi, faisait bien observer

(1) Cité dans le discours Aynard à la Chambre des députés, séance du 5 juin 1890.

que l'Indo Chine « peut fournir à la distillerie le riz brut et les brisures nécessaires comme matière première, puisque conformément aux lois du 19 juillet 1867 et du 7 mai 1881, les maïs et les riz de nos colonies doivent être admis en franchise ». Mais il montrait bien qu'il n'y avait là qu'une vue théorique de sa part, et il ne prévoyait certainement pas que ces importations des colonies, en franchise de droits, pussent jamais devenir une concurrence sérieuse aux matières employées dans les autres branches de la distillerie et qu'il cherchait à protéger, car il ajoutait : « Il est bien certain que du moment où le prix du maïs sera augmenté, si on ne frappe pas également d'un droit le riz, on l'emploiera à la place du maïs ».

Ici encore le législateur s'est montré imprévoyant. Les relations des colonies avec la métropole se sont développées plus rapidement qu'il ne l'avait prévu. La loi a détourné partiellement les anciens courants commerciaux ; elle en a créé de nouveaux. L'importation croissante du trafic a amené la diminution des frets, et partant le coût de la matière première rendue à pied d'œuvre. Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter au tableau que nous avons indiqué en note (p. 96) et qui indique la quantité des grains autres que l'orge, le seigle, l'avoine et le maïs, employée en distillerie depuis 1890. Ces grains « autres », ce sont presque exclusivement le dari ou les brisures de riz venus de nos colonies asiatiques. Au point de vue technique, les distillateurs ont rapidement appris à surmonter les difficultés que certains d'entre eux avaient

rencontrées tout d'abord dans le travail de ces produits. Ces sortes de grains ou ces déchets, peu propres à la consommation de bouche, mais par contre d'un rendement en alcool sensiblement plus élevé que n'importe quel bon maïs, ont fourni certaines années à nos usines, et tout récemment encore au cours de la campagne 1909-1910, des matières premières en quantité importante.

Employés seuls ou concurremment avec le maïs, suivant les moments, ils ont donné un produit excellent, plus doux, plus moelleux que celui qui provient du maïs pur, et très prisé de la consommation qui le paie avec une prime généralement élevée et le recherche pour tous les usages où les alcools d'autres grains le sont eux-mêmes (1).

L'œuvre du législateur a été doublement stérile, car, malgré elle, et ainsi que nous l'avons indiqué au début de ce chapitre, la distillerie de grains tend à notre époque à renaître de ses cendres et à reprendre une partie tout au moins de son importance d'autrefois. On peut se demander d'ailleurs si, à l'heure actuelle, les adversaires de la distillerie de grains en 1890 n'auraient pas, au contraire, de bonnes raisons d'applaudir à cette résurrection.

(1) Moins heureux au point de vue de la qualité ont été les alcools faits en ces dernières années avec la racine de manioc, matière principalement importée des Indes anglaises. Son rendement très élevé en alcool et son bas prix ont inspiré à notre agriculture des craintes qui ont amené le vote de la loi du 10 août 1908, frappant le manioc d'un droit de 7 francs par 100 kilos. Depuis cette époque, et à moins que les colonies françaises ne se livrent à la culture de cette plante, la question du manioc ne paraît plus appelée à jouer un rôle intéressant au point de vue de la production de l'alcool.

Le revirement qui tend à se faire jour à cet égard tient à un certain nombre de faits nouveaux qu'il n'était pas possible, il n'est que juste de le reconnaître, pour les défenseurs du droit sur le maïs, de prévoir lors de la discussion de la loi.

Tout d'abord, dans le domaine de la production, par un juste retour des choses d'ici bas, les mélassiers qui avaient lié partie avec les betteraviers contre les maïs et qui ont été pendant quelques années après le vote de la loi les vrais bénéficiaires de la taxe douanière, ont vu leurs anciens alliés se retourner contre eux. Ils les ont combattus et sacrifiés au nom des principes mêmes qu'ils avaient invoqués contre les distillateurs de grains, par les arguments mêmes dont ils s'étaient servis au cours de la bataille.

La mélasse, pour des causes que nous étudierons au chapitre suivant, est devenue insuffisante pour la force productive des usines existantes. Celles-ci, cherchant à utiliser leur outillage industriel, à diminuer les frais généraux en les répartissant sur un plus grand nombre d'hectolitres, se sont retournées, quand les prix de l'alcool le leur ont permis, du côté des maïs étrangers ou des riz des colonies françaises. La concentration s'est faite dans l'industrie de l'alcool comme elle s'est faite à son heure dans nombre d'autres industries. On peut voir aujourd'hui telles usines qui autrefois ne travaillaient que la mélasse, mettre successivement en œuvre la betterave, la mélasse, le grain. C'est dans les usines

du Nord de la France que s'est localisée cette transformation. Elle a été favorisée par les cours élevés que la Bourse de commerce de Paris a enregistrés pour l'alcool durant ces dernières années.

Cette plus-value des cours, elle résulte bien pour une petite part de la crise de la production mélassière que nous venons d'indiquer ici ; mais elle a principalement pour cause l'extension considérable prise par l'emploi de l'alcool aux usages industriels depuis la loi du 16 décembre 1897. Il a été ainsi vérifié une fois de plus que la meilleure des protections à accorder à un produit réside, non dans des surtaxes douanières exagérées, mais dans les facilités offertes au développement de ses débouchés.

Il y a eu une rupture d'équilibre momentanée entre la production et la consommation, la loi du 16 décembre 1897 imprimant à celle-ci une allure plus rapide qu'à celle-là.

Le renchérissement des prix qui en a été la conséquence a été tel qu'on a été amené à se demander si non seulement la croissance future, mais l'existence même de l'alcool dénaturé, ne risquait pas d'en recevoir une très sérieuse atteinte. Nous pensons, quant à nous, que l'on peut compter sur l'augmentation de la production des 3/6 de grains pour parer à ce danger et rétablir en tant que besoin l'équilibre entre les deux plateaux de la balance. La production de 714.744 hectolitres qui a été atteinte en 1899 à la faveur de circonstances exceptionnellement favorables par les 3/6 de grains et qui se compare avantageusement avec les

fortes productions d'antan, démontre que l'outillage industriel de la distillerie de grains la met désormais à même de remplir le rôle de régulateur éventuel des cours auquel les circonstances paraissent devoir l'appeler de nouveau.

Mais il importe par contre de constater que les conditions de cette production ne sont plus et ne peuvent plus être les mêmes qu'autrefois.

La production annuelle des $\frac{3}{6}$ de grains continuera, selon toute vraisemblance, dans l'avenir, à se diviser, comme c'est le cas actuellement, en deux parties bien distinctes : une partie fixe et sensiblement constante ; une partie mobile et d'importance essentiellement variable.

La partie fixe est représentée par les fabriques de levure.

On peut y rattacher celles des anciennes distilleries de grains qui, à Bordeaux et à Rouen notamment, ont survécu à la tourmente de 1890.

Ces usines emploient exclusivement le grain ; elles ont une clientèle fixe, régulière, pour qui la qualité prime toute autre considération. Grâce aux primes élevées qu'obtiennent leurs alcools, elles écoulent régulièrement, quels que soient d'ailleurs les cours de Bourse, quelque 25 000 à 30.000 hectolitres d'alcool chaque mois.

La partie mobile, c'est celle qui est produite en quantité éminemment variable chaque année, par celles des usines qui travaillent le grain accessoirement, de façon intermit-

tente, dans la mesure où elles y sont incitées par les cours respectifs de l'alcool et des grains de provenance étrangère ou coloniale, et des arbitrages que ces cours permettent sur le marché à terme des alcools à la Bourse de commerce de Paris.

..

On a beaucoup discuté dans ces derniers temps, sur les meilleurs moyens de favoriser l'extension de la consommation de l'alcool dénaturé. La question présente un intérêt de premier ordre pour l'agriculture, et son heureuse solution paraît être encore le meilleur moyen de rétablir la bonne harmonie entre le Nord et Midi et de concilier les intérêts également respectables de ces deux parties de la France.

Sans discuter ici les avis qui ont été préconisés à cet égard par tous ceux qui se sont occupés récemment de la question, nous pouvons d'ores et déjà indiquer que la « stabilisation », relative, tout au moins des cours de l'alcool, est généralement considérée comme le but essentiel à atteindre dans cet ordre d'idées.

Qu'on veuille bien le remarquer, ce n'est plus comme en 1890 contre l'avilissement redouté des cours qu'on songe à faire de nouveau appel aux pouvoirs publics ; c'est contre l'exagération possible de la hausse à certains moments que les dénaturateurs d'alcool s'agitent actuellement. Le point de vue a changé avec les intérêts du moment ; l'esprit d'interventionnisme étatique est resté le même.

« Dans une note exposant le moyen de fixer un prix maximum de l'alcool en dehors de tout monopole », le président de la chambre syndicale des dénaturateurs, M. F. Dufour, proposait tout récemment de permettre au gouvernement de ramener, par décret, de 70 à 20 francs par hectolitre d'alcool pur, le droit de douane qui frappe les alcools étrangers à leur entrée en France, lorsque le cours de l'alcool atteindrait 40 ou 50 francs en Bourse de Paris.

Nous ne croyons pas que cette solution ait la moindre chance d'être adoptée. A tant faire, mieux vaudrait envisager l'éventualité d'une réduction des droits sur les mélasses étrangères ou sur les grains, car toute mesure qui tendrait à instituer pour les droits de douane une sorte d'échelle mobile, variable suivant les cours de l'alcool, constituerait suivant nous un remède pire que le mal. Elle ne saurait avoir d'autre résultat que de favoriser la spéculation et d'exagérer la fréquence et l'amplitude des variations dans les cours, ce qui va diamétralement à l'encontre du but visé.

Semblable question ne pourrait se poser aujourd'hui si, en 1890, dans un esprit de protectionnisme étroit et destructif de toute initiative et de tout progrès industriel, on n'avait pas amené la fermeture d'un grand nombre des usines de grains alors existantes.

Souhaitons donc que, grâce à l'abaissement du prix de revient, résultant actuellement des méthodes industrielles

perfectionnées en usage et des prix élevés obtenus par certains sous-produits autrefois inutilisés, le 3/6 de grains puisse, malgré les droits de douane, servir de frein aux exagérations nuisibles des cours et remplir cette fonction d'utile régulateur des prix qu'on lui reprochait bien à tort, on peut le voir aujourd'hui, d'usurper lors du vote des droits de douane.

CHAPITRE VIII

LES ALCOOLS DE MÉLASSES.

La production des 3/6 de mélasses, dans notre pays, a passé, pour des raisons analogues à celles qui ont agi sur la production des 3/6 de grains, par les mêmes vicissitudes que celle-ci. Son développement a été influencé par des interventions législatives de même ordre, mais autrement fréquentes. Elle a connu, elle aussi, des jours de très grande prospérité. Il y a dix ans à l'apogée de sa grandeur, elle est aujourd'hui en plein déclin. L'esprit protectionniste qui, au cours de ces dernières années, a cru, bien à tort suivant nous, que le développement de la distillerie agricole ne pouvait procéder que des restrictions apportées à celui de sa rivale, la distillerie industrielle, ne l'a pas épargnée. Elle succombe à ses coups sans que, moins favorisée par les circonstances que la distillerie de grains, elle semble pouvoir nourrir les espoirs de renouveau qui sont aujourd'hui permis à la première. C'est ce que nous nous proposons d'établir en retraçant ici succinctement son histoire (1).

(1) La mélasse c'est, comme chacun le sait, le résidu de la fabrication du sucre. L'alcool de mélasses est presque exclusivement tiré aujourd'hui en France des mélasses provenant de l'industrie du sucre de betteraves. Il en était tout autrement à l'origine. Près de

De même que pour le 3/6 de grains, le travail de la mélasse, en vue de la production de l'alcool, a devancé de beaucoup celui de la betterave.

Alors que la moyenne de la production de l'alcool de betteraves entre 1840 et 1850 ne dépasse pas le chiffre insignifiant de 500 hectolitres annuellement, celle de l'alcool de mélasses s'élève déjà à 40.000 hectolitres. C'est la mélasse provenant du raffinage des sucres de canne qui alimente presque exclusivement cette production. Les sucres coloniaux, en effet, jusqu'à la loi du 26 avril 1833, étaient pour ainsi dire maîtres du marché français (1).

deux siècles avant que la première fabrique de sucre de betteraves ait vu le jour en notre pays, on y distillait les mélasses des raffineries de sucre de canne. Les eaux-de-vie « de syrop de sucre et de mélasses se font à Orléans et dans les autres lieux de France où il y a des affinages de sucre », écrit Jacques Savary des Bruslons dans son *Dictionnaire universel du commerce* en 1741.

Aux colonies, on distillait les mélasses des sucreries de canne pour en faire du tafia qu'on importait dans la métropole, et c'est à l'occasion des plaintes auxquelles ces importations donnèrent lieu de la part des viticulteurs, que fut rendue l'ordonnance du 24 janvier 1713 étendant à tout le royaume les prohibitions de l'arrêt du Parlement du 13 mars 1699 qui interdisait l'introduction des eaux-de-vie autres que de vin dans le ressort de Paris (Cf. Brunet de Grandmaison, *Dictionnaire des Aides*, p. 176). Le conflit entre les eaux-de-vie naturelles et les alcools industriels a, comme on le voit, de lointaines origines.

(1) La production des sucres indigènes de betteraves durant la campagne 1838-1839 n'atteignait encore que 39.000 tonnes, ce qui pouvait donner en mélasse de quoi produire 4.000 à 5.000 hectolitres d'alcool. Même un projet de loi fut déposé à la Chambre des députés le 10 janvier 1843, tendant à l'interdiction de la fabrication des sucres indigènes et à la fermeture des usines, moyennant une indemnité de 40 millions. Il ne fut heureusement pas adopté (Tirard, Rapport au Sénat au nom de la Commission du budget chargée d'exami-

Aussi, n'est-ce qu'en 1846 que, pour la première fois, on se préoccupa de déterminer les conditions légales auxquelles pourrait s'effectuer en distillerie le travail des mélasses indigènes de betteraves (1).

A partir de 1850, lorsque, sous l'influence des causes qui nous sont connues, les alcools d'industrie viennent combler les vides laissés dans les ressources annuelles par la crise des eaux-de-vie naturelles, le terrain se trouve être particulièrement favorable pour le développement de la production de l'alcool de mélasses. Cette date coïncide en effet avec celle où, après des débuts quelque peu laborieux, la sucrerie de betteraves, définitivement assise en France, voit s'ouvrir pour elle une ère de prospérité et de production annuelle presque régulièrement croissante.

Elle est ainsi à même d'offrir une matière première abondante à la distillerie. D'autre part, les importations de mélasses étrangères, insignifiantes jusqu'en 1855, vont augmenter à partir de cette époque et devenir rapidement très considérables.

La raison de ces importations se trouve à la fois dans l'importance que, de même qu'en France, la production sucrière acquiert à l'étranger, et dans les lois fiscales de l'Allemagne et de la Belgique qui donnent à ces pays,

ner le projet de loi sur le régime des sucres. Annexe au procès-verbal de la séance du 14 mai 1881).

(1) Loi du 31 mai-4 juin 1846, art. 11, § 2. « Néanmoins l'enlèvement des mélasses épuisées à destination de la distillerie continuera d'être autorisée, même quand il n'y aura pas cessation des travaux de la fabrique ».

nous aurons à revenir bientôt sur ce point, plus de profit à exporter leurs mélasses qu'à les distiller dans le pays même.

La prospérité de la distillerie de mélasses ne tarde donc pas à devenir très grande. Elle atteint son apogée en 1884 avec 778,714 hectolitres d'alcool, environ 43 o/o de la production totale du 3/6 d'industrie.

Le vote de la loi sucrière de 1884 allait, momentanément du moins, lui porter un premier coup.

En modifiant le régime de l'impôt, en forçant par là même le fabricant à tendre tous ses efforts en vue de l'extraction aussi complète que possible du sucre contenu dans la betterave, le législateur de 1884 condamnait le distillateur de mélasses à ne plus travailler qu'une matière de plus en plus pauvre et dont l'appauvrissement devait être en raison directe du progrès qu'allait, grâce à la loi du 29 juillet 1884, réaliser la fabrique française.

La distillerie de mélasses chercha naturellement à compenser le déficit ainsi créé dans la quantité et la qualité de ses approvisionnements en mélasses indigènes par une augmentation de ses importations en mélasses étrangères. Dès le vote de la loi, ces importations montent à des chiffres jusqu'alors inconnus (1).

(1) Importations de mélasses étrangères (commerce spécial)

1884.	71.714.919 kilos
1885	154.360.048 —
1886	116.822.141 —
1887	101.171.041 —
1888	123.219.081 —
1889	86.099.155 —

Ces chiffres comprennent toutes les mélasses importées, soit pour

Mais elles demeurent cependant impuissantes à rétablir la balance. Alors en effet que de 1884 à 1886 la production du sucre en France présente une augmentation de près de 162.000 tonnes, c'est par une diminution de plus de 300 000 hectolitres que se chiffre la production de l'alcool de mélasses (1).

C'eût été, dans un avenir plus ou moins éloigné, la condamnation à mort de cette industrie florissante jusqu'alors, si, ému de cette situation et en reconnaissant les périls au double point de vue de l'intérêt de la distillerie de mélasses et de celui même du Trésor, le législateur n'avait pas cherché à y porter remède et à rendre à la fabrication de l'alcool la mélasse dont la loi sucrière du 29 juillet 1884 tendait à le priver complètement en faveur de la sucraterie, une industrie nouvelle née des encouragements gouvernementaux à la suite du vote de la loi, et ayant pour objet l'extraction du sucre des mélasses épuisées.

La distillerie de mélasses dut son salut momentané à un amendement présenté et soutenu par MM. Méline et Ribot, lors des modifications que des nécessités d'ordre bud-

la distillation, soit pour d'autres usages. Ce n'est en effet qu'à partir de 1892 que la statistique fait une distinction entre ces deux catégories d'emplois. Les chiffres fournis par les tableaux des douanes depuis cette époque montrent d'ailleurs que les quantités importées pour les usages autres que la distillation sont d'importance si minime qu'elles sont ici chose pratiquement négligeable.

(1)	Production sucrière.		Alcool de mélasse
1884-1885.	272,962,353 kil.	1884 . .	778.714 hectol.
1886-1887.	434.043,572 » (a)	1887 . .	451.826 hectol.

(a) Quantités exprimées en sucre raffiné.

gétaire conduisirent à apporter, en 1887, à la loi sucrière votée trois ans auparavant.

Cet amendement, en accordant des faveurs fiscales aux fabricants de sucre qui enverraient leurs mélasses en distillerie, rendait à celle-ci la matière première dont la loi de 1884 l'avait privée quelque peu étourdiment (1).

Il sauva, pour un temps du moins, la distillerie de mélasses, mais il tua la sucraterie naissante. Certains distillateurs se voyant sur le point d'être obligés de fermer leurs usines faute de matière première avaient, confiants dans les promesses gouvernementales concernant la stabilité de la loi de 1884 (2), courageusement cherché le salut dans

(1) Voici le texte de l'amendement tel qu'il a été adopté :

« Seront admises en décharge à raison de 14 0/0 de leur poids, au compte des fabricants qui n'emploieront pas le procédé de l'osmose, les mélasses ayant au moins 44 0/0 de richesse saccharine absolue, lorsqu'elles seront expédiées en distillerie ou à l'étranger. »

Cet amendement avait été, trois ans auparavant, lors de la discussion de la loi de 1884, soutenu déjà en vain une première fois par M. Ribot. Alors déjà il s'était parfaitement rendu compte qu'on allait « commettre une iniquité énorme et quelle en serait conséquence ».

« Il y'avait une industrie, celle de la distillerie, qui a été aux deux tiers ruinée ; de 30 millions que cette industrie représentait, plus de 20 millions ont été perdus dans l'espace d'une année, et lorsque nous venons aujourd'hui vous demander de revenir sur cette iniquité, je crois que nous avons le droit d'être écoutés..... ». Discours de M. le sénateur Séblin à la séance du 1^{er} juillet 1887. *Débats parlementaires*, p. 722.

(2) « Si je me rappelle ce qui a été dit à cette tribune lors de la discussion de la loi de 1884, on prévoyait à cette époque que l'extraction des sucres de mélasses deviendrait une nouvelle source de fortune publique. On engageait à s'outiller ceux qui en avaient manifesté le désir ; on les traitait en novateurs heureux, on les en-

la transformation en sucraterie de leurs usines de distillation. La loi de 1884 leur avait infligé des pertes énormes comme distillateurs, la loi de 1887 les ruina une seconde fois comme sucratiers.

Tant il est vrai qu'ainsi que nous avons eu l'occasion de le faire ressortir déjà au cours de ce travail, l'Etat ne saurait jamais apporter trop de prudente discrétion dans les interventions qu'il exerce législativement entre les diverses branches d'une même industrie nationale. Trop souvent, et par une inéluctable fatalité, il ne réussit, en faussant arbitrairement les ressorts de la libre concurrence, qu'à nuire à la plupart des intérêts qu'il entend servir.

L'amendement Ribot-Méline ne devait pas suffire cependant à rendre immédiatement à la distillerie de mélasse sa prospérité d'antan. Les conséquences désastreuses, pour certaines usines importantes, de la loi de 1884, ne pouvaient être réparées en un jour. D'ailleurs, le courant protectionniste, qui battait à ce moment son plein, allait faire payer peu après à la distillerie de mélasses les facili-

courageait dans une voie qui paraissait être opposée à celle de la routine.

« Eh bien, si le texte qui nous est proposé par vous est voté, ce serait le cas de dire que d'un trait de plume on ruinerait une industrie et des particuliers qui, sur la foi de vos promesses et de vos encouragements, ont engagé des capitaux considérables. » Discours de M. Sans-Leroy, rapporteur, à la séance de la Chambre du 2 juin 1887. *Débats parlementaires*, p. 1113.

tés d'approvisionnement qu'on lui rendait par un droit de douane sur les mélasses étrangères.

Quelque peu partisans que nous soyons de la politique douanière qui consiste à frapper les matières premières, nous devons reconnaître que, eu égard aux circonstances de fait existant alors, le vote de la taxe douanière modérée qui fut adoptée en 1890 nous paraît parfaitement justifié. Nullement prohibitive, elle n'eut que le caractère d'une légitime compensation, et elle trouvait sa raison d'être dans les législations allemandes, belges, hollandaises, qui, par suite de leur système fiscal sur l'alcool, favorisaient de façon anormale l'exportation de leurs mélasses pour lesquelles la France, seule entre tous les pays du continent, leur ouvrait chaque jour plus largement ses portes.

Dans les trois premiers pays, en effet, l'impôt sur l'alcool était établi sur la cuve matière ; c'était donc un impôt basé sur des principes analogues à celui de la loi sucrière de 1884, un impôt forçant en quelque sorte le fabricant soucieux de ses intérêts et de la prospérité de son usine, à s'orienter résolument dans la voie du progrès et du plus grand rendement industriel. On travaillait en Allemagne des mûts riches provenant des pommes de terre et des grains, ou les mélasses les plus chargées en sucre, et on exportait en France les mélasses pauvres.

En outre, en Belgique, la législation sur la sucrerie frappait d'un droit les sucres extraits par les procédés de l'osmose, ce qui était pour ce dernier pays une raison de plus d'exporter toutes celles de ses mélasses n'ayant pas

une grande richesse saccharine. Même situation en Allemagne depuis la loi du 1^{er} septembre 1888, frappant d'un droit les sucres tirés des mélasses.

Les Russes enfin, dont la jeune industrie sucrière commençait à prendre un rapide développement, ne savaient plus que faire de leurs mélasses. Elles étaient tombées à vil prix et on trouvait profit à les exporter, quelque minime que fût le prix de vente, toutes les fois que les cours de l'alcool permettaient de payer le coût du transport (1).

Aussi l'importation en France des mélasses étrangères tendait-elle depuis quelques années à prendre une importance chaque jour plus considérable (2).

La protection que le législateur avait voulu accorder à l'agriculture française, en portant en 1887 à 70 francs le droit de douane sur les alcools étrangers, se trouvait annihilée par cette importation des mélasses étrangères, et le souci des intérêts de cette agriculture tenait alors la première place dans ses préoccupations, reléguant au second plan celle des intérêts industriels proprement dits.

(1) Rapport fait au nom de la Commission des douanes chargée d'examiner la proposition de loi de M. Trannin et plusieurs de ses collègues tendant à l'établissement d'un droit sur les mélasses étrangères par M. Georges Graux député. Annexe au procès-verbal de la séance du 27 mars 1890, n° 505.

(2) Importation des mélasses étrangères pour la distillation :

1889. .	86.099 155	kilos	1895. .	59.705.102	kilos
1890. .	55.356.643	—	1896. .	56.807.873	—
1891. .	87.251.086	—	1897. .	23.416.389	—
1892. .	114.680.135	—	1898. .	2.691.065	—
1893. .	156.193.699	—	1899. .	463.606	—
1894. .	95.975.603	—	1900. .	6.341	—

Rendant à la distillerie les mélasses françaises, le législateur crut donc pouvoir, sans inconvénients sérieux pour cette branche d'industrie, frapper d'un droit de douane les importations des mélasses d'autre provenance. Ce fut l'œuvre de la loi du 11 juin 1890 (1).

Le droit de douane établi par cette loi était d'ailleurs tellement modéré qu'il demeura complètement inefficace.

(1) Déjà, en 1885, M. Rouvier peu suspect à coup sûr de tendances ultra-protectionnistes, alors président de la commission du budget, avait proposé à cette commission le vote d'un droit de douane sur la mélasse étrangère. Il le justifiait précisément par le droit de douane existant sur les alcools étrangers. La mesure échoua alors devant l'opposition des distillateurs de mélasses qui firent valoir à juste titre « que la loi des sucres du 29 juillet 1884 et notamment le règlement d'administration publique du 31 août 1884 avaient pour effet de les priver d'une matière première indigène au profit d'une industrie nouvelle, ayant pour objet l'extraction des sucres de mélasses et qu'on a appelée la sucraterie ; que dès lors, frapper d'un droit les mélasses étrangères sans leur rendre la mélasse indigène, c'eût été les mettre, à l'égard des distillateurs qui travaillent le maïs entrant en franchise, dans un tel état d'infériorité, que leur ruine eût été certaine ». Rapport Georges Graux, ann. n° 505, *op. cit.*

Une proposition Trystram du 27 novembre 1888, tendant aux fins ci-dessus, ne put être discutée en temps utile. Mais la proposition Trystram fut textuellement reprise le 2 décembre 1889 par M. Trannin, et c'est cette proposition qui devint la loi du 11 juillet 1890. Voici, pour l'intelligence de la suite de notre chapitre, le texte de l'article unique de cette loi :

A partir de la promulgation de la présente loi, le tableau A du tarif général des douanes est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne les mélasses étrangères destinées à la distillation.

« Mélasses titrant plus de 50 0/0 de sucre, 5 francs les 100 kil.

« Mélasses titrant de 28 à 50 0/0 de sucre, 2 fr. 50 les 100 kil.

« Mélasses ou eaux d'exosmose jusqu'à 28 0/0 de sucre, 1 fr. 40 les 100 kil. »

Il fut supporté entièrement par le produit importé. Il ne réussit pas à arrêter, pas même à restreindre le chiffre des importations qui ne cessa au contraire de croître durant les années qui ont immédiatement suivi 1890.

Chose digne de remarque. En cette même année 1890, le Parlement avait, on se le rappelle, voté un droit d'entrée sur les grains étrangers. Ce faisant, il n'avait, comme toujours, en vue que les intérêts de la distillerie de betteraves qu'il cherchait à privilégier. C'est pour elle qu'il avait légiféré. Et il se trouvait, ainsi que nous avons précédemment cherché à le démontrer (p. 99), qu'il n'avait travaillé qu'au profit de la distillerie de mélasses. C'est elle, et non la distillerie de betteraves, qui venait combler le trou creusé dans les ressources par la diminution de 50 o/o dans la production annuelle du grain, due au vote de la loi du 8 juillet 1890. Disposant à la fois de la mélasse française et de la mélasse étrangère, c'est elle qui se trouvait remplacer la distillerie de grains comme régulateur des cours du marché ; et, à en juger par la baisse continue des prix de l'alcool, il paraît bien que les intérêts de la distillerie en général et de l'agriculture en particulier n'aient pas eu à y gagner.

C'est qu'il n'en va pas avec la mélasse comme avec le grain, comme on l'a justement fait observer. Tandis que pour les autres distillateurs c'est la matière première alcoolisable qui détermine le prix de revient de l'alcool, c'est au contraire, lorsqu'il s'agit de mélasse, le cours de l'alcool qui détermine le prix de la matière première (1).

(1) Graux, *loc. cit.*, p. 5.

Celui-ci est donc sans influence sur la production de l'alcool de mélasses ; celle-ci n'est fonction que de plus ou moins d'abondance de la matière première. Et cette abondance augmente constamment. Quels que soient les cours, la décharge de 14 0/0 accordée par la loi de 1887 aux mélasses indigènes envoyées en distillerie leur en fait prendre irrésistiblement le chemin, et le développement extrêmement rapide de la sucrerie continentale et plus particulièrement de la sucrerie allemande, redouble chaque jour le courant des offres en mélasses étrangères.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si en présence de la crise des prix dont cette situation est un des principaux facteurs, la mélasse, qui s'est unie jadis à la betterave dans la campagne que celle-ci a menée au nom des intérêts agricoles contre la distillerie de grains, est maintenant attaquée à son tour par la distillerie de betteraves au nom des mêmes intérêts agricoles. Seule dans cette lutte inégale, ayant sacrifié d'avance imprudemment, par un égoïsme économique à courtes vues, son allié naturel le grain, elle est destinée fatalement à être vaincue, et elle ne rencontrera au Parlement que peu de défenseurs.

Une proposition de loi tendant à un relèvement considérable du montant du droit de douane est déposée le 17 mars 1894 sur le bureau de la Chambre par M. Georges Graux. Elle est votée presque sans débats, et pourtant le relèvement des droits d'entrée qu'elle établissait était très important. Il équivalait à frapper la matière importée

d'un droit avoisinant sa valeur, et la dépassant même parfois (1).

*
* *

Nous voudrions nous arrêter un instant ici aux arguments mis en avant pour emporter le vote et examiner les tendances dont ils s'inspirent, car plusieurs d'entre eux sont symptomatiques d'un état d'esprit qui a, à plusieurs reprises, fâcheusement influé sur les destinées de la distillerie industrielle.

C'est M. Georges Graux qui, à la Chambre des députés, fut chargé de rapporter sa propre proposition de loi. Voyons donc quelques-unes des raisons qu'il mit en avant pour la défendre. Et d'abord celle-ci : « Les industries qui utilisent les mélasses étrangères sont en quelque sorte des industries factices. »

A quoi reconnaît-on qu'une industrie est factice ou ne l'est pas ? A quoi tend cette distinction ? Sur quel critérium s'appuyer pour l'établir ?

(1) La proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 1 du n° 92 du tableau A du tarif général des douanes (mélasses étrangères), et qui a été adoptée après modification le 17 novembre 1894, fixe dorénavant le droit comme suit :

	Tarif	
	Général	Minimum
des Colonies et possessions françaises	Exemptes	Exemptes
des pays étrangers	0.15	0.10

(par degré de richesse saccharine absolue et par 100 kilos),

Est-il d'ailleurs exact de dire d'une industrie qui a été la première en date des diverses branches de la distillerie industrielle à prendre un important développement et qui, à l'heure où on la menace dans ses approvisionnements de matière première, fournit à elle toute seule plus de 38 o/o du total de la production de l'alcool d'industrie, qu'elle est une industrie factice ?

Autre argument : « La fabrication d'un hectolitre de mélasses ne donne pas plus de travail à l'agriculture que celle d'un hectolitre de maïs. Au surplus, l'alcool de maïs laisse des drèches rendant à l'agriculture de grands services. L'alcool de mélasses ne laisse, comme sous-produits, que des sels de potasse, dont l'utilisation agricole n'est pas appréciable. »

Outre que la dernière partie de la phrase contient une assertion certainement erronée, les sels de potasse n'ayant jamais été considérés, que nous sachions, comme des produits sans valeur, voire même sans valeur agricole, n'est-il pas piquant de voir un des plus ardents défenseurs de la loi qui a établi la taxe douanière sur les grains étrangers trouver tout à coup aux drèches de grains, pour les besoins de sa thèse, des mérites insoupçonnés de lui lors de la discussion de cette loi ?

Et nous sera-t-il, d'autre part, permis de faire remarquer combien est dangereuse, grosse de menaces pour la prospérité des diverses industries du pays, cette théorie qui ne tend à donner droit d'existence à l'une d'elles, dans sa forme moderne vieille déjà de plus d'un demi-siècle,

qu'à la condition que, pour fabriquer le même produit, il ne se crée pas plus tard une industrie similaire donnant plus de main-d'œuvre agricole. Certes, les industries agricoles sont intéressantes au premier chef, mais sont-elles les seules dont le législateur ait le devoir de se préoccuper ?

Voici encore une autre assertion du rapport qui nous paraît, pour le moins, hasardée :

« Le distillateur de mélasses ne court aucun risque. Il achète sa matière première proportionnellement au prix auquel il vend son produit fabriqué. Il prend au surplus la précaution de se couvrir, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure qu'il achète des mélasses, il vend l'alcool à un prix correspondant aux prix d'acquisition de ces mélasses.

« Le distillateur de fruits, de graines ou de racines achète au contraire ces produits suivant leur valeur et court ensuite les risques de subir les variations des prix de l'alcool. »

En vérité, on ne voit pas bien ce qui pourrait empêcher les distillateurs de betteraves de se couvrir, tout comme les mélassiers, de leurs achats ou de leur production de matière première — s'ils travaillent leur propre récolte —, par des ventes sur le marché à terme de Paris. Depuis que ce marché existe en effet, il est, au contraire, de notoriété publique, qu'ainsi que nous le verrons plus tard, ils ont été au nombre de ses principaux bénéficiaires. Les fabricants de sucre, eux aussi, ne travaillent qu'une racine « la betterave », et ce sont cependant leurs

couvertures qui constituent le principal élément du marché à terme des sucres de Paris, marché qui a été longtemps et est peut-être encore aujourd'hui, malgré la concurrence de Hambourg, le premier marché à terme du monde pour les sucres (1).

Cherchant enfin, pour faire triompher sa proposition de loi, l'appui des viticulteurs, M. Graux écrit « qu'il est facile de démontrer que les 447.000 hectolitres d'alcool de mélasses étrangères fabriqués en France depuis 1893 sont une des causes des souffrances de la viticulture ». Et il oublie de signaler, — M. Graux était une personnalité trop compétente, trop documentée pour que l'oubli vraisemblablement n'ait pas été volontaire, — que la véritable cause de la crise, la principale en tout cas, réside dans la fraude des bouilleurs de cru, attestée par la diminution de la consommation taxée, baissant en deux années de 200.000 hectolitres (2).

Non, les intérêts agricoles n'avaient rien à voir dans cette élévation des droits sur les mélasses étrangères, ainsi que le faisait valoir justement le syndicat des distillateurs

(1) Rapport fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner la proposition de loi de M. Georges Graux et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier le paragraphe 1 du n° 92 du tableau A du tarif général des douanes, annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 14 juin 1894, n° 715.

(2) Consommation taxée :

1892	4.735.367 hectolitres
1894	4.539.395 —

Quotité moyenne par habitant :

1892	4 litres 56
1894	4 — 04

industriels. Cette question se résumait simplement dans la lutte d'une classe d'industriels contre une autre classe d'industriels. Il s'agissait bien d'un duel entre les deux branches (mélasses et betteraves) d'une même industrie, et ce qu'on demandait une fois de plus à l'Etat, c'était de jeter le poids de la loi dans un des plateaux de la balance.

Nous avons cru devoir discuter longuement les arguments du rapport Graux, pour montrer qu'ici, comme dans la question des maïs, comme dans toutes les questions intéressant le commerce de l'alcool, ce sont toujours des intérêts privés égoïstes qui, s'abritant sous le couvert de l'intérêt général, sollicitent l'intervention gouvernementale en vue de la satisfaction de besoins trop souvent mal appréciés et purement momentanés.

Ce n'est pas à dire que cette nouvelle augmentation des droits de douane n'eût pu invoquer en sa faveur des arguments plus sérieux, de même ordre d'ailleurs que ceux qui justifiaient le droit voté antérieurement. La croissance des importations de mélasses étrangères depuis 1890 prouvait surabondamment que la loi votée cette même année avait manqué son but. Et cela, parce que d'une part la production sucrière augmentant dans toute l'Europe, le contingent de mélasses qui se disputait le marché de la distillerie augmentait parallèlement ; parce que, d'autre part, depuis le vote de la loi de 1890, l'Allemagne et la Belgique avaient apporté à leur législation fiscale, en ce qui concerne le mode de perception de l'impôt sur l'alcool,

des modifications de nature à pousser encore à l'exportation de leurs mélasses,

Au surplus, si l'élévation du droit de douane en 1894 a amené une diminution sensible des importations, elle les a laissé subsister cependant sur un pied encore important. Il y a d'ailleurs et de toute évidence une distance sensible entre un droit compensateur, si lourd soit-il, et un droit nettement prohibitif. Cette distance, la nouvelle loi de douane du 14 juillet 1897 n'allait pas tarder à la franchir.

Durant les années qui ont suivi le vote de la loi douanière de 1894, et malgré le vote de cette loi, le commerce de l'alcool d'industrie a passé par une crise particulièrement aiguë. Le cours moyen de l'alcool de Bourse, accentuant le mouvement de baisse commencé depuis quelques années, descend à un niveau désastreux pour le producteur, le plus bas connu jusqu'alors. Le vignoble, dont la reconstitution est énergiquement poursuivie, donne en 1893 et 1894 des productions d'alcools de vin d'une importance dont depuis longtemps on avait perdu l'habitude, et la production des alcools de cidre en 1894 est la plus forte qu'on ait vue depuis 18 ans. La distillation des eaux-de-vie naturelles, s'effectuant simultanément chez un très grand nombre de producteurs, rend difficile la surveillance de la régie et décuple, pour les bouilleurs de cru, les facilités de la fraude.

L'avilissement des cours résultant de ces nouveaux facteurs rendait bien inégale pour la distillerie de bettera-

ves, la lutte pour l'achat de la matière première contre la fabrique de sucre, puissamment favorisée par le régime des primes institué par la loi de 1884.

De 1893 à 1896, la production du 3/6 de betteraves diminue de plus de 300.000 hectolitres ; durant la même période au contraire, la distillerie de mélasses n'a pas vu son chiffre de production annuelle sensiblement affecté par la diminution des importations de la mélasse étrangère. Certaines usines, placées loin des centres sucriers, déjà atteintes par le vote de la taxe douanière de 1890 sur les grains, vont être plus durement encore éprouvées, mais par contre, les distilleries de mélasses placées à proximité des fabriques de sucre, trouvent une compensation dans l'appoint de mélasse indigène que la crise même de la distillerie de betteraves leur vaut de la part de la sucrerie française favorisée par là même dans ses approvisionnements. Pendant ce temps, les distillateurs de betteraves, c'est incontestable, souffrent énormément.

Et ne l'oublions pas, les distillateurs de betteraves sont le nombre. Ils parlent au nom des intérêts agricoles Leur influence électorale est considérable. Ils ont au Parlement d'éminents et zélés défenseurs. Mais leurs souffrances ne sont pas tant dues, comme ils le croient, à un excès dans la production du 3/6 de mélasses qu'au défaut des débouchés dont la reconstitution du vignoble, la fraude des bouilleurs de cru, la cheptalisation au moyen du sucre, encouragée par des lois successives se substituant au vinage à droits réduits anciennement pratiqué, rétrécissent cha-

que jour le champ. C'est donc dans des moyens propres à leur rouvrir les débouchés fermés pour eux, à leur en créer de nouveaux qu'ils devraient rechercher le salut, qu'ils le trouveront en effet quelques années plus tard. Mais si quelques esprits commencent à s'en aviser, la masse ne le voit pas encore, et elle va encore chercher un remède trompeur et dont l'efficacité en effet ne saurait être que temporaire, dans la poursuite de nouvelles mesures de protection.

La loi du 16 novembre 1894 était à peine votée que, moins d'un an après (1), une proposition portant nouvelle modification au n° 92 du tarif général des douanes était déposée à la Chambre des députés par M. Jules Dansette, député du Nord, et plusieurs de ses collègues des départements betteraviers (2).

Frappant le produit importé d'un droit qui dépasse de beaucoup sa valeur moyenne, la protection jusqu'alors en

(1) Séance du 22 octobre 1895.

(2) La proposition de M. Jules Dansette renchérit sur un amendement de M. Brousse écarté l'année d'avant. Son adoption a constitué une grande aggravation des droits protecteurs alors en vigueur. Elle les remplace par les droits suivants :

Mélasses pour la distillation, y compris les eaux d'exosmose.

	T A R I F	
	GÉNÉRAL	MINIMUM
Des colonies et possessions françaises.	Exemptes.	Exemptes.
Des pays étrangers...	0.30	0.20
	Par degré de richesse saccharine absolue.	

vigueur tend à se transformer en prohibition pure et simple. Le Parlement adopta cependant la proposition Dansette presque sans discussion, et celle-ci devint la loi du 14 juillet 1897 qui mit définitivement fin à l'importation des mélasses étrangères (1).

Réduite aux approvisionnements de mélasse indigène, la distillerie de mélasses, si elle vit se restreindre momentanément sa production, n'en connut pas moins par la suite des périodes encore prospères. Liée dorénavant de façon étroite et pour ainsi dire exclusive pour sa matière première à la production sucrière, elle participa à la bonne fortune que celle-ci connut jusqu'en 1903 grâce au régime des primes. L'année 1901 marque l'apogée de son développement avec une production exceptionnellement forte de 1.006.933 hectolitres. La dénonciation de la convention de Bruxelles en 1903, en amenant la suppression de la décharge de 14 o/o au compte des fabricants envoyant leurs mélasses en distillerie, vint la replacer dans la même situation fâcheuse qu'en 1884, avec l'importation

(1) La proposition Dansette fut rapportée à la Chambre par M. Lechevallier, au nom de la commission des douanes. Son rapport, déposé à la séance du 29 juin 1896, ne contient aucun argument nouveau, et la question n'y est envisagée qu'au point de vue étroit de la lutte entre mélasse et betterave et des prix de revient respectifs des alcools des deux provenances. M. Gruet, député de la Gironde, combattit vigoureusement la proposition de loi au nom des intérêts de la distillerie des ports et de la stabilité commerciale, sans pouvoir empêcher son adoption à une forte majorité. Au Sénat, il n'y eut même pas de discussion. La proposition, rapportée par M. Macherez, fut votée sans débats et à la presque unanimité.

des mélasses étrangères en moins. Le coup était plus que dur. Circonstance aggravante : le peu de mélasse indigène que le nouveau régime lui laisse à travailler, elle doit le disputer, plus âprement chaque jour, à une autre industrie, née en 1897 des faveurs du législateur et qu'il n'a cessé d'encourager depuis.

Quand nous avons parlé tout à l'heure de la proposition Dansette relative à l'augmentation des droits de douane, nous avons dû, pour la clarté de notre exposition, laisser momentanément de côté toute une partie de cette proposition, dont les suites se sont révélées plus grosses de conséquences, pour la distillerie de mélasses, que son auteur ne l'avait certainement prévu.

En même temps qu'il demandait l'élévation, à un taux prohibitif cette fois, du droit d'entrée sur les mélasses étrangères, M. Jules Dansette soumettait à la Chambre un article additionnel qui s'inspirait d'un autre esprit.

Jusqu'alors, la décharge de 14 0/0 de sucre du poids des mélasses n'était allouée à la fabrique de sucre que pour celles des mélasses qui prenaient le chemin de la distillerie. Dans le but de favoriser l'agriculture qui venait justement de traverser une période de sécheresse où les nourritures avaient manqué pour le bétail, M. Jules Dansette demanda et obtint que le bénéfice de la décharge fût étendu à celles des mélasses destinées à des usages agricoles (1). L'article 5 de la loi confia à un décret à rendre ul-

(1) Une proposition semblable avait déjà été présentée à la

térieurement, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, le soin de fixer les procédés de dénatura-tion et les conditions d'emploi des mélasses. Ce décret a été rendu le 3 novembre 1898, mais les restrictions dont, en raison de la crainte de la fraude et sous l'empire de préoccupations fiscales, il entourait l'emploi de la mélasse, n'ont pas tout d'abord permis à la mesure de produire son plein effet.

En fait, et jusqu'au vote de la loi du 5 juillet 1904, l'em-ploi de la mélasse pour l'alimentation du bétail a été à peu près insignifiant, et aucune gêne sérieuse n'en a pu résul-ter pour les approvisionnements de la distillerie.

Il en a été tout autrement depuis le vote de cette loi qui, en exemptant de l'impôt de consommation les sucres et sirops utilisés pour les usages agricoles, a donné un brus-que essor à cet emploi de la mélasse (1).

Aujourd'hui, les fabricants de tourteaux mélassés se sont multipliés. Leur concurrence enlève aux distillateurs des quantités chaque année plus importantes de matière pre-mière (2) ; elle les force à payer celles qu'elle leur laisse

Chambre le 30 juin 1893, par M. Peytral, mais la séparation des Cham-bres n'avait pas permis qu'elle pût venir en discussion.

(1) Cf. Décrets des 9 septembre 1905, 13 juin 1906, 21 mai 1907, 23 décembre 1910.

(2) Il a été livré par la sucrerie à l'agriculture au cours de la campagne 1909-1910 une quantité de 46.025.613 kilos sur une pro-duction totale de 223.872.142 kilos. En 1902-1903, la quantité li-vrée à l'agriculture n'était que de 11.563.545 kilos sur une produc-tion totale de 249.113.968 kilos. Les raffineries et dépôts autorisés ont livré pour les mêmes usages en 1908-1909 9.187.298 kilos et 9.034.377 kilos en 1909-1910 (*J. off.*, 30 septembre 1910).

à des taux la plupart du temps hors de toute proportion avec le cours de l'alcool ; elle est une menace pour l'existence de la plupart de celles des distilleries à qui leur situation géographique ou leurs moyens financiers ne permettent pas de chercher, au prix de coûteuses transformations ou créations d'outillage, le salut dans le travail d'autres matières premières concurremment avec la mélasse.

Celle-ci manque aux distilleries ; elle est devenue trop courte pour la capacité de l'outillage industriel des usines qui la travaillaient exclusivement autrefois (1) ; elle tend pour la plupart des usines et de plus en plus à n'être en quelque sorte qu'une matière d'appoint qui vient diminuer l'ensemble des frais généraux du travail de l'année.

La distillerie de mélasses, jadis si prospère, agonise donc lentement ; son agonie est tout entière l'œuvre du législateur. Tout comme la distillerie de grains, il l'a délibérément sacrifiée à sa rivale, la distillerie de

(1) La concurrence résultant de l'insuffisance de matière première eu égard à la force productive des usines a amené une lutte si rude entre les intéressés qu'ils ont cherché à la faire cesser en se constituant en syndicat pour la répartition de la mélasse entre eux, par voie de contingentement.

Le syndicat a fonctionné, non sans heurts ni modifications successives, pendant environ six années de novembre 1902 à 1908.

Mais l'entente n'a pu se maintenir ; le syndicat, qui était d'ailleurs en marge de la loi, et dont les membres ne s'entendaient plus, a définitivement périclité au cours des années 1908-1909 et s'est virtuellement dissous. Il n'avait d'ailleurs jamais pu réunir l'unanimité des distillateurs de mélasses. La lutte à l'achat de la matière première a recommencé dès lors avec la même âpreté que par le passé.

betteraves, amenée aujourd'hui à disputer à la sucrerie, au grand détriment des prix de revient de cette dernière et du maintien de nos exportations de sucre sur les marchés étrangers, une matière première commune aux deux industries et qui tend à devenir insuffisante pour toutes deux.

A de rares exceptions près, les distilleries qui travaillent encore exclusivement la mélasse peuvent certainement continuer à traîner quelques années une vie plus ou moins précaire ; mais les blessures qui ont été portées à cette branche d'industrie semblent mortelles.

Vint-on même à supprimer les taxes douanières, il est très incertain que la mesure fût efficace aujourd'hui. Une fois détournés de leurs voies habituelles, les courants commerciaux les reprennent difficilement. Le voulût-il sérieusement maintenant, le législateur serait sans doute impuissant à réparer le mal dont il a été l'auteur.

*
* *

Les vues que nous émettons ici sur l'avenir réservé à la distillation des mélasses sont-elles trop pessimistes ?

Au mois de février 1911 s'est ouverte, de façon absolument inattendue, une campagne dont le succès auprès des Pouvoirs publics, s'il venait à être obtenu, serait de nature à affaiblir singulièrement les conclusions que nous nous sommes cru en droit de déduire logiquement des conditions d'existence de plus en plus précaires faites successivement par le législateur à cette industrie.

A la suite de démarches qui n'avaient nullement en vue la distillation des mélasses (il s'agissait dans l'espèce de l'exonération d'impôt des sucres employés à la fabrication de l'acide citrique), l'administration a obtenu du Parlement l'insertion dans la loi des finances du 8 avril 1910 d'un certain article 40 qui a passé inaperçu de la distillerie et dont les dispositions peuvent être cependant grosses de conséquences pour elle.

L'article 40 décide notamment que :

« Pourront être exonérés d'impôt les sucres cristallisés, les mélasses de sucrerie et de raffinerie, et les glucoses utilisés dans la préparation des produits industriels.

« Des décrets, rendus sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures détermineront, d'une part les industries qui pourront être admises au bénéfice de la franchise ; d'autre part, pour chacune de ces industries, les procédés de dénaturation préalable ou les mesures de garantie destinées à y suppléer.

« Des décrets fixeront également les conditions générales d'application du présent article, notamment en ce qui concerne l'introduction des sucres, des mélasses et des glucoses dans les établissements autorisés à les utiliser en franchise, ainsi que la tenue des comptes destinés à en suivre l'emploi. »

Pour saisir l'intérêt de la question, il convient de se rappeler le niveau élevé atteint par les cours des alcools d'industrie depuis un certain temps déjà.

En ce qui concerne la campagne 1910-1911 notamment,

la hausse des cours a été la résultante de diverses causes, au premier rang desquelles il convient de placer le déficit de la récolte des vins, creusant un trou énorme dans la production des bouilleurs de cru, et coïncidant avec une très mauvaise récolte de betteraves et des prix élevés en grains.

Cette hausse de l'alcool n'a pas été sans gêner considérablement dans ses approvisionnements de betteraves la fabrique de sucre, en raison de l'écart très important qu'elle a amené entre les cours des deux articles, et de la concurrence à l'achat de la matière première qui en a été la conséquence.

Aussi, s'avisant opportunément de l'existence de l'article 40, la Chambre syndicale des fabricants de sucre, soutenue dans ses revendications par tous ceux, consommateurs ou simples spéculateurs que se trouvaient gêner à un titre quelconque les prix cotés en alcool, a demandé à l'administration des finances d'intervenir une fois de plus entre les deux industries rivales en rendant sans désenparer un décret autorisant le travail des sucres en distillerie en exemption de droits.

D'une manière générale, l'Etat n'est malheureusement que trop enclin en France depuis quelques années à prêter une oreille complaisante aux sollicitations de ceux qui l'invitent à se mêler au conflit des intérêts économiques des diverses classes de producteurs.

Et notamment, lorsqu'il s'agit de l'alcool, il semble bien, si bizarre que cela puisse paraître à la réflexion, que

l'administration ne soit pas loin de penser que les intérêts de l'agriculture et de l'industrie françaises ne doivent peser que bien peu au regard de celui que l'Etat-Industriel a à acheter quelques francs meilleur marché les 130.000 hectolitres d'alcool qui, directement ou indirectement, rentrent annuellement dans la fabrication des poudres.

La mesure projetée n'a cependant pas eu de suite jusqu'ici. Elle s'est heurtée à la résistance énergique de la distillerie et du monde agricole.

On a justement fait valoir que si du jour au lendemain, sans crier gare, l'Etat s'arroge le droit, non pas même en recourant au vote par le Parlement d'une loi discutée au grand jour, mais par voie de simple décret, de bouleverser toutes les conditions d'existence des industries intéressées, il n'y a plus aucune industrie possible parce qu'il n'y a plus de prévisions rationnelles possibles, et que c'est pour l'Etat favoriser ouvertement la spéculation contre laquelle il ne cesse pourtant de s'élever à toute occasion.

L'Etat paraît avoir été sensible à ces raisons d'opportunité. Toutefois, ce serait se tromper grandement, pensons-nous, que de croire la question définitivement écartée.

Il est au contraire probable qu'elle reviendra un jour prochain devant le Parlement, mais sous une forme quelque peu différente.

Dans cette éventualité, ce ne serait plus à un décret, mais à une loi dont la discussion permettrait à tous les

intéressés de se faire entendre, qu'on demanderait la modification du régime existant.

D'autre part, il ne s'agirait plus d'autoriser la distillation du sucre, comme il en avait été primitivement question, mais simplement de permettre d'enrichir au moyen des égouts de premier jet les mélasses envoyées en distillerie.

Ainsi l'Etat tendrait à rendre à la distillerie de mélasses une partie des approvisionnements dont il l'a jadis privée.

Cette mesure ne serait nullement inspirée d'ailleurs par un renouveau d'intérêt pour cette branche de l'industrie des alcools.

Jadis, en combattant la mélasse, l'Etat poursuivait la hausse des prix de l'alcool. C'est la distillerie de betteraves qu'il entendait protéger contre la toute puissante sucrerie.

Inversement aujourd'hui, en demandant au Parlement de favoriser la mélasse, c'est en vue de l'abaissement artificiel des prix de l'alcool que l'on convierait celui-ci à légiférer. C'est la sucrerie qu'on entendrait protéger à son tour contre la distillerie devenue trop puissante.

Le contraste des points de vue nous semble valoir d'être noté et ne pas laisser que d'être à tout le moins singulièrement suggestif.

CHAPITRE IX

LES ALCOOLS DE BETTERAVES.

Dans les deux derniers chapitres consacrés aux grains et aux mélasses, nous avons montré le législateur préoccupé d'assurer par tous les moyens en son pouvoir le développement de la distillerie de betteraves, et d'écarter du chemin de celle-ci les concurrences capables de contrarier son extension.

Nous le verrons plus tard lorsque, nous occupant des emplois de l'alcool, nous aurons à traiter la question de l'alcool dénaturé, tendre vers un but de même ordre par d'autres moyens, et pousser à la création des distilleries agricoles en cherchant à leur ouvrir des débouchés nouveaux dans le domaine de la consommation.

Nous avons à examiner maintenant quelles sont les raisons de cette faveur constante dont le législateur a entouré la distillerie de betteraves.

La question de la culture de la betterave, qu'il s'agisse de celle destinée à la sucrerie ou de celle destinée à la distillerie (1), présente un intérêt qui dépasse certainement de

(1) La sucrerie et la distillerie n'ont pendant longtemps pas employé la même betterave. Alors que la loi de 1884 a fait à la sucre-

beaucoup la sphère des intérêts agricoles : elle présente un intérêt national.

On peut appliquer par extension à la culture de la betterave ce que disait M. Ribot, au cours de la discussion de la loi de 1897 sur le régime des sucres : « Ce qui est en cause, c'est un grand intérêt économique qui n'est pas restreint à quelques départements, mais qui est, on peut

rie jusqu'en 1903 une loi impérieuse de ne mettre en œuvre que des betteraves blanches, aussi riches que possible, provenant presque exclusivement de graines allemandes soigneusement sélectionnées (ce que d'ailleurs les nécessités de la concurrence ont continué à lui imposer depuis), la distillerie n'a longtemps utilisé que des betteraves à collet rose, à chair tendre, pauvres ou semi-riches, provenant de graines françaises, mais préférées par la culture malgré leur rendement saccharin beaucoup moindre, en raison des poids considérables à l'hectare donnés par cette sorte de betterave comparativement à la betterave à sucre.

Depuis quelques années cependant, la distillerie a cherché à suivre la sucrerie dans les progrès industriels réalisés par celle-ci en vue de l'extraction du sucre. Les anciens macérateurs, les presses continues qui leur ont succédé, tendent à céder davantage chaque jour en distillerie la place à la diffusion. Il en résulte un mouvement en faveur de la betterave riche qui gagne constamment du terrain par rapport à l'ancienne betterave. La sucrerie et la distillerie industrielle de betteraves se la disputent âprement.

La betterave de distillerie n'est pas cependant encore à la veille de disparaître. Dans les régions du Nord et du Pas-de-Calais notamment, qui sont les gros rayons de la distillerie de betteraves, elle reste encore fort en honneur, moins en raison de la nature du sol que par suite du prix tout particulier que le cultivateur attache dans ces régions à recevoir un gros poids de pulpe en échange de ses betteraves, et aussi parce que, plus rustique que la betterave à sucre, la betterave à distiller requiert moins de soins que la betterave à sucre, avantage apprécié dans des pays où la main-d'œuvre agricole est rare et chère.

le dire, un intérêt français, par l'étendue même des intérêts qu'il couvre » (1).

La culture de la betterave comme tête d'assolement est la meilleure, la plus efficace des méthodes pour passer de la culture extensive, telle qu'elle se pratique encore dans nombre de régions, à la culture intensive, si favorable aux progrès de l'agriculture.

Par les engrais qu'elle nécessite, par les binages et les sarclages auxquels elle donne forcément lieu, elle enrichit et assainit la terre ; elle permet des rendements en céréales qui laissent de bien loin derrière eux ceux que la culture la plus soignée peut obtenir dans les pays encore voués au régime des jachères.

Alors que la moyenne décennale 1900 à 1909 des rendements à l'hectare en France a été de 17 hectolitres 83 pour le blé, de 25 hectolitres 14 pour l'avoine (moyenne d'ailleurs inférieure à celle de l'année 1909, qui s'est élevée à 19 hectolitres 03 pour le blé et à 29 hectolitres 72 pour l'avoine), voici quels ont été les rendements en 1909 pour les sept départements de la région du Nord, qui comptent parmi les plus gros producteurs de betteraves (2) :

(1) Cité par J. Hitier, « La question des sucres et les intérêts en cause », *Revue politique et parlementaire*, 10 février 1902.

(2) Le fait a déjà été indiqué par M. Hitier, « La betterave a le droit de revendiquer les hauts rendements en céréales des départements classés les premiers dans la statistique française... Le blé donne de gros rendements, parce qu'il succède à la betterave, parce qu'il trouve un sol bien préparé, grâce aux façons profondes que la culture de la betterave a nécessitées, un sol riche en principes fertilisants,

	Production moyenne par hectare			
	Hectolitres Blés	Quintaux	Hectolitres Avoines	Quintaux
Aisne	26,88	20,29	44,71	19,90
Nord	29,50	23,00	56,00	26,32
Oise.	26,94	20,55	46,00	22,00
Seine-et-Oise .	31,40	24,36	52,60	26,30
Seine-et-Marne.	28,00	21,84	39,00	18,24
Somme	23,90	17,92	37,60	17,37
Pas-de-Calais .	24,25	18,67	40,00	18,00

Les rendements en paille sont en proportion.

Encore convient-il de remarquer que dans certaines exploitations rationnellement conduites, on obtient couramment des rendements supérieurs de beaucoup aux chiffres ci-dessus.

Nous devons à l'obligeance de M. Debouvrez, maire de la Tourelle, qui exploite en agriculteur émérite une culture de 250 hectares dans le Pas-de-Calais, culture à laquelle est jointe une distillerie de betteraves, confirmation des rendements moyens en céréales qu'il obtient, grâce à la betterave, dans des terres qui, en 1881, n'étaient guère que des marais. Ces rendements sont de 38 hectolitres pour le blé à l'hectare, de 70 hectolitres pour l'avoine(1).

Mais le rôle de la betterave dans les assolements est plus complexe et plus fécond encore. La betterave est le point de départ d'un véritable cycle cultural.

grâce aux apports d'engrais que la betterave a reçus. » *Op. cit.*, p. 339.

(1) Ces chiffres ont déjà été publiés dans un article de *La vie à la campagne* du 1^{er} février 1907. « La ferme de la Tourelle », par E. Lesueur.

Travaillée dans les sucreries et les distilleries, elle laisse, après extraction du sucre qu'elle contient, un résidu, la pulpe (1), et les qualités que présente la pulpe pour la nourriture du bétail expliquent suffisamment que tous les cultivateurs, presque sans exception, lorsqu'ils « contractent », c'est le terme consacré, pour la vente de leurs betteraves à la sucrerie ou à la distillerie, stipulent que la fabrique leur rendra, à un prix souvent élevé, une quantité de pulpe qui représente un pourcentage qui va ordinairement de 20 à 25 o/o du poids de la betterave fournie.

(1) « La pulpe constitue un aliment pour le bétail ; en effet, la somme des principes nutritifs y est sensiblement la même que dans la betterave entière. La cellulose très tendre et la pectose sont facilement transformées en produits solubles et assimilables sous l'influence des sucs digestifs. La pulpe épuisée étant très aqueuse, il convient de la mélanger avec des fourrages secs.

« A 200 kilogrammes de pulpe, on mêle ordinairement un volume triple de menues pailles, de balles de céréales, de tourteaux, de paille hachée, etc... représentant environ 40 o/o en poids du mélange...

« La conservation de la pulpe ne présente aucune difficulté, car cette matière ne perd rien de sa valeur et s'améliore même en vieillissant. Le plus ordinairement, on se contente de l'entasser en la pressant fortement dans de grandes fosses creuses en plein air ; la portion de pulpe qui dépasse le niveau du sol est disposée en talus et recouverte de terre. Ce mode de conservation, extrêmement simple et économique, offre cependant un inconvénient ; les couches supérieures sont exposées à pourrir et ne peuvent plus être données au bétail. Aussi est-il préférable de se servir de silos en maçonnerie abrités de la pluie par une toiture. Au bout de quelque temps, la pulpe ainsi abandonnée à elle-même entre en fermentation et acquiert une odeur caractéristique. Le bétail est très avide de cette nourriture acidulée et la préfère même à la pulpe fraîche, dont la digestion paraît être moins facile. » Ad. Wurtz, *Dictionnaire de chimie pure et appliquée*. Article Sucres (industrie).

Les excédents de pulpe qui restent à l'usine, quand il en reste, trouvent à un prix plus élevé encore un écoulement presque toujours facile et rémunérateur auprès des nourrisseurs des grands centres (1).

Pour faire ressortir par un cas concret l'importance de la pulpe comme aliment à la ferme, nous indiquerons ici l'utilisation qui en est faite dans l'exploitation agricole de la Tourelle.

« La nourriture des bœufs nivernais, destinés aux transports et aux plus durs travaux de la culture, est assurée par une ration quotidienne de 30 kilogrammes de pulpe dans laquelle sont mélangés 3 kilogrammes de tourteaux de lin réduits en poudre.

« La ration est un peu moindre pour celle des bêtes qui en hiver, et les travaux des champs finis, restent à l'étable en vue de l'engraissement : elle s'abaisse à 20 kilogrammes par jour.

« Les moutons, soumis à l'engraissement à la bergerie,

(1) Le rendement de la betterave en pulpe est variable suivant les méthodes employées pour l'extraction du sucre de la betterave. Dans les fabriques qui travaillent par le procédé moderne de la diffusion, on obtient en pulpe environ 55 0/0 du poids de la betterave ; dans les distilleries, de plus en plus rares d'ailleurs, qui travaillent encore par l'ancien système des presses continues, on n'obtient guère que 20 à 22 0/0 ; mais cette pulpe, beaucoup moins chargée d'eau que celle de diffusion, présente des qualités de nutrition et d'assimilation très supérieures qui la font particulièrement rechercher et payer à des prix relativement très élevés. La recherche de la pulpe par l'agriculteur est un des facteurs et non des moindres, qui agissent sur l'importance de ses assolements en betteraves.

durant les mois où ils ne peuvent pacager aux champs, reçoivent une ration de 5 kilogrammes de pulpe mélangée de 200 grammes de tourteaux de lin par tête. »

C'est encore la pulpe qui sert de base en hiver à l'alimentation des vaches laitières.

Ainsi s'affirme la valeur de la pulpe comme un aliment de premier ordre au double point de vue des résultats qu'elle donne et de son faible coût de revient, et ceci, qu'il s'agisse de la nourriture des bêtes de travail ou de l'engraissement en vue de la boucherie.

La pulpe est donc un grand agent de la production de la viande, parce qu'elle permet l'entretien d'un bétail nombreux qui, après avoir servi aux labours profonds de la ferme ou aux charrois de l'usine agricole, est, pour partie, le gros du travail terminé, engraisé sur place en vue de la boucherie. Le bétail qu'elle contribue à entretenir rend à son tour à la terre, sous forme de fumier, une partie de ce qu'il a reçu, et contribue ainsi à la fertilité de l'exploitation agricole.

Ce ne sont pas les seuls services que rend la betterave. Elle a permis indirectement, par les résidus que laissent les industries qui l'emploient, de mettre en valeur des terres jusqu'alors incultes ou à peu près délaissées.

S'agit-il en effet de la sucrerie, les tourteaux épuisés ou les écumes qui proviennent de la fabrication, riches en carbonate de chaux, en matières organiques, et qui contiennent de plus une petite quantité de sels de potasse et de soude, et de magnésie, sont utilisés en les associant à du

fumier d'étable comme amendement des terres pauvres ou calcaires (1).

S'agit-il de la distillerie, les services que les sous-produits de l'usine sont susceptibles de rendre à l'agriculture sont bien plus considérables encore et d'une tout autre importance.

La fabrication de l'alcool laisse en effet, comme résidu, des vinasses.

« Les vinasses provenant de la fabrication de l'alcool au moyen des mélasses de betteraves sont surtout riches en sels minéraux et principalement en sels potassiques (2). » Ces vinasses concentrées donnent « des salins de potasse » dont, par le raffinage obtenu par des méthodes qui se perfectionnent incessamment sous l'influence des progrès de la chimie moderne, on retire non seulement des sels de potasse ou d'ammoniaque précieux pour l'agriculture, mais une gamme constamment ascendante de produits chimiques divers et intéressants.

Mais c'est surtout la vinasse provenant de la distillerie de betteraves qui est précieuse pour la culture.

Trop diluée pour être, par les méthodes employées jusqu'ici du moins, utilement concentrée en vue de l'extraction des sels qu'elle contient, cette vinasse est, au sortir de la colonne à distiller, employée à l'irrigation directe des terres. C'est un engrais riche, trop riche même, car la grande quantité de potasse qu'il renferme ne permet de le

(1) Ad. Wurtz, *op.cit.*, art. Sucre (industrie).

(2) *Ibid.*, art. Vinasses.

déverser sur la terre qu'au bout de quelques années d'intervalle, intervalle plus ou moins long, suivant que les terres ont été plus ou moins fortement vinassées ou le genre de culture qu'on se propose.

A la ferme de la Tourelle, que nous avons choisie comme exemple, on a trouvé une solution élégante de l'emploi de la vinasse, en l'utilisant à la culture du tabac.

Des terres, d'un défrichement récent, et jusqu'alors de faible valeur, sont fortement vinassées, et après avoir reçu par les soins de la ferme les labours et les façons nécessaires, elles sont louées pour un an, par parties plus ou moins grandes, à des ouvriers qui, avec leur famille, se chargent, à leurs risques et périls d'y planter, soigner et récolter le tabac. Le prix de la location annuelle atteint le chiffre invraisemblable de 1.129 francs par hectare. La production annuelle moyenne du tabac sur les terres ainsi vinassées est à l'hectare de 45.120 pieds à 8 feuilles, soit 3.300 kilogrammes qui, payés en moyenne 88 francs les 100 kilogrammes, représente une somme de 2.840 francs dont 1.711 francs restent entre les mains du planteur (1).

La culture de la betterave offre de bien autres avantages pour le pays, avantages qui pour être indirects, n'en sont pas moins réels et importants, et qui justifient les paroles de M. Ribot que nous avons rappelées au début de ce chapitre.

Ces avantages ont été lumineusement mis en valeur par

(1) *La vie à la campagne, op. cit.*

M. J. Hitier dans l'article auquel nous avons eu occasion de faire déjà des emprunts au cours de ce chapitre, article qu'il faut lire en son entier et auquel nous ne pouvons que nous référer.

M. J. Hitier, entre autres avantages à porter à l'actif de la culture betteravière, a fait remarquer ceux qui découlent pour le pays de l'importance de la main-d'œuvre agricole nécessitée par cette culture. Rien n'est plus exact, et cette considération a certainement pesé d'un très grand poids dans les votes qui ont suivi les débats qui ont eu lieu en 1890, concernant les droits de douane sur les grains et sur les mélasses (1).

D'après M. J. Hitier, « sur un produit brut de 800 francs

(1) « La distillation des mélasses n'emploie qu'un petit nombre d'ouvriers. Il a été prouvé que la fabrication d'un hectolitre d'alcool de mélasses ne nécessite qu'un tiers de journée de travail industriel, tandis que la production d'un hectolitre d'alcool de betteraves nécessite, tant en travail agricole qu'en travail industriel, quatre journées de travail. » (Georges Graux, député. Rapport fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner la proposition de loi de M. Trannin, tendant à l'établissement d'un droit sur les mélasses étrangères. Ann. au procès-verbal de la séance du 29 mars 1890, n° 505.)

« Vous n'ignorez pas que l'hectolitre d'alcool de maïs représente, de l'aveu même de nos adversaires, les distillateurs de maïs, une demi-journée de travail seulement, tandis que l'alcool de betteraves représente trois journées et demie de travail ; ces trois journées supplémentaires sont du travail agricole. Est-ce qu'une industrie qui donne au pays trois journées et demie de travail au lieu d'une demi-journée, ne nécessite pas quelques égards ? Est-ce qu'elle ne mérite pas d'être défendue et protégée contre celle qui ne procure qu'une demi-journée et qui menace de l'écraser ? Qui oserait dire que ce n'est pas là un intérêt agricole de premier ordre ? » (Jules Méline, séance de la Chambre des députés du 3 juin 1890.)

que représente comme moyenne l'hectare de betteraves, 100 francs, c'est-à-dire un huitième du produit, vont aux tâcherons ».

Mais ce chiffre, probablement déjà inférieur à la réalité pour l'époque considérée par M. Hitier, ne saurait plus être tenu pour exact aujourd'hui.

L'élévation croissante du taux de la main-d'œuvre, particulièrement sensible depuis une dizaine d'années, et les soins plus méticuleux auxquels a amené le progrès des méthodes agricoles, le laissent aujourd'hui bien en arrière dans les grandes exploitations rationnellement conduites.

Nous croyons qu'on consultera à cet égard avec intérêt les chiffres dont nous reproduisons ici le détail d'après la comptabilité la plus récente de la ferme de la Tourelle (1).

(1) Exploitation agricole de La Tourelle, à Violaines (Pas-de-Calais).

Détail des prix de la main-d'œuvre d'un hectare de terre à labourer, à préparer et ensemercer de betteraves, après l'enlèvement d'une récolte d'avoines.

	fr.
Déchaumage après l'enlèvement de la récolte d'avoine	9.60
Hersage avec la herse en fer	5
Labour d'hiver, en octobre	24
Labour du fumier en février avec charrue jumelle. . .	36
Hersage en mars-avril avec herse en fer.	5
Travail à l'extirpateur	7.50
Hersage à reculons avec herse en fer	4
Engrais à épandre au semoir	3.60
Travail à l'extirpateur	7.50
Roulage	4
Hersage à reculons.	4
Hersage à pleines dents	5
Roulage	3.50
Hersage à reculons.	3.50
Semis de la graine.	3.50
A reporter.	125.70

M. J. Hitier fait d'ailleurs observer avec raison que ces 100 francs « sont loin de représenter la totalité des salaires que la betterave procure au personnel d'une ferme. Une ferme à betteraves a nécessairement pour sa culture un personnel de charretiers et de bouviers plus nombreux que celui qu'elle aurait si elle ne faisait pas la betterave ».

Nous sera-t-il permis de dire que cette considération de la main-d'œuvre, qui a tenu, nous venons de le voir, une place si prépondérante dans les mesures prises par le législateur en faveur de la betterave, nous paraît avoir pesé dans son esprit d'un poids fort exagéré.

C'est que, malheureusement, pour la plus grande part, cette main-d'œuvre n'est pas une main-d'œuvre française. Certes, à l'origine de la culture de la betterave, elle l'était. Mais au fur et à mesure des progrès des diverses industries dans les départements du Nord de la France, et plus particulièrement du développement rapide des mines de char-

	Report.	125.70
Roulage		3
Binage à cheval		4
Roulage		3
Binage à cheval		4
Total		<u>139.70</u>
Démariage et placement des betteraves		40
Engrais à semer à la main après démariage		2
Binage à cheval		4
Arrachage et chargement.		60
Total		<u><u>245.70</u></u>

Nous ne saurions trop remercier M. Louis Debourrez de sa grande amabilité et de l'empressement qu'il a bien voulu mettre à nous communiquer tous les renseignements que nous avons demandés à son expérience.

bon, la main-d'œuvre française s'est faite de plus en plus rare pour les travaux pénibles des diverses façons qu'exige la culture de la betterave. L'ouvrier a trouvé dans les usines un travail mieux rémunéré, moins pénible, et, il faut le reconnaître, moins irrégulier et plus stable.

Pour remplacer l'ouvrier agricole français qui se dérobait de plus en plus, il a fallu faire appel aux ouvriers étrangers. Il n'est guère de grande ferme en pays de betteraves qui n'ait eu, au cours de ces 25 dernières années, son équipe de Belges, généralement la même tous les ans ou à peu près, pour les travaux de la betterave qui auraient été absolument impossibles sans elle. La main-d'œuvre belge est elle-même devenue plus difficile à trouver, plus exigeante depuis quelques années. L'attrance des villes sur l'ouvrier, le progrès de l'industrie, ont produit là aussi leurs effets, tout comme ils commencent à le produire dans l'Allemagne elle-même.

Tant et si bien que dans les départements betteraviers les plus proches de Paris, on a dû chercher des remplaçants aux Belges. On a cru les trouver en important des familles de Polonais et en les installant, — temporairement comme les Belges et souvent même à demeure — dans les exploitations agricoles.

Cette expérience est de date encore trop récente pour qu'on puisse se prononcer en connaissance de cause suffisante sur ses avantages ou ses inconvénients.

N'empêche qu'il importe de bien mettre en lumière l'influence que cette idée du travail à donner à des ou-

vriers français, qui malheureusement n'en veulent pas, a exercé sur les déterminations du législateur.

Bien d'autres avantages plus réels pourraient justifier mieux la sollicitude constante dont la betterave a été l'objet de la part du Parlement.

Importance du commerce des engrais que cette culture détermine, aliment donné aux transports des chemins de fer et des canaux, travail donné à nos ateliers de construction, et nombre d'autres facteurs encore que M. J. Hitier a mis en pleine lumière.

Mais, à tout prendre, ces facteurs s'appliquent à la fois à la sucrerie et à la distillerie, et plus encore à beaucoup d'égards à la première qu'à la seconde de ces industries.

Ils ne suffisent donc pas entièrement à justifier la faveur spéciale et croissante dont la distillerie de betteraves, et plus particulièrement la distillerie agricole de betteraves, a été l'objet au cours des vingt dernières années ; — et par distillerie agricole, nous entendons, nous aussi, « celle qui est annexée à une ferme, celle pour laquelle l'alcool est l'accessoire, et la drèche ou la pulpe le principal » (1).

L'exemple de l'Allemagne a ici, comme en beaucoup d'autres matières depuis la guerre de 1870, exercé sur l'esprit du législateur français une influence qui n'a peut-être pas toujours été suffisamment raisonnée. Le législateur français a été frappé par la prospérité que l'agriculture allemande a retiré du grand nombre de ses distilleries agricoles.

(1) Raynal, Chambre des députés, séance du 31 mai 1890.

Dès 1886, M. Develle avait institué une commission extra-parlementaire pour l'étude d'un projet de loi sur le régime des distilleries agricoles.

Les travaux de cette commission ont eu le sort de ceux de beaucoup d'autres commissions du même genre. Ils ont donné lieu à des études très consciencieuses, très approfondies, mais n'ont abouti à aucun résultat pratique. Et à la vérité, il n'y a pas lieu de s'en étonner.

C'est que le problème de la distillerie agricole ne se pose pas de la même façon en Allemagne et en France.

Il existe en effet des différences radicales entre la petite distillerie agricole telle que l'a voulue le législateur allemand et la distillerie agricole telle que l'a conçue le législateur français.

Le législateur français a cherché à développer la distillerie agricole de betteraves ; le législateur allemand, appliquant dans toute sa rigueur dans le domaine industriel cette discipline qui est dans le tempérament de la nation, discipline qu'on peut critiquer mais qui n'en est pas moins absolument remarquable, a tracé d'une main ferme une fois pour toutes, les limites dans lesquelles il entend renfermer respectivement la distillerie et la sucrerie.

A la sucrerie, la betterave ; à l'alcool, la pomme de terre et le grain.

« Sont considérées comme distilleries agricoles, dit l'article 10 de la loi allemande du 15 juillet 1909, article qui ne fait d'ailleurs que rééditer la définition donnée avant lui par la loi du 24 juin 1887, les distilleries où l'on tra-

vaille exclusivement les céréales et les pommes de terre, et où la totalité des résidus est employée à nourrir le bétail d'une ou de plusieurs exploitations appartenant aux propriétaires ou exploitants de la distillerie, le fumier produit étant, en outre, exclusivement employé pour la fumure des terres leur appartenant ou exploitées par eux. »

Ces céréales ou ces pommes de terres, elles doivent être produites pour la majeure partie par la ferme à laquelle est attachée la distillerie, ou par les fermes des distillateurs associés pour l'exploitation en commun de la distillerie.

Rien de semblable en France où, ce n'est pas la première fois que nous sommes amené à en faire la remarque, l'on s'est, consciemment ou étourdiment, il n'importe, attaché à organiser la concurrence à la matière première entre la sucrerie et la distillerie.

Ces distilleries agricoles, l'Etat allemand les favorise d'autant plus qu'elles sont plus petites. Il veut éviter que la distillerie agricole ne tende à se transformer en distillerie industrielle (1). Il y réussit par deux moyens.

Tout d'abord, il permet aux petites distilleries qui ne produisent pas plus de 10 hectolitres d'alcool par an, de contracter un abonnement pour le paiement de l'impôt de consommation.

Il perçoit, en dehors de l'impôt de consommation, sur les quantités d'alcool produites par les distilleries une taxe dite « d'exploitation » qui va croissant par hectolitre au

(1) En France, le seul avantage fait réellement à la distillerie agricole est dans la dispense de la patente qui lui est accordée par la loi du 15 juillet 1880,

fur et à mesure que le chiffre annuel de la fabrication augmente (1).

Cette taxe dégressive est elle-même susceptible de corrections diverses, variant de 1/10^e à 8/10^e pour les distilleries agricoles suivant l'importance de leur production annuelle, ou pour les syndicats agricoles de distilleries.

Rien d'étonnant si ces dispositions ont amené ce résultat que sur un total de 4.255.121 hectolitres d'alcool pur produits en Allemagne durant la campagne 1908-1909, la part des alcools industriels n'est que de 435.475 hectolitres contre 3.684.414 hectolitres fournis par la distillerie agricole.

ALCOOLS DE POMME DE TERRE PRODUITS		ALCOOLS DE GRAINS PRODUITS		Autres alcools in- dustriels.	Alcools provenant de mélasses.	Autres al- cools provenant de substances diverses	TOTAL
dans les dis- tilleries agricoles.	dans les distil- leries in- dustrielles.	dans les distil- leries agricoles.	dans les distil- leries in- dustrielles.				
3.392.729	26.456	291.685	408.878	441	86.779	48.453	4.255.121

Rien d'étonnant non plus si le nombre des distilleries agricoles, chaque année plus fort, se chiffre actuellement par plus de 6.000 usines.

En France, le Parlement français devait, et nous ne nous en montrons pas autrement surpris, hésiter juste-

(1) ART. 42. — De 4 marks par hectolitre jusqu'à 50 hectolitres de production, l'échelle s'élève jusqu'à 14 marks par hectolitre pour les usines produisant 3.000 hectolitres d'alcool pur,

ment à organiser pour les distilleries agricoles un pareil régime de faveur.

La concurrence à l'achat de la matière première betterave, organisée entre la distillerie et la sucrerie, n'était pas sans l'obliger à chercher à tenir autant que possible la balance égale entre les deux industries.

L'égalité de tous devant l'impôt est ou était, jusqu'en ces derniers temps, un principe de notre droit public. L'exemple des bouilleurs de cru n'était pas d'ailleurs pour encourager à instituer législativement une nouvelle classe de privilégiés.

On a donc cherché à favoriser le développement de la distillerie agricole par des voies toutes différentes de celles employées à cet effet en Allemagne.

Lorsqu'en 1884, on a voté la réforme du régime des sucres en modifiant le mode de perception de l'impôt et en donnant des primes à la fabrication, on a créé pour la sucrerie un régime de faveur.

Ce régime pouvait devenir mortel pour la distillerie de betteraves. Il avait, d'autre part, l'inconvénient de grever lourdement les finances de l'Etat.

Les lois de protection qui ont été votées depuis 1890 pour la distillerie de betteraves ont donc eu un double but : 1° rétablir l'équilibre entre les deux industries rivales, l'alcool et le sucre ; empêcher que la première, qui faisait rentrer par l'impôt des millions dans les caisses de l'Etat, ne fût sacrifiée à la seconde, dont le développement un peu artificiel n'était obtenu qu'à coups de subventions

fiscales ; 2° pousser, par la concurrence à l'achat de la matière première par les deux industries, sous une forme ou sous une autre au développement des ensemencements de betteraves et de la culture intensive.

Les faveurs douanières qu'on réclamait au nom de la distillerie agricole, c'est pendant longtemps la distillerie industrielle qui en a été la seule bénéficiaire.

Mais, lorsqu'en 1903, la convention de Bruxelles a été dénoncée, il a été vite reconnu que notre industrie sucrière allait se trouver en mauvaise posture pour lutter contre la sucrerie allemande, que ses exportations à l'étranger allaient être gravement compromises ; et que par contre-coup allaient être aussi compromis avec la diminution de ces exportations, la production sucrière française, les résultats agricoles obtenus heureusement par le développement de la culture betteravière, le sort de la culture intensive en France (1).

Les faits se sont chargés trop éloquemment de démontrer combien ces prévisions pessimistes étaient fondées, puisque les surfaces ensemencées en betteraves de sucrerie ont subi depuis cette époque de très importantes diminutions (2).

(1) Cf. J. Hitier, *op. cit.*

(2)

	Betteraves à sucre surfaces ensemencées	Betteraves de distillerie surfaces ensemencées
1901	338.808	—
1902	252.292	—
1903	240.454	—
1904	202.922	—
1905	271.936	45.436
1906	221.047	48.924
1907	219.253	56.738
1908	222.970	49.370
1909	236.780	49.120

C'est le manque de confiance du législateur dans les destinées de la sucrerie française du jour où elle cesserait d'être soutenue par les ressources du budget qui l'a poussé à reprendre à nouveau l'étude du problème de la distillerie agricole. Mais, cette fois, il l'a heureusement abordé par un tout autre côté et avec un esprit tout différent de celui de 1890.

Il a abandonné l'idée de favoriser à coups d'avantages fiscaux — le moment eût été mal choisi pour cela alors qu'on les supprimait à la sucrerie, — l'éclosion de la toute petite distillerie agricole, à l'instar de l'Allemagne. Tenant compte de la différence qui devait découler pour la solution du problème de l'emploi de la betterave à la place de la pomme de terre ou du grain comme matière première, il s'est attaché à la création, soit de distilleries agricoles de betteraves attendant aux grandes cultures, soit de coopératives agricoles, produisant exclusivement des flegmes en vue de l'alcool dénaturé, et il l'a fait, en avantageant cette fois, non la production mais le produit, et en ouvrant à celui-ci toutes grandes les portes de la dénaturation.

Ce sont la loi du 16 décembre 1897 sur l'alcool dénaturé et la loi de finances du 26 février 1901 (art. 59), et non les mesures douanières, qui ont créé en France les distilleries agricoles telles qu'elles existent aujourd'hui, ou qui, du moins, en ont singulièrement favorisé l'essor et leur ont donné leur nouvelle orientation.

La circulaire du 24 juillet 1900, permettant l'envoi di-

rect à la dénaturation des flegmes titrant 90° minimum, a parachevé l'œuvre commencée et a été pour la distillerie agricole un stimulant puissant et dont l'importance capitale ne saurait être trop mise en valeur.

C'est aux résultats que toute œuvre se juge.

Il n'est que juste de reconnaître que ceux obtenus ont été particulièrement brillants.

Ce que n'avait pu faire la politique douanière protectionniste de 1890, les lois de 1897 et de 1901 l'ont pleinement réalisé. Un simple coup d'œil sur la statistique ne laisse aucun doute à cet égard.

La production du 3/6 de betteraves a augmenté de 33 0/0 entre 1897 et 1909. Encore l'année 1909 n'a-t-elle pas été pour les récoltes de betteraves une année favorisée par les conditions climatiques. Durant la même période, le nombre des usines travaillant la betterave a passé de 280 à 301.

Et ce n'est pas la seule distillerie agricole qui a bénéficié de la situation prospère créée au 3/6 de betteraves par l'extension des débouchés ouverts aux usages industriels de l'alcool.

La distillerie industrielle en a également profité.

Avant la loi de 1884, il existait des usines mixtes, à la fois sucrerie et distillerie, travaillant les jus riches en sucrerie, les petits jus en distillerie. La loi sucrière de 1884 avait amené leur disparition ; les lois de 1897 et de 1901 ont ressuscité ces usines mixtes sous une forme un peu différente.

Un certain nombre de sucreries ont joint à leur outillage primitif celui nécessaire à la production de l'alcool. Suivant les cours respectifs de l'alcool ou du sucre, ces sucreries font, à tour de rôle, ou du sucre, comme autrefois, ou de l'alcool, principalement des flegmes haut degré pour la dénaturation. Telle campagne commencée en sucrerie finit en distillerie, et *vice versa*.

La loi de 1901 a complètement démenti les pronostics pessimistes, en tous cas bien tièdes, que ses promoteurs eux-mêmes émettaient sur son efficacité probable (1).

Mais pour rapides qu'aient été les progrès dans le chiffre de la production du 3/6 de betteraves depuis 1897, c'est surtout à partir de 1903 que ceux-ci se sont accélérés. La chose est aisée à comprendre, si on veut bien réfléchir que cette loi instituait des primes pour l'alcool dénaturé au moment même où on les supprimait pour la fabrique de sucre. On changeait aussi du tout au tout les conditions d'existence de la sucrerie, et par suite celles de la concurrence existant auparavant entre les deux industries rivales pour l'achat de la matière première.

Si brillants, si inespérés même qu'aient été au point de vue de la distillerie les résultats des lois qui ont ouvert à l'alcool le champ de la dénaturation, il y a une ombre au tableau qui est de nature à assombrir la légitime satisfaction qu'on est en droit de concevoir.

(1) Cf. Rapport Guillaïn, au Sénat. — Cf. aussi J. Hitier, *op. cit.*, p. 347.

Le succès de la distillerie de betteraves n'a pas été en effet sans aggraver les difficultés de la situation faites à l'industrie du sucre en France par la dénonciation de la Convention de Bruxelles.

La concurrence que, dans une même région, sucrerie et distillerie se font pour l'achat de la betterave, renchérit le niveau moyen des prix d'achat. Elle tend à grever de plus la matière première de frais de transport souvent excessifs, auxquels les chemins de fer et les canaux peuvent trouver leur compte, mais non le fabricant.

Elle diminue la quantité de betteraves mise, dans une région donnée, à la disposition de la sucrerie.

Elle a amené ainsi la fermeture forcée, faute d'approvisionnements, d'un certain nombre de sucreries. Pour celles qui subsistent, la faible production moyenne, comparativement à celles des usines étrangères et notamment de la sucrerie allemande, est une des causes, et non des moindres, qui tend à élargir chaque année le fossé qui se creuse entre les prix de revient des usines françaises et des usines étrangères, et à souligner péniblement davantage de jour en jour la situation d'infériorité à cet égard, de notre pays.

Pour peu que cette situation continue, la sucrerie et la raffinerie française seront réduites bientôt au marché intérieur français. La raffinerie française perdra les débouchés à l'exportation où ses marques avaient su conquérir une situation si brillante.

Sucriers et raffineurs assisteront, impuissants et déso-

lés, à la formidable augmentation des productions étrangères. Il est des portes qui ne se rouvrent pas alors qu'on les a laissé fermer, des situations qu'on ne retrouve pas quand on s'y est une fois laissé supplanter par ses rivaux.

Ce serait payer bien cher pour la France en général et même, dans un avenir prochain, pour l'agriculture française en particulier, le succès des distilleries de betteraves.

Pourquoi donc faut-il constater une fois de plus que, malgré sa sollicitude réelle pour les intérêts économiques du pays et son souci sincère de les défendre, le législateur français n'a pour ainsi dire jamais réussi jusqu'ici à assurer la protection et la croissance d'une industrie agricole, qu'en contribuant à ruiner celle que sa faveur de la veille avait élevée et à qui elle permettait les espoirs d'avenir.

Quand on pense à la belle harmonie que les pays étrangers, l'Allemagne en tête, ont su établir entre leurs diverses industries, n'achetant jamais la prospérité de l'une au prix de l'abaissement de l'autre, mais sachant au contraire favoriser leur développement parallèle d'une façon constante, on a peine à se défendre de quelque tristesse en constatant notre impuissance à les imiter.

Quelle est donc la raison de cette impuissance ?

Dans le cas particulier qui nous occupe, faut-il en faire remonter la cause à la rivalité organisée dès le principe, délibérément aggravée par la loi sucrière de 1884, par les lois douanières de 1890, entre la sucrerie et la distillerie de betteraves ?

Question oiseuse, dira-t-on. Vous ne prétendez pas supprimer aujourd'hui la distillerie de betteraves ?

Vous ne prétendez pas davantage qu'il serait désirable d'en restreindre le développement si longtemps cherché, si tardivement, si péniblement, mais si heureusement aussi obtenu en fin de compte ?

A coup sûr, et rien n'est plus éloigné de notre pensée.

Aussi, si nous posons la question, n'est-ce pas uniquement en vue du cas concret qui nous occupe, mais en vue d'un but plus généralisé.

Nous la posons, parce que précisément, dans le cas actuel comme dans bien d'autres questions économiques, on peut se demander si la méthode employée pour trouver la solution du problème a été la bonne. L'aute d'un plan bien arrêté d'avance et rigidement suivi, obéissant à l'impulsion des intérêts individuels presque toujours égoïstes — qui pourrait donc s'en étonner ou leur reprocher ? — n'avons-nous pas tendance à improviser un peu au petit bonheur des solutions aux problèmes que la vie industrielle nous pose chaque jour ?

En un mot, dans la question de l'alcool comme dans bien d'autres, n'avons-nous pas été souvent portés à perdre de vue que toute question économique a des répercussions complexes et souvent singulièrement délicates, et que tout intérêt individuel ou de classe doit être par suite étudié, non pas uniquement en lui-même, mais aussi en fonction des autres intérêts qu'il est susceptible de léser ou, pour tout dire en un mot, de l'intérêt général ?

CHAPITRE X

LES BOUILLEURS DE CRU ET LA FRAUDE.

Considérations générales.

On ne saurait traiter du commerce de l'alcool sans, en regard de l'exposé de la consommation régulière, imposée, officielle, s'occuper du commerce important des fraudeurs qui coexiste malheureusement à côté de celle-ci, en un mot sans aborder la question des bouilleurs de cru.

Elle fournit la meilleure des démonstrations de l'assertion, que nous avons cru pouvoir énoncer dans notre introduction, de l'influence de la politique, des variations qu'elle amène, des transactions qu'elle impose, dans tout ce qui touche au négoce de l'alcool.

La question des bouilleurs de cru est en effet au premier chef une question politique.

Phénomène vraiment bien curieux. L'accord est au fond pour ainsi dire unanime pour reconnaître les inconvénients du privilège, les abus auxquels il donne lieu, le trou béant qu'il creuse dans les finances du pays, le danger incontestable qu'il présente pour l'hygiène et la santé publique, l'encouragement qu'il apporte à la plaie de l'alcoolisme, la concurrence déplorable qu'il crée au commerce honnête et réglementé. Et malgré tout, les assemblées politiques n'ont pu jusqu'ici trouver le courage de

traiter cette question en se dégageant, de façon tout au moins quelque peu durable, des contingences individuelles, des préoccupations électorales, et, s'élevant à la notion de l'intérêt général, de donner courageusement, résolument au problème, par la suppression ou tout au moins par une réglementation efficace du privilège, la seule solution qu'il comporte.

Mais d'abord, qu'est-ce au juste qu'un bouilleur de cru ? Au point de vue de la production de l'alcool, la France peut se partager en deux grandes régions : la région des alcools dits d'industrie, et la région des alcools de cru.

Les premiers proviennent de la transformation du sucre contenu dans les mélasses, dans les betteraves, ou de l'amidon contenu dans les grains, pommes de terre, etc. . . Ils sont fabriqués dans de grands établissements industriels qui traitent les produits achetés au dehors, et aujourd'hui aussi dans un nombre chaque jour croissant de distilleries agricoles de moindre importance qui ne travaillent que les produits provenant de la culture à laquelle elles sont annexées.

Mais dans toutes ces usines on rencontre toujours le service permanent de la Régie qui contrôle étroitement la production et les expéditions.

C'est dans les départements du Nord de la France qu'est née la production des alcools industriels et qu'elle s'y est développée sur une large échelle ; mais depuis plusieurs années, des distilleries agricoles, en nombre toujours

croissant, se sont établies un peu partout, mais surtout dans la région avoisinant Paris et dans le Nord-Ouest de la France.

Les alcools de cru se rencontrent dans les régions où domine la culture de la vigne, de la pomme ou de la cerise.

Les bouilleurs de cru, dit l'article unique de la loi du 14 décembre 1875, ce sont « les propriétaires qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes, et cerises *provenant exclusivement de leurs récoltes* » (nous soulignons à dessein), et qui, comme tels, « sont dispensés de toute déclaration préalable et sont affranchis de l'exercice ».

En d'autres termes, les bouilleurs de cru, à l'inverse des distillateurs industriels, ne sont pas soumis à la permanence de la Régie et vivent sous un régime de liberté fiscale excessivement large. Il y a là, entre la situation des distillateurs industriels ou agricoles, et celle des bouilleurs de cru, une différence de traitement, une inégalité choquante contre lesquels les départements producteurs d'alcools d'industrie n'ont jamais cessé de protester vigoureusement.

Le régime de large tolérance fiscale dont, quelques restrictions qui lui aient été apportées à certaines époques, ont toujours bénéficié les bouilleurs de cru, a en effet pour résultat d'entr'ouvrir plus ou moins largement pour eux la porte de la fraude.

Certes, si la bonne foi était la règle de toutes les transactions commerciales, on pourrait, sinon approuver le

privilège, du moins tenter de le justifier par une explication rationnelle. Mais chacun sait que les hommes ne sont malheureusement pas parfaits. Bien plus, tel qui ne fera pas tort d'un centime à son voisin, / croira commettre une action parfaitement licite en essayant de tromper le fisc. C'est tout au plus s'il ne se glorifiera pas de frauder l'Etat (1).

Comment d'ailleurs un industriel, sans surveillance rigoureuse, ne serait-il pas tenté de frauder quand le produit qu'il fabrique est imposé à 5 ou 6 fois son coût de production ? Aussi, la majorité des bouilleurs de cru ne s'en gêne guère. Non content de distiller sa récolte et d'en écouler l'alcool en fraude, le bouilleur achète les produits du voisin pour les soumettre au même régime, ajoute du sucre au vin pour en augmenter, avant distillation, la richesse alcoolique. Il réalise ainsi des bénéfices dont l'importance est en raison directe de celle du droit de consommation sur l'alcool, au grand détriment de l'Etat et du commerce honnête. La Régie, qui pour toutes sortes de raisons pratiques ou politiques, se sent impuissante à empêcher le mal, n'y essaie que timidement.

(1) Boudenoot, séance du Sénat du 26 février 1906.

« N'est-on pas toujours fier, en France, de frauder le Gouvernement ? C'est ce qui résulte d'une lettre adressée à la commission (des boissons) et qui émane d'un bouilleur de cru. J'y lis ce qui suit :

« Un distillateur habile peut très facilement et malgré la Régie carotter 20 à 25 0/0 de l'alcool qu'il produit. L'administration ne doit pas l'ignorer, car c'est une de ses circulaires qui le prouve, et l'on se demande dès lors l'utilité d'une surveillance aussi tatillonne après un semblable aveu. »

Mais avant de faire connaître par des documents probants l'étendue du mal, il nous faut, remontant en arrière, indiquer d'abord les origines du privilège des bouilleurs de cru.

Les origines du privilège.

Cette origine se place au début du XVIII^e siècle. Moreau de Beaumont nous apprend que, quand ont été rendus les édits de 1717 et 1718, établissant les dispositions qui sont la préface de celles de la législation actuelle, la loi fit une distinction entre les bouilleurs proprement dits, qu'elle soumit aux formalités de l'exercice (déclaration, nécessité de lever une expédition au bureau de Régie pour pouvoir disposer de l'alcool), et les propriétaires fabriquant dans leur domicile et *non ailleurs* une quantité d'alcool ne dépassant pas un demi-muid de l'époque (1 hect.34) (1).

La Révolution, en établissant la liberté du commerce des boissons, mit par cela même sur le même pied bouilleurs de profession et bouilleurs de cru.

La loi de 1804, sous le premier Empire, rétablit indirectement le privilège, en même temps qu'elle restaurait par ailleurs le principe de l'exercice. Aux alcools de grains et de cerises, elle impose un droit de 40 centimes par hectolitre de matière mise en distillation ; elle exempte de ce droit les alcools de pommes de terre, marcs et fruits (2-3).

(1) René Stourm, *Dictionnaire des finances de Léon Say*, V^o Alcool.

(2) Roussan, *Dictionnaire des finances de Léon Say*, V^o Bouilleurs de cru.

(3) Loi du 5 ventôse an XII (25 février 1804).

ART. 60. — Nul ne pourra distiller des vins, cidres, poirés, grains,

Cette concession, faite à certaines catégories de bouilleurs était sans conséquences alors, vu la modicité des droits.

Depuis cette époque, une série de lois a successivement étendu l'importance des concessions accordées aux bouilleurs, et ces concessions sont devenues de moins en moins inoffensives, de moins en moins justifiables, à mesure que l'accroissement des droits de consommation venait apporter un stimulant chaque fois plus puissant à la fraude.

C'est d'abord la loi du 24 avril 1806 qui, établissant un droit de 10 centimes pour la vente en détail et de 20 centimes pour la vente en gros, n'assujettit qu'au demi-droit de détail les alcools vendus par les bouilleurs et les exonère complètement du droit de gros pour l'alcool qu'ils transportent chez eux dans l'intérieur de l'arrondissement.

L'article 31 de cette loi dispense de plus les bouilleurs de cru de l'inventaire ordonné par la loi de 1804 et ne les mentionne pas au nombre des assujettis aux exercices (1).

C'est ensuite le décret du 12 octobre 1812, article 8, qui consacre l'affranchissement existant déjà en fait des bouilleurs de cru (2).

cerises, mélasses, pommes de terre ou autres substances qu'après en avoir fait sa déclaration aux employés préposés à cet effet, et avoir obtenu une licence qui ne vaudra que pour l'année.

ART. 69. — Les distillateurs de grains de toutes espèces et de cerises paieront en outre un droit de 40 centimes par hectolitre de substance mise en distillation.

(1) Roussan, *op. cit.*

(2) Décret du 12 octobre 1812 : Art. 8. « Il n'est au surplus rien

C'est enfin la loi du 8 décembre 1814 qui accorde aux bouilleurs de cru vendant en gros les eaux-de-vie distillées par eux une immunité complète du droit au-dessous de 74° centésimaux, et une remise de 25 o/o des droits pour les ventes au détail (1).

Pour se rendre compte de l'importance de cette nouvelle concession, il convient de rappeler que le décret du 12 octobre 1812, qui a séparé le régime des alcools de celui des vins et cidres, a réuni en même temps en une taxe unique de 15 o/o *ad valorem* les droits de détail et de circulation. La situation n'était donc plus la même qu'en 1804, et la prime à la fraude prenait déjà une tout autre valeur.

Les immunités accordées aux bouilleurs placèrent le commerce dans un état d'infériorité manifeste, et, pour la première fois, nous voyons se dessiner nettement l'antagonisme entre le commerce réglementé et le commerce

innové à ce qui s'est pratiqué jusqu'à présent pour l'exécution de l'article 31 de la loi du 24 avril 1806. En conséquence, les propriétaires de vignobles qui font convertir les vins de leur récolte en eaux-de-vie, ne seront pas, à raison du présent, assujettis aux exercices des commis. »

(1) Loi du 8 décembre 1814 : Art. 75. « Les propriétaires qui voudront faire la vente en détail des boissons de leur cru jouiront d'une remise de 25 o/o sur les droits qu'ils auront à payer. Ils devront, dans la déclaration préalable à laquelle ils seront tenus, indiquer la quantité des boissons de leur cru qu'ils auront en leur possession, et celle dont ils entendent faire la vente en détail, et se soumettre en outre à ne vendre aucune boisson que celle de leur cru. Ils devront faire leurs ventes par eux-mêmes ou par des domestiques à leurs gages, dans des maisons à eux appartenant ou qu'ils auront louées par bail authentique. »

clandestin. Aussi, les protestations furent-elles vives. Elles amenèrent la grande loi du 28 avril 1816. Voici quelles sont celles des stipulations de cette loi qui nous intéressent ici.

Les distillateurs continuent à jouir de la franchise du droit de circulation pour les eaux-de-vie transportées du pressoir au cellier, mais l'article 90 stipule que si les bouilleurs conduisent les produits de leur distillation dans les caves ou magasins séparés de la brûlerie, l'exemption n'aura lieu que si les locaux-magasins sont exercés (1).

C'est la première tentative de la surveillance de la production de bouilleurs à sa mise en circulation. Mais, à l'inverse des distillateurs de profession, les bouilleurs de cru conservent le droit de fabriquer librement sans être astreints à la licence ou à la déclaration (2).

Si la loi du 28 avril 1816 constituait un progrès dans la voie de l'égalité devant l'impôt, elle n'en laissait pas moins

(1) Loi du 28 avril 1816, article 90.

« Le droit de consommation ne sera pas exigé des personnes non soumises aux exercices, en cas de transport d'eaux-de-vie, d'esprits ou de liqueurs de l'une de leurs maisons dans une autre, ou dans un nouveau domicile, en justifiant toutefois aux employés appelés à décharger les acquits-à-caution de leur droit à cette exemption.

« Les bouilleurs de cru qui feront transporter les produits de leur distillation dans des caves ou magasins séparés de la brûlerie, n'auront droit à la même exemption qu'en soumettant ces caves ou magasins aux exercices des préposés de la Régie ».

(2) « L'obligation imposée aux bouilleurs et distillateurs de profession par la loi du 28 avril 1816, article 138, de faire une déclaration à la Régie avant le commencement de leur distillation et de se munir d'une licence ne s'étend pas aux bouilleurs de cru (20 novembre 1818, Cassation).

cependant un champ assez vaste à la fraude. La loi du 24 juin 1824 allait l'agrandir encore. Supprimant l'impôt de consommation *ad valorem* établi par le décret du 12 octobre 1812, et les classes des eaux-de-vie créées par ce décret au point de vue de la perception des droits, la loi du 24 juin 1824 établit sur l'alcool un droit spécifique de 50 francs à l'hectolitre (1). Une fraude importante fut le résultat de l'élévation des droits établi par le nouvel état des choses.

C'est dans l'espoir d'en enrayer le développement que l'article 8 de la loi des finances du 20 juillet 1837 s'appliqua à déterminer nettement quels étaient ceux des producteurs d'alcool auxquels elle entendait réserver le bénéfice de l'exemption des formalités imposées aux autres distillateurs (2-3).

Les bouilleurs de cru, c'étaient, aux termes du décret du 12 octobre 1812, les propriétaires ou fermiers qui

(1) Loi du 24 juin 1824 : Art. 1^{er}. « A partir du 1^{er} janvier 1825, les droits sur les eaux-de-vie et les esprits en cercles seront perçus en raison de l'alcool pur contenu dans ces liquides, conformément à la table annexée à la présente loi.

« Art. 2. Les droits à payer par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, par hectolitre d'eau-de-vie et d'esprit en bouteilles, de liqueurs en cercles et en bouteilles, et de fruits à l'eau-de-vie, seront fixés ainsi qu'il suit : Droit général de consommation en remplacement du droit de circulation et du droit de consommation ou de détail 50 francs. »

(2) Roussan, *op. cit.*

(3) Loi du 20 juillet 1837 : Art. 8. — « Seront seuls considérés comme bouilleurs de cru et continueront à être exempts à ce titre du paiement de la licence ainsi que des obligations imposées par le chapitre VI de la loi du 28 avril 1816, les propriétaires ou fermiers qui distilleront exclusivement les vins, cidres ou poirés, marcs et lies provenant de leur récolte. »

distillent les vins, cidres ou poirés provenant exclusivement de leur récolte (1).

Lors de la discussion de la loi de 1837, un amendement de M. de Golbery réussit à faire ajouter les *marcs et les lies* aux substances que les bouilleurs de cru peuvent traiter en franchise de droits (2).

Et deux ans après, un amendement du même M. de Golbery a fait ajouter également à la liste les propriétaires de *cerises ou de prunes* distillant exclusivement les produits de leur récolte (3).

Les pratiques des fraudeurs.

Si tous les bouilleurs de cru sont admis à consommer en franchise les produits de leur distillation, il résulte de

(1) « C'est exclusivement à ceux-ci que, d'après l'exposé des motifs, l'administration voulait restreindre le privilège. L'administration se fondait sur les garanties offertes par ces matières, celles-ci étant soumises à une surveillance active, offrant un contrôle facile ; tandis que, au contraire, la circulation des fruits, marcs et lies étant libre, la Régie n'avait aucun moyen d'empêcher les propriétaires d'en acheter pour ajouter à leur récolte et de faire ainsi en franchise un commerce pour lequel d'autres payaient des droits. » (Rapport Claude, des Vosges, sur la consommation de l'alcool en France, p. 143).

(2) Loi du 20 juillet 1837 : Art. 8. — « Seront seuls considérés comme bouilleurs de cru et continueront à être exempts, à ce titre, du paiement de la licence ainsi que des obligations imposées par le chapitre VI de la loi du 28 avril 1816, les propriétaires ou fermiers qui distilleront exclusivement les vins, cidres ou poirés, marcs et lies provenant de leur récolte. »

(3) Loi du 10 août 1839 : Art. 15. — « A partir de la promulgation de la présente loi, les propriétaires qui distillent exclusivement les cerises et prunes provenant de leur récolte seront ajoutés à la nomenclature des bouilleurs de cru de la loi du 20 juillet 1837, et comme tels dispensés de la licence et de l'exercice. »

l'article 90 de la loi du 28 avril 1816 (1) que dans la pensée du législateur cette franchise ne s'entend que de la consommation purement familiale et ne saurait s'étendre au commerce qui pourrait être fait par les bouilleurs de cru.

Mais les faits ne répondent pas aux intentions du législateur. L'appât donné à la fraude par la disproportion existant entre le coût de production et l'accroissement, au fur et à mesure des nécessités budgétaires, du droit de consommation, est irrésistible.

Les moyens par lesquels s'exerce cette fraude sont aussi multiples que variés. Enlèvement clandestin de chez le propriétaire récoltant de quantités qui sont vendues à droit réduit aux particuliers ou aux débitants de boissons ; vinage clandestin, en ce qui concerne plus particulièrement les vermouths et les vins de liqueur ; déclarations fictives, etc...

Nous ne saurions avoir la prétention de les indiquer tous ici, et nous ne voudrions pas encourir le reproche de faire un cours de fraude, ainsi qu'un interrupteur en accusait de façon assez inattendue, à la séance de l'Assemblée Nationale du 25 août 1871, un des plus ardents défenseurs pourtant des bouilleurs, M. Haentjens, qui signalait au cours de son argumentation à la tribune, un des modes principaux employés pour frustrer le fisc, en esquivant le paiement des droits (2).

(1) Cf. note p. 171.

(2) « Une grande quantité d'alcool est mise directement en con-

Quels que soient au surplus les moyens employés, cette fraude existe, et les défenseurs des bouilleurs de cru eux-mêmes ont dû le reconnaître à diverses reprises.

La première tentative de suppression du privilège en 1871.

En 1871, les nécessités budgétaires, suite des désastres de la guerre franco-allemande, avaient amené M. Pouyer-Quertier, alors ministre des finances, à proposer à l'Assemblée Nationale de majorer de 90 à 150 francs le droit de consommation par hectolitre d'alcool pur. Pour contrebalancer l'effet de cette mesure, M. Pouyer-Quertier mandait en même temps l'exercice des bouilleurs de cru.

Le rapporteur de la commission à laquelle avait été renvoyé le projet gouvernemental, M. Bocher, était déjà et devait rester par la suite un des défenseurs les plus résolus et les plus éloquents du privilège des bouilleurs de cru, ce qui ne l'empêchait pas de constater à la tribune l'existence de la fraude dans les termes suivants :

sommutation par les bouilleurs de cru sans payer aucun droit.

« Voici comment la chose se passe. Un marchand d'alcool ou d'eau-de-vie dans le Nord, a, je suppose, 15 ou 20 pipes d'eau-de-vie dans son magasin ; il en fait sortir 10 pipes et la Régie le décharge et lui donne un acquit-à-caution qui lui permettra de ne payer le droit que quand cet alcool sera mis en consommation. Il expédie ces 10 pipes. Il les envoie dans un endroit où elles entrent dans la consommation sans payer de droits. Il expédie ensuite l'acquit-à-caution à un marchand d'eau-de-vie de Marseille, d'Avignon ou de toute autre ville qui reçoit d'un bouilleur de cru 10 pipes d'eau-de-vie. Ces 10 pipes d'eau-de-vie paient alors le droit mentionné par l'acquit-à-caution. De la sorte, il est entré dans la consommation 20 pipes d'eau-de-vie et 10 seulement ont payé les droits » (Haentjens, séance de l'Assemblée Nationale du 25 août 1871).

« Oui, certainement, il se fait beaucoup de fraude. Il s'en est fait de tout temps. En 1830, on s'en plaignait lorsque le droit n'était que de 37 francs l'hectolitre ; la fraude est devenue plus active lorsque le droit a été porté à 60 francs. Et maintenant, il faut que l'administration fasse beaucoup d'efforts, exerce une surveillance bien active pour défendre le droit de 90 francs. Le danger sera plus grand, d'après l'accroissement de taxe proposé, lorsqu'elle sera de 150 francs. »

Au cours de la discussion, le ministre fut amené à repousser un amendement de M. de Laboulaye qui, dans le but de réprimer les progrès de l'alcoolisme, demandait à porter jusqu'à 300 francs le droit de consommation.

Il prononça à cette occasion les paroles suivantes que l'avenir ne devait pas tarder à justifier.

« Vous voulez donner aux finances un revenu de 150 millions ; prenez garde qu'en voulant l'exagérer ce droit ne vous échappe, qu'il ne vous glisse entre les doigts et que nous ne le percevions pas. Prenez garde qu'en voulant fermer une école d'ivrognerie, vous n'ouvriez une école de fraude encore plus considérable que celle qui existe aujourd'hui » (1).

L'amendement de Laboulaye fut repoussé ; le droit de 150 francs fut voté, mais le ministre n'obtint pas l'exercice des bouilleurs de cru. L'Assemblée Nationale, adoptant les conclusions du rapport Bocher, rejeta l'exercice à la séance du 29 août 1871, par 341 voix contre 245.

(1) Séance du 26 août 1871.

C'est que la puissance des bouilleurs de cru était déjà énorme ; elle augmentait rapidement avec leur nombre même, et ils étaient maintenant légion, 500.000 environ (1).

Leur production, évaluée en 1869 au chiffre déjà considérable de 260.000 hectolitres, surtout si on le compare à celui de la production taxée à la même époque (1.008.750 hectolitres), s'élevait en 1871 à 422.000 hectolitres pour une production taxée correspondante de 1.013.216 hectolitres seulement.

Or, en 1869, la production des vins avait été de 70.000.000 hectolitres ; elle n'était en 1871 que de 56.901.000 hectolitres. Quant aux cidres, leur production qui, en 1869 avait été de 4.280.000 hectolitres, n'était pour 1871 que de 2.128.000 hectolitres seulement.

Comment donc expliquer autrement que par l'appât de la fraude cette augmentation de la production des bouilleurs de cru, et cette explication n'est-elle pas confirmée par la diminution correspondante de la consommation taxée, diminution qui, de 1869 à 1872, Alsace-Lorraine mise à part, n'est pas inférieure à 215.000 hectolitres (2).

L'Assemblée Nationale n'avait pas eu le courage de voter l'exercice, naturellement impopulaire, des bouilleurs de cru. Mais elle se rendait cependant si bien compte de la prime que l'élévation des droits allait donner à la fraude,

(1) Rapport Bocher du 27 juin 1871.

(2) *Bulletin de statistique et de législation comparée* publié par le Ministère des finances, juillet 1908, p. 18.

qu'elle essayait d'atténuer les effets de sa faiblesse en organisant par avance la répression de cette fraude qu'elle prévoyait.

Par la loi du 28 février 1872, qu'on a appelée « loi Leurent » du nom du député du Nord qui s'en fit l'ardent protagoniste, elle s'efforça de donner à l'administration des armes plus efficaces que celles qu'elle possédait jusqu'alors. Remède inopérant d'ailleurs. L'appât donné à la fraude par cette augmentation d'impôt de 66 o/o était trop tentant.

La consommation taxée en 1871, c'est-à-dire avant l'augmentation de l'impôt avait été de 1.013.216 hectolitres. Une augmentation de 60 francs à l'hectolitre aurait donc dû donner en chiffres ronds, pour l'exercice 1872, une plus-value de 62.000.000 de francs environ, — alors surtout que l'année de la guerre, 1870, mise à part, — la consommation taxée de l'alcool n'avait pour ainsi dire pas cessé depuis 40 ans de suivre une marche régulièrement ascendante. La plus-value fut de moins de 9 millions.

La consommation apparente, la consommation taxée baissa brusquement d'une année à l'autre de plus de 250.000 hectolitres. De 1.013.216 hectolitres en 1871, elle tomba en 1872 à 755.464 hectolitres.

Devant une pareille intensité de la fraude, M. de Goulard, qui avait remplacé M. Pouyer-Quertier aux finances, revint à la charge, et par le projet de loi du 24 juin 1872, il demanda à l'Assemblée Nationale le rétablissement de

l'exercice des bouilleurs de cru. Il ne le fit d'ailleurs qu'avec des tempéraments qui, s'ils laissaient entrebâillée la porte ouverte à la fraude au lieu de la fermer complètement, étaient du moins de nature à lui permettre d'espérer réunir une majorité pour le vote qu'il demandait. Le projet de loi accorde en effet aux bouilleurs de cru une exemption d'impôt de 20 litres par an en alcool pur, c'est-à-dire pratiquement de 40 litres d'eau-de-vie pour leur consommation familiale.

« Vous ne vous faites peut-être pas, disait à l'Assemblée Nationale M. de Goulard, à la séance du 24 juin 1872, une idée suffisante du développement qu'a pris la fraude sur les alcools en ces derniers temps. Cette fraude qui était déjà très considérable, s'est accrue énormément depuis le rehaussement de l'impôt. Cela devait arriver. Il faut pourtant que nous trouvions les moyens d'empêcher que cette fraude ne fasse disparaître une précieuse ressource du Trésor. De plus, il faut dire que cet impôt est un de ceux auxquels nous devons tous tenir davantage ; d'abord, parce que ne pas assurer sa perception, ce serait abandonner les intérêts de l'Etat ; ensuite, parce que vous ne l'avez pas voté seulement à titre d'impôt, mais aussi comme moyen de donner satisfaction à une grande pensée de salubrité et de moralité publique ».

Le projet de loi déposé par M. de Goulard donna lieu à d'ardents débats qui occupèrent plusieurs séances.

Comme les arguments développés au cours de la discussion, tant du côté des bouilleurs de cru que de celui de

leurs adversaires, ont été reproduits, avec des variantes de pure forme, dans toutes les discussions auxquelles le maintien ou la suppression du privilège ont donné lieu par la suite, il nous paraît opportun, avant d'aller plus loin, d'essayer d'indiquer tout d'abord impartialement les raisons de la lutte acharnée qui n'a cessé de diviser les deux camps ennemis.

Les raisons des défenseurs et des adversaires du privilège.

Voyons donc le point de vue auquel se placent les nombreux, tenaces et éloquents défenseurs que les bouilleurs n'ont jamais cessé de rencontrer toutes les fois qu'on a cherché à restreindre, si peu que ce soit, leur privilège.

Tout d'abord, c'est une raison de principe qu'ils font valoir.

Le privilège n'est pas un privilège; c'est un droit; c'est un démembrement ou tout au moins un attribut du droit de propriété; c'en est l'exercice pur et simple. « Le privilège touche à ce qu'il y a de plus inviolable, au droit même de propriété (1). »

« Nous avons demandé l'abrogation de la loi de 1872, parce qu'elle porte atteinte au droit de propriété. Nous en avons demandé l'abrogation parce qu'elle porte atteinte à la fois au domicile et à la considération du propriétaire (2). »

L'éloquent rapporteur de la loi de 1871, M. Bocher, fait

(1) Dupin, séance de l'Assemblée Nationale du 1^{er} août 1872.

(2) Ganivet, séance du 11 décembre 1875.

valoir les mêmes raisons. Le domicile du propriétaire doit être inviolable. Celui qui récolte son blé a le droit librement de le convertir en farine ; le propriétaire des forêts a le droit de transformer en planches et de débiter sans entraves les bois qu'il coupe sur son domaine ; l'agriculteur n'a pas besoin de demander d'autorisation pour faire de la laine de ses brebis tel usage qu'il lui convient. Pourquoi donc seul le vigneron ne pourrait-il transformer en alcool le vin qu'il récolte et en disposer librement comme il peut le faire du vin lui-même ? Contradictions insoutenables, flagrante atteinte au droit inviolable et sacré du propriétaire (1).

Trente ans plus tard, c'est encore la même thèse que défendra à la tribune de la Chambre M. Arthur Legendre. Pour justifier le privilège des bouilleurs, il invoquera l'article 32 de la loi de frimaire an VII : « Sont réputés fabricants ou manufacturiers tous ceux qui convertissent des matières premières en des objets d'une autre forme, à l'exception néanmoins de ceux qui *manipulent les fruits de leur récolte* » (2).

Ce texte n'établit-il pas que le privilège des bouilleurs repose sur un droit quasi-intangible de propriété ?

La seconde raison mise en avant par les défenseurs des bouilleurs, c'est que la réglementation, si bénigne soit-elle, comporte, qu'on le veuille ou non, l'exercice. C'est la violation du domicile de centaines de mille de petits

(1) Séance du 11 décembre 1875.

(2) Séance du 11 décembre 1903.

propriétaires par les employés de la Régie, partant, une sujétion intolérable.

« 450.000 propriétaires, fermiers, vigneron, que la loi défigure sous le nom barbare de bouilleurs de cru, sont frappés par la législation dans la dignité et la sécurité du foyer domestique. Il faut les affranchir de ce que M. Boucher, dans son rapport du 27 juin 1871, appelle le joug de l'exercice. »

L'exercice fait du petit propriétaire modeste et tranquille quelque chose comme un buvetier, un débitant suspect ; elle le soumet « lui, sa femme, ses enfants, ses domestiques et toutes les parties de sa maison au traitement le plus dur, le plus humiliant, la visite des employés de la Régie, même les jours de fêtes et dimanches » (1).

Porter atteinte aux droits des bouilleurs de cru, « c'est violer le domicile de 150.000 cultivateurs » (2).

Autre ordre de considérations enfin, plus puissant encore peut-être et toujours invoqué ; la raison politique.

Parmi les pays qui comptent le plus de bouilleurs de cru sont des départements de l'Ouest, de la Charente, du Midi, pour la plupart venus tard à la République. Veut-on que ces pays se désaffectionnent du régime auquel ils ont fini par se rallier ? Veut-on perdre d'un coup auprès d'eux, par

(1) Proposition de loi ayant pour objet la réformation et la transformation de l'article 2 de la loi du 2 août 1872, par le marquis d'Andelarre et plusieurs de ses collègues. Exposé des motifs. Annexe au procès-verbal de la séance du 6 novembre 1875, n° 3404.

(2) Henri Laniel, député du Calvados, Séance du 10 février 1903.

des mesures impopulaires, par les vexations du fisc, tout le terrain péniblement gagné ? Il n'est pour ainsi dire pas de discours, — et Dieu sait quel flot d'éloquence la question des bouilleurs de cru a soulevé chez les défenseurs du privilège, disons avec un ministre des finances, M. Rouvier, « du régime », pour ne pas les chagriner, — où l'on n'entende vibrer cette corde. Lors de la discussion de la loi de 1872, c'est, à la Chambre des députés, M. Mestreau qui fait valoir la désaffection dont pourrait être cause pour le régime existant, l'aversion ressentie par les petits propriétaires pour tout assujettissement à l'exercice de la Régie.

« Il faut faire aimer la République en supprimant les impôts vexatoires », s'écriera, en 1875, dans une interruption, M. Claude (de Meurthe-et-Moselle). A quoi Léon Say, ministre des finances, répondra d'ailleurs justement : « Il faut surtout lui donner un budget en équilibre, parce que ce n'est qu'avec un budget en équilibre qu'on peut défendre le crédit d'un pays, et que sans crédit aucun gouvernement n'est possible. »

La question est tellement, par un côté tout au moins, une question politique, qu'au cours de la grande discussion sur le régime des boissons, d'où est sortie la loi du 20 novembre 1900, un ardent défenseur des bouilleurs de cru s'écriera : « Si le privilège des bouilleurs de cru est supprimé..... nous voterons le monopole de l'alcool, *nous sommes bouilleurs avant tout* (1). »

(1) Chapuis, séance de la Chambre des députés du 20 novembre 1900.

Et deux ans plus tard, le même orateur exprimera sous cette forme la même pensée :

« Nous deviendrions fatalement des adversaires irréductibles d'un cabinet qui aurait porté atteinte au droit de nos bouilleurs de cru (1). »

C'est encore la raison politique qui dicte des paroles comme celles-ci : « Jacques Bonhomme ! tu as soutenu la République et tu l'as sauvée ; tu as mis en ce gouvernement toutes tes espérances. Voici ce que la République a fait pour toi » (2), ou qui motive l'interruption suivante : « La Haute-Saône a été entièrement conquise à la République, précisément sur cette question des bouilleurs de cru (3). »

C'est aussi un argument de même ordre que fera valoir un autre député qui, à la même séance, reprochera au gouvernement de faire revivre les édits de 1641 et 1726. C'est du mécontentement causé par l'Administration des Aides, dira-t-il, bien plus que des idées philosophiques, qu'est sortie la Révolution de 1789. Les événements de 1815 se sont accomplis au cri de « à bas les droits réunis ». Et la même expression du mécontentement populaire s'est produite en 1848 (4).

«.... Cette loi mauvaise aura pour résultat de créer dans nos campagnes si républicaines, parmi les paysans, des ennemis irréconciliables de la République..... » (5).

(1) Chapuis, séance de la Chambre des députés du 10 février 1903.

(2) Gustave Rivet, séance du 10 février 1903.

(3) Couyba, *ibid.*

(4) Legrand, *ibid.*

(5) Camuzet, séance du 14 février 1903.

Voici pour les raisons de principe. Voyons maintenant les raisons d'opportunité. Sont-elles de nature à faire échec aux premières ? Non, répondent les défenseurs des bouilleurs.

La réglementation ou la suppression des bouilleurs de cru ne sont pas justifiées par le rendement financier qu'on pourrait en espérer. En d'autres termes, les bouilleurs de cru ne creusent pas dans les recettes du Trésor les trous béants dont les accusent leurs adversaires.

Les défenseurs des bouilleurs ne vont pas jusqu'à prétendre que tous leurs clients soient de petits saints, qu'il ne se trouve pas parmi ceux-ci quelques fraudeurs malhonnêtes. Mais cette fraude est suivant eux l'exception et les quantités ainsi détournées sont sans importance réelle.

L'impôt sur l'alcool n'a-t-il pas constamment porté sur des quantités annuellement de plus en plus grandes ? Les diminutions que la consommation taxée a pu présenter à certaines époques proviennent des variations de la récolte des vins ou des cidres, des perturbations apportées à la marche régulière de la consommation par des élévations trop brusques de droits. Elles ne sont pas le fait de la fraude. Cette fraude est en tous cas fort exagérée.

Ce qui le prouve, c'est que les adversaires des bouilleurs n'ont jamais pu se mettre d'accord pour l'évaluer, et que les chiffres qu'ils lui attribuent présentent des divergences telles qu'ils en détruisent totalement la valeur probante.

Cette fraude, Léon Say, alors ministre des finances, l'a

évaluée à 80 millions et par ailleurs à 40 millions seulement (1) ; M. Pascal Duprat, président de la commission d'enquête de 1880, la chiffre par environ 75 millions ; M. Astier, auteur d'un projet de monopole de l'alcool, à 66 millions ; M. Chaigne, cosignataire du projet Astier, de 100 à 200 millions ; Claude (des Vosges) mettra en avant, sans preuve à l'appui d'ailleurs, le chiffre de 177 millions, alors que M. Guillemet, lui aussi auteur d'un projet de monopole, ne parle que de 47 millions (2).

M. Rouvier, dans l'exposé des motifs de la loi de 1903, estime à 50 millions le chiffre que les bouilleurs font perdre au Trésor, mais en 1906 il ne parlera plus que de 25 millions, et en 1900 un autre ministre des finances, M. Caillaux, fera connaître que, d'après les directeurs des contributions indirectes, la fraude ne porterait que sur 70.000 à 80.000 hectolitres annuellement, ce qui, au droit de 156 fr.25 alors en vigueur, donnerait 12 millions seulement.

D'ailleurs, en admettant que la fraude soit réelle, les bouilleurs de cru n'en sont pas les seuls auteurs. Le gros de la fraude, les moins-values constatées dans le rendement des impôts, ce n'est pas aux bouilleurs qu'il faut l'imputer, mais bien à la distillation clandestine qui a lieu dans les grandes villes (3).

(1) Séance du 13 décembre 1875.

(2) Cf. P. Taquet, *Le monopole de l'alcool*, p. 32.

(3) M. Lauraine, député de la Charente, a cherché à démontrer à la séance du 27 novembre 1900, comment un industriel dans Paris,

Et ce sont les mêmes ministres qui demandent la suppression des droits sur les boissons hygiéniques et la suppression de l'exercice chez les débitants et dans l'intérieur des grandes villes, qui n'hésitent pas à vouloir surcharger l'alcool d'impôts et qui cherchent à assujettir à l'inquisition fiscale la foule des petits cultivateurs, propriétaires ou métayers !

Convaincu de l'importance de la fraude des bouilleurs de cru, nous avons cru devoir par cela même apporter tous nos efforts à développer, aussi complètement et aussi impartialement que nous l'avons pu, les raisons que font valoir en leur faveur leurs défenseurs.

Voyons maintenant plus succinctement, car nous aurons l'occasion d'y revenir par la suite, les arguments que mettent en avant les adversaires des bouilleurs pour réclamer la stricte réglementation du privilège, à défaut de sa suppression pure et simple.

Le privilège des bouilleurs de cru est indéfendable : légalement en raison de ce grand principe que tous les citoyens doivent être égaux devant la loi ; financièrement, en raison de la fraude dont il est la cause ; hygiéniquement, parce qu'il favorise l'alcoolisme et jette dans la circulation des alcools toxiques et insuffisamment épurés.

avec 100 hectolitres de vin à 15°, estimés à 30 francs l'hectolitre, pouvait réaliser, avec un simple appareil pouvant tenir dans une caisse de 15 centimètres de large et 30 centimètres de long, 15 hectolitres d'alcool par jour, qui, à 421 francs dans Paris, droits d'entrée compris, donneraient 6.315 francs de bénéfice,

Voici comment s'exprime Léon Say, dans le rapport général qui a résumé les travaux de la commission d'enquête de 1887.

« Notre impôt mobilier est assis sur la valeur locative des maisons ; c'est un impôt sur la dépense du loyer tout à fait semblable par sa nature et par les conditions de son assiette, aux impôts ordinaires de consommation. Le propriétaire qui habite sa propre maison n'en est pourtant pas exempté ; s'il ne le payait pas, ce serait bien par privilège ; personne ne peut en disconvenir.

« Les propriétaires des salines ne peuvent pas soustraire le sel qu'ils fabriquent sur leur propre terrain à la surveillance des agents de l'Etat et n'ont pas le droit de le consommer sans acquitter l'impôt. Les planteurs de tabac ne peuvent détourner pour leur usage aucune feuille des plantes qu'ils cultivent sur le sol, et sont obligés de représenter aux inspecteurs des manufactures de l'Etat le compte, feuille par feuille, des pieds qui poussent dans leurs champs.

« Enfin, comprendrait-on, dans un pays où tous les impôts seraient assis sur les consommations, que les propriétaires qui ne consommeraient pas leurs produits en fussent exemptés ? Ils profiteraient des dépenses générales pour accroître leur jouissance sans augmenter leur peine. Ils jouiraient de toutes les dépenses publiques sans y avoir concouru.

« Aussi, la commission a-t-elle conclu à la suppression

de ce qu'elle considère comme un privilège accordé par la loi aux bouilleurs de cru.

« Aucun dépôt d'alcool ne lui paraît devoir être soustrait à la connaissance de la Régie. C'est un principe qui doit être appliqué sans exemption ni réserve. Ceux qui ne seraient pas obligés de le respecter jouiraient d'un privilège. Aucune consommation ne peut être soustraite au paiement des droits, sans que ce soit par un privilège contraire au principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt. »

C'est encore un ancien ministre des finances, Tirard, qui s'exprime comme suit :

« Au nom de l'égalité devant l'impôt, et afin de faire cesser dans l'intérêt du Trésor comme dans l'intérêt du commerce les fraudes qui favorisent les bouilleurs de cru, nous demandons que tous les producteurs d'alcool soient soumis aux mêmes obligations. »

Jules Simon, qui fut lui aussi ministre des finances, soutient la même thèse : « Le privilège des bouilleurs de cru est l'organisation en grand de la fraude avec estampille légale. Quand cette énorme entreprise contre la fortune de la France aura pris fin, on se demandera comment elle a pu s'établir, durer, se développer, et trouver d'éminents défenseurs qui invoquent pour cette spéculation les droits de la liberté et de la propriété. Il ne faut s'étonner de rien en ce monde économique ; l'esclavage lui-même a ses défenseurs qui invoquent très sérieusement la liberté d'avoir des esclaves. »

Et c'est encore et aussi d'un ministre des finances, Charles Dupuy, cet appel qui n'a guère été, semble-t-il, entendu jusqu'ici : « J'espère que dans une nouvelle nuit du 4 août, les bouilleurs de cru feront sur l'autel de la patrie le sacrifice de leur extraordinaire privilège. »

L'établissement de l'exercice par la loi du 1^{er} août 1872.

Revenons maintenant au projet de de Goulard dont ces considérations générales nous ont un moment éloigné.

Vigoureusement attaqué par les représentants des régions vinicoles et des pays producteurs de pommes ou de cerises, le projet de loi de de Goulard rencontra dans les représentants des départements betteraviers de non moins ardents défenseurs. Le rapporteur de la loi, M. Wilson, les seconda efficacement.

Il fit ressortir que malgré la loi du 28 février 1872 sur la répression de la fraude, l'impôt ne rentrait pas dans les caisses du Trésor. Le rendement des droits sur l'alcool atteint péniblement 10 millions mensuellement, alors qu'il devrait, suivant les prévisions et les calculs, en donner 14.

Le privilège, explicable et défendable à l'origine, a cessé de l'être aujourd'hui.

« Les bouilleurs de cru ont toujours alimenté en franchise de l'impôt la consommation locale ; ils ont toujours pourvu, sinon à la totalité, du moins à une notable partie de la consommation faite dans les cabarets et les cafés de leur voisinage. La surveillance à la circulation est facile-

ment éludée, et les approvisionnements par bouteilles et par petits fûts échappent à l'exercice le plus actif dans les établissements de vente. Le service de la Régie demeure impuissant contre cette fraude qui, restreinte jusqu'ici aux pays essentiellement viticoles, s'étendra bientôt à tous les départements qui produisent des vins et des cidres. »

Le ministre l'emporta. L'Assemblée Nationale vota, le 1^{er} août 1872, l'exercice des bouilleurs de cru, mais en étendant de 20 litres à 40 litres d'alcool pur la franchise accordée aux bouilleurs pour la consommation familiale.

C'est donc une allocation en franchise de 80 litres d'eau-de-vie environ que la loi accordait aux bouilleurs annuellement (1).

Mais cette marge ainsi laissée à la fraude possible de 450.000 bouilleurs de cru était trop considérable pour ne pas présenter, au point de vue du rendement de l'impôt, les plus sérieux inconvénients. Aussi, par la loi du 21 mars 1874, article 2, l'Assemblée Nationale adoptant les conclusions d'un rapport du comte Benoist d'Azy, abaissa de 40 à 20 litres la franchise familiale accordée aux bouilleurs de cru (2).

(1) L'article 2 de la loi accorde aux bouilleurs de cru une nouvelle faveur. Il décide qu'ils « cessent d'être soumis aux visites et vérifications des employés de la Régie dès qu'ils n'ont plus en compte que de l'alcool exempt ou libéré d'impôt ».

(2) « La commission a pensé que de toutes les matières qui peuvent être soumises à l'impôt, l'alcool était celle qui pouvait, avec le moins d'inconvénients, subir une surtaxe et offrir au Trésor une ressource nouvelle sans augmentation des frais de perception et sans porter aussi un préjudice sensible à l'industrie (la loi du

Les effets de la suppression du privilège furent immédiats.

La consommation taxée qui, en 1872, avait été de 755.464 hectolitres, rebondit d'un coup en 1873 à 934.450 hectolitres. Elle continua les années suivantes son mouvement ascensionnel, et lorsque, le 24 décembre 1875, à la veille de se séparer, l'Assemblée Nationale, donnant l'exemple d'une capitulation qui devait se renouveler 28 ans plus tard dans les mêmes circonstances, rétablit le privilège, la consommation taxée avait regagné, en le dépassant même, le niveau atteint en 1871, avant l'augmentation de l'impôt de consommation (1.013.216 hectolitres en 1871, 1.019.052 hectolitres en 1875).

30 décembre 1873, en créant 1/2 décime, venait de porter le droit général à 156 fr. 25). A l'occasion de cet impôt, s'est présentée devant la commission la question souvent discutée des bouilleurs de cru. Les moyens de répression de la fraude dont on les accuse ont porté déjà quelques fruits, et on se flatte d'atteindre des résultats meilleurs. Il faut évidemment combattre et réprimer la fraude, mais on a pensé que la faveur attribuée aux bouilleurs de cru de conserver pour chaque famille et par an une quantité de 40 litres d'alcool pur, qui représente au moins 80 litres d'eau-de-vie buvable, était excessive, et qu'une grande partie de cet alcool était livrée en fraude aux débitants et consommateurs. La commission a pensé que cette allocation en franchise devait être réduite de moitié; cette réduction fait l'objet de l'un des articles de la loi proposée; elle donne lieu d'espérer un produit incertain sans doute, mais qu'on peut évaluer à 2 millions » (séance du 23 janvier 1874; deuxième rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi proposé pour le budget de 1874 par M. le comte Benoist d'Azy, membre de l'Assemblée Nationale. Annexe au procès-verbal de la séance du 23 janvier 1875, n° 2183).

**Le rétablissement du privilège par la loi du
24 décembre 1875.**

La loi du 24 décembre 1875 rétablit dans son intégralité le privilège des bouilleurs de cru.

Les lois de 1872 et de 1874, en réglementant et en restreignant progressivement le privilège, avaient soulevé chez les intéressés et leurs amis de très vives protestations (1).

On était à la veille de l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée Nationale ; la Constitution venait à peine d'être votée après les luttes que l'on sait. L'exercice des bouilleurs de cru participait à l'impopularité qui s'est à toute époque attachée en France au régime des Aides.

Le moment parut favorable aux bouilleurs de cru pour tenter un vigoureux effort. Trois propositions furent soumises à l'Assemblée Nationale.

La première, en date du 25 juin 1875, émanant de MM. Ganivet et André, députés des Charentes, et de plusieurs de leurs collègues, tendait à l'abrogation pure et simple des lois de 1872 et 1874 (2).

La seconde, déposée à la séance du 6 novembre par le marquis d'Andelarre, député de la Côte-d'Or, avait pour

(1) Rapport fait sur la consommation de l'alcool en France par M. Claude (des Vosges), sénateur, 1887, p. 143.

(2) Proposition Ganivet et André : Art. I. Les propriétaires qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes et cerises, provenant de leur récolte, sont dispensés de toute déclaration préalable et sont affranchis de l'exercice. Art. II. La présente loi sera promulguée d'urgence et immédiatement appliquée à toute la France.

but, comme l'indique d'ailleurs son intitulé, « la réformation et la transformation de l'article 2 de la loi du 2 août 1872 ».

Elle vise donc le même résultat que la proposition Ganivet et André, la suppression de l'exercice des bouilleurs de cru ; mais, consciente du trou que cette suppression creuserait dans le budget et que le marquis d'Andelarre évaluait à une somme de 25 millions — l'aveu provenant d'un des défenseurs des bouilleurs de cru est à retenir, — elle cherche à le combler par la création de ressources correspondantes (1).

La troisième proposition, déposée à la même séance par M. Claude (de Meurthe-et-Moselle), plus modeste dans ses aspirations, demandait simplement l'abrogation de l'article 2 de la loi du 21 mars 1874 qui a réduit de 40 à 20 litres l'allocation familiale attribuée annuellement en franchise aux bouilleurs de cru.

La discussion de ces trois propositions commença à la séance du 11 décembre. Les débats très vifs, très passionnés, comme cela a été le cas toujours pour les discussions auxquelles a donné lieu à diverses époques la question des bouilleurs de cru, n'occupèrent pas moins de trois séances.

(1) Elle les trouve dans une augmentation du principal des contributions directes assises sur les propriétés viticoles (2.090.000 hectares de vigne, sur le pied de 10 francs par hectare, 20.900.000 fr. ; 623.235 hectares de jardins fruitiers, vergers, terrains plantés de pommiers, poiriers et cerisiers, sur le pied de 5 francs par hectare, 3.141.175 francs).

Bouilleurs et anti-bouilleurs se livrèrent de chaudes batailles. Dans un lumineux discours qui serait à citer en entier, le ministre des finances, Léon Say, démontra que seule la fraude devait être rendue responsable des diminutions de consommation qui s'étaient produites, aux époques où les bouilleurs n'étaient pas exercés, et fit en quelque sorte toucher du doigt la réelle importance de la fraude qu'on risquait de ressusciter.

Dans le camp adverse, M. Bocher qui lui répondit, et dont le brillant discours clôtura la discussion, fit très habilement valoir que sur 278.000 bouilleurs de cru ayant travaillé en 1874 et ayant fabriqué 184 000 hectolitres d'alcool, plus de 240.000 avaient fabriqué moins de 40 litres chacun et 225.000 moins de 25 litres. Et il est permis de croire que cet argument ne fut pas sans influence sur le vote de l'Assemblée : « Nous ne sommes pas des marchands, s'écria M. Bocher, dans une péroraison enflammée ; nous ne sommes pas des industriels ; nous ne subissons pas les conditions habituelles et légitimes du commerce et de l'industrie. Nous sommes des propriétaires, des laboureurs, des vigneron ; nous récoltons, nous consommons chez nous nos fruits, le produit de nos champs. Nous respectons les lois ; nous acquittons régulièrement nos impôts. Nous demandons de ne pas nous traiter en suspects. S'il y a des malfaiteurs parmi nous, punissez-les et soyez impitoyables, mais ne nous confondez pas avec eux, et respectez en nous et chez nous la liberté du travailleur et la dignité du citoyen. »

Malgré les efforts des anti-bouilleurs, le vote suivit immédiatement; 263 voix contre 221 adoptèrent l'amendement Ganivet; l'exercice des bouilleurs de cru avait vécu.

*
* *

Le rétablissement du privilège eut, sur le développement de la fraude, les conséquences inévitables qu'avaient prédites M. Léon Say.

Cette assertion semble au premier abord contredite par l'augmentation considérable de la consommation taxée durant les années qui ont suivi 1877.

Mais cette contradiction apparente s'explique aisément si l'on remarque que nous entrons à cette époque dans la période aiguë de la crise viticole, due aux désastres du phylloxera.

La production des vins s'abaisse dans des proportions effrayantes; on peut croire un instant qu'on va assister à la ruine totale et sans retour du vignoble français.

Le développement de l'alcool d'industrie, favorisé par ces circonstances, ne pouvait qu'être profitable à l'augmentation des recettes du Trésor, — la production de cet alcool peut en effet être étroitement surveillée; — et d'autre part la hausse des vins ne pouvait qu'inciter les consommateurs à se porter de préférence vers les boissons spiritueuses (1).

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée* publié par le Ministère des finances, juillet 1908, p. 19.

En fait, la fraude prit de telles proportions que la nécessité s'imposa de chercher un remède propre à l'enrayer (i).

C'est dans l'espoir de le trouver qu'au cours de la deu-

(1) Dans le remarquable rapport que M. le sénateur Claude (des Vosges) a consacré en 1887 à la consommation de l'alcool en France, il a donné (p. 39), au sujet de la consommation taxée pendant les années qui ont suivi le privilège, des chiffres manifestement erronés. « Un fait indiscutable et facile à vérifier, écrit-il, est celui-ci : En 1875, sous le régime de la suppression du privilège, les quantités soumises à l'impôt sont de 4.480.309 hectolitres ; intervient la loi du 17 décembre 1875 qui rétablit le privilège, et le service ne constate plus que 1.049.238 hectolitres ; différence 381.071 hectolitres rendus à la fraude qui maintenant s'élève probablement à 500.000 hectolitres ; sans compter ce qui entre dans les vins étrangers ou dans les vins français qui vont se faire viner à l'étranger. »

Il n'est pas question ici de contester l'importance de la fraude, mais de rectifier les chiffres fournis quant à la consommation taxée. Il est probable que M. Claude aura reproduit ici un passage de l'un des déposants de l'enquête de 1880, M. Paul Coq, que M. Belle, député, aura de son côté inséré dans son rapport, si intéressant d'ailleurs, de 1882, sans le contrôler lui non plus.

« En 1875, dit M. Paul Coq, la consommation toujours croissante en France est de 4.480.309 hectolitres ; en 1876, après la promulgation de la loi qui abolit l'exercice chez les bouilleurs de cru, la consommation tombe à 1.049.238 hectolitres. En réalité, grâce à cette loi, 500.000 hectolitres ont échappé à l'impôt et ont été vendus en fraude. »

En 1875 la consommation taxée a été d'après les statistiques officielles de 1.019.052 hectolitres ; les quantités consommées en franchise chez les bouilleurs de cru sont évaluées à 39.000 hectolitres ; soit donc une consommation totale de 1.058.052 hectolitres.

En 1876, la consommation taxée est de 1.000.182 hectolitres ; les quantités consommées en franchise chez les bouilleurs de cru sont évaluées à 38.000 hectolitres soit donc une consommation totale de 1.038.182 hectolitres.

Les chiffres officiels ne concordent donc nullement avec ceux donnés par M. Paul Coq et reproduits à sa suite par MM. Belle et Claude (des Vosges) dans leurs rapports.

xième session de 1879, le 29 novembre, la Chambre des députés a voté une résolution ainsi conçue :

« Une commission de 22 membres sera nommée dans les bureaux pour étudier et indiquer les réformes à apporter aux divers droits actuellement perçus sur les boissons. »

La commission fut nommée le 6 décembre 1879. Présidée par M. Pascal Duprat, elle adressa un questionnaire très complet aux diverses chambres de commerce françaises, aux comices agricoles, aux sociétés d'agriculture, aux syndicats de négociants et de débitants de boissons, aux préfets.

La 45^e question de ce questionnaire était ainsi conçue : « Quelles sont les quantités de vins et d'alcools qui sont soustraites annuellement à l'impôt par les manœuvres des fraudeurs ? » Et la 46^e question demandait : « Quels sont les divers genres de fraude employés par les assujettis ? »

Les réponses à ces questions sont contenues dans les deux remarquables rapports déposés à la séance de la Chambre du 30 mars 1882, par M. Belle, sur « le privilège des bouilleurs de cru » et par M. Driancourt, sur « la législation de l'alcool ».

Nous empruntons à ces rapports quelques-unes des réponses faites par les chambres de commerce et les corporations syndicales aux questions posées ainsi à l'enquête.

« Tous les droits sont fraudés, » écrit la chambre de commerce de Roanne.

« Tous les bouilleurs de cru vendent leurs produits en fraude », écrit celle de Nancy.

La chambre de commerce de Vienne tient un langage analogue :

« La production de l'alcool dans la région est faite exclusivement par les bouilleurs de cru, les distilleries d'eau-de-vie de marc, des fabricants clandestins dont la production échappe en majeure partie à la perception du Trésor. »

Voici maintenant la déposition de la chambre de commerce de Saint Etienne: « La chambre de commerce de Saint Etienne estime à 3.000 hectolitres la production d'alcool dans le département de la Loire ; elle constate avec étonnement que les chiffres officiels annoncent un total de 225 hectolitres seulement. »

La déposition du syndicat de l'Eure dit que « l'abolition de la loi qui soumettait à l'exercice les bouilleurs de cru a fait un tort considérable à l'Etat et au commerce loyal ».

Le syndicat du commerce des vins répond à l'enquête : « Dans les pays vignobles, un tiers de l'alcool échappe à l'impôt ; dans la basse Normandie et dans certaines contrées du Midi, ce sont 90 o/o qui y échappent ; 500.000 hectolitres d'alcool sont actuellement consommés en fraude, et on est encore bien au-dessous de la vérité. »

Un distillateur de Rouen écrivait, en réponse au questionnaire de la commission d'enquête : « Dans la Seine-Inférieure, la fraude est énorme ; deux arrondissements comprennent 148 communes, produisant chacune environ 100 hectolitres d'alcool, soit en chiffres ronds 15.000 hec-

tolitres d'alcool ne payant aucuns droits, d'où il suit une perte de 2.300.000 francs environ pour le Trésor.

« Sur 100 feux, 80 fabriquent de l'alcool ; cette fabrication clandestine prive les petits consommateurs du cidre qui, au lieu d'être consommé comme boisson ordinaire, passe à l'alambic.

« Mais ce n'est pas seulement sa récolte de cidre que le propriétaire fait distiller ; il achète encore des pommes et distille chez lui, comme bouilleur de cru, le cidre qu'il a ainsi obtenu.

« Il y a 500.000 hectolitres d'alcool qui échappent à l'impôt, et le fisc perd 78 millions. »

Nous pourrions citer encore les avis des chambres de commerce de Bordeaux, de Saint-Omer, de Brest, de la chambre syndicale des liquoristes, et du syndicat général des chambres syndicales de Paris, et bien d'autres.... Mais en vérité, la question nous paraît jugée par les quelques dépositions qui précèdent et qui, pour la plupart, empruntent au caractère des corporations qui les font une valeur presque officielle (1).

(1) Le bénéfice que les bouilleurs de cru trouvaient à la fraude est d'ailleurs indiqué clairement par le rapporteur de la loi de 1872.

« 10 hectolitres de vin vendus en nature à 15 francs l'hectolitre, produisent 150 francs ; distillés, ils donnent environ 100 litres d'alcool, qui valent, abstraction faite de l'impôt, 100 francs.

« L'impôt étant de 150 francs, le producteur, après avoir clandestinement écoulé son eau-de-vie, réalise donc 250 francs au lieu de 100 francs.

« Pour les cidres, 20 hectolitres vendus en nature à 7 francs produisent 140 francs ; distillés, ils donnent généralement de 3 à 5 0/0,

De pareilles constatations semblaient devoir trancher définitivement la question des bouilleurs de cru et imposer la réforme immédiate du régime de liberté sous lequel ils vivaient depuis 7 ans.

Il n'en fut rien cependant. L'enquête n'eut pas de suites à l'égard des bouilleurs ; ceux-ci ont la vie dure, qu'on nous passe cette expression vulgaire. Les choses continuèrent donc à marcher sur les mêmes errements que précédemment. Ce n'est d'ailleurs pas que le mal diminuât ou que les pouvoirs publics se fissent sur son intensité et ses pernicieux effets à maints égards la moindre illusion.

La commission sénatoriale d'enquête de 1886.

Le rapport Claude (des Vosges).

Le 15 mars 1886, le Sénat, donnant suite à une proposition présentée au mois de janvier précédent par M. Claude (des Vosges), avait nommé une commission de 18 membres chargée d'ouvrir une enquête « sur la consommation de l'alcool, tant au point de vue de la santé et de la moralité publiques qu'au point de vue du Trésor ».

Cette commission, qui élit pour président l'auteur même de la proposition, devait, de par sa mission même, être amenée à s'occuper de la question des bouilleurs de cru et à examiner son incidence au point de vue des recettes du Trésor.

Tant dans le rapport préliminaire qui fut présenté à la
soit en moyenne 80 litres, valant 80 francs ; en ajoutant l'impôt de 120 francs, le producteur réalise 200 francs au lieu de 140 francs, »

commission d'enquête par M. Théophile Roussel, sénateur, que dans le magistral travail de M. Claude (des Vosges) lui-même, nous voyons la commission de 1886 s'approprier dans leur intégralité, en ce qui concerne la fraude des bouilleurs de cru, les constatations du rapport de 1882 (1).

Le rapport de M. Claude (des Vosges) concluait à l'étude de l'établissement du monopole de l'alcool entre les mains de l'Etat, comme « permettant seul d'atteindre le rendement théorique et absolu, le rendement sans fraude ni coulage ».

A la suite de ce rapport que le Sénat avait renvoyé aux

(1) Le rapport de M. Claude (des Vosges), président de la commission d'enquête sénatoriale, rappelle l'évaluation faite en 1882 par M. Levillain, président du syndicat de la Seine-Inférieure, de 500.000 hectolitres pour la fraude annuelle ; et il n'est pas loin, tout en concédant qu'elles peuvent être empreintes de quelque exagération, de s'approprier les conclusions d'un distillateur de la Haute-Saône, M. Luzet, qui, à titre de simple hypothèse d'ailleurs, chiffrait la perte causée au Trésor par la fraude de 1880 à 1884 par une moyenne annuelle de 80 millions de francs, et, à considérer seulement l'année 1884, par une somme de 167.500.000 francs.

M. Taquet, dans son ouvrage devenu classique sur le monopole de l'alcool, a montré (p. 32) que si la fraude était réelle et bien due aux causes indiquées par M. Luzet, les bases sur lesquelles celui-ci avait établi ses calculs étaient complètement erronées. C'est le cas de rappeler le proverbe : « Qui veut trop prouver ne prouve rien ». Le mal est assez grand sans qu'il soit besoin de l'exagérer. Que la fraude, sous le régime du privilège, soit de $\frac{1}{3}$ de la consommation taxée, comme semblait l'admettre en 1875 Léon Say, qu'elle ne soit que du $\frac{1}{5}$ de cette consommation, taux vers lequel semble incliner l'administration des finances et avec elle M. Taquet dont la grande compétence en pareille matière fait autorité, il n'importe ; elle est formidable, et ce n'est pas être exagéré que de l'évaluer aux environs de 60 à 75 millions annuellement pour l'époque qui nous occupe.

ministres des finances, et du commerce et de l'industrie, en recommandant au gouvernement ses conclusions « comme base d'une réforme fiscale que sa connexité avec les règles de la morale publique et de l'hygiène publique rend chaque jour plus urgente », le ministre des finances d'alors, M. Rouvier, institua par décret du 18 septembre 1887, une commission extra-parlementaire « à l'effet d'étudier les réformes qu'il convient d'apporter à la législation de l'alcool, et en général au régime des boissons ».

La commission extra-parlementaire d'enquête de 1887.

Le rapport Léon Say.

Les travaux de cette commission ont été résumés dans le magistral rapport de Léon Say, auquel il faut toujours se reporter quand on veut étudier les problèmes divers et si complexes que soulève la question du commerce de l'alcool.

La commission extra-parlementaire, par l'organe de son éminent rapporteur, se prononça nettement pour la réglementation du privilège des bouilleurs de cru et, reconnaissant la difficulté par l'administration de surveiller 4 à 500.000 bouilleurs de cru, elle émit l'avis de la distillation « par groupement » que nous retrouverons préconisé dans des projets ultérieurs (1).

Les bouilleurs de cru, dispensés de toute autorisation pour distiller, seraient par contre tenus de la déclaration

(1) Cf. articles 20 et 22 de la loi du 31 mars 1903.

préalable ; « cette déclaration obligatoire entraînerait pour ceux qui voudraient distiller les produits de leur récolte, l'ouverture et le règlement d'un compte d'au moins 100 litres d'alcool pur par an, par producteur ou par groupe de producteurs agissant collectivement et opérant dans un local unique, tant pour la fabrication que pour le dépôt en vue de la vente.

« Les bouilleurs ambulants ne font plus autre chose, quand ils s'établissent dans une commune, que d'offrir un alambic banal aux propriétaires. L'alambic personnel est une exception, et le relevé récent que l'administration a fait établir pour la commission, montre que sur 466.669 bouilleurs, il y en a 428.665 qui ne possèdent pas d'alambic, qui ont recours à l'alambic ambulant ou à un alambic banal, tandis que 38.004 seulement possèdent un alambic et distillent chez eux.

« Si on fixe à 100 litres la quantité qu'il serait loisible aux bouilleurs de distiller chez eux, les bouilleurs astreints au groupement et exonérés de surveillance chez eux comprendraient 90 o/o de tous les bouilleurs (1). »

La commission complétait ces dispositions par l'organisation du contrôle et de la surveillance des appareils distillatoires, lesquels devraient être placés sous scellés et mis pratiquement hors d'usage par l'administration dans les périodes existant entre l'allumage des feux et la cessation de la distillation.

(1) Rapport général de Léon Say au nom de la commission extra-parlementaire de 1887.

Les intérêts divergents qui s'agitent autour de la question de l'alcool, devaient empêcher une fois de plus les conclusions, pourtant si sages de la commission, de recevoir encore la sanction législative.

Comme l'a justement fait remarquer M. Taquet (1), tous les intéressés, les hygiénistes à qui les conclusions du rapport n'apportaient qu'une satisfaction de principe ; les monopolistes dont le rapport de la commission condamnait nettement les théories ; les bouilleurs de cru, furieux des mesures proposées par le rapport et que nous venons d'indiquer, firent bloc contre lui, et 10 années de luttes et d'agitations stériles passèrent jusqu'au moment où le gouvernement se décida à faire procéder à un nouvel examen de la question par une seconde commission extra-parlementaire qui fut constituée par décret du 27 octobre 1896.

La seconde commission extraparlamentaire d'enquête de 1896.

Cette commission, composée de 62 membres, et qui comprenait des représentants du Parlement, de la science, de l'administration, et du commerce des liquides, recueillit un grand nombre de dépositions et consacra de nombreuses séances durant le cours de l'année 1897 à l'étude des diverses questions intéressant l'alcool et plus spécialement à l'étude des projets sur le monopole de l'alcool,

(1) Rapport général fait au nom de la commission extra-parlementaire des alcools, vins et spiritueux (1902), par M. Paul Taquet (p 31-32).

pour lesquels elle avait été plus spécialement instituée. Elle avait choisi comme rapporteur général M. de Verninac, sénateur. Ce dernier est mort avant d'avoir pu rédiger et déposer son rapport ; mais le compte rendu analytique et en certaines parties sténographique des séances de la commission a été publié par les soins du ministère des finances, et nous y trouvons, presque à chaque page, la preuve de la place importante que la question des bouilleurs de cru et celle de la fraude à laquelle ils se livrent au détriment du Trésor et de la santé publique, ont tenue dans les préoccupations de la commission (1).

(1) Dans le rapport présenté à la commission par M. L. Plasse, au nom de la chambre de commerce de Paris, celui-ci en se basant sur cette constatation que les départements où l'on compte le moins de bouilleurs sont ceux où la consommation est la plus considérable, arrive à une présomption de fraude formidable, — 4.221.000 hectolitres.

Ce chiffre troublant, quelque ingénieuses que soient les déductions en suite desquelles M. L. Plasse arrive à le formuler, nous paraît pour le moins aussi hypothétique que les assertions sans preuves de M. Claude (des Vosges), qui conclut à peu de chose près dans le même sens, et pour tout dire d'un mot, absolument invraisemblable.

Nous ne retiendrons, du travail de M. L. Plasse, que cette remarque intéressante, corroborée par la statistique officielle, que le nombre des bouilleurs de cru a plus que doublé depuis 1875, puisque pour l'année 1895 il s'élève au chiffre véritablement énorme de 907.032 bouilleurs

Quoi qu'il en soit d'ailleurs des divergences énormes dans l'évaluation de l'importance de la fraude et dont les chiffres contradictoires qui précèdent témoignent une fois de plus, — « nul, comme l'écrit M. Paul Taquet (*Monopole de l'alcool*, p. 34), ne peut se « flatter d'être exactement fixé, et on ne peut à cet égard raisonner « que sur des probabilités et des apparences », — un fait subsiste, absolument incontestable celui-ci, c'est que la fraude est en tout état

La loi du 29 décembre 1900.

Ce n'est qu'en 1900 que les Chambres et le gouvernement allaient enfin parvenir « à s'entendre sur une formule qui réalise les principales mesures d'intérêt fiscal recommandées par la commission de 1887 » (1).

Déjà, le 4 mai 1895, M. A. Ribot, alors ministre des finances, avait élaboré un projet de loi qui visait la réforme générale de l'impôt des boissons, et comportait à l'égard des bouilleurs de cru une série de mesures de même ordre que celles qu'a édictées la loi de 1900.

Mais il n'y a pas lieu de s'étonner si les mesures proposées par M. Ribot, député du Pas-de-Calais, antibouilleur de principe, sont plus rigoureuses que celles qu'a fait adopter en 1900 le ministre des finances en exercice, M. Cailiaux, député de la Sarthe, pays de petits bouilleurs, et de tout temps défenseur résolu du privilège,

Si nous soulignons la chose, c'est uniquement pour montrer que si le ministre a dû faire taire dans une cer-

de cause des plus considérables, et en raison directe de l'importance des droits de consommation.

Aussi, ne saurait-on s'étonner de voir, dans les dépositions de la commission extra-parlementaire, formulés des vœux comme celui-ci émanant du syndicat du commerce de gros de Montargis : « Le syndicat émet le vœu qu'aucune loi de surcharge d'impôt ne soit discutée avant l'abolition du privilège des bouilleurs de cru » ou d'y voir figurer un extrait du registre des délibérations de la chambre de commerce de Reims, adoptant dans sa séance du 10 mai 1897 un rapport dont les conclusions s'élèvent formellement contre le maintien du privilège des bouilleurs de cru.

(1) Paul Taquet, *Rapport général*, p. 33.

taine mesure les préférences du député, s'il a dû apporter au régime du privilège certaines restrictions, si insuffisantes soient-elles à nos yeux, c'est qu'il faut vraiment que la répression de la fraude, qui s'exerçait auparavant sous le régime de la complète liberté, se soit imposée à lui comme une nécessité inéluctable.

La loi du 29 décembre 1900 a supprimé dans une très large mesure la plupart des droits (détail, entrée et taxe unique) qui frappaient jusqu'alors les boissons dites hygiéniques (vins, cidres, poirés et hydromels). Elle n'a maintenu que le droit de circulation dont le taux, décimes compris, a été ramené uniformément à 1,50 par hectolitre pour les vins, à 80 centimes par hectolitre pour les cidres, poirés et hydromels.

Pour compenser le dégrèvement produit par ces diverses mesures, et évalué par l'exposé des motifs du projet de loi à 126 millions environ sur un produit de 197 millions, la loi a doublé le tarif des licences et a porté de 156,25 à 220 francs, décimes compris, le droit de consommation par hectolitre d'alcool pur. C'est donc une augmentation de 63 francs 75 par hectolitre d'alcool pur qui est demandée à l'alcool.

Une pareille augmentation ne pouvait manquer d'être pour la fraude un puissant stimulant, alors surtout que l'exercice des débits de boissons est supprimé par la loi (art. 5). C'est pourquoi celle-ci a cherché à prendre d'autre part les mesures nécessaires pour, dans une certaine limite tout au moins, prévenir la fraude et réprimer les abus.

Quelles sont donc, en ce qui concerne le régime des bouilleurs de cru, les dispositions qui ont finalement prévalu dans la loi de 1900 ?

A. — Tout d'abord la loi reconnaît implicitement le privilège des bouilleurs de cru, par la distinction même qu'elle établit entre eux et les bouilleurs de profession. Elle exempte les premiers de l'obligation de la licence et de la déclaration préalable ; elle y astreint les seconds (art. 8).

Le projet Ribot de 1895 n'admettait pas cette inégalité de traitement entre les deux catégories de bouilleurs. Il imposait à tous les bouilleurs sans exception la licence et la déclaration préalable. Ce faisant, il permettait un contrôle autrement efficace que celui très relâché organisé par la loi Caillaux.

B. — La loi du 29 décembre 1900 établit ensuite une sous-distinction entre les gros bouilleurs de cru et les petits.

Elle assimile au régime des bouilleurs de profession (art. 10) ceux qui font usage d'appareils à marche continue pouvant distiller par 24 heures plus de 200 litres de liquide fermenté, d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics ordinaires d'une contenance totale supérieure à 5 hectolitres.

Elle leur accorde pourtant une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur par producteur et par an pour consommation de famille (1).

(1) Cf. art. 4 du projet Ribot. « A l'égard des bouilleurs de cru qui distillent les vins, cidres, poirés, lies, marcs, cerises, prunes

Toutefois, les alambics ambulants peuvent avoir une contenance de plus de 5 hectolitres sans que les producteurs qui en font usage perdent le privilège des bouilleurs de cru.

C. — La loi impose à tout détenteur d'appareils ou de portion d'appareils propres à la distillation d'eaux-de-vie ou d'esprits une déclaration énonçant le nombre, la nature et la capacité de ces appareils ou portions d'appareils (1). Elle impose des obligations analogues aux fabricants ou marchands d'appareils, ou loueurs d'alambics ambulants,

provenant exclusivement de leur récolte, il est fait une distinction suivant la nature et la capacité des appareils servant à la distillation. Chez ceux qui font usage d'appareils à marche continue ou d'appareils chauffés à la vapeur, ou bien encore d'alambics ordinaires d'une contenance supérieure à 5 hectolitres, le produit effectif de la fabrication est pris en compte et devient passible des droits. Chez ceux qui n'emploient que des alambics ordinaires d'une capacité n'excédant pas 5 hectolitres, la quantité d'alcool à prendre en compte est calculée à raison du nombre de jours de travail, de la capacité et de la force productive des appareils, de la nature et des quantités de matières mises en œuvre. A cet effet, les directeurs des contributions indirectes sont autorisés à convenir de gré à gré avec les bouilleurs, sauf recours à l'expertise, devant un tiers nommé par le juge de paix, d'une base d'évaluation pour la conversion de ces matières en eaux-de-vie et esprits.

(1) Cf. art. 21-27 du projet Poincaré de 1894. V. *Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1894, t. II, p. 333 et suiv.

Le projet Ribot de 1895 contenait des dispositions analogues dans ses articles 8, 10 et 12. Mais plus rigoureux que la loi de 1900, il édictait dans son article 9 une mesure aux termes de laquelle les bouilleurs de cru étaient tenus pendant les périodes de chômage, à la mise hors d'usage de leurs appareils, au moyen de procédés déterminés par des arrêtés ministériels.

Cette disposition du projet Ribot a été reprise dans une certaine mesure par la loi du 31 mars 1903.

de façon à faciliter indirectement à la Régie la connaissance et la surveillance des producteurs,

D. — La loi édicte enfin des sanctions en cas de fraude. Les bouilleurs de cru, convaincus de fraude, peuvent, indépendamment des peines principales dont ils sont passibles, perdre leur privilège et être soumis au régime des bouilleurs de profession pour la campagne en cours et la campagne suivante (article 10).

La loi du 29 décembre 1900 marque une date importante dans l'histoire du commerce des boissons.

Toutes les questions qui de près ou de loin intéressent le commerce des alcools ont été abordées et plus ou moins longuement discutées au cours des nombreuses séances auxquelles ont donné lieu les débats de cette loi mémorable.

C'est à l'occasion de la loi de 1900 qu'ont été débattues pour la première fois les propositions relatives à la taxe différentielle, aux acquits d'origine destinés à authentifier la provenance des produits, aux mesures hygiéniques soulevées par la question de l'alcool, à l'interdiction des absinthes ou autres produits à base d'essences. C'est à l'occasion de cette loi qu'ont été prises les premières dispositions efficaces pour développer la consommation des alcools dénaturés ; c'est encore à son occasion qu'a été abordée à la tribune la question du monopole et qu'un vote du Parlement est intervenu sur cette question.

C'est aux débats de cette loi en un mot qu'il faut toujours

se reporter si on veut remonter à l'origine et aux causes premières des problèmes concernant le commerce de l'alcool posés encore aujourd'hui devant l'opinion publique.

Quelque modérées qu'aient été d'ailleurs à l'encontre des bouilleurs de cru les dispositions par lesquelles la loi de 1900 a tenté de concilier la répression nécessaire de la fraude avec le maintien du privilège, elles n'ont pas été adoptées sans des débats interminables et une lutte qu'on peut sans exagération qualifier de homérique.

Les demandes d'ajournement ou de scrutin public, les contre-projets, les amendements multiples ont surgi en quelque sorte à la discussion de chaque ligne de la loi. Les partisans des bouilleurs se livrèrent à certains moments à une véritable obstruction, rééditant avec une ténacité à toute épreuve, et souvent avec un talent digne d'une meilleure cause, les arguments connus déjà en faveur de leurs clients.

Les antibouilleurs n'ont pas déployé de leur côté dans la discussion une moindre ardeur, une moindre ingéniosité que leurs adversaires ; les uns demandant la suppression totale et sans phrases, mais uniquement dans l'arrière-pensée d'arriver ainsi au vote du monopole de l'alcool (1) ; les autres cherchant la démonstration par l'absurde, réclamant, à l'inverse des précédents, le droit pour tout propriétaire quelconque de distiller en franchise les

(1) Contre-projet Vaillant, article 3.

produits de sa récolte, étendant ainsi à toutes les distilleries agricoles de betteraves le privilège réclamé par les propriétaires récoltant les vins ou les fruits (1).

La loi qui, comme l'a indiqué au cours de la discussion à la Chambre le rapporteur M. Jumel, fut une loi de transaction entre tous les intérêts opposés, ne dut d'être votée, en ce qui concerne tout au moins les dispositions relatives aux bouilleurs, qu'au concours des députés du Midi.

Ceux-ci, pour obtenir la suppression des droits sur les vins, se rallièrent finalement aux autres dispositions du projet.

La loi ne devait satisfaire personne ; il en est généralement ainsi de toutes celles où, au prix de trop multiples transactions, on a cherché la conciliation des extrêmes.

Elle ne contenta ni les adversaires des bouilleurs qui trouvaient, et l'expérience allait promptement leur donner raison, qu'en présence de l'augmentation du droit sur les alcools et des facilités nouvelles données à la fraude par la suppression des droits sur les vins, les mesures mises à la disposition du pouvoir pour la répression de la fraude étaient complètement illusoires ; ni les députés des grandes villes qui lui reprochaient de faire payer d'un prix trop élevé (l'augmentation des droits sur l'alcool et surtout le doublement du taux des licences), le dégrèvement des boissons hygiéniques, et qui l'accusaient aussi d'intro-

(1) Amendement Plichon, défendu à l'occasion de l'article 3 du projet Vaillant.

duire chez le débitant l'exercice dont les bouilleurs continuaient à être exempts ; ni les bouilleurs eux-mêmes, ennemis de toute réglementation, si légère soit-elle (1).

Elle allait en tous cas creuser dans les finances un trou béant si formidable que, deux ans plus tard à peine, la nécessité s'imposait impérieusement de la remettre sur le chantier. Ce fut l'objet de la loi du 31 mars 1903.

La loi du 29 décembre 1900 avait amené en effet « l'effondrement de la consommation taxée » (2). De 1.782.893 hectolitres en 1900, celle-ci tomba à 1.346.635 hectolitres en 1901, à 1.258.955 hectolitres en 1902. De 4 litres 66 par habitant en 1900, elle s'abaissa à 3 litres 52 en 1901, à 3 litres 26 en 1902.

C'était dans les recettes du Trésor un déficit de 60 à 100 millions. « L'alcool, qui, au taux de 156, produisait 306 millions, ne donne en 1901 au taux de 220 francs, que 325 millions au lieu de 400 millions attendus. Et l'année suivante 302 millions, c'est-à-dire 4 millions de moins que quand le droit était à 156 » (3).

(1) La distinction établie entre les bouilleurs de cru suivant le plus ou moins de contenance de leurs appareils fut vigoureusement combattue par M. Lasies qui reprocha au projet de sacrifier l'Armagnac, les Charentes et le Midi, pays de grands bouilleurs, à deux ou trois départements de petits bouilleurs dont la Sarthe et la Bretagne. « Ou privilège pour tous, ou pour personne » (Chambre des députés, 4 décembre 1900).

(2) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, juillet 1908, p. 20.

(3) Rouvier, ministre des finances, séance du 13 février 1903.

A quoi attribuer cette formidable diminution ? Pour partie, l'administration le reconnaît, aux provisions faites par les consommateurs en vue de l'augmentation de la taxe ; pour partie à une diminution réelle de la consommation.

La première de ces causes, sans doute exacte pour 1901, est en défaut si on considère la persistance du déficit de la consommation durant l'année 1902.

La seconde n'est certainement qu'accessoire.

Que l'abaissement du prix des vins et autres boissons hygiéniques ait stimulé leur consommation au détriment de celle de l'alcool, cela semble l'évidence même. Qu'en présence de l'énorme augmentation du droit, le cabaretier, ne pouvant ou ne voulant augmenter le prix du petit verre, en ait diminué le contenu ou le degré, c'est infiniment probable. Que la campagne faite dès cette époque par les sociétés de tempérance ait porté ses fruits, c'est vraisemblable. Mais quelque importance qu'on veuille attribuer à ces facteurs, ils sont insuffisants pour expliquer une pareille diminution de consommation.

Les conclusions à tirer des prélèvements successifs d'échantillons faits en 1872 et en 1875 par les ordres de Léon Say chez les débitants de Paris, pour constater le degré des alcools avant et après le relèvement du droit de consommation, en sont une première indication. Et comme l'a fait spirituellement observer M. Alglave, c'est vraiment trop prêter aux 26.000 membres que comptent les sociétés de tempérance que de les supposer capables d'avoir économisé 525.000 hectolitres sur leur consommation personnelle !

Reste donc une seule explication plausible, la fraude, formidablement stimulée par l'augmentation brusque de 40 o/o dans le montant de la taxe de consommation (1).

(1) A la séance du 13 février 1903, M. Rouvier, ministre des finances, a donné lecture d'un rapport du directeur des Contributions indirectes du Calvados, gros pays de pommes et de bouilleurs de cidres ou poirés. Ce rapport fournit sur l'organisation de la fraude des renseignements si intéressants, si suggestifs, que malgré sa longueur, nous demandons la permission de le reproduire à notre tour presque intégralement.

« Dans mon département, écrit le directeur, les bouilleurs de cru dont l'approvisionnement est présumé être égal ou inférieur aux 20 litres adoptés comme chiffre de la consommation de famille, ne sont au nombre que de 4.062 seulement, tandis que le chiffre « de ceux qui possèdent un stock au-dessus de 20 litres allant jusqu'à 300 hectolitres et au delà est de 18.333, et que les quantités d'alcool pur détenues par ces derniers peuvent être évaluées au moins à 117.000 hectolitres... La fraude est constante ; les bouilleurs de cru se livrent, sous le couvert de leur privilège, à tous les abus : enlèvement d'eaux-de-vie pour expédition, ventes sans licence, sur table et à enporter, fraude sous vêtements et à l'aide d'engins prohibés, etc..... Que peuvent nos agents, ceux des douanes et les gendarmes ? Ils sont peu nombreux et les fraudeurs le sont trop ; d'ailleurs, ils sont plus surveillés eux-mêmes qu'il ne leur est possible de surveiller.....

« Ces enlèvements qui se font par chargements comprenant parfois 4, 5 et même 6 hectolitres d'eau-de-vie, étaient effectués par les producteurs eux-mêmes antérieurement à la loi de 1900, c'est-à-dire lorsqu'il n'y avait à craindre qu'une pénalité pécuniaire ; mais depuis la promulgation de cette loi qui frappe de déchéance pendant deux campagnes successives tout bouilleur convaincu d'avoir enlevé ou laissé enlever de ses caves des spiritueux sans expédition, ils se gardent bien de suivre les mêmes errements que par le passé et préfèrent, pour échapper à cette pénalité qu'ils redoutent par-dessus tout, recourir à l'entremise d'entrepreneurs de fraude qui consentent à se charger, moyennant une rétribution de 60 à 75 centimes par double litre, de transporter de leurs caves aux destinations qui leur sont indiquées les eaux-de-vie vendues à l'avance à des débitants ou à de simples consommateurs.

« Disposant d'attelages de moyenne valeur, ces entrepreneurs

Le rétablissement de l'exercice par la loi du 31 mars 1903.

La loi du 31 mars 1903 s'est proposé d'y mettre un terme par le rétablissement de l'exercice des bouilleurs de

dont l'existence remonte à moins de deux ans, mais qui n'en sont pas moins outillés de toutes pièces pour leur genre d'industrie, arrivent parfois à déjouer la vigilance du service grâce à la vitesse vertigineuse de leurs chevaux... On accélère la rapidité de ces chevaux de 300 francs en les enivrant avec du cidre mélangé d'eau-de-vie.

« A la suite de l'élévation à 220 francs du droit sur l'alcool, il s'est constitué dans le Calvados une association de fraudeurs régie par un syndicat. Chaque membre de cette association n'opère pas toutefois lui-même les enlèvements de chez le propriétaire ou le fermier, et se contente de voir la clientèle et de faire des placements ou plutôt des ventes, ainsi qu'un voyageur en tournée pour le compte de la maison qu'il représente. Lorsqu'il a vendu une certaine quantité d'eau-de-vie, il se rend au pays d'Auge, fait au comptant un achat équivalent, et la marchandise transvasée dans des cuirasses et vessies faciles à dissimuler sous vêtements, ou dans des valises, est confiée à des gens sans aveu racolés par lui et qui vont la distribuer au domicile des destinataires.

« Ce genre de fraude est particulièrement agréable au bouilleur qui ne court ainsi aucun risque et reçoit son argent contre livraison de l'eau-de-vie. Les gens au service de l'association sont payés de 3 à 4 francs par jour, et le syndicat leur garantit, en cas d'arrestation suivie de jugement, une sérieuse indemnité journalière pour eux et leur famille pendant tout le temps de leur détention. Il a été verbalisé contre bon nombre de ces individus, soit par les agents des brigades plus spécialement chargés de la surveillance, soit à l'entrée des villes par les préposés d'octroi. »

Voici encore un extrait d'un rapport au ministre d'un autre directeur des Contributions indirectes, que M. Rouvier a, dans la même séance, porté à la connaissance de la Chambre :

« A côté de la fraude que le service de la Régie, la gendarmerie et l'octroi, parviennent trop rarement à constater, il y a celle qui se fait en toute sécurité au domicile des bouilleurs, Très fréquem-

cru. Malgré tout le talent, toute la ténacité déployée par M. Rouvier, ministre des finances, au cours de l'interminable discussion à laquelle a donné lieu la loi de 1903 (1), celui-ci ne put, en présence de l'opposition acharnée qui lui fut faite par les partisans des bouilleurs (ceux-ci avaient trouvé en la personne de M. Poincaré, député de la Meuse, un défenseur dont l'éloquente influence pesait du plus grand poids sur le Parlement), obtenir le vote de l'ensemble de la loi qu'en jetant un lest considérable, et en consentant à se rallier à l'amendement important connu, du chef de son auteur, sous le nom d'amendement Morlot, et qui est devenu l'article 21 de la loi.

Les dispositions qu'a finalement édictées la loi du 31 mars 1903 procèdent de deux ordres d'idées.

A. — La loi du 31 mars 1903 organise la prévention de la fraude par la surveillance de l'instrument de cette fraude, l'alambic à distiller.

Comme l'avait fait déjà la loi du 29 décembre 1900 qu'elle remplace, elle impose à tout détenteur d'appareils

ment, ceux-ci paient en nature, je veux dire en eau-de-vie, une partie du salaire de leurs ouvriers, qu'ils soient logés ou non dans les dépendances de l'exploitation. »

(1) Nous avons dit, en parlant de la discussion de la loi du 29 décembre 1900, qu'elle avait donné lieu à des débats homériques. Comment qualifier ceux auxquels a donné lieu la discussion de la loi du 31 mars 1903 ? Ce fut le comble de l'obstruction. Elle n'a pas demandé moins de 20 séances à la Chambre, sans parler de celles du Sénat, et il y a eu quelque chose comme 75 amendements présentés et qui ont pour la plupart donné lieu à discussion et vote.

ou de portions d'appareils propres à la distillation ou au repassage une déclaration énonçant le nombre, la nature et la capacité des appareils ou portions d'appareils. Et, comme l'avait également déjà fait la loi de 1900, elle soumet tout appareil au poinçon.

Mais, allant plus loin que la loi de 1900, et s'inspirant du projet Ribot de 1895, elle édicte que « les appareils devront demeurer scellés pendant les périodes où il n'en est pas fait usage » (1).

Ces appareils, les détenteurs pourront les conserver soit à leur domicile, soit dans un local agréé par l'administration. Mais s'ils choisissent de les conserver à leur domicile, et que les appareils soient dans ce cas scellés ou non, ils devront les représenter à toute réquisition du service des Contributions indirectes.

On saisit, sans qu'il soit nécessaire d'y insister, l'importance de cette disposition additionnelle. La loi y apporte pourtant un tempérament en concédant, à la demande des défenseurs des bouilleurs, que le contrôle ne pourra s'exercer que de jour et seulement dans le local où se trouve l'appareil.

Les bouilleurs de bonne foi ont donc un moyen d'échapper aux visites domiciliaires des employés du fisc, c'est le dépôt de leurs appareils dans les locaux de l'administration ; et il semble, bien qu'il n'en ait rien été, que ce compromis aurait dû désarmer tous ceux d'entre eux qui

(1) Art. 14, § 3. — Cf. Rapport Léon Say au nom de la commission d'enquête de 1887, V. p. 35.

ne confondaient pas sous un même vocable les mots « privilège » et « liberté de la fraude ».

La loi de 1903 maintient, en les renforçant, les obligations que la loi de 1900 avait imposées dans le même ordre d'idées aux fabricants ou marchands d'appareils, ou aux loueurs d'alambics ambulants. Ici encore, elle innove pourtant sur un point.

La loi du 29 décembre 1900 ne s'occupait que de la déclaration des appareils ; celle du 31 mars 1903 y ajoute la surveillance de leur circulation, et pour mieux la réaliser, elle soumet la circulation des appareils ou portions d'appareils en dehors des propriétés privées à la formalité de l'acquit-à-caution.

B. — Par la loi du 29 décembre 1900, on était ou on n'était pas bouilleur de cru suivant la capacité et la force de production de l'appareil distillatoire mis en œuvre.

La loi du 31 mars 1903 relève de principes différents. Elle commence par poser comme règle dans son article 18 l'obligation de la déclaration pour tous les bouilleurs quels qu'ils soient, quelle que soit donc la capacité ou la force de production de l'appareil employé.

Au point de vue de la prise en charge, elle laisse aux bouilleurs de cru le choix entre deux modes de faire (art. 19). Ou acquitter immédiatement les droits, auquel cas ils bénéficient d'une allocation en franchise de 10 o/o, sans que cette allocation puisse être inférieure à 20 litres d'alcool pur. Ou réclamer l'ouverture d'un compte qui se règle par campagne. Dans ce cas, ils sont considérés comme

des entrepositaires ordinaires. Ils bénéficient du déchet de magasin (1), mais en sus de ce déchet, ils ont droit, eux aussi, à l'allocation supplémentaire en franchise de tous droits, au titre de la consommation familiale, de 20 litres d'alcool pur. La loi les soumet dans ce cas à un récolement qui ne pourra avoir lieu qu'au moment de la campagne suivante de distillation.

Cet article 19 est un de ceux qui ont donné lieu au cours des débats aux discussions les plus passionnées et dont le vote a été le plus difficile à emporter. Ses adversaires lui reprochaient de bouleverser tous les principes fiscaux jusqu'ici en usage en matière de boissons.

S'agit-il des bouilleurs de cru qui choisissent d'acquitter immédiatement les droits ? L'impôt, si on s'en tient aux principes de notre droit fiscal, doit se payer à la consommation. Or, on va, au contraire, forcer l'agriculteur-bouilleur, le petit propriétaire à l'acquitter à la fabrication. On va lui demander un effort financier qui sera hors de ses moyens et qui l'obligera à renoncer par force à l'exercice de son privilège.

Le bouilleur opte-t-il au contraire pour la prise en charge ? La loi le soumet dans ce cas au récolement annuel de la Régie, récolement que les bouilleurs de cru assimilent à l'exercice, — à l'exercice avec son cortège de tracasseries,

(1) L'article 1^{er} du décret du 4 décembre 1872 a fixé le déchet de magasin à 7 0/0 l'an. L'article 10 de la loi du 16 décembre 1897 a réduit de 7 à 3 0/0 le déchet pour les alcools logés dans des récipients autres que les fûts en bois.

de contestations, de procès-verbaux, et qui équivaut pour eux à la violation du domicile et de la liberté du petit propriétaire. Et, si exagérées, si injustifiées que soient ces doléances, elles auraient amené l'échec de la loi si, pour les désarmer et assurer le vote de l'ensemble de la loi, le gouvernement n'avait fini, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, par se ranger transactionnellement à l'amendement Morlot dont il nous reste maintenant à expliquer l'économie.

L'amendement Morlot.

Du fait de l'amendement Morlot (art. 21), la loi crée deux sortes de bouilleurs de cru ; les uns qui ne sont imposés qu'au-dessus de 20 litres qui leur sont alloués en franchise ; les autres qui, non seulement, ne sont soumis à aucune déclaration autre que celle imposée à tout détenteur d'appareils par les articles 12 à 18 inclus de la loi, mais échappent à toutes vérifications ou prises en charge, quelles qu'elles soient.

C'est la catégorie des petits bouilleurs.

Pour bénéficier des immunités et avantages de l'amendement Morlot, il faut ne pas cultiver « une superficie plus considérable de vignes, ou un plus grand nombre d'arbres fruitiers à l'état de rapport normal qu'il n'est nécessaire pour la production moyenne de 50 litres d'alcool pur, suivant les usages du pays ».

Comment déterminer la coutume du pays, et qui la déterminera ?

« La superficie et le nombre d'arbres correspondant à ce maximum (50 litres) seront déterminés dans chaque département par un arrêté ministériel rendu sur la proposition du directeur des Contributions indirectes et après avis du conseil général et du préfet. »

Il y a là une sorte d'indétermination qui n'était pas dans le principe dans l'amendement Morlot.

Le texte primitif avait en effet fixé à la possession d'un maximum d'un hectare de vigne ou de cinquante arbres fruitiers à l'état de rapport normal la condition requise pour bénéficier des faveurs de l'amendement. Mais au cours de la discussion, on s'est trouvé en présence de dissensions accusées dans le camp même des bouilleurs. Les représentants des pays vinicoles et ceux des pays à fruits se révélaient soudain frères ennemis. Ceux des pays à fruits prétendaient que le chiffre de 50 arbres fruitiers créait une inégalité flagrante pour eux, eu égard à la quantité d'alcool que l'on en peut normalement retirer, par rapport à celle que doit donner un hectare de vigne (1).

(1) M. Le Chevallier, député, auteur d'un amendement qui n'a pas été adopté et qui portait à 500 arbres fruitiers au lieu de 50 le maximum imposé pour bénéficier des faveurs de l'article 21, a fait le calcul suivant :

« Je prends la moyenne des 5 dernières années comme volume et comme valeurs, et je trouve que la moyenne des cinq dernières années a été de 28 hectolitres de vin ; au prix moyen de 23 fr. 99 l'hectolitre, il en résulte que le produit en valeur d'un hectare de vigne est de 672 francs. Quelle est, à côté de cette production, la valeur productive de 50 pommiers ? Ils produisent à raison de 66 litres par 50 pommiers, une somme de 98 francs par an. »

Pour M. Fouquet, député, l'auteur d'un autre amendement du

Les diverses régions vinicoles elles-mêmes ne s'entendaient pas davantage. Les pays produisant des vins à faible degré se déclaraient lésés au profit des pays produisant des vins plus riches en alcool. Le chiffre de 50 litres d'alcool a donc été finalement adopté pour mettre tout le monde d'accord.

L'amendement Morlot ouvre, on le voit, largement la porte que la loi du 31 mars 1903 s'était proposé de tenir fermée. En 1904, après une année de bonne récolte, on comptait 514.563 bouilleurs de l'article 21, contre 470.466 bouilleurs du régime général. C'est donc plus de la moitié des bouilleurs que l'amendement Morlot a exemptés de l'exercice.

C. — Une autre disposition de la loi est à retenir, car elle marque la voie dans laquelle les pouvoirs publics devront vraisemblablement s'engager un jour si, n'osant supprimer à nouveau purement et simplement le privilège malheureusement rétabli en 1906, et rebelles, nous voulons l'espérer, au monopole de l'alcool, ils cherchent à solutionner d'une façon acceptable pour tous le problème dont les intérêts de clocher ont rendu jusqu'ici la solution à la fois si ardue et si instable.

L'adoption de cette disposition aurait dû, ce semble,

même genre, l'hectare de vigne représente en moyenne 50 hectolitres de vin, soit 5 hectolitres d'alcool, alors qu'un pommier rapportant un hectolitre de pommes en moyenne donne 28 litres de cidre pur à 3 ou 4 0/0 d'alcool maximum, soit 1 litre 12 d'alcool par arbre fruitier. — Séance de la Chambre du 19 février 1903.

mettre fin à cette assertion des bouilleurs que toute restriction ou tentative de réglementation du privilège emporte forcément comme conséquence la violation du domicile du cultivateur.

Elle nous paraît en effet fournir aux bouilleurs de cru honnêtes le moyen de conserver leur privilège, dans ce qu'il peut avoir de défendable, en même temps quelle tend à sauvegarder les intérêts du Trésor.

Nous voulons parler de l'article 22 qui, s'inspirant des travaux de la commission d'enquête de 1887, dispense de toute déclaration préalable, affranchit de tout exercice, et fait bénéficier de toutes les immunités et de tous les avantages attachés à la qualité de bouilleurs de cru, tous ceux, individus, syndicats, professionnels ou associations coopératives, « qui déposeront leurs appareils et effectueront la distillation des vins, cidres, poirés, lies, marcs, cerises ou prunes provenant exclusivement de leurs récoltes dans des locaux agréés par la Régie et gérés par les dits syndicats ou associations. » Sous cette réserve que « les membres de chaque syndicat ou association coopérative seront tenus pour solidairement responsables de toutes les infractions à la loi commises dans le local commun. »

D. — Enfin, soucieuse de tenir la balance égale entre tous les intérêts, la loi (dernier paragraphe de l'art. 14) interdit toute distillation dans l'intérieur de Paris. Elle donne ainsi satisfaction aux représentants des bouilleurs qui ont soutenu dans toutes les discussions que c'est dans les grandes villes, et plus particulièrement à Paris, que la fraude se

faisait en grand par voie de distillation clandestine des vins, — surtout depuis le dégrèvement des boissons hygiéniques, — et que se creusait dans les recettes du Trésor le déficit injustement imputé aux bouilleurs de cru.

La loi des finances du 17 avril 1906 rétablit le privilège.

Pour faire aboutir la loi de 1903, pour en emporter le vote, il n'avait fallu rien moins que le talent à la fois souple et tenace de M. Rouvier. Il avait été prestigieux au cours de ces interminables débats, et jamais certainement, depuis Léon Say, les bouilleurs de cru n'avaient trouvé devant eux d'adversaire plus redoutable.

Au cours de la discussion de la loi, à la séance de la Chambre du 13 février 1903, un adversaire de la réglementation, M. Léon Janet, avait prononcé les paroles suivantes qui paraissent aujourd'hui prophétiques :

« Je me permettrai seulement d'attirer votre attention sur ce fait que lorsqu'en 1872, au lendemain de nos désastres, l'Assemblée Nationale s'est vue dans la nécessité absolue de trouver de l'argent, forcée de supprimer le privilège des bouilleurs de cru, elle a dû ensuite, sous la poussée irrésistible de l'opinion publique, le rétablir en 1875, avant de retourner devant les électeurs. Je suis convaincu que si vous vous laissez entraîner à suivre le gouvernement et la commission dans la voie dangereuse où ils veulent vous engager, avant les élections de 1906, vous serez obligés de revenir sur ce vote. »

Ce que M. Léon Janet n'avait pas prévu cependant, c'est que c'est M. Rouvier lui-même qui, trois ans plus tard,

demanderait au Parlement de revenir sur le vote si péniblement enlevé par lui en 1903.

Au mois de février 1906, les Chambres étaient à la veille de leur séparation ; le budget n'était pas voté ; le gouvernement se trouvait acculé à la nécessité de demander deux nouveaux douzièmes provisoires. A la deuxième séance du 23 février fut déposée à la Chambre par M. Coutant et 79 de ses collègues, appartenant à des départements bouilleurs de toutes les régions du territoire, une proposition additionnelle à la loi des finances. L'article unique de cette proposition était ainsi conçu :

« Les propriétaires distillant les marcs, vins, cidres et poirés, prunes, cerises, prunelles et lies qui proviennent exclusivement de leur récolte, sont dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice à partir du 1^{er} mars 1906. »

C'était sans phrases le rétablissement complet du privilège, le retour pur et simple à la loi de 1875.

La proposition eut pour défenseur à la tribune de la Chambre le président du groupe des bouilleurs de cru, M. Chapuis. Nous détachons de son discours la phrase suivante qui marque mieux que ne le saurait faire aucune autre explication, le véritable caractère de la mesure proposée.

« La Chambre a consenti des primes à la marine marchande qui entraîneront un sacrifice considérable pour le budget et les petits contribuables. Il est donc naturel que nous prenions à notre tour les intérêts et la défense des petits bouilleurs. »

La question des bouilleurs de cru, avons-nous dit au début de ce chapitre, est une question politique. La discussion à laquelle l'abrogation de la loi du 31 mars 1903 a donné lieu devant les Chambres justifie pleinement notre assertion.

C'est ainsi qu'au début de cette discussion, on vit, à la surprise générale, M. Rouvier déclarer que le gouvernement ne poserait pas la question de confiance sur le vote de l'amendement Coutant. C'était déclarer qu'on abandonnait le terrain sans combat. Aussi, l'amendement Coutant fut-il adopté presque sans discussion par 337 voix contre 209. Ainsi fut détruit en quelques minutes ce qui avait coûté tant de laborieux efforts à édifier.

A la séance du Sénat, le 26 février, le président de la commission des boissons demanda pour la discussion de la proposition votée par la Chambre un tour de faveur qui fut immédiatement accordé.

Le rétablissement du privilège rencontra au Sénat plus d'opposition qu'à la Chambre et trouva, en la personne de M. Boudenoot, un adversaire énergique et éloquent. Pour combattre le projet, il n'eut d'ailleurs qu'à reprendre et à rappeler les paroles prononcées au cours des discussions antérieures par M. Rouvier lui-même, les arguments mêmes dont celui-ci s'était servi.

N'est-ce pas en effet M. Rouvier qui disait éloquentement, moins d'un an auparavant (1) : « Est-ce qu'il y a un droit

(1) Séance du 20 avril 1905.

pour les bouilleurs de cru ? Y a-t-il un droit supérieur au principe de l'égalité devant l'impôt ? J'affirme hautement qu'il n'y a pas de droit des bouilleurs de cru. Il n'y a pas de droit légal, de droit de principe. Il n'y a qu'un principe qui domine notre législation ; il n'y a qu'une règle qui domine les démocraties, c'est l'égalité devant l'impôt. »

Sur la fraude des bouilleurs de cru avant la loi de 1903, sur sa diminution depuis la loi de 1903, M. Boudenoot ne fut ni moins documenté, ni moins précis. Il rappela notamment que dans sa séance du 24 juin 1904, la dernière qu'elle ait tenue, la première sous-commission nommée par la commission extra-parlementaire des alcools instituée en 1902 (la dernière en date), avait demandé par les résolutions suivantes tout le contraire de ce qu'on réclamait maintenant :

« 4° Il y a lieu d'abroger l'article 21 de la loi des finances du 31 mars 1903, dit amendement Morlot.

« 5° Il y a lieu de supprimer la franchise de 20 litres accordée aux bouilleurs de cru. »

Il supplia vainement la Chambre de rester fidèle au principe supérieur de l'égalité devant l'impôt. M. Rouvier, placé de par son attitude passée dans une situation délicate, déclara que, complètement d'accord au fond avec M. Boudenoot dont il ne pouvait mieux faire que de s'approprier pleinement le discours, il n'en devait pas moins prier instamment le Sénat de ratifier le vote de la Chambre tendant au rétablissement du privilège.

« Il faut que je me sois trouvé en présence d'une néces-

sité tout à fait inéluctable pour venir rappeler au Sénat que la question qui se pose devant lui est beaucoup moins fiscale que politique..... Les 310 députés qui ont voté l'abrogation des mesures dont il s'agit, abrogation que je demande de sanctionner, l'ont fait parce qu'ils sont convaincus que, quelles que soient les raisons fiscales qu'on peut invoquer, le poids de ces mesures est devenu trop lourd à porter pour les populations qu'ils représentent. »

Que si le Sénat ne répond pas à la demande du gouvernement, celui-ci n'aura pas les deux douzièmes provisoires nécessaires au fonctionnement de l'organisme gouvernemental qui sera arrêté : « C'est la carte forcée pour vous comme pour moi..... Il n'est pas douteux que le retour à l'ancienne législation amènera un fléchissement dans les recettes du Trésor..... Je crois qu'au ministère des finances on l'évalue à 25 millions..... Ce n'est pas une catastrophe ; c'est un malheur de perdre 25 millions... (1) ! Il

(1) « Alors, pourquoi en 1903 livrions-nous ces batailles homériques, s'il ne s'agissait que d'une somme insignifiante ? » Ribot, Chambre des députés, 27 février 1906.

Sur l'importance actuelle de la fraude des bouilleurs de cru, nous empruntons à une conférence faite le 27 février 1910 à Lyon par M. Joseph Reinach, conférence publiée par la *Revue politique et parlementaire* du 10 avril 1910, les renseignements suivants : « J'ai dans mon dossier une statistique officielle qui m'a été communiquée par le ministère des finances. Depuis 8 ans, la production d'eau-de-vie par les bouilleurs de cru non contrôlés s'est élevée de 46.000 à 293.000 hectolitres, et l'évaluation, ajoute la note ministérielle, est vraisemblablement inférieure à la réalité. Si vous multipliez 293.000 hectolitres par 220 francs qui est le chiffre actuel de droits sur les spiritueux, vous obtenez 64.460.000 francs. Voilà le cadeau que la législation actuelle fait aux bouilleurs, aux fraudeurs.....

existe, au moins dans l'autre Chambre, une majorité qui ne veut pas aller aux élections avant d'avoir rétabli le privilège des bouilleurs de cru (1)..... »

Il faut, semble-t-il, que M. Rouvier ait eu des raisons bien pressantes pour passer ainsi à l'ennemi, pour brûler délibérément ce qu'il avait adoré, pour devenir, suivant l'expression d'un député bouilleur, le « défenseur le plus autorisé et le plus ardent des bouilleurs » que ceux-ci aient jamais eu la bonne fortune de rencontrer (2).

Ces raisons, il ne nous appartient ni de les rechercher, ni de les apprécier ici. Mais il nous sera du moins permis de rappeler que les bouilleurs de cru n'ont pas gardé une longue reconnaissance à M. Rouvier du concours si inattendu et si heureux pour eux qu'il leur a apporté.

Le 27 février, la Chambre votait, à sa demande, par 331 voix contre 193, le rétablissement du privilège.

Huit jours après, à la séance du 7 mars, le ministère était mis en minorité à la Chambre, et M. Rouvier remettait au Président de la République la démission du Cabinet.

Pensez-vous que la consommation familiale de l'alcool s'élève à 293.000 hectolitres ? »

(1) « Le privilège des bouilleurs de cru n'est plus aujourd'hui, d'après M. Rouvier, qu'une question politique. » Dansette. Chambre des députés, 27 février 1906.

(2) M. Castillard : « Décidément tout arrive, même les choses les plus invraisemblables. Oui, Messieurs, les bouilleurs de cru doivent des remerciements chaleureux à M. le président du conseil. Ils n'ont jamais eu un défenseur plus autorisé et plus ardent que lui dans la séance qui a eu lieu hier au Sénat » (*Ibid.*).

M. Georges Berry : « Il y a trois ans, le président du conseil posait la question de confiance pour obtenir la suppression du privilège ; aujourd'hui il pose la question de confiance pour le rétablissement de ce même privilège » (*Ibid.*).

CHAPITRE XI

LES IMPORTATIONS D'ALCOOLS ÉTRANGERS ET LE VOTE DE LA LOI DOUANIÈRE DE 1887.

Le tableau que nous avons tracé dans les chapitres précédents des ressources auxquelles s'alimente la consommation et des modifications que des lois successives y ont apportées ne serait pas complet si nous ne placions à côté celui des importations d'alcools étrangers.

Les chiffres de ces importations que nous reproduisons ci-dessous (1) ont été affectés dans le passé par diverses

(1) Tableau des importations par pays de provenance (Commerce spécial) d'après le *Bulletin de statistique et de législation comparée*.

Années	ALCOOL PUR PROVENANT			TOTAL de L'ALCOOL PUR importé	LIQUEURS Volume total
	DE L'ALLEMAGNE	DE L'ANGLETERRE	D'AUTRES PAYS		
	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.
1850	15	110	5.430	5.555	99
1851	10	89	7.267	7.366	103
1852	21	121	12.857	12.999	111
1853	7	118	12.616	12.741	158
1854	3.818	14.834	46.480	65.132	145
1855	28.569	86.043	88.276	202.888	198
1856	6.065	80.600	90.981	177.646	208
1857	133.145	79.286	164.639	377.070	228
1858	1.694	2.346	34.812	38.852	215
1859	4.312	12.593	29.896	46.801	213
1860	29.893	21.505	37.252	88.650	257
1861	22.671	48.169	63.504	134.344	266
1862	9.149	17.090	39.745	65.984	309
1863	12.588	9.623	42.452	64.663	295

causes dont il nous semble utile de faire ici un très rapide résumé.

Années	ALCOOL PUR PROVENANT			TOTAL de L'ALCOOL PUR importé	LIQUEURS Volume total
	DE L'ALLEMAGNE	DE L'ANGLETERRE	D'AUTRES PAYS		
	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.
1864	13.109	21.445	35.018	69.572	258
1865	15.260	2.546	27.865	45.671	388
1866	20.808	2.315	41.298	64.421	558
1867	16.816	1.699	31.020	49.535	578
1868	43.412	1.847	47.716	92.975	633
1869	82.525	2.312	44.910	129.747	673
1870	29.085	1.303	32.867	63.255	566
1871	27.679	5.078	52.840	85.597	585
1872	2.782	1.438	43.006	47.226	754
1873	8.276	2.038	36.932	47.246	809
1874	10.051	2.109	48.435	60.595	989
1875	5.473	1.854	55.901	63.228	1.205
1876	15.379	1.020	47.583	63.982	1.573
1877	35.362	3.173	56.824	95.359	1.514
1878	62.243	8.436	62.442	133.121	1.760
1879	102.211	21.849	74.214	198.274	1.871
1880	121.720	1.352	136.932	260.004	2.000
1881	122.863	45.266	68.307	236.436	2.483
1882	155.470	27.248	101.331	284.049	2.452
1883	44.537	15.966	104.476	164.979	2.623
1884	55.749	7.125	126.736	189.610	2.462
1885	48.911	11.931	142.858	203.700	2.424
1886	63.645	27.291	134.324	225.260	2.553
1887	33.152	18.492	158.923	210.569	1.944
1888	4.917	3.208	140.965	146.090	1.785
1889	977	3.676	123.069	127.722	1.660
1890	988	4.308	131.610	136.906	1.900
1891	795	3.395	127.223	131.413	2.311
1892	847	3.933	148.726	153.506	1.632
1893	706	3.382	139.917	144.005	1.490
1894	1.210	2.947	150.536	154.693	1.500
1895	540	3.050	133.493	137.085	1.614
1896	532	2.786	129.221	132.530	1.288
1897	495	2.639	127.672	130.806	1.354
1898	487	2.576	130.903	133.966	1.379
1899	520	2.655	112.059	115.234	1.202
1900	480	2.834	108.216	111.530	1.241
1901	303	2.129	95.017	97.449	1.017
1902	368	2.679	128.865	131.912	948
1903	391	2.847	88.174	91.412	1.176
1904	395	3.008	110.180	113.583	2.703
1905	440	2.678	177.551	180.669	3.518
1906	556	2.402	143.063	146.021	3.830
1907	739	2.386	150.383	153.508	2.533
1908	862	2.210	186.236	188.400	3.031
1909	1.143	2.483	176.989	180.615	3.365

Le début des importations d'alcools étrangers peut se placer en 1854, au moment de la première crise du vignoble français déterminée par les ravages de l'oïdium.

Jusqu'alors, les importations avaient été absolument négligeables. La moyenne des importations n'avait été en effet, pour les alcools et liqueurs, que de 4.950 hectolitres durant la période décennale de 1830 à 1839, et de 6.568 hectolitres pendant celle de 1840 à 1849.

En 1853, cette crise avait motivé un abaissement des droits d'entrée sur les spiritueux, abaissement que la loi du 26 juillet 1856 vint sanctionner par voie de modification aux tarifs.

Aussi voit-on se dessiner, à partir de 1854, le mouvement des importations.

En tête des pays importateurs figurent l'Angleterre et l'Allemagne. Le premier de ces pays importe principalement des tafias et des eaux-de-vie de grains ; le second des alcools industriels qui servent au vinage des vins et au coupage des eaux-de-vie naturelles.

Le mouvement atteint son apogée en 1857 avec 377.070 hectolitres. Dès cette époque, la production des alcools d'industrie est parvenue en quelques années à un développement suffisant pour que le gouvernement s'émue de l'augmentation rapide des importations et éprouve le besoin de protéger l'industrie nationale naissante. C'est à cette préoccupation que répond le décret du 19 décembre 1857 dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les eaux-

de vie étrangères de toutes sortes paieront à l'importation en France un droit de douane de 25 francs par hectolitre d'alcool pur. »

Ce décret eut le résultat attendu. Il coupa court immédiatement aux importations qui, de 377.070 hectolitres en 1857, tombèrent d'un coup à 38.852 hectolitres en 1858.

Le mouvement libre-échangiste qui suivit le traité de 1860 vint redonner quelque vigueur aux importations d'alcool.

Le décret du 10 mars 1860 qui prescrit la promulgation du traité de commerce du 23 janvier 1860 entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande comprend en son article 1^{er} « les eaux-de vie, même autres que de vin, de cerise, de mélasse ou de riz » parmi les marchandises que la France s'engage à recevoir sans les imposer d'un droit supérieur à 30 o/o, *ad valorem*, les deux décimes additionnels compris.

A la même époque, et de 1860 à 1866, la France passa toute une série de traités de commerce avec les différents Etats continentaux ; la loi du 16 mai 1863 homologua plusieurs décrets antérieurs relatifs à divers produits, dont l'alcool.

La politique douanière libérale du second empire ne rendit pourtant pas, même de très loin, aux importations d'alcools étrangers leur importance d'autrefois. Celles ci certainement revinrent un peu du coup brutal que leur avait porté le décret du 19 décembre 1857, mais à l'exception des provenances de l'Allemagne et de la Hongrie,

dont les 3/6 neutres sont nécessaires pour les coupages en présence de la crise du vignoble français et tendent par suite de nouveau à augmenter rapidement, les importations des autres pays n'accusent pas de progrès sérieux.

Les nécessités financières, résultant de la guerre de 1870, motivèrent dans la politique douanière un revirement complet dans le sens protectionniste, revirement qui n'a fait que s'accroître depuis.

La loi du 8 juillet 1871, portant modifications au tarif des douanes, s'occupe de l'alcool en son article 14 pour le frapper de droits élevés à son entrée en France (1).

Ces droits n'affectèrent pourtant que peu les importations des pays autres que l'Allemagne. C'étaient d'ailleurs les importations de ce dernier pays que visait directement l'article 14 ; elles furent lourdement atteintes, et il ne faudra rien moins que la crise du phylloxéra pour leur redonner brusquement, à partir de 1879, une vigueur jusqu'alors inconnue.

En 1882, en pleine crise phylloxérique, la courbe des importations atteint son point culminant, avec 155.470 hectolitres pour l'Allemagne, et 284.049 hectolitres au total. Mais elle redescend rapidement à partir de l'année suivante.

(1) Article 14 : « Alcools, eaux-de-vie en bouteilles, 30 francs l'hectolitre de liquide ; en fûts, 30 francs l'hectolitre d'alcool pur. Alcools autres, 30 francs l'hectolitre d'alcool pur. Liqueurs : 35 francs l'hectolitre de liquide ».

Chose digne de remarque : ce sont les importations allemandes qui seules sont causes du changement dans la direction de la courbe ; elles font une chute brutale alors que les provenances des autres pays se maintiennent et ont même tendance à augmenter.

La crise de surproduction dans laquelle nous entrons à partir de 1883 et la baisse des cours qui en est la conséquence, ne suffisent pas à donner l'explication d'un fait que le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du ministère des finances constate sans l'expliquer.

Nous allons en rechercher ici les raisons accessoires.

Ces raisons, nous les trouvons dans le traité de commerce avec l'Espagne du 6 février 1882, traité dont les stipulations s'étendirent à l'Italie, par application de la clause de la nation la plus favorisée.

Aux termes de ce traité, les vins importés d'Espagne et par suite d'Italie, ne furent soumis qu'à un droit de douane de 2 francs par hectolitre de vin titrant jusqu'à 15°, et même, par tolérance, jusqu'à 15°9 (1).

« (1) Ce traité avait été préparé de longue main par les Espagnols et leurs bons amis les Allemands qui leur fournissent presque exclusivement les esprits dont ils font usage pour alcooliser les vins destinés à l'exportation... Sur 2.953 échantillons envoyés à l'exposition de 1878, 1.475 seulement avaient moins de 15° ; tous les autres titraient de 15 à 18° ; 510 échantillons avaient même plus de 18° ! Mais ne sait-on pas que le degré alcoolique des vins naturels ne peut jamais atteindre 18° ? Et d'ailleurs, est-il permis d'ignorer que les échantillons envoyés à l'exportation étaient tous choisis avec soin ? Et n'est-on pas en droit de supposer qu'ils étaient préparés, en ce qui concerne du moins les vins espagnols, en vue du traité projeté ? » — *Du vinage et de l'alcoolisation des vins*, par le D^r L. Lunnier, membre de l'Académie de médecine. Paris, 1885.

Il y avait là une concession déplorable, dont le commerce n'a pas tardé à déduire les conséquences.

« Il s'est contenté d'abord de porter à 15°g les vins d'Espagne communs qui ne titrent guère en moyenne que 10 à 11°. Puis, grâce à la tolérance de la douane, on a fabriqué au-delà de la frontière, avec des produits provenant de tous pays, des piquettes à bon marché, ne titrant que 5 à 6°, qu'on a portées à 15°g, et avec lesquelles on a inondé nos marchés.

« C'est ainsi que grâce au traité de février 1882, les vins espagnols sont devenus le véhicule d'alcools d'industrie fournis presque exclusivement par l'Allemagne. Ces vins, d'ailleurs, une fois entrés en France, y sont employés à faire des coupages (1). »

Nous avons ici l'explication de l'arrêt apparent des importations d'alcools allemands en France à partir de 1882. « Les alcools allemands s'introduisent en France sous forme de vins espagnols (2). »

La preuve de cette assertion, nous la trouvons dans la statistique comparée des alcools étrangers importés en Espagne et en Italie, et des vins étrangers importés en France durant la même période (3).

Le bénéfice de l'opération est facile à calculer. De 6 à 15°g, il y a environ 10°g qui, sur la base du droit de con-

(1) *Du vinage de l'alcoolisation des vins, op. cit.*

(2) Mémoire présenté par le syndicat de Marseille au Sénat et à la Chambre des députés. Marseille, 1884.

(3) Tableau, p. 239 :

somimation à 156 fr. 25, donnent un profit de 15 fr. 60 par hectolitre de vin importé, auxquels il faut ajouter environ 1 franc pour la différence des droits de douane ainsi esquivés sur l'alcool et celui perçu par hectolitre de vin. Soit donc un bénéfice de 17 francs environ par hectolitre de vin suralcoolisé à 10° ou de 170 francs par hectolitre d'alcool pur.

En vérité, les importateurs allemands auraient eu bien tort de se gêner ! Ils ne se gênèrent donc pas, et ils importèrent largement sous la forme de vins vinés leurs alcools en franchise de droits par la porte qu'on avait eu la naïveté de leur ouvrir toute grande.

En 1887, le droit de douane sur les alcools étrangers fut brusquement élevé de 30 à 70 francs par hectolitre d'alcool pur (1).

La loi douanière qui a consacré cette augmentation énorme du droit de douane présente une particularité uni-

ANNÉES	Alcools importés en Espagne	Alcools importés en Italie	Importation des vins espagnols en France	Importation des vins italiens en France
	Hect.	Hect.	Hect. Moyenne	Hect. Moyenne
1877-1878	89.026	»	841.270	176.431
1879.....	166.900	»	2.289.717	540.114
1880.....	301.295	»	5.111.590	1.581.537
1881.....	510.590	53.601	5.632.407	1.532.257
1882.....	554.831	73.032	6.129.417	780.725
1883.....	»	»	6.189.241	1.904.739

(1) Loi du 5 juillet 1887.

que, croyons-nous, dans l'histoire de notre politique douanière. C'est la rapidité avec laquelle elle a été votée.

Introduite par le dépôt de la proposition Dellisse le 30 juin 1887, immédiatement rapportée, elle était votée le 5 juillet par la Chambre, transmise le même jour au Sénat qui l'adoptait d'urgence, et promulguée sans désenparer.

L'histoire des circonstances qui ont déterminé ce vote si anormalement rapide, est, croyons-nous, ignorée par beaucoup de personnes, et c'est pourquoi on nous permettra de la rappeler brièvement ici.

Le 10 juin 1887, une importante distillerie allemande écrivait la lettre suivante à un de ses correspondants à Paris.

« Nous venons vous informer par la présente que, dans sa séance du mercredi 8 juin courant, la commission élue par le Reichstag pour élaborer le nouveau projet de loi d'imposition sur l'alcool, présenté par notre gouvernement, a décidé de tripler immédiatement l'impôt actuel et d'élever en même temps *la bonification d'exportation en proportion*.

« La commission étant composée de membres de toutes les fractions du Reichstag, il est presque certain que les décisions de la dite commission passeront en Assemblée plénière, — qui va avoir lieu la semaine prochaine, — *et alors dans 8 à 10 jours déjà, nous serons en mesure de pouvoir à nouveau concourir facilement, par le moyen de la bonification d'exportation, trois fois plus grande que l'actuelle, avec quelque fabrique et quelque pays que ce soit (1).* »

(1) *Journal de la Distillerie française*, 16 juin 1887.

Le réceptionnaire de cette lettre se rendit compte immédiatement du danger que la situation qu'elle révélait, non sans quelque candeur, risquait de faire courir aux intérêts de l'industrie française, et il se décida par suite à la publier immédiatement dans le *Journal de la Distillerie française*, qui était à cette époque l'organe du Comité de l'Association générale des distillateurs.

Le *Journal de la Distillerie française* avait la rare bonne fortune d'avoir comme collaborateur occasionnel M. Em. Alglave qui s'intéressait déjà, comme il n'a cessé de le faire depuis, à toutes les questions qui touchent de près ou de loin au régime fiscal de l'alcool.

M. Em. Alglave fut mis, par la rédaction du *Journal de la Distillerie française*, au courant de l'invasion d'un nouveau genre dont la France se trouvait menacée. Le numéro du 30 juin contient un article où il dénonce à son tour le danger et propose les moyens propres, selon lui, à y remédier.

Mais, si nous sommes bien informés, M. Em. Alglave fit mieux ; il ouvrit les yeux du gouvernement français sur un péril dont, c'était encore l'époque où nos ambassadeurs dédaignaient l'étude des questions commerciales, celui-ci était absolument ignorant (1).

(1) Le *Bulletin de statistique et de législation comparée* de mai 1887 contient (p. 538) une analyse du projet de loi que le gouvernement impérial venait de soumettre au Reichstag.

Il ne mentionne pas, au nombre des dispositions du projet, la seule d'un intérêt réellement actuel pour la France, c'est-à-dire l'augmentation du drawback durant la période transitoire.

De même, la livraison de juillet (p. 87), sous le titre « *La révision* »

Il faut rendre cette justice au gouvernement : dès qu'on lui fit voir le danger, M. Rouvier, qui réunissait à cette époque les qualités de président du conseil et de ministre des finances, agit aussitôt avec la dernière énergie, et c'est à son intervention qu'on doit le vote immédiat de la surtaxe douanière qui vint arrêter en cours de route les chargements d'alcool allemand à la veille d'entrer dans nos ports.

Quelles sont donc les dispositions de la loi allemande auxquelles la lettre que nous avons reproduite plus haut faisait allusion ?

La loi allemande, dont nous nous occupons ici, soumise au Reichstag sur l'initiative du prince de Bismark, adoptée définitivement le 17 juin 1887, a été publiée dans le *Reichs-Anzeiger* le 27 juin suivant.

Le régime qu'elle institue présente un double caractère :

1° Inauguration à partir du 1^{er} octobre 1887 d'un mode de perception de l'impôt fondé sur des principes nouveaux, sur l'esprit et les détails desquels il n'entre pas dans notre sujet de nous arrêter ici.

du régime des alcools » contient une longue étude sur la loi impériale du 24 juin 1887. Elle en étudie toutes les parties, une seule exceptée, l'augmentation du drawback de sortie, durant la période transitoire, augmentation qu'au ministère des finances on semblait continuer à ignorer, ou à laquelle il faut admettre qu'on n'attachait aucune importance.

Ne sommes-nous pas fondés à dire, en présence de ces constatations, que le gouvernement français était foncièrement inconscient du danger si grave que la loi faisait peser sur l'industrie et, par contre-coup, sur l'agriculture française ?

2° Etablissement—, et c'est ce qui nous intéresse,— à partir de la promulgation de la loi jusqu'au 1^{er} octobre 1887, d'un régime transitoire ayant pour buts principaux (1) :

a) de débarrasser le marché allemand du trop-plein des alcools qui l'encombraient à cette époque, en poussant à une exportation intensive, extrêmement avantageuse pour l'Allemagne et désavantageuse pour les nations concurrentes.

b) de permettre, par cela même, au 1^{er} octobre 1887, la mise en vigueur du nouveau régime dans les conditions les plus favorables pour le Trésor, et sans susciter trop de récriminations de la part des producteurs dont elle allait contrarier les intérêts, notamment par l'augmentation de l'impôt de consommation et par l'établissement d'une sorte de contingentement entre les usines.

Les résultats que se proposait le régime transitoire ainsi

(1) Article 43. — A partir du jour de la promulgation de la présente loi jusqu'au 30 septembre 1887 :

a) La production des distilleries, à l'exception de celles qui fabriquent de la levure, sera limitée aux trois quarts de leur chiffre de production correspondant à la même période de l'année précédente.

b) L'impôt sur la capacité des cuves de fermentation sera triple de celui qui existe actuellement, et comme mesure correspondante à cette augmentation du taux de l'impôt, le drawback d'exportation pour l'alcool sera également triplé et porté à 48 marks 03 (60 francs) par hectolitre d'alcool pur.

A partir du 1^{er} octobre 1887, tout alcool qui se trouvera en libre circulation dans les limites de l'Union pour le régime de l'alcool, sera frappé d'un droit de fabrication sous forme d'un droit supplémentaire de 30 marks (37 fr. 50) par hectolitre d'alcool pur.

Le Conseil fédéral aura le droit de décréter pendant la période transitoire et à titre exceptionnel toutes les mesures nécessaires pour assurer les effets de la loi.

instauré étaient atteints *en triplant le drawback d'exportation pour l'alcool durant la période transitoire, et en portant le drawback à 48 marks 03 (60 francs par hectolitre d'alcool pur) pour toutes les exportations, sans limitation de quantité, effectuées durant cette période (1).*

« La nouvelle loi allemande triplant le drawback d'exportation avait été saluée à la Bourse de Berlin par une hausse absolument sans exemple. Le cours du disponible qui était de 43 marks 10 le 1^{er} juin, s'élevait le 8 à 52 marks 50 et arrivait le 15 à 66 marks 90, pour rester le 22 à 65 marks 19.

« Les cris de triomphe dont ces cours extraordinaires nous apportaient l'écho trop éclatant, montraient qu'on espérait à Berlin submerger en quelques semaines les distilleries agricoles de France (2). »

La loi de douane du 5 juillet 1887, votée précipitamment, comme une sorte de mesure de salut public à la veille de la séparation des Chambres, ne l'avait été par cela même que pour une courte période, prenant fin au 30 novembre suivant (3).

(1) E. Durin, *Journal de la Distillerie française*, numéro du 30 juin 1887.

(2) Em. Alglave, *Journal de la Distillerie française*, numéro du 30 juin 1887.

(3) « Par cela même qu'il s'agit de parer aux dangers d'une situation transitoire, on ne saurait donner à la loi proposée une durée indéfinie. L'intérêt du consommateur exige que la surtaxe cesse alors que la clause qui l'aura motivée aura cessé. Agir autrement serait favoriser la spéculation en la rendant indéfiniment mai-

Lors de la rentrée du Parlement, un projet de loi déposé le 24 novembre 1887, et immédiatement voté sans discussion par la Chambre et le Sénat, en prorogea l'effet jusqu'au 29 février 1888, « les circonstances qui avaient déterminé la présentation et le vote de la loi (du 5 juillet 1887) ne s'étant pas modifiées » (1).

Une seconde prorogation de la loi jusqu'au 1^{er} juin 1888 fut, sur l'initiative du gouvernement, votée le 26 février 1888 (2).

Dans la pensée du Parlement, cette prorogation nouvelle devait avoir pour résultat de permettre d'étudier les questions connexes soulevées par le contre-projet de MM. Méline et Viger, tendant à l'établissement des droits de douane à la fois sur les maïs, sur les riz et les alcools étrangers, et de résoudre dans un vote d'ensemble les diverses ques-

tresse de notre marché intérieur » (Rapport Marty à la Chambre des députés, séance du 5 juillet 1887).

« L'urgence des mesures proposées ne saurait être contestée, puisque chaque jour de retard permet l'introduction en France de quantités considérables d'alcools étrangers qui viendraient peser sur notre marché et porter le trouble sur notre production » (Rapport Loubet au Sénat, séance du 5 juillet 1887).

(1) Exposé des motifs du projet de loi présenté par M. Dautresme, ministre du commerce et de l'industrie. Chambre des députés, séance du 24 novembre 1887.

(2) « Le but que nous nous proposons ne serait pas complètement atteint si les mesures de défense résultant des lois précitées (5 juillet et 25 novembre 1887) devaient prendre fin le 1^{er} mars prochain, parce qu'à côté des causes temporaires qui les avaient motivées, il s'en trouve d'autres d'un caractère permanent dont il y a lieu de se préoccuper » (Exposé des motifs du projet de loi présenté par M. Dautresme, ministre du commerce et de l'industrie, le 13 février 1888).

tions intéressant « le régime douanier des alcools et des substances alcooliques telles que le maïs » (1).

Ces propositions ayant été rejetées à la Chambre à la séance du 15 mai 1888, le gouvernement, par l'organe de M. Pierre Legrand, ministre du commerce et de l'industrie, proposa la prorogation *sine die* de la taxe douanière existante, prorogation que vint édicter la loi du 29 mai 1888.

Le tarif général des douanes (loi du 11 janvier 1892) a maintenu le droit de douane à 70 francs au tarif minimum, et l'a même porté à 80 francs au tarif général.

Enfin, pour couper court aux importations indirectes d'alcool sous forme de vin viné, et au renouvellement d'abus semblables à ceux qu'avait favorisés le traité espagnol de 1882, la loi douanière du 11 janvier 1892 a porté à 35 francs au tarif général et à 12 francs au tarif minimum les droits d'entrée sur les vins étrangers avec cette indication qu'au dessus de 12° chaque degré ou fraction de degré en sus serait passible d'une taxe égale au montant du droit de consommation sur l'alcool ; et que, pour les vins titrant de 12 à 15°, chaque dixième de degré paierait une taxe de douane égale au dixième du droit de consommation sur l'alcool ; enfin que pour les vins titrant plus de 15°, toute fraction de degré entraînerait la perception du droit afférent au degré supérieur.

La loi de 1887 a marqué le terme définitif, non seule-

(1) Rapport de M. Boulanger au Sénat, séance du 28 mai 1888.

ment de l'importation des alcools allemands, mais de celle de tous les alcools industriels étrangers.

Les importations d'alcool qui se font en France depuis 1888 et qui se maintiennent bon an mal an à une moyenne d'environ 140.000 hectolitres, portent presque exclusivement sur les rhums et tafias des colonies françaises qui entrent en franchise de droit, et sur les eaux-de-vie d'Algérie.

C'est ainsi qu'en 1909, pour nous reporter à la dernière année dont la statistique nous soit connue, sur 180.615 hectolitres d'importation, les importations de tafia et de rhum se sont élevées à 123.105 hectolitres, et les importations d'Algérie en eaux-de-vie, esprits et liqueurs, à 50.628 hectolitres.

Le chiffre des importations allemandes n'est que de 1.143 hectolitres (comprenant principalement des kirschs et des quetchs), et celui des importations anglaises de 2.483 hectolitres. Les ressources auxquelles s'alimente la consommation de l'alcool en France peuvent donc, depuis près de 25 ans, être considérées comme provenant uniquement de la production nationale ou de celle des colonies.

Le marché des alcools est un marché purement français, exclusivement français.

DEUXIÈME PARTIE

LES EMPLOIS DE L'ALCOOL

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Dans la première partie de ce travail, nous avons étudié les diverses branches de la *production* de l'alcool.

Nous nous proposons d'étudier maintenant les *emplois* de l'alcool.

A l'origine, les emplois de l'alcool ont été exclusivement bornés aux besoins de la consommation de bouche sous ses diverses formes ; les usages industriels n'existaient pour ainsi dire pas.

« Emplois », « consommation », étaient alors deux termes synonymes ; il n'en est plus tout à fait ainsi aujourd'hui.

En présence de l'extension considérable prise depuis un quart de siècle par les applications industrielles de l'alcool, le langage commercial tend à donner à ces deux mots un

sens différent. Il réserve le terme « consommation » à la mesure du nombre d'hectolitres qui, sous une forme ou sous une autre, vont aux usages de bouche, qu'ils soient soumis au droit général de consommation ou qu'ils fassent partie des quantités consommées par les bouilleurs de cru en franchise des droits.

Il range par contre sous le vocable « emplois industriels » les quantités qui sont soumises à la dénaturation.

Et par « emplois » tout court, le langage commercial entend, et nous entendrons avec lui, l'ensemble de la consommation proprement dite et des usages industriels, considérés tous deux dans leur généralité.

*
* *

Lorsqu'on jette un coup d'œil en arrière et qu'on examine les données de la statistique, à compter du jour où celles-ci ont pu être relevées avec une approximation suffisante, il est impossible de ne pas faire tout d'abord une première constatation, celle du développement considérable et ininterrompu de la consommation des alcools en France pendant toute la seconde moitié du siècle passé.

Alors que de 1830 à 1839 la consommation de l'alcool présente une moyenne annuelle de 435.000 hectolitres, cette consommation s'élève régulièrement de décade en décade pour atteindre en 1898 son point culminant avec 1.799. 665 hectolitres (1). Alors qu'en 1860 la quotité

(1) Le chiffre de 435.000 hectolitres comprend la consommation

moyenne d'alcool consommé s'élève par tête d'habitant à 2 litres 27, elle atteint 4 litres 70 en 1898 (1).

Ce serait sortir du cadre dans lequel nous nous sommes proposé de renfermer ce travail que de chercher à analyser ici en détail les variations de la consommation.

Nous ne referons pas la triste histoire magistralement écrite à diverses reprises (2) des progrès de l'alcoolisme en France au cours de la période que nous venons d'indiquer, progrès auxquels a tant contribué le maintien du privilège inique accordé aux bouilleurs de cru.

Nous nous bornerons, ayant marqué le point culminant du graphique, à indiquer brièvement les causes qui, aux environs de 1900, en ont heureusement inversé le sens. Ce changement est dû à la reconstitution du vignoble et aux bas prix des vins et des cidres qui en ont été la conséquence, parallèlement aux augmentations élevées dont ont été l'objet à diverses reprises les droits de consommation sur les alcools et sur les absinthes.

taxée pour 396.000 hectolitres et la consommation des bouilleurs de cru (par évaluation) pour 39.000 hectolitres. Au chiffre de 1.799.665 hectolitres qui représente les quantités soumises en 1898 au droit général de consommation, il faut ajouter celles consommées en franchise par les bouilleurs de cru, soit 75.853 hectolitres (par évaluation).

(1) Nous avons indiqué, p. 68, note 1, les réserves que comporte ce mode d'évaluation de la consommation.

(2) Cf. Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la consommation de l'alcool en France par Claude des Vosges (Sénat, 1884). — Cf. aussi proposition de loi sur la limitation du nombre et sur la réglementation des débits de boissons, présentée par M. Joseph Reinach, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1910, n° 246.

Il est dû aussi, pour une bonne part, à l'influence des campagnes anti-alcooliques menées un peu partout, et à l'interdiction de la vente des boissons alcooliques dans les casernes (1).

La consommation de l'alcool en France, sous l'influence de ces divers facteurs, a subi depuis 1898 une forte diminution, puisque, à s'en tenir aux chiffres officiels, elle n'est plus pour l'année 1909 que de 1.342.006 hectolitres, en diminution de 457.659 hectolitres sur 1898, avec une moyenne, trop élevée encore, de 3 litres 46 par tête d'habitant. C'est une diminution de 25 0/0 en chiffres ronds.

Mais il ne s'agit ici que de la consommation taxée, et la valeur des chiffres qui précèdent s'atténue très sensiblement si l'on tient compte de la consommation des bouilleurs de cru.

Celle-ci est évaluée pour 1909 — pas plus que personne l'Etat ne la connaît exactement, et il ne tient peut-être pas d'ailleurs à la connaître trop exactement, — à 210.000 hectolitres, en excédent de 134.000 hectolitres sur 1898. Elle a donc sensiblement triplé.

Cette constatation réduit à environ 17 0/0 la diminution de la consommation pour la période considérée.

Encore convient-il de remarquer que les hygiénistes auraient tort de se réjouir plus que de raison de cette diminution de la consommation et de la considérer comme la mesure réelle des gains de la tempérance.

(1) Cf. *Bulletin de statistique et de législation comparée*, année 1908.

Il est en effet à craindre que ceux-ci ne soient encore moindres que l'on est amené à le déduire des chiffres que nous venons de reproduire.

Plus en effet la production des bouilleurs de cru est élevée, plus il y a naturellement de chances pour qu'elle soit sous-évaluée par l'administration, et pour qu'il en soit de même par contre-coup de leur consommation.

De plus, il faut tenir compte ici de ce que la consommation connue ou clandestine des bouilleurs de cru est de toutes, et de beaucoup, celle qui est la plus pernicieuse pour la santé publique.

Les alcools de bouilleurs de cru présentent, sur ceux qui proviennent des grandes distilleries industrielles ou des grands brûleurs qui travaillent pour le commerce charentais, l'inconvénient d'être très chargés en impuretés de toutes sortes, et plus spécialement en produits de queue plus particulièrement nocifs. Cela provient des conditions mêmes de leur distillation dans des petits appareils qui ne permettent pas un fractionnement suffisant de la distillation et du moindre soin aussi apporté à cette distillation par des gens dont ce n'est pas le métier.

De plus, il a été démontré à diverses reprises, — c'est un point que nous ne ferons que rappeler ici, car il n'entre pas dans notre sujet de traiter la question si intéressante pourtant de l'alcool considéré au point de vue de l'hygiène publique, — que ce qui est nocif dans l'alcool bien rectifié, ce n'est pas l'alcool lui-même, mais l'abus qu'on tend rapidement à en faire. Et comme les alcools de bouilleurs

de cru sont exempts de droits, comme ils sont sous la main du fermier ou du viticulteur, l'abus est ici bien tentant. On ne ménage guère ce qui ne vous coûte rien ou presque rien.

*
* *

Puisque la consommation taxée a depuis 1898 baissé de 25 o/o en chiffres ronds, il semblerait qu'à cette importante diminution dût correspondre une diminution équivalente dans les demandes annuelles du commerce, amenant comme conséquence un effondrement dans les prix.

Il n'en est rien cependant.

Si nous comparons en effet les données fournies par la statistique officielle pour les deux années considérées, nous voyons que c'est tout le contraire qui s'est produit. Alors que les emplois de l'alcool ont été en 1898 de 2.546.787 hectolitres, laissant un excédent de 329 hectolitres entre les ressources et les besoins, ils se sont élevés en 1909 à 2.697.324 hectolitres, marquant à l'inverse un déficit de 89.983 hectolitres entre les besoins et les ressources. Le prix moyen de l'alcool n'est pas très différent en 1909 de ce qu'il était en 1898 (1), et ce prix s'est même considérablement élevé au cours de l'année 1910.

On ne saurait attribuer cette différence à une augmen-

(1) En 1898, le prix moyen de l'alcool de Bourse est de 46 francs, et celui du 3/6 de vin de 90 francs. En 1909 les prix sont respectivement de 41 francs et de 85 francs. En 1910, le cours moyen de l'alcool de Bourse a été de 52 francs en chiffres ronds.

tation des exportations. Elles sont en 1909 en diminution d'environ 10.000 hectolitres sur 1898.

L'explication de cette anomalie apparente est tout entière dans le développement extraordinairement rapide pris depuis la loi du 16 décembre 1897 par l'emploi de l'alcool aux usages industriels.

L'augmentation des emplois industriels de l'alcool n'a pas été moindre de 482.572 hectolitres entre les deux années 1898 et 1909 que nous avons prises comme termes de comparaison.

Ce développement a eu pour l'industrie de l'alcool et pour l'agriculture des conséquences extrêmement heureuses. Il a même été tellement rapide qu'il tend à rompre l'équilibre entre la production et la consommation.

Nous réservons pour plus tard (1) l'examen des problèmes qui se sont trouvés posés par les nouveaux débouchés ainsi ouverts à l'alcool, pour ne nous occuper ici que des variations présentées par la consommation proprement dite.

*
* *

La diminution que nous avons constatée depuis 10 ans environ dans la consommation de l'alcool a-t-elle été générale ?

Certains genres de consommation ont-ils au contraire été plus spécialement atteints ?

C'est la question que nous nous proposons d'examiner.

(1) Chapitre IV. — *Les alcools dénaturés.*

Le *Bulletin de statistique et de législation comparée* publié par les soins de l'administration des finances donne depuis 1884 la décomposition des emplois divers de l'alcool.

Elle les classe en un certain nombre de divisions auxquelles, sans nous croire tenu de suivre l'ordre selon lequel ces divisions ont été établies, nous ne pouvons mieux faire que de nous reporter pour l'intelligence de notre étude.

Nous serons ainsi amené à constater que pour un certain nombre de ces emplois, la consommation est restée sensiblement constante, ou n'a présenté que des variations sans intérêt.

Il en est ainsi notamment des rhums et des kirschs, pour lesquels la consommation n'a guère subi d'autres influences que celles résultant des récoltes plus ou moins abondantes de fruits, des prix respectifs de ces sortes d'alcools et de ceux des esprits ou eaux-de-vie, et des variations résultant de la législation sur les acquits d'origine.

Il en est encore ainsi des genièvres, principalement en honneur dans les pays du Nord de la France.

Les quantités d'alcool qui entrent dans la fabrication des liqueurs, bien qu'en légère diminution, ne présentent pas de variations suffisamment intéressantes en valeur absolue pour qu'il y ait lieu de s'y arrêter.

Les emplois de l'alcool pour le vinaigre se maintiennent de même à un chiffre à peu près invariable depuis 25 ans, et les quelques écarts que la statistique enregistre au cours

de certaines années signalent simplement les périodes où, par suite du prix élevé des vins, la substitution aujourd'hui acquise de l'alcool au vin dans la fabrication du vinaigre s'est trouvée être plus complète encore que de coutume.

Les parfumeurs sont obligés d'acquitter les droits sur les alcools qu'ils utilisent pour les besoins de leurs préparations. C'est pourquoi l'on comprend dans les quantités soumises au droit général de consommation, à côté des quantités qui vont à la consommation de bouche, des emplois qui présentent cependant un caractère nettement industriel. Les chiffres qui concernent cette consommation ne visent d'ailleurs que des quantités extrêmement minimales, encore que depuis un certain nombre d'années celles-ci tendent à augmenter, en concordance avec le mouvement croissant de cette branche de nos exportations (1).

C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les catégories sur lesquelles porte la diminution des emplois de l'alcool. Cette diminution affecte presque tout entière les esprits et eaux-de-vie, et les absinthes.

Il convient cependant de mentionner aussi les amers. Les quantités soumises au droit général de consommation

(1) Le développement de celles-ci ne pourrait que gagner considérablement si, comme il a été demandé à diverses reprises, l'Etat consentait, par l'emploi d'un dénaturant approprié ou par tout autre moyen, à placer les alcools utilisés en parfumerie sur le même pied que ceux qui vont au chauffage et à l'éclairage. Voir notamment *Enquête sur les emplois industriels de l'alcool*. Audition Baube, p. 56.

accusent de ce chef une diminution d'environ 10.000 hectolitres pour la période considérée.

La marche de la consommation des amers est d'ailleurs sensiblement parallèle à celle des absinthes, dont nous nous proposons d'étudier ultérieurement plus en détail les variations (1).

(1) Chap. III. — *La consommation des absinthes.*

CHAPITRE II

LA CONSOMMATION DES EAUX-DE-VIE.

Quand on examine, à l'aide des données fournies par la statistique officielle, la répartition, par nature de liquide, des quantités d'alcool soumises au droit général de consommation, on ne peut manquer d'être frappé de ce fait que, d'année en année, avec une régularité qui ne se dément pas un instant, les chiffres qui concernent les « esprits » ne cessent de décroître en valeur.

De 238.904 hectolitres d'alcool pur en 1884, le nombre d'hectolitres descend progressivement à 71.583 hectolitres en 1898 ; il n'est plus en 1909 que de 43.184 hectolitres.

La diminution constatée dans la consommation générale est insuffisante pour donner la raison du fait que nous venons de signaler.

Si l'on peut à la rigueur lui faire une part pour expliquer la diminution des quantités imposées depuis 1898, l'explication est complètement en défaut pour les années qui précèdent cette date.

En effet, de 1884 à 1898, si les chiffres concernant les esprits sont en recul important et constant, ceux qui enregistrent la consommation générale sont au contraire en augmentation presque ininterrompue.

Il faut donc chercher ailleurs les causes de la diminution.

Elle tire son origine, croyons-nous, de ce fait que les esprits, à l'état naturel, acquittent de moins en moins les droits. Ils ne sont plus saisis par le fisc qu'après leur transformation. Autrement dit, ils passent de plus en plus à l'état de matière première. Ils ne sont plus que le véhicule de la fabrication des liqueurs, des eaux-de-vie, des amers, des absinthes, etc. C'est sous cette forme qu'ils sont soumis aux droits. Leur consommation propre en tant qu'esprit décroît simplement dans la proportion où croît au contraire leur utilisation comme matière première.

Il est permis de supposer, d'autre part, que les méthodes de la statistique administrative ne sont pas complètement étrangères à la décroissance des quantités d'alcool données comme atteintes chaque année en tant qu'esprits par l'impôt.

Le départ entre ce qui est esprit et ce qui est eau de-vie ne doit pas laisser que d'être souvent assez délicat, et le critérium appliqué à ce point de vue n'a peut-être pas été toujours rigoureusement identique.

Quoi qu'il en soit, au point de vue qui nous occupe, il est sans intérêt de maintenir la distinction établie par la statistique administrative, et il convient au contraire d'envisager dans leur ensemble les chiffres concernant les esprits et les eaux-de-vie.

*
* *

La consommation taxée des eaux-de-vie a passé de

1.128.229 hectolitres en 1898 à 812.002 hectolitres en 1909.

Si nous tenons compte des chiffres concernant les esprits, nous avons pour 1898 une quantité de 1.199.872 hectolitres contre 855.186 hectolitres en 1909.

C'est une diminution de 344.686 hectolitres, correspondant à 29 0/0 de la consommation taxée.

C'est là un chiffre très considérable. Mais il ne faut pas oublier que c'est principalement la consommation des esprits et des eaux-de-vie qui est affectée par celle des bouilleurs de cru.

Si donc nous reprenons les chiffres que nous avons reproduits plus haut concernant cette catégorie de consommateurs, ceux de l'ensemble de la consommation des esprits et des eaux-de-vie deviennent respectivement 1.275.725 hectolitres pour 1898 et 1.065.186 hectolitres pour 1909, présentant une diminution de 210.539 hectolitres seulement, diminution presque certainement encore quelque peu supérieure à la réalité, et qui abaisse à environ 16 0/0 le coefficient de 29 0/0 que nous avons trouvé tout à l'heure.

On remarquera que ce nouveau coefficient est, comme on pouvait s'y attendre d'ailleurs, sensiblement en concordance avec celui que l'étude des chiffres de la consommation générale nous a fourni au chapitre précédent.

CHAPITRE III

LA CONSOMMATION DES ABSINTHES.

La consommation des absinthes fournit à l'alcool un de ses plus grands débouchés.

C'est une question très complexe que la question de l'absinthe.

Il n'est pas de produit qui ait eu à subir plus d'attaques, au cours des dix dernières années principalement. C'est contre l'absinthe que se sont surtout exercés, que s'exercent encore les efforts des ligues anti-alcooliques. Celles-ci ont trouvé de puissants auxiliaires.

Le parti socialiste a déclaré la guerre à l'alcool et plus particulièrement à l'absinthe (1).

Les viticulteurs ne peuvent voir sans regrets la concurrence faite par l'absinthe à la consommation du vin.

Les hygiénistes l'attaquent violemment au nom de la santé publique et de l'avenir de la race.

L'Etat, quelles que puissent être au point de vue des méfaits ou des non méfaits de l'absinthe les opinions des ministres qui se succèdent au pouvoir, se désintéresse de la question au point de vue de l'hygiène, et voit surtout dans la défaveur dont jouit l'absinthe auprès d'une partie

(1) Cf. Propositions Vaillant, 1875-1900. Proposition Breton, 1907.

de l'opinion, une raison de demander à ce produit les ressources nécessaires à l'équilibre de ses budgets.

C'est tout au début du siècle dernier que la fabrication de l'absinthe, qui avait pris naissance dans la Suisse française, a été introduite à Pontarlier, et s'est répandue de là dans diverses régions du territoire français.

Peu importante à l'origine, la consommation de l'absinthe n'a pas tardé à prendre une rapide extension.

De 6.713 hectolitres (en alcool pur) en 1873, elle a progressé d'année en année. Elle est de 10.150 hectolitres en 1878, de 18.000 hectolitres en 1880. Elle croît prodigieusement et régulièrement à partir de cette date pour atteindre son point culminant en 1900 avec 208.931 hectolitres (238.467 hectolitres si l'on ajoute à la consommation de l'absinthe proprement dite celle de ses similaires).

A partir de cette date, la consommation fléchit quelque peu ; elle n'atteint plus en 1909 que le chiffre, fort respectable encore, de 158.772 hectolitres (similaires de l'absinthe compris), pour se relever d'ailleurs à 172.116 hectolitres en 1910.

L'histoire fiscale de l'absinthe se lie étroitement aux vicissitudes de sa consommation. Antérieurement à la loi du 26 mars 1872, les absinthes payaient le droit de consommation sur l'alcool proportionnellement à leur richesse alcoolique, qui était généralement de 72°. La loi du 26 mars 1872 a décidé que les absinthes paieraient dorénavant, non plus suivant leur richesse alcoolique, mais suivant leur volume ; et alors que la taxe de consommation

était pour l'hectolitre d'alcool pur de 150 francs, décimes compris, elle a élevé cette taxe à 210 francs pour l'absinthe. Un hectolitre d'absinthe à 50° payait donc 210 francs. La création d'un demi-décime complémentaire par la loi du 30 décembre 1873 a porté cette taxe à 218 fr. 75.

Ce mode de faire donna lieu à une fraude considérable et eut pour l'hygiène les conséquences les plus déplorables.

« Au lieu d'acheter de l'absinthe fabriquée régulièrement, le débitant échappait à l'impôt en se procurant une petite quantité d'un liquide très concentré déclaré comme absinthe. Il mélangeait ensuite cette essence à une forte dose d'alcool, n'ayant payé que le droit ordinaire appliqué aux eaux-de-vie. Ainsi il évitait la plus grande partie de la surtaxe, mais l'absinthe qu'il vendait était malsaine et détestable.

« A Paris, c'était bien plus simple. La circulation et la manipulation des boissons alcooliques étant complètement libres à l'intérieur des fortifications, il suffisait de fabriquer l'absinthe dans l'enceinte de l'octroi pour éviter toute espèce de surtaxe.

« Le liquoriste établi dans Paris jouissait ainsi d'un véritable privilège vis-à-vis de ses confrères de la province.

« Les employés du fisc en étaient réduits à contempler les bras croisés une fabrication qui s'étalait au grand jour (1). »

La fraude devint telle que la loi du 19 juillet 1880, unifiant la taxation des spiritueux de toutes sortes, ramena

(1) Cf. Dionys Ordinaire. Séance de la Chambre des députés du 4 juillet 1893,

au droit général de consommation de 156 fr. 25 calculé sur la richesse alcoolique la taxation de l'absinthe. Ce régime dura jusqu'à la loi du 29 décembre 1900.

Cette loi est venue porter un coup terrible à la consommation de l'absinthe.

Elle a fait payer à l'alcool, et par contre-coup à l'absinthe, la rançon du dégrèvement des boissons hygiéniques. Le droit de consommation sur l'absinthe a été élevé par cette loi de 156 fr. 25 à 220 francs. Encore l'absinthe a-t-elle couru à cette époque un danger bien autrement grave que celui de la diminution de consommation dont la loi du 29 décembre 1900 a marqué pour elle le début. C'est la mort sans phrases dont elle a été menacée un moment.

Au cours de la discussion de la loi, M. Vaillant, reprenant à la Chambre une proposition de loi déjà soutenue par lui en 1875, réussit à faire incorporer à la loi un amendement interdisant la fabrication, la circulation et la vente de toute essence reconnue dangereuse par l'Académie de médecine.

L'Académie de médecine, consultée par le gouvernement, se refusa à établir une échelle de toxicité pour les essences, en les déclarant toutes dangereuses pour la santé publique. Elle sauva ainsi le commerce de l'absinthe de la mort qui l'avait menacé.

Lors de l'établissement du budget de 1907, l'Etat, à court d'argent, comme c'est souvent le cas, pensa à demander à une nouvelle surtaxe sur les absinthes un complément de ressources. Le côté hygiénique de la question, le directeur

général des Contributions indirectes, commissaire du gouvernement, l'a déclaré au cours de la discussion de la loi, est resté en l'occurrence complètement étranger aux préoccupations du gouvernement (1).

La loi du budget de 1907 (art. 15) a maintenu, pour la perception des droits sur l'absinthe, le droit de 220 francs par hectolitre d'alcool pur dont tous les alcools ont continué à être frappés. Mais elle y a superposé une surtaxe complémentaire de 50 francs, avec un minimum de perception de 55° pour la surtaxe.

Cette question du minimum de perception de 55° a donné lieu à de vifs débats au sein du Parlement. Ce fut la lutte des intérêts de la distillation parisienne contre la distillerie de l'Est.

Paris fabriquait des absinthes à bas degré. Pontarlier fabriquait toutes ses absinthes à un degré supérieur à 60°. M. Peureux, député de la Haute-Saône, avait déposé, avec son collègue M. Girod, député de Pontarlier, un amendement tendant à élever de 55° à 60° le minimum de perception fixé par le projet de loi.

Il tirait les raisons de son amendement de deux ordres d'idées distinctes :

1° *Raison d'hygiène.* — Les absinthes à bas degré ne peuvent être des absinthes fabriquées par distillation ; ce sont des absinthes produites par infusion d'essences nocives et funestes, et qui n'ont rien de commun avec l'absinthe

(1) Sénat. Séance du 24 janvier 1907.

à haut degré produite dans l'Est et dans la région de Pontarlier.

Les absinthes à haut degré produites par distillation, où la plante d'absinthe devient le produit colorant donnant le goût à l'absinthe, ne sont pas mauvaises pour la santé publique. Ce sont, a dit M. Peureux, qui s'est souvenu à propos qu'à l'origine et avant d'être devenue une boisson, l'absinthe a été, comme l'alcool, un médicament, « des absinthes hygiéniques ».

Les absinthes à bas degré, au contraire, ne sont que des mixtures composées de mauvais alcools dans lesquels on verse des essences d'absinthe pour donner un goût artificiel, et qui doivent être seules chargées des méfaits dont on accuse l'absinthe considérée *in genere*.

« Les absinthes à bas degré peuvent être vendues à bas prix dans les bars. L'ouvrier, dans ces conditions, peut prendre deux absinthes au lieu d'une sans grands frais. »

2° *Raison fiscale*. — « Les absinthes à bas degré n'ont été inventées que pour se soustraire aux droits d'octroi très élevés dans certaines localités et aux droits de régie.

« Dans l'intérieur des grandes villes, on les fabriquera en fraude dans l'arrière-boutique du débitant, ce qu'on ne peut faire avec l'absinthe à haut degré que l'addition d'eau viendrait troubler, si on essayait d'en réduire ensuite le degré. La fraude sera considérable et le Trésor sera lésé des sommes qu'il est légitimement en droit d'attendre du vote de la surtaxe. »

L'amendement de M. Peureux fut rejeté, à la demande du ministre des finances, M. Caillaux.

Celui-ci craignait, en donnant raison à M. Peureux, de « faire le jeu de la distillerie de l'Est contre la distillerie parisienne ». « J'ai toujours dans l'esprit, disait le ministre, qu'on cherche à favoriser, — ce qui est d'ailleurs légitime, — des intérêts particuliers au détriment d'autres intérêts particuliers. Or je ne veux pas écraser une distillation, celle de Paris, au profit de la distillation d'une autre région (1). »

Quelque opinion qu'on puisse avoir au point de vue hygiénique sur la valeur des arguments mis en avant par M. Peureux, il paraît certain tout au moins que M. Peureux avait pleinement raison au point de vue fiscal.

C'est une augmentation des ressources budgétaires que l'on demandait à l'alcool. C'est un déficit de 7.520.700 fr. que l'année 1907 apporta au Trésor.

Aussi, la loi des finances de 1909 consacrait un revirement d'opinion complet de la part du ministre des finances, et donnait pleinement raison à la thèse soutenue un an auparavant par M. Peureux, conjointement avec son collègue de Pontarlier, M. Girod.

M. Caillaux faisait voter par le Parlement un texte portant que les absinthes ne pourraient être mises en vente à un titrage inférieur à 65° (2).

(1) Chambre des députés, 1^{re} séance du 15 décembre 1906.

(2) Art. 17 de la loi des finances. « Le minimum de perception établi par l'article 15 de la loi du 30 janvier 1907 est porté, en ce qui concerne les absinthes et similaires, à 65°, et s'applique à toutes les taxes générales et locales dont sont passibles les spiri-

Ce texte, disait le ministre, « atteindra un double but. En premier lieu, les fabricants ont trouvé le moyen d'éluider la surtaxe ordonnée par la loi de finances de 1907, en abaissant outre mesure le degré de l'absinthe. Nous voulons qu'ils n'usent plus de ce détour pour causer un dommage au Trésor. En second lieu, nous voulons mettre un terme aux fabrications d'absinthes à très bas degrés, dont on masque l'insuffisance de goût par l'introduction de substances des plus nuisibles à la santé du consommateur. »

Le vote de cette disposition n'a pas été tout seul, tant s'en faut. On n'a sans doute pas oublié qu'il a failli amener un conflit entre la Chambre et le Sénat et qu'il n'a pas nécessité moins de trois retours du budget du Sénat à la Chambre, le premier s'obstinant à disjoindre du vote du budget les dispositions relatives à l'absinthe, que la seconde se montrait non moins résolue à maintenir.

Il a fallu toute l'obstination du rapporteur général du budget à la Chambre, M. Doumer, et le désir d'éviter un conflit sérieux entre les deux Chambres et le vote de douzièmes provisoires, pour triompher de la résistance du Sénat.

Les résultats de la loi de 1909 ont été satisfaisants, et le tueux de l'espèce.

« Aucune absinthe ou boisson similaire ne pourra être fabriquée à partir de la promulgation de la présente loi, ni détenue ou mise en vente à partir du 1^{er} juillet 1909, si sa teneur alcoolique est inférieure à 65°. »

législateur semble avoir atteint le double but qu'il se proposait.

La consommation de l'absinthe a baissé, encore qu'il ne faille pas vraisemblablement considérer la diminution comme définitive et qu'elle tende à reprendre, à la faveur des prix élevés cotés actuellement pour le vin ; les rentrées de l'impôt sur l'alcool ont subi une augmentation notable, due, partiellement tout au moins, à la surtaxe des absinthes (1).

Quel est le sort réservé par l'avenir au commerce des absinthes ?

Il serait téméraire de se prononcer à cet égard.

Les adversaires de l'absinthe n'ont pas désarmé, bien au contraire ; divers projets de loi sont actuellement soumis à l'examen de la Chambre et du Sénat, et tous, ils tendent directement ou indirectement à la prohibition plus ou moins radicale de la vente de l'absinthe (2).

(1) Les droits sur les alcools (y compris la surtaxe des vins alcoolisés) ont rendu 338.474.000 francs en 1909, en plus-value de 1.114.000 francs sur l'année précédente.

Cette plus-value aurait été certainement plus importante, si les débitants n'avaient pas fait l'année précédente de gros approvisionnements en prévision du vote de la loi. En 1910, les droits ont rendu 353.738.000 francs, en augmentation de 15.264.000 francs sur l'exercice précédent.

(2) Le Sénat a été tout récemment saisi du rapport de M. Poulle, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. de Lamarzelle, tendant à interdire la fabrication et la vente de l'absinthe. La commission a approuvé la proposition qui prohibe, sous peine d'amende de 100 à 2.000 francs, la fabrication, la vente, le transport, la détention pour la vente et l'importation de tous apéritifs ou liqueurs alcoolisés contenant de la thuyone (essence d'ab-

Nous croyons, quant à nous, que la prohibition de l'absinthe n'est pas près d'être votée en France.

Certes, ainsi que l'a rappelé au cours de la discussion du budget de 1908 le ministre des finances (1), « le gouvernement pense bien aux questions d'hygiène », mais, avec une louable franchise, le ministre a ajouté que « son principal souci est de remplir les caisses du Trésor ».

Quels que soient les lois ou règlements futurs qui puissent venir atteindre le commerce de l'absinthe, nous ne pensons pas que l'interdiction en soit prononcée autrement, si elle doit l'être un jour, qu'au cas d'un remaniement général et complet de la législation de l'alcool, remaniement portant sur tous les alcools et non sur la seule absinthe.

L'absinthe rapporte actuellement au Trésor un revenu annuel de quelque 50 millions.

Dussions-nous être accusés de scepticisme, nous croyons que c'est là pour l'absinthe la meilleure des sauvegardes, une sauvegarde dont l'effet pourra bien décevoir longtemps encore les espoirs de ses adversaires.

sinthe). La loi serait exécutoire deux ans après la promulgation, sauf en ce qui concerne l'importation qui serait immédiatement interdite.

(1) Séance du Sénat du 23 décembre 1908.

CHAPITRE IV

LES ALCOOLS DÉNATURÉS.

Dans la première partie de notre travail, nous avons montré la faillite des diverses mesures protectionnistes successivement adoptées, dans le but de défendre les intérêts agricoles en général, en tant que liés à la production de l'alcool, et la distillerie de betteraves en particulier.

Nous avons fait voir que ces mesures, si elles ont eu pour résultat indéniable d'amener la ruine d'un certain nombre d'usines prospères et de causer des pertes souvent irrémediables, ont manqué d'autre part leur but essentiel, puisqu'elles n'ont su assurer, ni à l'alcool d'industrie un relèvement durable des prix, ni à la distillation de betteraves, et notamment à la distillerie agricole, l'essor que le législateur s'en était proposé.

Nous avons indiqué que la solution de la question devait être cherchée dans une voie diamétralement opposée à celle suivie jusqu'alors, et qu'au lieu de la demander à la limitation de la production, c'est la consommation qu'il fallait s'efforcer d'augmenter en ouvrant à celle-ci de nouveaux débouchés.

Le Parlement a mis longtemps à s'en aviser ; mais du

jour où il s'est décidé à entrer franchement dans cette voie, notamment à partir de 1901, et, suivant l'exemple qui lui était donné depuis longtemps par l'Allemagne, à favoriser législativement la consommation de l'alcool industriel, on a vu les choses changer du tout au tout comme par un coup de baguette magique.

Les productions d'alcool de betteraves ont augmenté pour atteindre des chiffres annuels d'une importance naguère insoupçonnée ; les distilleries agricoles se sont développées avec une rapidité inconnue jusqu'alors, couvrant d'un réseau de mailles serrées un certain nombre de régions du territoire d'où elles étaient jadis totalement absentes, au grand détriment, dans certains cas, de l'industrie rivale, la sucrerie.

Et pourtant, les prix de l'alcool n'en ont pas été fâcheusement affectés ; au contraire, ils sont revenus, durant ces huit dernières années, à un niveau aussi élevé que les plus zélés défenseurs de l'alcool de betteraves ont jamais pu le souhaiter ; le développement de la consommation générale a même amené une hausse des cours telle qu'on a pu se demander, non sans quelque inquiétude, si elle n'est pas de nature à compromettre l'avenir de la jeune industrie de l'alcool dénaturé, succombant sous le poids de sa prospérité trop rapide.

Problème sérieux et qui mérite un examen attentif, car l'extension de la consommation de l'alcool pour les usages industriels constitue à coup sûr la solution idéale, et la

plus propre à concilier les divers intérêts en présence (1).

Certes, si quelque chose est de nature à étonner, c'est qu'il ait fallu au législateur autant de temps pour marcher dans la voie nouvelle où l'Allemagne l'avait depuis nombre d'années précédé.

À dire vrai, ce n'est pas que celui-ci n'ait eu dès le principe à cet égard une sorte d'intuition de l'avenir ; mais ses bonnes intentions sont demeurées pendant trois quarts de siècle à l'état purement platonique.

La question de l'alcool dénaturé, législativement parlant, est en effet une très vieille question, car si on veut remonter à ses origines, il faut se reporter jusqu'au début du siècle dernier.

La loi du 8 décembre 1814, en son article 80, établissait déjà la franchise des droits pour les alcools dénaturés en présence de la Régie, de manière à ne pouvoir plus être livrés à la consommation.

En présence des incertitudes créées à l'égard de cette exemption par le silence de la loi du 28 avril 1816 et des variations de la jurisprudence administrative et contentieuse qui en furent la conséquence, l'article 1^{er} de la loi du

(1) Le développement de la production de l'alcool industriel, — et au premier rang celui de l'alcool de betteraves, — sert en effet puissamment les intérêts agricoles. Non seulement elle permet, comme nous l'avons indiqué au chapitre de la betterave, l'emploi des méthodes modernes de culture intensive, mais elle tend à solidariser les intérêts du Nord et du Midi, ou, si on trouve le mot trop gros, à en atténuer grandement l'antagonisme ; car les quantités d'alcool qui trouvent leur emploi dans l'industrie cessent de faire concurrence aux eaux-de-vie naturelles.

24 juillet 1843 vint faire retour explicite à la franchise accordée par la loi du 8 décembre 1814 (1).

Les quantités d'alcool employées aux usages industriels n'en restèrent pas moins, pendant de longues années, absolument insignifiantes. Peut-être faut-il en chercher la raison dans les règlements tracassiers de l'administration qui, comme il arrive malheureusement trop souvent en France, vinrent faire maladroitement échec aux intentions du législateur.

Quand, en 1871, le droit de consommation sur l'alcool fut porté à 150 francs, l'administration se préoccupa beaucoup moins, en effet, d'aider au développement des usages industriels de l'alcool, que de prévenir les fraudes auxquelles pouvait naturellement inciter l'énorme augmentation du droit de consommation.

L'article 4 de la loi du 2 août 1872 porta à 30 francs par hectolitre d'alcool pur le montant de la taxe de dénaturation. Il maintint la taxe d'octroi en la limitant

(1) Le règlement du 14 juin 1844 a déterminé, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 24 juillet 1843 :

1^o Les conditions nécessaires pour opérer la dénaturation et les formalités qui devront la constater ;

2^o L'importance du droit de dénaturation que le Trésor, d'une part, et les villes, à titre de droit d'octroi, pourraient percevoir sur l'alcool dénaturé.

Ces droits, modifiés ultérieurement par l'article 1^{er} de l'ordonnance du 19 avril 1845, étaient très peu importants ; mais leur modicité n'était pas de nature cependant à constituer à l'alcool dénaturé des avantages sérieux, par la raison que le droit général de consommation sur l'alcool était lui aussi peu élevé, ne se montant alors qu'à 37 fr. 50 par hectolitre.

toutefois au $\frac{1}{4}$ du droit perçu par le Trésor. En même temps, l'article 5 de la loi chargeait le Comité des arts et manufactures de déterminer pour chaque branche d'industrie, les conditions dans lesquelles la dénaturation devait être opérée en présence de la Régie (1).

Etant donné, d'une part, le montant de la taxe de dénaturation, à laquelle venait s'ajouter le droit d'octroi, d'autre part les formules coûteuses et les formalités rigoureuses imposées pour la dénaturation par les règlements administratifs, il fallait que l'alcool ne pût être remplacé par aucun succédané, comme dans la parfumerie et la pharmacie, par exemple, pour qu'on pensât à lui donner un emploi industriel (2).

Il n'est donc pas étonnant si, en présence de la crise que traversait à cette époque le commerce des alcools (3), de nombreuses plaintes s'élevèrent dans le monde des industriels et des agriculteurs contre la rigueur draconienne des règlements qui paralysaient toute extension des débouchés de l'alcool dénaturé.

(1) « Au lieu de se borner à mélanger avec l'alcool dénaturé de simples huiles essentielles, on dut verser dans l'alcool pur une proportion déterminée de benzine, d'acétone et de méthylène ; en outre, pour certaines industries, des formules spéciales furent établies par le Comité des arts et manufactures. Enfin, le règlement du 19 janvier 1881 a soumis le dénaturateur à des formalités rigoureuses (Rapport Hypp. Morel, 1897. Sénat, annexe p. 43).

(2) L'article 2 de la loi du 30 décembre 1873 vint encore aggraver cette situation par la création de $\frac{1}{2}$ décime par franc.

(3) C'est, nous l'avons vu, cette crise qui a servi de prétexte à l'instauration de toutes les mesures douanières dont nous avons fait l'historique aux chapitres précédents.

La loi sucrière de 1884 avait déterminé un grand nombre d'agriculteurs à aller étudier sur place en Allemagne les méthodes qui avaient si heureusement permis à l'agriculture de ce pays de réaliser en peu de temps des progrès énormes dans la culture de la betterave et des céréales. Dans ce contact avec l'étranger, ils avaient pu apprécier les bienfaits que les applications de l'alcool dénaturé aux usages industriels, et plus particulièrement au chauffage et à l'éclairage, avaient apportés à leurs confrères d'outre-Rhin.

Aussi, leurs réclamations finirent-elles par devenir tellement pressantes, qu'elles trouvèrent un écho dans le Parlement, et donnèrent, à partir de 1896, naissance à diverses propositions émanant de l'initiative parlementaire (1).

Ces propositions n'aboutirent pas, mais il en fut autrement du projet de loi présenté par le ministre des finan-

(1) C'est d'abord en 1896, au Sénat, au cours de la discussion de la loi sur les boissons, l'adoption de l'amendement Gauthier, Deprez et Scheurer-Kestner. « La taxe de dénaturation est réduite à 5 francs, décimes compris, pour les alcools employés à des usages industriels, comme agents de fabrication ou comme matières premières, et qui disparaissent ou sont transformés au cours des manipulations. »

Lié au sort de la loi des boissons, le vote de l'amendement resta sans effet. Il avait d'ailleurs le tort grave d'exempter du bénéfice de la réduction de la taxe les alcools employés à l'éclairage, au chauffage et à la force motrice, alors que c'étaient avant tout ceux-ci dont l'extension de la production devait être encouragée.

Mieux conçue à ce point de vue, fut en mai 1897 la proposition de loi présentée à la Chambre des députés par MM. Michon, Boudenoot, Georges Graux, etc.

« La taxe de dénaturation sur l'alcool est réduite à 3 francs, décimes compris, pour les alcools employés aux usages industriels, *notamment pour ceux destinés à servir à l'éclairage, au chauffage ou comme force motrice.* »

ces, M. Georges Cochery, et dont elles déterminèrent le dépôt (1).

Le ministre des finances s'était, dès le principe, montré tout disposé à entrer dans la voie où l'initiative parlementaire le conviait, mais gardien naturel des intérêts du Trésor et craignant la fraude, il crut d'abord devoir, par décret en date du 30 juin 1896, nommer une commission pour étudier la question.

Sans attendre d'ailleurs la conclusion des travaux de cette commission, il déposait, le 10 juillet 1897, un projet de loi tendant à réduire à 3 francs, décimes compris, le coût de la taxe de dénaturation, mais il limitait la faveur de la taxe réduite à ceux des alcools, employés dans l'industrie comme « agents de fabrication ou comme matières premières ».

La commission du budget trouva le projet insuffisant parce qu'il ne comprenait pas, comme la proposition de loi du 22 mai 1897, l'application de la taxe aux alcools devant servir au chauffage et à l'éclairage, ce que, à juste titre, la commission du budget considérait comme de beaucoup le plus important.

Sur ces entrefaites, la commission nommée par le décret du 30 juin 1896 déposa son rapport. Les conclusions en furent entièrement favorables à l'extension de la ré-

(1) Nous avons, pour cette partie de notre travail, fait de larges emprunts au rapport de M. Boudenoot à la Chambre des députés, et à celui de M. Hyppolite Morel, au Sénat.

forme dans le sens indiqué par la commission du budget de la Chambre (1).

Aussi, le ministre des finances put-il rectifier et compléter son projet qui, accepté par la commission du budget, fut voté sans discussion par la Chambre. Transmis au Sénat le 25 novembre 1897, il devint finalement la « loi du 16 décembre 1897 relative au régime fiscal des alcools dénaturés et à diverses mesures concernant les alcools » (2).

(1) Les conclusions du rapport portaient que les procédés d'analyse en usage permettent de constater avec certitude la présence dans l'alcool ordinaire de 1/100 d'alcool méthylique, et que, pour réduire au-dessous du centième la proportion d'alcool méthylique, ajouté comme dénaturant, le revivificateur serait obligé de dépenser une somme très supérieure à l'écart entre le droit général de consommation et la taxe spéciale de 3 francs.— Cf. Rapport Boudenoot, Chambre des députés, Session extraordinaire de 1897, n° 2805.

(2) Une autre mesure de nature à favoriser l'emploi de l'alcool dénaturé, en abaissant le coût de la dénaturation, était prise par décision ministérielle du 8 septembre 1897 qui, approuvant l'avis du Comité des arts et manufactures en date du 28 juillet précédent, abaissait de 15 à 10 0/0 la quantité de méthylène à employer pour la dénaturation.

Les calculs comparatifs suivants permettent de se rendre compte de l'importance des diverses mesures édictées en faveur de l'alcool dénaturé.

Coût approximatif de la dénaturation d'un hectolitre d'alcool.

Avant 1897.

15 litres méthylène à 1 fr. 20 le litre	18 »
50 centilitres benzine lourde, 1 gr. 55 de vert malachite.	2 »
Soit un total pour 115 litres.	<u>20 »</u>
» » 100 »	17 39
Droit de dénaturation	37 50
Droit de surveillance et d'analyse (Art. 41 de la loi des finances du 16 avril 1895)	0 80
Total	<u>55 69</u>

Les effets de la loi répondirent pleinement aux espoirs du législateur. Dès son entrée en vigueur, en 1898, les effets bienfaisants s'en font sentir. Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter au tableau que nous reproduisons (1), et qui permet de juger des progrès rapides de l'industrie nouvelle, et de l'essor que lui ont imprimé les divers dégrèvements dont elle a successivement bénéficié et les primes qui lui ont été accordées à partir de 1901.

Le mouvement est maintenant lancé. La crise que subissent les cours de l'alcool en présence des productions surabondantes d'alcools de toutes provenances va amener le législateur à rechercher les moyens de lui donner une nouvelle impulsion.

Quand vint en discussion à la Chambre des députés la grande loi de 1900 sur la réforme du régime des boissons,

Après 1897.

40 litres méthylène à 1 fr. 20 le litre	12 »
50 centilitres benzine lourde, 1 gr. 55 de vert malachite	2 »
Soit un total pour 110 litres.	14 »
» » 400 »	12 72
Droit de dénaturation	3 »
Droit de surveillance et d'analyse (Art. 11 de la loi des finances du 16 avril 1895)	6 80
Total.	16 52

La différence des chiffres fait suffisamment ressortir l'intérêt de la réforme.

Il convient d'ajouter que l'article 1^{er} de la loi du 16 décembre 1897 ramène de plein droit les tarifs d'octroi sur l'alcool dénaturé dans les limites fixées par l'article 4 de la loi du 2 août 1872, c'est-à-dire au quart des droits perçus par le Trésor.

(1) Pages 281 à 284.

Tableau des quantités d'alcool soumises au droit de dénaturation de 1875 à 1882
d'après le « Bulletin de Statistique et de Législation comparée », publié par le Ministère des Finances.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	QUANTITÉS TOTALES SOUMISES A LA DÉNATURATION (EN HECTOLITRES) PENDANT LES ANNÉES									
	1875	1876	1877	1878	1879	1880	1881	1882		
Vernis	10 894	11 198	10 612	12 287	12 340	14 106	12 033	10 900		
Alcools blancs d'éclaircissage.	2 916	2 971	2 782	2 961	2 742	2 694	4 058	6 026		
Matières tinctoriales, chapel- lerie	1 957	1 273	950	872	693	1 049	711	530		
Gazogènes :										
1 ^o pour l'éclairage	356	525	567	645	696	696	941	1 409		
2 ^o pour le chauffage. . . .	»	35	149	781	2 664	4 382	6 881	7 409		
Insecticides.	»	1	1	»	3	4	1	1		
Ether	1 185	977	1 056	1 374	1 422	2 189	3 649	4 730		
Aldéhydes	47	29	36	31	10	9	9	1		
Fulminates, alcaloïdes . . .	983	930	1 161	899	720	704	867	1 107		
Usages divers.	1 223	1 443	1 312	1 653	1 695	1 707	2 278	3 728		
Totaux	19 561	19 382	18 626	21 503	22 985	27 540	31 428	35 841		

Tableau des quantités d'alcool soumises au droit de dénaturation de 1883 à 1890
d'après « le Bulletin de Statistique et de Législation comparée », publié par le Ministère des Finances.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	QUANTITÉS TOTALES SOUMISES A LA DÉNATURATION (EN HECTOLITRES) PENDANT LES ANNÉES							
	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890
Vernis	10.837	10.272	10.065	10.209	9.815	9.782	9.619	12.470
Alcools blancs d'éclaircissage.	6.026	6.591	7.865	10.181	9.688	9.047	8.633	7.870
Matières tinctoriales, chapel- lerie	450	469	489	378	327	307	747	432
Gazogènes :								
1 ^o pour l'éclairage	1.465	1.484	1.917	1.882	1.949	2.332	2.613	4.114
2 ^o pour le chauffage. . . .	9.055	14.180	16.754	19.628	24.604	27.466	31.767	37.316
Insecticides	5	2	4	2	6	14	4	9
Ether.	4.731	3.858	4.293	6.798	29.851	48.675	45.769	36.961
Aldéhydes	2	2	3	4	2	2	34	3
Fulminates, alcooloides . . .	1.364	1.555	1.782	2.103	2.491	2.380	2.345	3.350
Usages divers.	5.666	5.390	6.116	8.011	6.667	7.058	6.709	7.317
Totaux	39.601	43.803	49.285	59.196	85.400	107.063	108.240	109.842

Tableau des quantités d'alcool soumises au droit de dénaturation de 1891 à 1900
d'après le « Bulletin de Statistique et de Législation comparée », publié par le Ministère des Finances.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	QUANTITÉS TOTALES SOUMISES A LA DÉNATURATION (EN HECTOLITRES) PENDANT LES ANNÉES									
	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900
Alcools de chauffage et d'éclairage	51.773	57.022	58.692	67.224	70.570	73.379	80.411	93.906	109.767	125.648
Vernis	11.781	10.876	11.740	11.205	11.845	12.488	13.133	15.657	17.396	14.762
Alcools d'éclaircissage (généralité)	4.214	1.445	1.715	1.253	938	1.627	1.713	2.506	1.287	2.750
Matières plastiques (celluloïd, phibrolithoid, etc.)	1.363	1.316	1.603	1.276	2.200	2.806	3.508	9.635	9.430	7.198
Chapellerie	592	523	801	575	555	600	570	384	304	413
Teintures et couleurs	210	377	450	268	184	216	176	185	188	156
Présure liquide	115	82	108	101	113	99	115	182	146	123
Collodion	198	175	199	262	141	167	96	115	123	186
Chloroforme	280	215	304	286	239	128	129	250	296	52
Chloral	167	125	129	121	167	159	137	137	210	308
Tannins	130	118	140	153	149	150	154	163	195	496
Produits chimiques, (Extraits, alcool- produits pharma- des savons trans- centiques et pro- pareils, inscri- uits divers,....) cides, etc.	640	598	623	605	539	616	984	1.435	1.918	3.863
Usages scientifiques	255	280	237	333	327	361	383	559	492	386
Ethers, fulminates de mercure, explosifs, etc.	37.064	32.095	30.498	37.136	46.273	45.764	45.031	48.184	74.263	64.873
Totaux	105.782	104.947	106.939	120.798	134.240	138.560	146.529	173.298	216.015	221.214

Tableau des quantités d'alcool soumises au droit de dénaturation de 1901 à 1909
d'après le « Bulletin de Statistique et de Législation comparée », publié par le Ministère des Finances.

DÉSIGNATION		QUANTITÉS TOTALES SOUMISES A LA DÉNATURATION (EN HECTOLITRES) PENDANT LES ANNÉES								
DES PRODUITS		1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Alcools de chauffage et d'éclairage		153.005	227.253	262.036	289.748	322.694	377.466	400.940	446.639	476.430
Vernis		13.481	10.903	11.580	12.433	13.384	13.880	13.625	13.120	13.260
Alcools d'éclaircissage (ébénisterie)		2.902	2.996	2.502	1.890	1.791	1.636	1.167	966	1.186
Matières plastiques (celluloïd, phibrolithoi, etc.)		5.069	782	20.095	18.771	10.759	13.419	13.057	11.921	14.571
Chapellerie		419	289	365	231	210	470	482	551	583
Teintures et couleurs		196	41	532	391	302	213	169	479	728
Présure liquide		128	118	142	111	130	134	167	160	180
Colloidon		3.586	3.181	146	272	424	446	541	768	1.233
Soie artificielle		»	»	»	»	11.108	5.531	8.480	11.605	12.885
Chloroforme		96	119	377	174	103	131	192	224	193
Chloral		240	218	246	302	145	137	154	150	163
Tannins		228	287	798	1.549	42	»	»	29	2
Produits chimiques, produits pharmaceutiques et produits divers.	{ Extraits, alcools, des savons transparents, insecticides, etc.	2.202	6.071	11.381	6.905	2.286	2.672	3.135	2.424	2.800
Usages scientifiques.		429	406	519	864	324	271	328	368	311
Ethers, fulminates de mercure, explosifs, etc.		69.584	69.996	63.879	89.917	100.223	121.565	126.742	128.714	131.045
Totaux		251.565	326.660	374.598	423.561	463.925	537.971	571.179	618.118	655.570

un amendement déposé par M. Jules Dansette, député de la circonscription d'Armentières, — centre de nombreuses distilleries de betteraves, — fut déposé à la séance du 10 décembre (1).

Cet amendement se composait de deux parties.

La première qui fut adoptée supprimait la taxe de fabrication de 3 francs par hectolitre et la remplaçait par un simple droit de dénaturation de 25 centimes.

La seconde, rejetée à la demande du gouvernement pour des raisons budgétaires, fixait pour les frais de dénaturation un maximum qui ne pouvait être dépassé.

La question fut reprise à la séance suivante, par un nouvel amendement de MM. Klotz, Ribot, Plichon, Guillaïn et Dansette (2).

La suppression du droit de dénaturation, son remplacement par un simple droit de statistique de 25 centimes, déjà acceptés la veille par le gouvernement, fut voté à nouveau par la Chambre.

Sur le deuxième point, limitation du droit de dénaturation, le gouvernement prit l'initiative d'une proposition

(1) Une décision ministérielle du 30 décembre 1899 avait déjà facilité la dénaturation en l'autorisant, sans conditions de pureté, pour les alcools, quels qu'ils fussent, titrant 90° et au-dessus. D'autre part, la circulaire 404 du 24 juillet 1900 avait permis l'envoi sur les ateliers de dénaturation des flegmes titrant 90°, renfermant moins de 10/0 d'huiles essentielles. On ne saurait exagérer l'importance de cette dernière mesure qui a eu pour le développement de la distillerie agricole de betteraves une importance capitale.

(2) Voir sur cette question le rapport très complet de M. Guillaïn au Sénat, 1901, rapport auquel nous avons fait de nombreux emprunts pour cette partie de notre travail.

transactionnelle qui, acceptée par les auteurs de l'amendement et par le Parlement et insérée dans la loi des finances du 25 février 1901, est devenue l'article 59 de cette loi.

Il est essentiel d'analyser ici le mécanisme de cet article 59, et de nous arrêter un moment sur les principes nouveaux, à plus d'un titre, qu'il a introduits dans notre législation financière.

Et d'abord, quel but s'est-on proposé d'atteindre par le vote de cet article ?

« Au lieu d'inscrire dans la loi (comme le demandait l'amendement Dansette), une fixation maxima pour le coût du dénaturant, ce qui pratiquement n'eût guère été réalisable, on s'est attaché à rechercher une combinaison qui permette de tenir compte aux dénaturateurs, non pas de la totalité des frais de dénaturation, mais bien de la portion de ces frais qui constitue pour eux une dépense réelle (1). »

Mais ce n'est pas à tous les dénaturateurs d'alcool que s'applique la combinaison imaginée par l'article 59. C'est aux seuls alcools dénaturés en vue du *chauffage, de l'éclairage, et de la production de la force motrice*.

Ce qu'on a voulu favoriser, la chose est essentielle à souligner, « ce sont les usages nouveaux de l'alcool, ceux pour lesquels ce produit doit conquérir une place déjà occupée par le pétrole et ses dérivés (2). »

(1) Rapport Guillaïn, *op. cit.*

(2) *Ibid.*

Le résultat qu'on recherchait, comment est-on parvenu à le réaliser ?

Par une allocation de 9 francs donnée par le Trésor pour chaque hectolitre d'alcool pur dénaturé en vue du chauffage, de l'éclairage, et de la production de la force motrice.

Le Trésor accorde donc une prime aux dénaturateurs d'alcool.

Au point de vue fiscal, la chose ne présente rien de bien nouveau ; l'alcool dénaturé n'est en effet ni la première, ni la seule industrie qui bénéficie des subventions de l'Etat.

Mais c'est ici qu'apparaît la première des innovations dont nous parlions tout à l'heure.

Alors que les primes accordées à d'autres industries viennent grever le budget, la loi entend que la prime accordée à l'alcool dénaturé ne lui coûte rien. Ce sont les producteurs d'alcool industriel qui vont bénéficier de l'extension des débouchés suscitée par la loi ; ce sont eux qui feront, par compensation, les frais de la prime. Ils paieront une taxe de fabrication sur chaque hectolitre d'alcool sortant de leurs usines.

Cette taxe sera variable ; elle sera calculée de telle façon qu'elle compense exactement la somme payée par le Trésor sous forme de prime aux alcools dénaturés. La réforme doit se suffire à elle-même (1).

(1) Le taux de la taxe de fabrication que les distillateurs industriels ont eu à payer depuis le vote de la loi, taxe que ces dis-

Mais il est une autre conséquence de la loi qu'il importe de bien mettre en lumière ici.

La taxe sans importance établie en 1901, a grossi d'année en année. Certes, le taux auquel elle atteint actuellement n'est pas encore de nature, étant donnée la différence des cours entre les alcools d'industrie et les eaux-de-vie naturelles, à handicaper sérieusement une catégorie d'alcool par rapport à l'autre. Mais de par le mécanisme même de la loi, et si l'alcool dénaturé employé au chauffage, à l'éclairage ou à la production de la force motrice, doit prendre dans la consommation l'extension que rêvent à juste titre pour lui ses défenseurs, il arrivera un moment où, la taxe de fabrication grossissant sans

tillateurs reprennent d'ailleurs en facture à leurs clients, et qui est également acquittée par les dénaturateurs sur les flegmes qu'ils reçoivent des distilleries agricoles, a été fixé à l'origine à 80 centimes par hectolitre d'alcool pur par la loi du 25 février 1901. Il a subi depuis cette époque de notables aggravations. Il a été fixé ainsi qu'il suit :

Pour 1902, 0 fr. 80. Loi du 25 février 1901 Art. 59.

1903, 0 fr. 80. Loi du 30 mars 1902. Art. 15.

1904, 1 fr. 38. Décret du 26 mars 1903 (a).

1905, 1 fr. 37. Décret du 8 février 1904 (a).

1906, 1 fr. 62. Décret du 27 mars 1905 (a).

1907, 1 fr. 72. Décret du 8 mars 1906, ratifié par la loi du 19 juillet 1906.

1908, 2 fr. 07. Décret du 27 mars 1907, ratifié par la loi du 29 décembre 1907.

1909, 2 fr. 52. Décret du 7 mars 1908, ratifié par la loi du 24 décembre 1908.

1910, 3 fr. 47. Décret du 8 mars 1909.

1911, 2 fr. 85. Décret du 31 mars 1910.

(a) Ces trois décrets ont été confirmés par la loi du 29 novembre 1905.

cesse, la question se présentera sous un jour tout différent. Et, malgré le recul momentané du taux de la taxe pour l'année 1911, il semble bien que la chose doive fatalement se produire un jour ou l'autre.

Les efforts des hygiénistes et des pouvoirs publics tendent avec raison à réduire en France la consommation de l'alcool de bouche. Ils tendent inversement à augmenter celle de l'alcool destiné aux usages industriels.

Le résultat de ces deux efforts contraires, s'ils sont couronnés de succès, ne peut être, dans l'état actuel des choses, que l'augmentation progressive de la taxe de fabrication.

Il n'est même pas déraisonnable de prévoir un moment où on arrivera à ce résultat quelque peu paradoxal que le profit que le dénaturateur retirera de la prime sera annihilé complètement par la taxe de fabrication que ce même dénaturateur remboursera à son livreur pour chaque hectolitre d'alcool mis en œuvre (1).

Ce jour là, la prime cessera de profiter en quoi que ce soit aux dénaturateurs ; elle ne sera plus, et c'est là la

(1) Le dénaturateur d'alcool a aujourd'hui à supporter les charges suivantes :

Droit de statistique (art. 15 de la loi du 30 mars 1902).	0 fr. 25
Droit de laboratoire.	0 fr. 80
Taxe de fabrication (1911).	2 fr. 85
Total.	<u>3 fr. 90</u>

par hectolitre d'alcool pur, ou 3 fr. 51 par hectolitre à 90°.

L'Etat lui rembourse 9 francs par hectolitre d'alcool pur ou 8 fr. 10 par hectolitre à 90°.

La prime qu'il touche en réalité ne joue donc plus déjà que jusqu'à concurrence de la différence, soit 4 fr. 59.

très grave innovation sur laquelle nous croyons devoir insister, qu'une taxe différentielle créée au profit de l'alcool de vin par rapport à l'alcool d'industrie.

Il en sera à *fortiori* ainsi si, cherchant à développer encore les usages industriels de l'alcool, le Parlement venait à augmenter la prime de 9 francs dont ces alcools jouissent actuellement (1).

Comment ne pas voir d'ailleurs que la porte que les distillateurs agricoles ont demandé en 1901, sans réflexion suffisante peut-être, aux pouvoirs publics d'entr'ouvrir en leur faveur, il leur deviendra singulièrement difficile de la fermer maintenant aux sollicitations des viticulteurs du Midi, se réclamant des principes mêmes consacrés par l'article 59.

On connaît la campagne menée à la suite de la crise viticole par le « Comité de l'alliance de la viticulture et du

(1) M. Gobron, sénateur des Ardennes, a demandé, dans sa déposition de novembre 1907 à la commission d'enquête sur les emplois industriels de l'alcool, que la taxe de fabrication soit doublée et portée à 18 francs. Sa proposition, reproduite quelques jours après devant le deuxième congrès des emplois dénaturés de l'alcool, a reçu de ce dernier un accueil favorable.

M. Marcel Delaune, député du Nord, a vivement combattu la proposition de M. Gobron. Dans son audition par la commission d'enquête de 1907, il a établi, par des chiffres qui nous paraissent péremptoires, que toute augmentation de la taxe de fabrication, à supposer qu'elle eût un effet sur le développement des emplois industriels de l'alcool, n'aurait pratiquement pour résultat que de handicaper dans une proportion considérable l'alcool industriel par rapport aux eaux-de-vie naturelles, sans élever de façon appréciable et réellement intéressante le montant net de la prime perçue par les dénaturateurs (Commission d'enquête sur les emplois industriels de l'alcool, 1907, p. 143).

commerce des vins et spiritueux en gros ». Ce Comité a pris en 1906 « l'initiative d'une entente entre les agriculteurs du Nord et les viticulteurs, entre la betterave et la vigne. Dans son programme « figurent les avantages à accorder à l'alcool d'industrie, et d'autre part les avantages à accorder à l'alcool de vin (1) ».

A l'alcool d'industrie, doublement de la prime de 9 francs, en conformité du projet Gobron ;

A la viticulture, une compensation dans le genre de celle du projet de M. Augé, député de l'Hérault, projet tendant à donner « aux viticulteurs un encouragement à distiller leurs vins, sous la forme d'une modeste allocation de 0 fr. 50 par degré hectolitre d'alcool, qui serait fournie par une surtaxe de 1 franc par hectolitre ajoutée à la taxe principale de circulation (2) »,

Comme pour l'alcool dénaturé, la réforme, dans l'esprit

(1) Le Comité a à sa tête M. Jules Develle, ancien ministre du commerce, et M. Liouville, avocat à la Cour d'appel. — Cf. Commission d'enquête sur les emplois industriels de l'alcool. Audition de M. Liouville, p. 200.

(2) Cf. H.-R. Savary, La législation des alcools. *Revue de Paris* du 4^{er} janvier 1910, p. 160.

Heureusement pour les distillateurs industriels, l'administration des finances paraît jusqu'ici avoir montré peu d'enthousiasme pour des projets de ce genre, dans lesquels elle peut, en dehors de toute autre considération, craindre de voir une nouvelle occasion de fraude. La question sommeille pour le moment. La désastreuse récolte viticole de 1910 et la hausse des prix du vin qui en a été la conséquence, lui ont enlevé, en ce qui concerne le Midi, tout intérêt sérieux immédiat. Mais qu'on ne s'y trompe pas ; elle n'est pas enterrée pour cela ; elle reviendra sur l'eau à la première récolte surabondante du vignoble français.

de son auteur, doit se suffire à elle-même sans rien demander au budget.

Ainsi, les distillateurs agricoles ont posé eux-mêmes de façon indirecte, mais inéluctable, la question si délicate, si grosse de périls pour l'alcool industriel, de la taxe différentielle.

Mais en vérité, est-il donc besoin de nouvelles primes pour pousser artificiellement au développement de la consommation de l'alcool dénaturé, et des propositions de ce genre sont-elle plus justifiées que celles qui, dans le camp opposé, ne tendent à rien moins qu'à primer les eaux-de-vie naturelles en leur réservant le monopole de tout ce qui est consommation de bouche ? (1)

Nous ne le pensons pas, et nous allons essayer de justifier notre manière de voir à ce sujet.

C'est devenu en quelque sorte un lieu commun d'opposer le développement de la consommation de l'alcool dénaturé en Allemagne à la lenteur de ses progrès en France.

Rien n'est pourtant moins vrai.

Il est exact que, malgré les progrès rapides réalisés en France depuis la loi de 1901, progrès plus rapides au cours de ces dernières années que ceux réalisés en Allemagne, on ne consomme pas encore en France autant d'alcool dénaturé par tête d'habitant qu'en Allemagne (2), encore

(1) Cf. Proposition Cunéo d'Ornano, au cours de la discussion de la loi de 1900 sur le régime des boissons.

(2) Le tableau suivant dont nous empruntons les données au *Bulletin de statistique et de législation comparée*, publié par le ministère

qu'on tende à rapprocher de plus en plus les distances à cet égard.

Il est non moins exact par contre, que, « proportionnellement à la production, on dénature en France aujourd'hui presque autant qu'en Allemagne (1) ».

des finances, montre la marche de la consommation de l'alcool dénaturé en Allemagne, et permet d'utiles comparaisons avec celui que nous avons reproduit pour la France (p. 281 à 284).

La consommation moyenne par tête d'habitant en France est, pour 1910, de tout près de 1 litre 7.

Tableau présentant la consommation de l'alcool destiné à des usages industriels en Allemagne, depuis 1887.

Années d'exploitation commençant le 1 ^{er} octobre	Hectolitres	Proportion par tête d'habitant Litres
1887-1888	387.568	0,8
1888-1889	431.294	0,9
1889-1890	531.375	1,1
1890-1891	519.104	1,0
1891-1892	551.300	1,1
1892-1893	606.670	1,2
1893-1894	664.394	1,3
1894-1895	718.806	1,4
1895-1896	808.279	1,5
1896-1897	867.458	1,6
1897-1898	889.433	1,6
1898-1899	989.966	1,8
1899-1900	1.043.133	1,9
1900-1901	1.155.869	2,0
1901-1902	1.110.050	1,9
1902-1903	1.278.712	2,2
1903-1904	1.391.875	2,4
1904-1905	1.398.486	2,3
1905-1906	1.477.354	2,4
1906-1907	1.336.484	2,2
1907-1908	1.592.272	2,5
1908-1909	1.480.047	2,3

(1) Audition de M. Jean Dupuy, sénateur, ancien ministre de

Est-ce à dire que l'extension de cette consommation ne doit pas être encouragée, et qu'elle n'est pas susceptible d'une nouvelle extension ?

Il est bien loin de notre pensée de soutenir une thèse aussi paradoxale.

La question est tout autre, et elle se pose selon nous comme suit :

Par quels moyens favoriser le développement des emplois industriels de l'alcool ?

Dans quelles limites cette extension est-elle possible et doit-elle être poursuivie ?

Examinons d'abord le premier point.

Quels sont les moyens les plus propres à favoriser le développement des emplois industriels de l'alcool ?

C'est en vue de les rechercher qu'a été constituée en 1907, sous la présidence de M. Ribot, la commission d'enquête sur les emplois de l'alcool dénaturé (1).

Il est un point sur lequel tous ceux qui ont déposé devant la commission s'accordent avec les publicistes qui ont écrit sur ce sujet (2).

l'agriculture. Enquête, p. 202.

En Allemagne la production totale de l'alcool est de 4.400.000 hectolitres, sur lesquels, en 1909, un peu moins de 1.500.000 hectolitres ont été dénaturés.

En France, en 1909, il a été employé aux usages industriels 655.570 hectolitres sur une production totale de 2.426.000 hectolitres.

(1) M. Klotz a depuis remplacé M. Ribot à la présidence de la commission.

(2) Cf. dans la *Revue de Paris*, nos des 15 novembre et 1^{er} décembre 1907. M. L. Sardat-Girardault, *L'alcool moteur* ; — cf. aussi les

Le développement ultérieur de la consommation sera fonction du cours de l'alcool dénaturé. Celui-ci devra être suffisamment bas pour que l'alcool dénaturé puisse lutter contre son rival, le pétrole.

Nous avons indiqué pourquoi on ne saurait espérer atteindre ce but par l'institution de nouvelles primes, et les inconvénients qui par contre résulteraient d'une semblable orientation.

Mais l'Etat peut beaucoup pour favoriser l'abaissement des prix.

A l'exception des fabricants de méthylène intéressés dans la question et à qui on aurait mauvaise grâce à demander de l'oublier, il s'est rencontré un accord unanime pour réclamer soit l'abaissement de la dose de méthylène exigée pour la dénaturation, soit son remplacement par un dénaturant moins coûteux.

Alors qu'en Allemagne le coût de la dénaturation n'est que de 2.80, il voisine 11 francs en France.

On ne voit pas, malgré les résistances de l'administration, pourquoi ce qui est possible en Allemagne ne le serait pas en France. Il pourrait y avoir de ce chef une cause permanente de réduction très sensible dans le prix de vente de l'alcool dénaturé (1).

divers articles publiés dans la même revue par H.-R. Savary.

N° du 15 mai 1909 *L'alcool richesse nationale.*

N° du 15 juin 1909. *Les emplois industriels de l'alcool.*

N° du 1^{er} janvier 1910. *La législation des alcools.*

(1) Les dépositions faites devant la Commission d'enquête prouvent que l'excès d'alcool méthylique est d'autre part mauvais pour les applications de l'alcool à l'automobilisme.

L'Etat peut encore autre chose ; il peut, comme l'ont demandé plusieurs déposants à la commission d'enquête (1), étendre aux industries qui emploient l'alcool sous une forme ou sous une autre, — primes, restitution de la taxe de fabrication, drawback à l'exportation du produit fabriqué, — les avantages accordés à ceux de ces alcools qui sont destinés à l'éclairage et au chauffage (2).

Il peut intervenir auprès des Compagnies de chemins de fer pour obtenir de celles-ci pour l'alcool dénaturé des tarifs de transport aussi avantageux que ceux que ces compagnies accordent aux pétroles et aux essences.

Il peut enfin, et le résultat ne serait certainement pas mince, ne pas paralyser par l'excès des réglementations inutiles exigées par une administration trop formaliste, la circulation et la détention des alcools dénaturés. Il est telle région de la France où on a vu des épiciers renoncer à tenir l'alcool dénaturé, pour éviter les ennuis que leur cause la Régie par ses exigences tracassières (3).

(1) Auditions de M. Douge, p. 53 ; Besson, p. 99 ; Baube, p. 44.

(2) Une loi du 28 mars 1911 a exonéré du paiement de la taxe de fabrication les alcools destinés à des usages industriels et non dénaturés par le méthylène.

(3) Les desiderata qui se sont fait jour, soit lors de la réunion du 2^e Congrès des applications de l'alcool dénaturé en 1907, soit devant la commission d'enquête, ont été étudiés dans les articles de la *Revue de Paris* que nous avons cités (voir note 2 p. 294) avec une clarté et un détail qui nous dispense d'y insister plus longuement ici. Nous ne pouvons que renvoyer à ces articles en ce qui concerne cette question, bien que nous soyons obligé de faire toutes nos réserves sur les conclusions que leurs auteurs y ont formulées à d'autres points de vue,

Ces mesures sont-elles suffisantes ?

Est-il exact que les effets bienfaisants qu'on est en droit d'en attendre aient été annihilés à diverses reprises et soient susceptibles de l'être encore dans l'avenir par la hausse exagérée des cours de l'alcool due aux excès de la spéculation ?

Est-il vrai, d'autre part, que la stabilisation des cours de l'alcool soit indispensable à la prospérité de l'industrie de l'alcool dénaturé ?

Il y a là tout d'abord une véritable pétition de principe à laquelle semblerait répondre suffisamment l'accroissement annuel si rapide de la consommation.

Examinons cependant la question d'un peu plus près.

En ce qui concerne la spéculation, à laquelle on est en général porté à attribuer, en quelque sorte d'instinct et sans avoir à notre avis suffisamment étudié la question, les variations qui ne sont le plus souvent que la résultante des facteurs économiques en présence, les dépositions, à la commission d'enquête, de M. le sénateur Viger, ancien ministre de l'agriculture, et de M. Boverat, vice-président de la chambre de commerce de Paris, ont prouvé que les méfaits dont ses détracteurs l'accusent, étaient sans fondement, et à tout le moins singulièrement exagérés (1).

(1) Boverat, p. 126. « Les variations des cours sont beaucoup moins considérables aujourd'hui qu'elles ne l'étaient autrefois. En 1851, le prix moyen de l'alcool était de 53 fr. En 1854, il s'était

Et ici nous touchons, suivant nous, à l'erreur capitale de ceux qui cherchent, à l'exemple de l'Allemagne, à stabiliser de gré ou de force les cours de l'alcool dénaturé et qui s'imaginent qu'une pareille stabilisation, à supposer qu'elle fût désirable ou possible, pourrait, par un artifice quelconque, être rendue durable.

Tous ceux qui ont tenté, non l'accaparement de l'alcool, chose radicalement impossible, mais une hausse factice des cours, ont pu élever parfois artificiellement les prix durant quelques semaines, particulièrement à la fin d'une campagne, mais les faits sont là pour prouver sans conteste possible qu'ils ont été les propres victimes de la hausse qu'ils avaient exagérée. La marchandise les a noyés,

élevé à 214 francs, et en 1860, il était retombé à 32 francs... »

En 1853, le prix par hectolitre était de 128 francs

1854,	—	214	—
1855,	—	145	—
1856,	—	111	—
1857,	—	109	—
1858,	—	70	—
1859,	—	69	—
1860,	—	32	—
1861,	—	100	—

« Vous voyez qu'alors les écarts étaient excessivement considérables. Maintenant, nous n'avons plus que quelques écarts, en général à la fin d'une campagne, mais combien moindres !... »

Voici, en regard de ces chiffres, le prix moyen des alcools durant les 5 dernières années :

1905	45 francs
1906	42 —
1907	43 —
1908	43 —
1909	41 —

et l'excès de la production qu'ils ont ainsi suscitée, a amené une réaction dans les prix dont les distillateurs ont pu souffrir un moment, mais dont le consommateur, en tous cas, serait mal venu à se plaindre.

A supposer une minute que n'existât pas le marché à terme des alcools qui, depuis près d'un demi-siècle, a rendu tant de services à l'agriculteur, puisque, suivant l'expression caractéristique de M. Boverat, il lui a permis « de se décharger du risque commercial sur le distillateur », l'alcool n'en resterait pas moins soumis aux variations résultant nécessairement des conditions climatériques plus ou moins favorables aux betteraves, au cours des grains, *et aux causes d'influence résultant pour lui de la concurrence à l'achat de la matière première par la sucrerie.*

La stabilisation des cours, on la demande, soit au monopole par l'Etat de la vente de l'alcool dénaturé, soit à l'établissement d'un cartel entre producteurs, aboutissant à la formation d'une Centrale de dénaturation.

Le monopole par l'Etat de la vente de l'alcool dénaturé, nous ne nous arrêtons pas à le discuter ici.

Que cette solution soit appelée à prévaloir un jour, c'est possible, puisque les expériences que nous voyons se poursuivre sous nos yeux ne paraissent pas encore avoir convaincu certains esprits de l'incapacité radicale de l'Etat en matière industrielle ou commerciale. Nous la considérerions comme déplorable et de nature à amener de graves mécomptes à tous égards ; et nous partageons pleine-

ment à cet égard l'opinion que M. Boverat exprimait dans sa déposition à la commission d'enquête (1).

L'étude détaillée de la question du monopole, nous en avons donné les raisons dans notre introduction, n'entre d'ailleurs pas dans le cadre de notre travail. Reste la question de la Centrale de dénaturation (2).

La distillerie est à peu près unanime à en repousser l'idée. On a, contre elle, fait valoir avec raison les différences qui séparent le caractère français du caractère allemand. Notre tempérament individualiste, a-t-on justement dit, se prête mal à certaines disciplines qui sont facilement acceptées par l'Allemagne.

Mais dans l'ordre matériel, et à supposer accomplie la réforme nécessaire pour un pareil objet de notre législation, il est bien d'autres différences qui rendent imprati-

(1) « Quant au monopole de l'alcool dénaturé, ce serait une chose déplorable, car il coûterait encore plus cher que la prime. Je m'empresse de reconnaître que nos ingénieurs sont d'une grande intégrité et très habiles, mais ils n'auront jamais la souplesse d'un négociant qui défend son argent. Tout monopole coûte cher. Un inspecteur des finances, en présence de qui je regrettais que l'Etat eût des difficultés avec ses ouvriers des allumettes, me disait : « Nous sommes très heureux quand il y a une grève des allumettiers, nous achetons à l'étranger et nous faisons des bénéfices. » (M. Boverat, *Enquête*, p. 132.)

On sait, d'autre part, que l'incapacité de l'Etat en matière industrielle n'est pas particulière à la France. L'administration du monopole suisse règle si mal sa production par rapport à ses besoins, qu'à maintes reprises elle a dû importer des alcools autrichiens.

(2) La Centrale de dénaturation devrait, dans l'esprit de ceux qui la prônent, monopoliser le commerce de l'alcool dénaturé. Elle suppose la dénaturation obligatoire par chaque producteur d'un quantum déterminé de sa production.

cable, et peu désirable en tous cas en France, l'expérience à laquelle certains esprits, épris d'uniformité ou hantés par les théories ambiantes du socialisme d'Etat en matière industrielle (1), nous convient aujourd'hui.

En Allemagne, l'alcool est le produit presque exclusif de la pomme de terre. En France, nous avons les eaux-de-vie naturelles, nous avons les 3/6 de grains, de betteraves et de mélasses. Nous avons surtout, et nous nous excusons d'insister à nouveau sur ce point que nous avons déjà eu occasion de rappeler à diverses reprises, deux industries rivales, le sucre et l'alcool, qui demandent à la même source leur matière première.

Ceci nous amène à l'examen de la deuxième question que nous avons posée tout à l'heure.

Dans quelles limites l'extension de la production de l'alcool dénaturé est-elle possible ?

Dans quelles limites doit-elle être poursuivie ?

Dans la très remarquable déposition qu'il a faite à la commission d'enquête, M. Masson, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, secrétaire général de la Fédération des sociétés agricoles du Pas-de-Calais, a dit que « la consommation a le droit de s'alarmer de la diminution progressive de la culture de la betterave ». Pour M. Masson, « il n'y a

(1) Le monopole de l'alcool dénaturé ne saurait se comprendre sans le monopole simultané du pétrole.

Et la concurrence à la matière première devrait, par la suite, conduire logiquement à instituer également le monopole de la sucrerie.

pas de crise de la distillerie, mais en revanche il y a une crise betteravière qui se caractérise par une réduction dans les emblavures de betteraves, réduction qui est la conséquence exclusive de la crise de la sucrerie » (1).

Le fait de la crise betteravière n'est malheureusement que trop réel. Mais nous cessons d'être d'accord avec M. Masson quand il l'explique par la crise de la sucrerie ; nous serions plutôt porté, quant à nous, à croire au contraire que la crise de la betterave est une des causes et non des moindres de la crise de la sucrerie.

Pas plus que la crise de la betterave, la crise de la sucrerie française n'est niable. La production du sucre va constamment diminuant en France depuis 1903, alors qu'elle va au contraire augmentant dans tous les autres pays de l'Europe (2).

Il s'en faut d'ailleurs que, quelque augmentation qu'ait réalisée depuis la même époque la production du 3/6 de betteraves, les hectares perdus pour la sucrerie aient été, à beaucoup près, regagnés par la distillerie (3).

La crise de cette betterave que se disputent et surpaient à l'envi les deux industries dont le législateur lui-même a organisé la rivalité, tend également à influencer la pro-

(1) Commission d'enquête. Masson, p. 182.

(2) Il semble bien que la France ait eu le tort de se lier par la convention de Bruxelles, et de ne pas reprendre en 1903 une liberté d'action que les conditions spéciales où elle se trouve, sans parler de la concurrence que lui crée la distillerie pour ses approvisionnements, la forceront vraisemblablement à revendiquer un jour ou l'autre, si elle ne veut pas voir sa production sucrière se réduire peu à peu aux besoins de la consommation intérieure.

(3) Cf. note 2, p. 157.

duction de la distillerie de betteraves, à la limiter, ou, — et ceci est un fâcheux dilemme, — à n'en permettre l'extension qu'autant que les cours de l'alcool atteignent un niveau tel, qu'il risque par contre coup d'agir comme un frein à l'égard de la consommation.

C'est de la méconnaissance de cette antinomie souvent trop réelle qu'est née l'erreur de ceux qui accusent la spéculation de maintenir les cours à un niveau factice qui paralyse l'essor des emplois industriels de l'alcool.

Quelles sont donc les raisons de la crise betteravière ?

Elle est d'abord le résultat de la protection accordée sous une forme ou sous une autre aux divers produits du sol français, protection qui, en élevant le prix de toutes les denrées agricoles, augmente la concurrence que celles-ci peuvent faire à la betterave dans les assolements annuels ; mais elle est surtout le fait d'une autre crise — celle de la main-d'œuvre, — crise arrivée à un état singulièrement grave et inquiétant, et à laquelle la culture cherche à remédier, sans grand succès jusqu'ici, par l'importation à demeure d'ouvriers étrangers.

La crise de la betterave durera tant que durera la crise de la main-d'œuvre. Et comme celle-ci semble devoir avoir pour conséquence naturelle une augmentation de salaires, comme d'autre part la main-d'œuvre joue un rôle considérable dans le prix de revient de la betterave en raison des nombreuses façons nécessitées par la culture de cette plante, on est amené à conclure qu'il faudra des prix

élevés en betteraves pour que les emblavures puissent revenir dans leur ensemble au niveau d'antan, ce qui implique par conséquence des cours relativement élevés en sucre et en alcool.

Par suite, à moins que l'Etat ne consente à rentrer dans la voie des primes payées directement sur le budget — et ses ressources financières ne paraissent pas devoir remettre pour le moment cette politique économique en honneur, — l'extension des emplois industriels de l'alcool trouvera sa limite dans la hausse même de l'alcool qu'elle aura contribué à créer, hausse résultant de la force des choses (1), et non des manœuvres d'une spéculation qui, si elle se livre parfois à des excès blâmables, joue au contraire bien plus souvent le rôle de régulateur des prix et amortit l'amplitude de leurs variations.

Et ceci est si bien compris, tant par les dénaturateurs que par tous les industriels qui sont intéressés à la question de l'alcool, que nous les voyons demander la réduction des droits de douane sur l'alcool, parce qu'ils sentent que la rupture d'équilibre, qui depuis quelques années tend à se créer entre la production et la consommation, risque d'amener à un moment donné une hausse des cours de nature à mettre en question l'existence même de l'industrie de l'alcool dénaturé en détournant d'elle le courant qui l'a si heureusement favorisée jusqu'ici.

(1) La répression plus sévère de la fraude depuis 1905 agit dans le même sens ; et il est permis d'espérer qu'il en sera un jour prochain de même de la suppression du privilège des bouilleurs de cru.

Nous avons eu occasion d'indiquer ailleurs (1), que nous ne saurions nous rallier à une telle solution, et qu'à tant faire que de toucher aux droits de douane, mieux vaudrait à coup sûr revenir sur la loi de 1890, qui a taxé les grains étrangers à leur entrée en France, que sur celle qui, en 1887, est venue justement protéger l'industrie française contre la concurrence étrangère.

Le travail des grains étrangers, ce serait du moins, à défaut de matière première française, de la main-d'œuvre française et des résidus précieux pour notre agriculture et notre bétail.

Mais il faut surtout éviter de faire des lois de circonstance, comme nous n'y sommes que trop souvent portés en France, dans le domaine économique.

Le législateur a le devoir de tenir la balance égale entre les intérêts de la sucrerie et de la distillerie, toutes deux essentielles à notre prospérité agricole, et de ne pas, par un jeu de bascule auquel il s'est trop souvent laissé aller au gré des événements du jour, favoriser à tour de rôle et pour un temps une industrie aux dépens d'une autre.

Née de la protection du législateur à une époque où différentes causes avaient contribué à avilir les cours de l'alcool, la distillerie agricole n'a à craindre aujourd'hui d'autres dangers que ceux qui découlent de l'excès de prospérité qu'elle doit aux cours pratiqués en ces dernières années, tout comme l'alcool dénaturé n'a à redouter que la

(1) P. 408.

continuation d'un accroissement de consommation trop brusque et de nature, par suite, à amener une hausse exagérée des cours de l'alcool.

Et si du fait d'une hausse semblable, il arrivait que l'alcool dénaturé fût un jour sérieusement en péril, et que les pouvoirs publics soient amenés à lui venir en aide, c'est du côté de l'extension du travail des grains qu'ils devraient, à notre avis, rechercher la solution d'un problème dont il nous paraît que tout un aspect a été laissé de côté jusqu'ici par ceux qui se sont occupés de la question.

CHAPITRE V

LES EXPORTATIONS.

Les exportations ont de tous temps tenu une place importante dans le commerce de l'alcool, une place qui, au début de ce commerce, a même été prépondérante dans l'ensemble de ses transactions.

Depuis une quarantaine d'années, ces exportations traversent une crise indéniable et qui tend à s'aggraver chaque jour. Nous nous proposons d'en rechercher ici les raisons.

Les débuts du commerce d'exportation des eaux-de-vie paraissent remonter aux environs de 1637, époque où l'on place généralement les premières expéditions cognaçaises (1). Il prit rapidement une grande extension, et il était, un siècle plus tard, parvenu à un haut degré de prospérité.

L'*Encyclopédie méthodique*, publiée en 1783, s'exprime ainsi au sujet de ce commerce (2).

« Les marchands de la Rochelle, de Nantes, de Rouen,

(1) Frédéric Roche, Le commerce d'exportation des cognacs, *Revue politique et parlementaire*, 1905, XLIII, p. 340.

(2) T. II. Commerce. Art. Eaux-de-vie.

etc..., transportent eux-mêmes une assez grande quantité de leurs eaux-de-vie dans les pays étrangers, et il ne s'y fait pas de chargement, particulièrement pour les îles françaises, le Canada, Cayenne, les côtes d'Afrique et les pays du Nord que l'eau-de-vie ne fasse une partie de la cargaison. Cependant, ce commerce n'est rien en comparaison de celui qui se fait avec les étrangers qui viennent la quérir dans ces mêmes ports et surtout à Bordeaux...

« Ce sont les Anglais, les Ecossais, Irlandais, Hollandais, Flamands et Hambourgeois qui sont les plus gros importateurs. Mais les Hollandais font presque autant que tous les autres réunis. Ils réexportent dans tous les Etats de l'Europe et en Amérique. »

D'après un mémoire manuscrit de Dupont de Nemours (1), l'exportation des eaux-de-vie avant la suppression des droits à l'exportation et la conclusion du traité de commerce du 26 septembre 1786 avec l'Angleterre, s'élevait à 75.000 hectolitres. L'ensemble du commerce de l'alcool en France pouvait atteindre au même moment 540.000 hectolitres (2). On voit par là la place importante qu'avait acquise à cette époque l'exportation des eaux-de-vie au double point de vue de la valeur absolue et de la valeur relative.

Les guerres qui marquèrent les années de la Révolution et de l'Empire vinrent tout naturellement contrarier for-

(1) Cité par Stourm dans le *Dictionnaire des finances* de Léon Say.

(2) Mémoire de Tolosan sur le commerce de l'alcool en 1789, *op. cit.*

tement le mouvement des exportations. Elles reprirent leur essor avec la Restauration, marquant à partir de 1816 une progression lente d'abord, puis plus active, une augmentation à peu près régulière, influencée seulement dans son développement par l'abondance plus ou moins grande des récoltes de vin (1).

Des statistiques précises nous permettent de suivre à partir de 1830 le mouvement des exportations.

La moyenne décennale de 1830 à 1839 est de 195.417 hectolitres, chiffre dans lequel les liqueurs ne rentrent que pour une quantité insignifiante, 4.002 hectolitres.

La moyenne décennale de 1840 à 1849 est très sensiblement la même : 197.635 hectolitres, comprenant 5.659 hectolitres pour les liqueurs.

Mais dans la même période décennale, le mouvement des exportations varie d'une année à l'autre dans des proportions considérables qui atteignent souvent du simple au double, en concordance avec le mouvement des récoltes de vin ou la qualité des eaux-de-vie.

Un accroissement sensible des exportations se produit à partir de 1848, suivi d'un brusque recul en 1853 et dans les années qui sont marquées par la crise de l'oïdium. Elles reprennent, sitôt cette crise passée, leur mouvement ascendant, favorisées par la politique libre échangiste des traités de commerce inaugurée par le second Empire.

Le plus gros des exportations a lieu du côté de l'Angle-

(1) Cf. Beaudouin, *Les eaux-de-vie et la fabrication du cognac*, p. 244-245.

terre, qui a remplacé pour la réexpédition de nos produits dans les diverses parties du monde la Hollande dans le rôle de commissionnaire rempli par celle-ci au siècle précédent (1).

L'année 1872 marque le point culminant de nos exportations.

Puis commence un mouvement de recul qui ne va plus s'interrompre.

La moyenne annuelle de nos exportations d'eau-de-vie de 1867 à 1876 atteint 300.000 hectolitres d'alcool pur, représentant une valeur de 64.179.183 francs. Cette moyenne s'abaisse de 1877 à 1886 à 224.245 hectolitres, pour une valeur de 63.301.926 francs. Nouvelle chute de 1887 à 1896, avec une moyenne de 186.569 hectolitres pour une valeur de 53.364.925 francs.

Chute plus marquée encore de 1897 à 1902, où la moyenne n'atteint plus que 150.531 hectolitres pour une valeur de 35.966.306 francs. En 1902 les exportations ne s'élèvent plus qu'à 136.367 hectolitres. C'est en 25 ans une baisse de 50 0/0 (2).

Et cette baisse ne s'arrête pas ; elle continue même à faire de nouveaux progrès. En 1909, nos exportations d'eau-de-vie en fûts sont seulement de 55.914 hectolitres pour une valeur de 12.971.000 francs, et nos exportations

(1) Nos exportations d'eau-de-vie pour la Grande-Bretagne atteignent environ 48 0/0 de nos exportations totales.

(2) Frédéric Roche, *op. cit.*

d'eau-de-vie en bouteilles de 58.465 hectolitres pour une valeur de 14.255.000 francs (1).

Il y a donc baisse constante de nos exportations en alcools de toutes sortes, compensée dans une faible mesure par une augmentation de nos exportations en liqueurs.

Le mal est indéniable. Quelles sont ses causes ?

La première et de beaucoup, à notre avis, la plus importante de toutes réside dans notre politique douanière telle que la loi organique du 11 janvier 1892 l'a inaugurée, en réaction absolue contre le système des traités de commerce en vigueur en 1860, telle que l'a encore accentuée la loi douanière du 30 mars 1911.

En créant deux tarifs, le tarif maximum et le tarif minimum, on a fixé d'avance des bases au-dessous desquelles notre diplomatie ne peut descendre dans ses négociations avec l'étranger et qui limitent sa liberté d'action.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter à un point de vue général les avantages ou les inconvénients du système.

Il nous suffit de montrer comment nos eaux-de-vie sont

(1) Les chiffres ci-dessus ne s'appliquent qu'aux exportations en eaux-de-vie de vin, c'est-à-dire aux exportations charentaises. Ils sont d'ailleurs en concordance avec le mouvement général de nos exportations en alcools de toutes sortes. Celles-ci, au commerce spécial, ont passé de 616.110 hectolitres en 1872 à 288.198 hectolitres en 1902, y compris 30.795 hectolitres de liqueur. Elles ne se sont pas sensiblement relevées depuis, puisque en 1909 le total de nos exportations en alcool pur n'est encore que de 311.160 hectolitres, comprenant 45.479 hectolitres de liqueur. (*Documents statistiques réunis par l'Administration des Douanes sur le commerce de la France.*)

exposées par lui à payer la rançon des avantages qu'on en peut retirer à d'autres points de vue.

« La France est la nation grande productrice des vins et des eaux-de-vie. Nos grands crus, nos grandes marques de Cognac, d'Armagnac, etc... constituent une sorte de monopole, et en tous cas sont des produits éminemment nationaux. Il est donc naturel que toute représaille des nations étrangères vienne frapper les produits dont nous avons le droit d'être si fiers (1). »

Et les représailles n'ont pas manqué.

C'est l'Allemagne qui, par la loi douanière du 25 décembre 1902, élève les droits sur l'eau-de-vie à 200 francs en fûts et 300 francs en bouteilles.

C'est encore l'Allemagne qui, par la loi du 15 juillet 1909, relève les droits sur les cognacs en fûts de 160 marks à 275 marks les 100 kilogs, et sur les cognacs en bouteilles de 240 marks à 350 marks, avec faculté toutefois pour le Bundesrath de réduire ces droits à 225 et à 300 marks.

C'est l'Autriche-Hongrie qui, par l'ordonnance impériale du 17 juillet 1899, élève à 76 florins par 100 kilogs les droits de douane sur les spiritueux ; la Suède qui en 1903 relève de 25 o/o les droits antérieurement perçus (2) ; la Russie qui procède également en 1903 à d'importants

(1) Tonio Magdeline, Nos vins et nos eaux-de-vie et la question douanière. *Revue vinicole* du 3 février 1910.

(2) 1 couronne pour le litre à 50° en fûts ; 1 couronne 85 pour le litre de 50° contenu dans d'autres récipients, — au lieu de 75 centièmes de couronne et 1 couronne 35.

relèvements de droits sur nos eaux-de-vie de toutes sortes, etc..., et il serait facile d'allonger cette liste.

Tout récemment, il y a quelques mois à peine, par mesure de rétorsion contre les modifications projetées à notre tarif douanier, et sans même attendre que ces modifications fussent devenues définitives par le vote de la loi du 30 mars 1911, le ministre des finances de Belgique a déposé un projet de loi qui vise à un relèvement considérable des droits d'importation sur nos eaux-de-vie et spiritueux à leur entrée en Belgique (1).

Il importe de noter ici le caractère commun à tous ces relèvements de tarifs, — c'est-à-dire la différenciation chaque jour plus considérable qu'ils tendent à établir entre les eaux-de-vie en fûts et les eaux-de-vie en bouteilles.

Cette différenciation est telle que de plus en plus on voit se dessiner un mouvement qui porte nombre de maisonsognaçaises à transporter de Cognac à l'étranger la mise en bouteilles et en caisses, tout au moins en ce qui concerne les eaux-de-vie bon marché ou d'un prix moyen.

Nous pourrions citer telle grande maison bien connue des Charentes qui fait sa mise en bouteilles à Hambourg, à Genève, à Bruxelles pour les produits destinés à l'Allemagne, à la Suisse, à la Belgique ; telle autre, parmi les

(1) Droit par hectolitre :

	Droit actuel	Droit proposé
Spiritueux divers non sucrés en fûts jusqu'à 50°.	1,75	2,50
Pour chaque degré en plus de 50 à 100°.	3,50	5
Spiritueux importés en bouteilles et liqueurs su-		
crées en fûts et en bouteilles	3,50	5.

plus importantes, qui vient de décider l'établissement d'un comptoir à Buenos-Ayres pour le même objet.

Le mouvement tend à se généraliser, au grand dommage de notre main-d'œuvre nationale.

Les économies qui résultent de ce mode de faire portent à la fois sur le droit de statistique et le fret.

Sur le droit de statistique : au lieu de diriger sur l'étranger des caisses de douze bouteilles, on y expédie les eaux-de-vie logées en fûts de 7 à 8 hectolitres. Au lieu de payer par suite les droits de statistique à raison de 15 centimes par 9 litres d'eau-de-vie environ, on les acquitte à raison de 15 centimes par fût de 7 à 8 hectolitres.

Le bénéfice qui en résulte est sensible et facile à calculer.

Sur les frêts : en raison de la différence des tonnages.

Mais l'ouverture de ces ateliers, de ces comptoirs à l'étranger ne va pas par contre sans une augmentation sensible des frais généraux, sans parler des difficultés de surveillance, et comme conséquence du coulage, qui tendent naturellement à résulter de cette déconcentration.

Il est dès lors plus que probable que les raisons d'économie que nous avons indiquées d'autre part seraient insuffisantes pour l'expliquer, si les maisons qui s'y décident n'en retireraient par surcroît le bénéfice inappréciable de pouvoir échapper aux liens de plus en plus étroits dans lesquels tendent à les enserrer, jusqu'à l'étouffement, les règlements tracassiers d'administration publique rendus en exécution des lois sur les délimitations régionales.

Règlements sans profit pour notre viticulture, elle com-

mence, malheureusement un peu tard, à s'en apercevoir, mais règlements à coup sûr mortels pour la partie la plus importante de notre commerce d'exportation.

Règlements inutiles pour certaines grandes marques connues qui n'ont pas besoin de voir leurs produits authentifiés par une estampille officielle pour conserver à l'étranger la place éminente et justifiée qu'elles ont su y conquérir de haute lutte depuis nombre d'années.

Mais règlements éminemment nuisibles par contre pour toutes nos marques d'un prix moyen pour tous nos produits bon marché, car ils n'ont d'autre résultat que de fermer leurs débouchés au dehors, au plus grand bénéfice de leurs concurrents étrangers protégés, — disons le mot, « encouragés », par leur législation nationale, — dans l'usurpation du nom de Cognac.

L'acheteur étranger a des habitudes qu'il ne dépend pas de nous de modifier. La qualité du produit ne lui est certes pas indifférente, mais dans certains prix, il tient encore plus à la marque, à l'étiquette, à la dénomination dont il a l'habitude.

Aussi nos règlements sur les acquits régionaux n'ont guère servi jusqu'ici que les intérêts de nos concurrents étrangers.

Plus peut-être que dans tout autre domaine, en matière économique les bonnes intentions ne suffisent pas. C'est là surtout qu'il faut se garder d'innover à la légère, sans une étude suffisamment poussée de toutes les répercussions possibles des mesures qu'on se propose d'adopter,

car une fois fermés, les débouchés perdus ne se rouvrent plus.

*
* *

La politique de représailles inaugurée par l'étranger s'exerce d'autant plus volontiers contre nos eaux-de-vie qu'il s'agit en même temps, pour les pays qui en font usage contre nous, de favoriser leur production nationale.

C'est notamment le cas pour l'Angleterre qui n'est pas fâchée de pousser ses whiskys au détriment de nos cognacs, et pour la Belgique qu'intéresse la production de ses genièvres.

Les représailles s'accompagnent d'ailleurs de tracasseries de toutes sortes auxquelles la question d'hygiène sert plus ou moins de prétexte.

Ce n'est pas malheureusement en vain que défenseurs de l'alcool industriel et défenseurs des eaux-de-vie de vin se sont livrés publiquement, à la tribune de la Chambre, dans la presse, à l'Académie de médecine, un peu partout, des combats où la pureté respective des produits a été mise en cause. L'étranger s'est emparé de nos discussions et a su en tirer des arguments pour la satisfaction de ses intérêts particuliers.

L'eau-de-vie contient, comme on sait, certaines impuretés qui lui donnent son bouquet.

On peut poser en principe que, pour la plupart de nos cognacs de marque, la qualité du produit, sa valeur marchande, sont en raison directe de la quantité des impuretés

qu'il renferme, du « non alcool » suivant l'expression plus généralement adoptée aujourd'hui.

Et voici que le Brésil, la Belgique, l'Angleterre et les États-Unis, surtout les deux premiers pays, mais d'autres encore à leur suite, prennent le prétexte de l'hygiène pour imposer une limite officielle pour les diverses impuretés. Il faut que les produits importés contiennent un minimum d'impuretés, sans quoi ils sont réputés n'être pas des eaux-de-vie naturelles, mais des alcools d'industrie. Il faut inversement que le « non alcool » ne dépasse pas un quantum déterminé, ou l'importation en est défendue au nom des lois sur l'hygiène et sur la salubrité publique.

Or, la détermination d'un quantum fixe du « non alcool » que doit contenir un bon cognac est chose pratiquement impossible.

Elle est variable avec le cru ; variable pour le même échantillon suivant son âge. Les travaux des chimistes les plus en vue dans la question, de M. Ch. Girard, directeur du laboratoire municipal de Paris et de son collaborateur M. Cuniasse, de M. Roques, de M. Ordonneau, ont établi, pour des produits authentiques dont les échantillons ont été prélevés sur place, des variations qui passent pour le « non alcool », de 3,531 pour l'année 1896 à 11,743 pour de très vieilles eaux-de-vie datant de l'année 1817 (3), par litre d'alcool à 100°.

Il en résulte que tel échantillon accepté aujourd'hui à l'étranger comme correspondant aux conditions d'analyse imposées par les règlements pourra être refusé demain !

Si encore la règle était uniforme ! Mais on a vu en Angleterre des eaux-de-vie françaises être l'objet de sévères condamnations comme ne répondant pas aux conditions imposées à l'analyse par les chimistes officiels de ce pays, alors que les eaux-de-vie provenant de l'Égypte, de l'Australie ou d'autres colonies anglaises n'étaient l'objet d'aucun contrôle (1).

Ce n'est pas tout encore.

Le dosage du « non alcool », aldéhydes, acides, éthers, est effectué dans les divers pays importateurs par des méthodes qui ne sont pas toujours en concordance avec celles très perfectionnées appliquées par les distingués chimistes du laboratoire municipal de Paris ou du ministère des finances.

Il s'en suit pour nos négociants exportateurs une grande insécurité. Les analyses faites par les chimistes officiels des pays étrangers échappent à tout contrôle, à tout recours de leur part (2).

A chaque page du compte rendu des délibérations de la chambre de commerce de Cognac, on trouve l'écho des difficultés à l'aide desquelles, depuis quelques années surtout, les pays étrangers paraissent s'ingénier à chercher à paralyser l'exportation de nos eaux-de-vie.

(1) Cf. Frédéric Roche, *op. cit.*

(2) Le Congrès international des vins et spiritueux tenu à Paris en 1910 a adopté un certain nombre de propositions tendant toutes à l'unification des méthodes d'analyse employées, notamment celle de M. Picq, ainsi conçue : « Le Congrès émet le vœu qu'on établisse l'unification des méthodes d'analyse dans tous les pays et l'emploi d'instruments de précision partout semblables. »

C'est ainsi que cette chambre a attiré en 1907 l'attention du ministre du commerce sur les difficultés créées à l'importation de nos eaux-de-vie aux États-Unis par les dispositions du règlement destiné dans ce pays à assurer l'exécution de la loi fédérale du 30 juin 1906.

L'article 33 de ce règlement édicte en effet que la déclaration à produire par l'affréteur à l'agent consulaire des États-Unis doit certifier notamment que les eaux-de-vie ne renferment aucune addition de matière colorante.

Or, sous peine de ne plus trouver d'acheteurs, le cognac se vend coloré, soit par le séjour en fûts, soit par addition de caramels purs (1).

C'est ainsi encore qu'une lettre du ministre du commerce, en date du 9 mars 1907, rappelle à la chambre de commerce de Cognac que « la nouvelle législation australienne sur les spiritueux exige que les alcools importés soient accompagnés de certificats d'origine établissant que le produit provient exclusivement du jus de raisin et qu'il a séjourné deux ans en fûts à l'époque de l'embarquement ».

C'est ainsi encore qu'une lettre du ministre du commerce à la même chambre, en date du 9 février 1907, lui fait connaître qu'il a entretenu le ministre des affaires étrangères « de la situation faite au commerce d'exportation des eaux-de-vie en Norvège par la circulaire du ministère du commerce norvégien qui interdit aux samlags

(1) Chambre de commerce de Cognac, séance du 16 février 1907.

de faire directement des achats d'eau-de-vie et les oblige à se fournir dans les fabriques d'alcool du pays ».

Nous pourrions multiplier les exemples en quelque sorte indéfiniment. On n'a, depuis quelques années, que l'embarras du choix.

Notre commerce d'exportation se heurte, par surcroît, à des difficultés d'un autre ordre et qui lui sont plus préjudiciables encore.

Certains pays qui n'ont pas même, comme la Belgique ou l'Angleterre, l'excuse de chercher à défendre contre nos eaux-de-vie la consommation de leurs produits nationaux, tels que le genièvre ou le whisky, n'hésitent pas à favoriser plus ou moins ouvertement les contrefaçons du cognac français.

L'Allemagne tient la première place à cet égard, et c'est pour pouvoir continuer sans entraves des pratiques évidemment fructueuses pour elle, mais peu recommandables au point de vue de la loyauté commerciale, qu'elle a jusqu'ici refusé d'adhérer à la convention de Madrid de 1891.

Le Congrès de la propriété industrielle tenu à Berlin en 1905 a réclamé le mot cognac comme terme générique.

« Les Allemands en sont venus à prétendre que c'était un mot générique, que nous aurions tort de vouloir revendiquer pour les eaux-de-vie des Charentes, d'autant plus, ajoutent-ils, qu'on fabrique en France des cognacs avec des vins récoltés ailleurs que dans les Charentes.

« Cet argument pouvait avoir une certaine valeur avant la loi de 1905 et avant le règlement d'administration qui vient de délimiter enfin les Charentes. Il n'en a plus aujourd'hui. Au moment où il est interdit d'une façon radicale en France, de vendre sous le nom de cognac des eaux-de-vie de vin provenant d'une autre région que les deux Charentes, pouvons-nous tolérer qu'on continue à fabriquer en Allemagne des « cognacs » avec des eaux-de-vie de vin quelconques (1) ? »

En vain les représentants de la France ont énergiquement protesté contre les prétentions allemandes. La solution, sur la demande de l'Allemagne, a été ajournée à un prochain Congrès (2).

Dans la séance du 18 janvier 1908, la chambre de commerce de Cognac a attiré l'attention du ministre du commerce sur l'intérêt primordial, pour notre commerce d'exportation, à ce que le nom « cognac » soit réservé uniquement aux produits de la distillation « des vins récoltés dans la région de Cognac ».

Elle a prié le ministre du commerce d'intervenir à cet effet auprès de son collègue des affaires étrangères, et le ministre des affaires étrangères a chargé notre ambassadeur à Berlin de multiplier ses démarches pour que les tendances contre lesquelles proteste la Chambre « ne se

(1) Lucien Coquet, Le commerce français et la nouvelle loi allemande sur les vins et spiritueux, *Revue politique et parlementaire*, 10 août 1909, p. 338.

(2) Cf. Frédéric Roche, *op. cit.*

trouvent pas accentuées encore par l'administration impériale elle-même au moyen d'une réglementation officielle » (1).

« Pour échapper aux droits si élevés qui frappent les cognacs français à leur entrée en Allemagne, les négociants allemands achètent des eaux-de-vie en fûts avec autorisation de les mettre en bouteilles avec étiquettes à leur nom. Ou encore, ils achètent en Charente des vins communs à bon marché, les relèvent à 18° sous l'œil de la douane avec des alcools allemands importés avec un gros drawback, les réexpédient en Allemagne, les distillent et vendent un produit sous marque française avec étiquette « Cognac » (2).

Il y a plus. Dans l'article de M. Frédéric Roche, auquel nous avons fait déjà de larges emprunts, celui-ci nous apprend que Hambourg a vu se créer vers 1905 une société pour l'exploitation des produits charentais.

« Elle a pour but d'encourager la fabrication, sur le territoire douanier allemand, de cognac à l'aide de produits bruts de distillation française, et cela en vue d'éviter les frais de douane. Elle garantit que ces cognacs sont non seulement d'une qualité excellente, d'un parfum exquis, d'une saveur veloutée, mais qu'ils sont conformes en tous points aux exigences édictées par la loi allemande sur les produits de consommation. Elle fournit pour la mise

(1) Il s'agit d'une réglementation officielle élaborée par l'Allemagne en vue de garantir « la pureté des cognacs allemands » !

(2) Frédéric Roche, *op. cit.*

en bouteilles des étiquettes, des bouchons et des capsules portant une marque française déposée près le tribunal de commerce de Cognac. »

La nouvelle loi allemande sur les vins et spiritueux est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1909.

L'article 18 de cette loi réserve le nom de « Kognack » à toute eau-de-vie pour la consommation dont l'alcool provient uniquement du vin, *quelle que soit la provenance de ce vin.*

D'autres pays semblent suivre ces désastreuses pratiques (1), en sorte « qu'au moment où la législation française devenait plus sévère et protégeait, en délimitant les régions, les appellations de provenance, on créait, en dehors de chez nous, une industrie qu'on déclarait similaire en lui donnant nos propres noms, tout en frappant de droits prohibitifs le produit authentique, ce qui met le véritable cognac dans l'impossibilité de lutter contre son concurrent étranger, qui s'est emparé de son nom, et ainsi à couvert cherche à s'emparer aussi de sa clientèle (2) ».

Nous en avons assez dit pour montrer dans leurs grandes

(1) Dans la séance de la chambre de commerce de Cognac du 25 avril 1908, il a été donné lecture d'une lettre de MM. Pellisson père et fils, attirant l'attention sur les droits dont sont frappés en Espagne les cognacs français. Les auteurs de la lettre font remarquer qu'il existe en Espagne des distilleries qui vendent leurs produits sous le nom de cognacs et même de fine champagne.

(2) *Revue vinicole* du 26 janvier 1911. La contrefaçon de nos cognacs à l'étranger. Rapport présenté par M. Rogée Fromy au Congrès international du commerce des vins, spiritueux, et liqueurs de Bruxelles.

lignes les causes de la décadence de notre commerce d'exportation.

Tant que subsisteront les principes qui guident actuellement notre politique douanière, les remèdes resteront bien difficiles à appliquer.

En effet : « l'économie de notre régime douanier actuel ne permet d'atteindre les puissances étrangères dans leurs importations qu'en leur appliquant le tarif maximum qui est le même et fixe pour tous pays. Mais les gouvernements étrangers connaissant à l'avance ce tarif maximum, et comme ils n'ont pas à se gêner, ils frappent nos produits de taxes absolument prohibitives (1). »

Malheureusement pour nos exportations d'eau-de-vie, notre politique douanière semble s'éloigner chaque jour davantage du régime des traités de commerce. Mais un grand pas sera fait cependant si notre diplomatie s'emploie énergiquement, inlassablement, à la défense de nos marques de fabrique à l'étranger.

Il paraît impossible que l'appel fait à la loyauté des commerçants et industriels allemands reste indéfiniment sans résultat. Notre diplomatie trouvera dans cette tâche un appui sérieux dans l'initiative privée. Un Comité commercial franco-allemand a été fondé à Paris en 1908, en même temps que s'est fondé à Berlin un Comité correspondant. Les deux Comités ont pour but l'amélioration réciproque des relations commerciales des deux pays,

(1) Lettre à la chambre de commerce de Cognac, citée note 1, page précédente.

notamment dans les questions douanières, et de protection de la propriété industrielle (concurrence déloyale) (1).

Il faut espérer que les efforts de ces deux Comités qui tirent de la situation de ceux qui sont à leur tête, une autorité particulière (2), joints à ceux de notre diplomatie, parviendront à amener entre les deux pays une convention de réciprocité s'inspirant des principes de la Convention de Madrid de 1891, et des résolutions du Congrès de Genève de 1908 (3).

Certes, il serait quelque peu téméraire aujourd'hui d'espérer que ces efforts, même couronnés d'un plein succès, soient suffisants pour rendre jamais à notre commerce d'exportation sa prospérité d'antan.

En matière de relations commerciales, il est souvent plus difficile de reconquérir des débouchés qui se sont fermés qu'il ne l'a été de les ouvrir. Les places qu'on a laissé prendre par les autres, nous l'avons déjà indiqué et il nous faut y insister, ne se réoccupent pas aisément.

(1) *Le commerce français et la nouvelle loi allemande sur les vins et les spiritueux*. Lucien Coquet, secrétaire général du Comité commercial franco-allemand, *op. cit.*

(2) Le Comité commercial franco-allemand a comme président M. Pierre Baudin, sénateur, ancien ministre, et comme vice-présidents M. René Millet, ambassadeur, ancien résident général de France en Tunisie, et Alfred Omer Decugis, président de la chambre syndicale des commissionnaires en fruits et primeurs. M. Lucien Coquet en est le secrétaire général.

(3) Le Congrès international des vins et spiritueux de 1910 a adopté à l'unanimité une proposition très fortement motivée dans ce sens, déposée par un des congressistes, M. Gauchez-Calzadilla.

La réussite de ces efforts serait cependant de nature à exercer sur ce commerce une influence salubre, et à enrayer les progrès du mal qui le menacent d'une irrémédiable décadence. Aucun moyen ne doit donc être épargné pour obtenir tout au moins ce résultat.

TROISIÈME PARTIE

LE COMMERCE DE L'ALCOOL

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU COMMERCE DE L'ALCOOL.

L'extraction de l'alcool du vin et des liqueurs fermentées est attribuée généralement à Aboucasis (1), alchimiste arabe qui vivait au xii^e siècle.

Il est probable cependant que cette découverte est beaucoup plus ancienne, et un auteur du xviii^e siècle, Dutens, dans ses *Recherches sur les découvertes attribuées aux modernes*, a cherché à établir, par des citations tirées des auteurs grecs et romains, que l'antiquité avait déjà connu l'art de la distillation (2).

Quoi qu'il en soit, ce n'est que par Raymond Lulle, qui avait étudié les livres arabes et voyagé en pays musulman,

(1) Wurtz, *Dictionnaire de Chimie pure et appliquée*, Art. Alcool.

(2) Louis Dutens, *Recherches sur les découvertes attribuées aux modernes*, 1766 et 1802.

que la pratique de la distillation paraît au ^{xiii}^e siècle avoir été connue en Europe.

Arnaud de Villeneuve, ami de Raymond Lulle, et qui vers la même époque professait à l'Université de Montpellier, fit connaître à ses contemporains dans son traité *de Vinis* la pratique de la distillation et vulgarisa en médecine l'usage de l'alcool.

Il semble avoir été le premier à parler de l'alcool d'une manière claire et précise. C'est sans doute ce qui lui a valu à tort l'honneur de se voir souvent attribuer la découverte de ce produit (1).

Les usages de l'alcool ont d'abord été exclusivement médicaux.

Pour Arnaud de Villeneuve, comme d'ailleurs pour ses successeurs, « l'eau-de-vin, que quelques-uns appellent eau-de-vie, *aqua vitae*, » est une panacée universelle. Ce nom (eau-de-vie) lui convient, parce qu'elle fait vivre plus longtemps. Elle prolonge la santé, dissipe les humeurs superflues, ranime le cœur et conserve la jeunesse. Seule ou réunie avec quelque remède convenable, elle guérit la colique, l'hydropisie, la paralysie, la fièvre quarte, la pierre, etc. »

Enthousiasme auquel ne souscriraient pas sans réserves les médecins d'aujourd'hui !

Ce n'est qu'au ^{xvii}^e siècle que l'eau-de-vie, cessant d'être

(1) Arnaud de Villeneuve, *Opera omnia*. Bâle, 1585.

exclusivement un remède fabriqué par les chimistes ou les apothicaires, devait commencer à servir de boisson.

L'époque approximative où se produisit cette transformation nous est donnée par l'arrêt du Conseil du 28 mai 1659 qui étendit aux eaux-de-vie le droit de détail jusqu'alors perçu seulement sur les vins, « l'eau-de-vie étant tournée à l'usage de boisson (1) ».

*
* *

Le commerce de l'eau-de-vie fut d'abord le privilège exclusif des maîtres-vinaigriers.

Une ordonnance de Charles VI, enregistrée au Châtelet par sentence du 28 octobre 1394, avait érigé en corps de jurande la communauté des maîtres-vinaigriers et rangé au nombre des matières dont la fabrication leur était permise la distillation des eaux-de-vie et esprits de vin.

Louis XII, par lettres-patentes de septembre 1514, confirma, tout en les modifiant sur quelques points, « aux maîtres-vinaigriers, moutardiers, saulciers, distillateurs en eaux-de-vie et esprits de vin, buvotiers de la ville, faux-bourgs, banlieue, prévôté et vicomté de Paris », les privilèges accordés par Charles VI à la corporation.

Ces lettres-patentes constituent réellement la première réglementation de la fabrication et de la vente de l'alcool (2).

(1) Conférence sur l'ordonnance des Aydes, 1703, citée par René Stourm.

(2) Blanchard, *Compilation chronologique contenant un recueil abrégé des ordonnances, édits, déclarations et lettres-patentes des rois de France*. Paris, 1715, p. 420. « Lettres-patentes portant confir-

Henri II en janvier 1548 (1), Charles IX, en avril 1567 (2), Henri IV, en 1594 (3), confirmèrent à leur tour les ordonnances antérieures.

Sous Louis XIV, en août 1658, les statuts de la Corporation furent renouvelés, mais l'opposition des maîtres tonneliers fit que ce n'est que près de trois ans après, le 14 mai 1661, que ces statuts furent enregistrés au Parlement (4).

Mais un peu avant cette époque, une autre corporation était venue partager pour la distillation des vins et eaux-de-vie le privilège des maîtres vinaigriers.

Un arrêt de la Cour des Monnoyes, du 5 avril 1639 (5),

mation de celles du 28 octobre 1394, concernant les maistres vinaigriers de la ville de Paris. A Paris au mois de septembre 1514. » — Cf. aussi *Ordonnances des rois de France*, t. XXI, p. 572.

(1) Blanchard, *op. cit.*, p. 635. « Lettres-patentes portant confirmation de celles des 28 octobre 1394 et septembre 1514, qui concernent les statuts des maistres vinaigriers de la ville de Paris. A St-Germain-en-Laye, au mois de janvier 1548. »

(2) Blanchard, *op. cit.*, p. 921. « Lettres-patentes portant confirmation de celles des 28 octobre 1394, septembre 1514 et janvier 1548 » qui concernent les maistres vinaigriers de la ville de Paris. A... au mois d'avril 1567. »

(3) Blanchard, *op. cit.*, p. 1256. « Lettres-patentes portant confirmation des privilèges des maistres, jurez et communauté du métier de buffetier, vinaigrier et moutardier de la ville de Paris. A Paris au mois de mai 1594. Rég. le 20 juillet de la mesme année. I volume des *Ord. d'Henry IV*, Cotté 2 R, folio 145. — Cf. aussi Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XV, n° 69.

(4) Blanchard, *op. cit.*, p. 2090. « Lettres patentes portant confirmation des statuts des maistres vinaigriers de la ville de Paris. A Paris, au mois d'août 1658. Reg. le 14 mai 1661. 8^e volume des *Ord. de Louis XIV*. Cotté 3, 2, fol. 285.

(5) Jacques Savary des Bruslons, *Dictionnaire universel du Commerce*, 1741.

érigea en effet en corps de jurande la communauté des distillateurs de Paris.

Les maîtres sont qualifiés dans l'édit de « Maîtres de l'art et métier de distillateur d'eaux-fortes, eaux-de vie, et autres eaux, esprits et essences, circonstances et dépendances, dans la ville, faubourgs et banlieue de Paris ».

*
* *

Dès l'origine du commerce de l'alcool la distillation fut l'objet de la part du pouvoir d'une surveillance étroite. « La distillation, si utile pour la santé et pour le commerce, peut être néanmoins très contraire à l'un et à l'autre par le mauvais usage qu'il est aisé d'en faire, et si c'est elle qui fournit d'excellents remèdes pour la conservation de la vie, c'est elle pareillement qui sert à fabriquer les poisons qui tuent et les eaux régales qui altèrent les monnoyes, qui sont comme la base de tout commerce ».

Aussi, en dehors des maîtres vinaigriers et des maîtres distillateurs, nul, à Paris surtout, ne pouvait avoir chez lui « des alambiques, des cornues, des récipiens et autres vases et instrumens propres à cette partie de la chimie qu'il n'en ait obtenu Lettres du Roy ou des permissions des magistrats » (1).

Une des principales raisons pour lesquelles l'Etat se réservait l'approbation des règlements corporatifs des anciennes maîtrises et jurandes, était, on le sait, en de-

(1) Jacques Savary des Bruslons, *op. cit.*

hors des préoccupations d'ordre politique, le désir de veiller dans l'intérêt général à la bonne qualité des produits (1).

Tout particulièrement, le commerce de l'eau-de-vie était à cet égard l'objet de mesures très strictes qui portaient à la fois sur la qualité des matières premières mises en œuvre et sur celles du produit offert à la vente.

Le Midi de la France brûle aujourd'hui encore de préférence les vins faibles en degré ou de conservation douteuse, et qui sont, par suite, d'un écoulement difficile à la consommation directe. Il peut ainsi produire à meilleur compte les eaux-de-vie communes.

Cette pratique existait déjà à cette époque, et les ordonnances la visaient qui défendaient aux maîtres vinaigriers la mise en œuvre ou la distillation des vins gâtés, raisins ou autres matières, avant que ces marchandises n'eussent été au préalable visitées par les jurez (2).

(1) « La loi a érigé les corps de communauté, créé des jurandes, établi des règlements, parce que l'indépendance est un vice dans la constitution politique, parce que l'homme est toujours tenté d'abuser de la liberté. Elle a voulu prévenir les fraudes en tout genre et remédier à tous les abus. La loi veille également sur l'intérêt de celui qui vend et sur l'intérêt de celui qui achète ; elle entretient une confiance réciproque entre l'un et l'autre. » Remontrances de l'avocat général Séguier sur l'édit de 1776 supprimant les jurandes et maîtrises. Cité par Esmein, *Histoire du droit français*, 6^e éd., p. 693.

(2) Ordonnance de septembre 1514. Art. 16. « *Item.* Qu'aucun marchand forain ne pourra amener vins, lyes, ne rappez servans audit mestier, pour vendre en ceste ville, que préalablement, et avant de les exposer en vente, ils n'aient été veus et visitez par les jurez dudit mestier, sur peine de vingt sols parisis d'amende, à appliquer comme dessus. » *Ordonnances des Rois de France*, t. XXI, p. 574.

Le côté fiscal ne perd d'ailleurs pas ses droits dans les préoccupations du pouvoir et se mêle étroitement au souci de la bonne qualité du produit.

C'est ainsi que, pour éviter un trop grand abaissement du degré d'alcool mis en vente, la déclaration du 9 décembre 1687 défendait, à peine de la confiscation de la marchandise, d'une amende de 100 livres et en cas de récidive, du quadruple, d'en faire aucun commerce avec de l'eau (1).

On pourrait faire remonter à cette mesure les antécédents des prescriptions sur le mouillage.

C'est dans le même ordre d'idées qu'un demi-siècle plus tard, Louis XV, par arrêt du 10 avril 1753, prohibera le mélange de l'eau-de-vie forte à l'eau-de-vie faible (2) dans une proportion supérieure à 1/4 du volume.

C'est à la fois dans l'intérêt du bon conditionnement de la fûtaille et pour faciliter la perception des droits que, en 1743, un arrêt du Conseil, rendu sur les instances de M. de Barentin, intendant de la province d'Aunis, avait méticuleusement réglé la fabrication du logement.

*
* *

L'usage de l'alcool, en tant que boisson, ne devait pas tarder à se généraliser, et le développement de la consom-

(1) Brunet de Grandmaison, *Dictionnaire des Aydes*, 1730, p. 180. — Cf. aussi Isambert, t. XX, p. 53, n° 1273.

(2) Le passage de l'eau-de-vie forte à l'eau-de-vie faible, tel qu'il se pratiquait alors, avait lieu à 50°.

mation fit des progrès très rapides à partir du règne de Louis XIV.

On peut croire que l'opinion générale qu'on avait toujours à cette époque, — les temps sont bien changés aujourd'hui, — des vertus hygiéniques de l'eau-de-vie, cet elixir de santé et de longue vie, y a puissamment contribué.

Ces progrès ont été tels qu'un siècle plus tard, Legrand d'Aussy pourra écrire, non sans en marquer un visible étonnement, que « ce breuvage âcre et brûlant, qui ne flatte ni les yeux, ni le goût, ni l'odorat, a pu cependant, d'une extrémité de l'Europe à l'autre, devenir la liqueur favorite du peuple ». Bien plus, dans toutes les parties où on l'a introduit, les populations le recherchent « avec une avidité, ou plutôt avec une fureur égale » (1).

Aussi, dès le ^{xvii}^e siècle, l'alcool, au double point de vue du commerce intérieur et du commerce extérieur, donne déjà lieu à d'importantes transactions.

Le commerce de gros était en France entre les mains des maîtres vinaigriers et des maîtres distillateurs, seuls autorisés à fabriquer l'eau-de-vie, mais qui, sous le rapport de la vente, partageaient leur privilège avec les marchands épiciers droguistes à qui revenait, en fait, la plus grosse part des transactions, aussi bien pour le détail que pour le gros, et avec l'envahissante corporation des merciers.

Mais il y avait aussi dès cette époque de nombreux regrattiers, ancêtres de la légion de nos modernes débitants.

(1) Legrand d'Aussy, *op. cit.*, p. 79.

Seulement, c'étaient des débitants sans boutique, des débitants ambulants. « Pauvres vendeurs d'eau-de-vie » de l'un ou de l'autre sexe, ainsi les nomme l'Edit du Parlement du 20 janvier 1678 qui, confirmé par ceux de 1680 et 1681, autorisa et réglementa leur commerce.

A l'aube, lorsque commençait à naître la vie de la cité, les artisans qui se rendaient à leur travail, au lieu d'aller, comme de nos jours, « tuer le ver » au cabaret, s'arrêtaient au coin des carrefours et des places publiques.

Ils y trouvaient, déjà installés, des escabeaux et des tables derrière lesquelles des femmes débitaient de l'eau-de-vie et des fruits confits à l'alcool.

D'autres achetaient aux hommes qui, parcourant la ville en criant leur marchandise, « portaient tout le cabaret, bouteilles, verres et mesures dans une petite manne suspendue à leur col » (1).

C'est ce qu'on appelait « vendre à porte-col ».



Jusque vers le milieu du xix^e siècle, notre commerce d'exportation des eaux-de-vie n'est guère alimenté que par les eaux-de-vie de vin.

Ces eaux-de-vie tiraient leur marque, non du pays où on les fabriquait, mais de la ville où s'en faisait le principal trafic ou du port par où elles s'exportaient.

(1) Jacques Savary des Bruslons, *op. cit.*

C'est ainsi que Nantes d'abord, La Rochelle ensuite, donnèrent successivement leur nom aux provenances les plus estimées.

Nantes exportait les produits de l'Anjou, de l'Orléanais, de la Touraine, les eaux-de-vie renommées du Poitou et de ce pays Blaisois dont l'abbé de Marolles estimait si haut les clairets.

La Rochelle exportait les eaux-de-vie de l'Aunis.

A quelle époque faut-il placer le début de la renommée de Cognac ? Les documents précis manquent à cet égard.

Il semble toutefois que la distillation des vins ait été connue dans les Charentes dès 1620, et un auteur charentais fait remonter aux environs de 1637 le début du commerce d'exportation de Cognac.

Quoi qu'il en soit, sous le règne de Louis XVI, la marque de Cognac, supplantant les autres, était devenue incontestablement la première de toutes (1).

Les exportations montaient dès la fin du xvii^e siècle à des chiffres importants qui n'allaient faire que croître par la suite.

En 1697, d'après le mémoire de l'intendant de la généralité de Bretagne, Nantes expédiait annuellement 7.000 à 8.000 barriques de 260 à 270 litres chacune.

Bordeaux passait pour en exporter plus du double.

(1) Consulter à cet égard le tableau que donne le vicomte d'Avenel du prix des diverses eaux-de-vie au cours du xviii^e siècle, *Histoire économique de la propriété*, t. IV, p. 251 à 255.

En 1756, le port de La Rochelle à lui seul exportait 40.000 barriques.

Il n'était guère à La Rochelle, Nantes, Rouen ou Bordeaux de chargement pour les colonies françaises ou les pays étrangers, dont les eaux-de-vie ne formassent une partie importante de la cargaison.

Les Anglais, Ecossais, Irlandais, Flamands ou Hambourgeois étaient parmi nos plus gros acheteurs. Mais le premier rang et de beaucoup appartenait à la Hollande, qui jouait à cet égard vis-à-vis de nous le rôle de commissionnaire, de transitaire dans lequel l'Angleterre lui a succédé de nos jours.

C'est par l'intermédiaire des Hollandais que se faisaient nos principales exportations d'eaux-de-vie dans presque tous les Etats de l'Europe et en Amérique.

Amsterdam était à cette époque le centre renommé du grand commerce des eaux-de-vie. Le système des grandes ventes publiques, — des ventes à bassin, suivant l'expression alors en usage, — y était très en pratique pour les alcools.

Les eaux-de-vie des Charentes y faisaient une forte prime ; celles du Languedoc venaient aux derniers échelons de l'échelle des prix, mais ces provenances trouvaient, à l'infériorité où les tenait le marché hollandais, une compensation dans le marché intérieur. Elles y rencontraient de nombreux acheteurs pour la fabrication des liqueurs variées et eaux médicinales qui n'avait pas tardé à prendre un très grand développement.

Montpellier était à cet égard le grand fournisseur des cafés et des apothicaires vers le milieu du XVIII^e siècle (1).

Si les eaux-de-vie de vin constituaient la presque totalité des eaux-de-vie exportées, elles n'étaient cependant pas les seules, et dans le commerce intérieur, on trouvait, malgré la protection accordée aux eaux-de-vie de vin pendant près d'un siècle, des esprits d'autre provenance.

La Normandie et la Bretagne connaissaient à cette époque l'eau-de-vie de cidre, Orléans fabriquait les eaux-de-vie de sirop de sucre et de mélasse ; les Flandres des alcools de grains. La Bourgogne depuis 1696 avait appris à distiller les marcs, résidu jusqu'alors inutilisé et sans valeur.

Les pays à cerises, plus particulièrement la Franche-Comté, la Lorraine et l'Alsace, fabriquaient l'eau-de-vie de cerise (Kirschwasser), dont l'usage était connu à Paris dès le milieu du XVII^e siècle.

Les colonies d'Amérique savaient faire fermenter le sirop de canne à sucre et en tirer le tafia qui obtint rapidement le suffrage des consommateurs.

Mais les eaux-de-vie de vin étaient entourées par le pouvoir d'une protection toute spéciale.

C'est ainsi qu'un arrêt du 13 mars 1699 avait défendu d'importer, débiter ou consommer à Paris d'autres eaux-de-vie que celles provenant de la distillation du vin, à peine de confiscation et de 100 livres d'amende.

(1) Nous avons fait pour cette partie de notre exposé de larges emprunts à l'ouvrage de Savary des Bruslons et à l'*Encyclopédie méthodique. Commerce*, ouvrages déjà cités.

Quelques années plus tard, l'ordonnance du 24 janvier 1713 édictait des mesures analogues.

Elle faisait défense « à toutes personnes, à peine de 3.000 livres d'amende, de fabriquer les eaux-de vie, dans le royaume et terres de l'obéissance de Sa Majesté, de mélasses, grains, bières, baissières, marcs de raisin, hydromel, et de toute autre matière que de vin, excepté pour les provinces de Normandie et de Bretagne, à l'exception du diocèse de Nantes, dans lequel elle permet la fabrication de l'eau-de-vie de cidre et de poiré » (1).

Il convient de ne pas prendre à la lettre les considérants par lesquels l'édit de 1713 motive cette interdiction.

Ce n'est pas « parce que les eaux-de-vie de sirop, mélasses, grains, lies, bières, baissières, marcs de raisin et hydromels, causent un tort considérable aux eaux-de-vie de vin, et que d'ailleurs leur usage est très préjudiciable au corps humain par la qualité de matière qu'on fait entrer dans leur composition » (2), que l'édit de 1713 a été rendu.

La mesure ne procédait en réalité ni de préoccupations économiques, ni encore moins de préoccupations hygiéniques.

La question de l'hygiène n'était ici qu'un prétexte.

L'édit n'était pris que dans l'intérêt des fermiers généraux, à leur instigation, et n'avait d'autre but que de leur permettre de mieux assurer ainsi la rentrée de l'impôt (3).

(1) Brunet de Grandmaison, *Dictionnaire des Aydes*, 1730, p. 476.

(2) Béchade, *Régime fiscal de l'alcool*, thèse 1898.

(3) Léon Say, *Dictionnaire des finances*.

On en trouve l'indication dans l'arrêt du Conseil du 24 novembre 1713 qui permettait « au fermier de poursuivre à son profit la condamnation d'amende et la confiscation des eaux-de-vie d'autre matière que de vin » (1).

*
* * *

Toutes ces prohibitions devaient disparaître en 1789 avec l'ancienne monarchie, et le commerce des alcools devait jouir pendant quelques courtes années d'une liberté qu'il n'avait pas connue auparavant, qu'il ne devait plus connaître depuis, et qu'il ne connaîtra, selon toute vraisemblance, plus jamais à l'avenir.

Sous l'influence des économistes et plus particulièrement de Dupont de Nemours, l'édit de 1784 affranchit les eaux-de vie de tous droits d'exportation ; il autorisa la distillation des marcs et lies jusque-là interdite.

Le traité de commerce du 26 septembre 1786 avec l'Angleterre permit l'importation dans ce pays des eaux-de-vie françaises à tarif particulièrement réduit.

C'est de cette époque que date l'établissement des maisons anglaises en Charente et l'importance considérable prise par le commerce de Cognac.

Celui-ci n'allait cesser dorénavant de se développer, principalement en tant que commerce d'exportation. Il allait enrichir toute une région de la France et répandre dans l'univers entier la réputation des eaux-de vie fran-

(1) Brunet de Grandmaison, *op. cit.*

çaises. Il était parvenu au début de la seconde moitié du dernier siècle, au plus haut degré de prospérité, et tous les espoirs lui semblaient légitimement permis, quand l'invasion de l'oïdium et du phylloxera en vint brutalement arrêter l'essor.

La production des alcools industriels, nés de la crise du vignoble, va dorénavant modifier du tout au tout les conditions d'existence du commerce des eaux-de-vie.

Avec elle nous touchons aux débuts de la période moderne ; période caractérisée dans l'ordre économique par l'intervention incessante de l'Etat dans les conflits qui divisent les diverses classes de producteurs ; et dans le domaine commercial, par la création du marché des alcools à la Bourse de commerce de Paris.

CHAPITRE II

LE MARCHÉ DES ALCOOLS A LA BOURSE DE COMMERCE DE PARIS.

Les prix de l'alcool d'industrie sont soumis à de nombreuses fluctuations. Elles sont enregistrées par les cours pratiqués et cotés chaque jour sur le marché à terme des alcools institué à la Bourse de commerce de Paris (1).

Depuis surtout que les publicistes ont été amenés à s'occuper de la question de l'alcool dénaturé, ces variations ont été à maintes reprises dénoncées, souvent avec plus de vivacité que de connaissance suffisante de la question.

Il eût été à la vérité étonnant que le marché des alcools échappât aux attaques dirigées contre les marchés à terme par une certaine école qui leur impute tour à tour les maux les plus contradictoires.

(1) Le règlement d'administration publique, en date du 22 décembre 1866, rendu en exécution de la loi du 18 juillet 1866, a donné aux courtiers assermentés près le tribunal de commerce de la Seine la charge de la constatation du cours de la marchandise disponible. Le 18 juillet 1889, la chambre syndicale de cette Compagnie a demandé à la chambre de commerce l'autorisation de coter le livrable. Cette autorisation lui a été accordée aussitôt, et depuis le 15 novembre 1889, les courtiers assermentés cotent journellement le terme.

Indépendamment de la *cote officielle* publiée par les soins de la chambre syndicale des courtiers assermentés, la chambre syndicale du commerce des alcools à Paris publie chaque jour la cote des différents cours pratiqués sur le mois courant et sur les époques à livrer. Cette cote est dite *cote commerciale*.

Hausse ou baisse, suivant cette école, ne sauraient être que le fait de manœuvres également coupables. On croirait vraiment, à entendre des écrivains d'une bonne foi certaine, mais qui paraissent peu conscients de certaines réalités économiques inéluctables, que seuls les agissements d'une spéculation sans frein s'opposent à ce que le graphique des cours de l'alcool se traduise par une ligne presque uniformément horizontale.

Il n'entre pas dans notre sujet de prendre ici la défense des marchés à terme considérés dans leur ensemble. Nous nous occuperons uniquement de celui des alcools.

En décrivant succinctement son mécanisme, nous dirons un mot de quelques-unes des questions soulevées actuellement par l'organisation de ce marché.

Des causes naturelles qui, abstraction faite de toute spéculation, tendent à influencer les cours des alcools industriels.

Les prix de l'alcool d'industrie sont, comme ceux de toutes les marchandises, soumis à la loi générale de l'offre et de la demande.

Mais combien sont nombreuses les causes naturelles qui, en dehors de toute manœuvre spéculative, viennent influencer ces deux facteurs du prix.

C'est ce que nous nous proposons d'établir tout d'abord ici, et si nous y réussissons, nous aurons du même coup fait toucher du doigt l'utopie de ceux qui, — la plupart dans la conviction erronée et démentie par les faits que

ces variations sont un obstacle au développement de la consommation de l'alcool dénaturé (1), — s'imaginent possible, en dehors de l'établissement du monopole des alcools, la stabilisation des prix de l'alcool d'industrie.

Abstraction faite de la spéculation, sur le rôle de laquelle nous reviendrons plus loin, les variations des cours de l'alcool proviennent soit de causes naturelles, soit de lois votées par le Parlement.

Sur le terrain des débouchés, nous rencontrons d'abord la rivalité des eaux-de-vie naturelles et des alcools d'industrie. La plus ou moins grande abondance des unes influe naturellement sur la demande des autres.

La production des eaux-de-vie naturelles est, comme nous l'avons vu dans les premiers chapitres de ce travail, fonction des récoltes de vin, de cidre, de fruits. Et qu'y a-t-il de plus variable que de semblables récoltes? Ceux qui s'insurgent contre les variations des cours de l'alcool n'ont pas, que nous sachions, la prétention de commander au soleil, pourtant un des plus grands, sinon le plus grand des coupables à cet égard.

Une succession de récoltes abondantes, en engorgeant le marché des vins, en emplissant les celliers de pommes, détermine une distillation volontaire, — ou même forcée, cela a été le cas au cours de la dernière crise viticole, — susceptible de jeter sur le marché des quantités d'alcool, variables dans des limites extrêmement distantes, ainsi

(1) Voir sur ce point : *Les alcools dénaturés*, ch. IV, II^e partie.

qu'il est aisé de s'en rendre compte par un rapide coup d'œil jeté sur la statistique (1).

La loi elle-même intervient ici comme un élément perturbateur dans la production des eaux-de-vie.

N'est-ce pas le décret du 3 septembre 1907, rendu en application de la loi du 1^{er} août 1905, qui, en empêchant, — nous constatons la mesure sans la critiquer, — l'emploi des moyens jusqu'alors en usage pour corriger les vins défectueux, oblige par cela même, dans certaines années, à envoyer à la chaudière, qu'on le veuille ou non, des quantités plus ou moins grandes de vin ?

La production de l'alcool d'industrie procède, elle, pour la majeure partie de la betterave, directement ou médiatement par les mélasses ; elle est également dans la dépendance du prix des grains, et plus particulièrement des récoltes des riz et des maïs.

Les récoltes de betteraves, elles aussi, sont soumises à l'action du soleil et de la pluie.

Les rendements en betteraves peuvent, souvent en l'espace de quelques semaines, se modifier profondément, au double point de vue du poids et de la richesse saccharine. On voit chaque année des récoltes qui semblent singulièrement compromises au mois d'août, à la veille de l'arrachage, donner quelques semaines après, en septembre ou en octobre, sous l'influence de circonstances climatiques favorables, des résultats tout autres que ceux qu'on était

(1) Cf. Tableau I-II, p. 17 à 21.

en droit d'en attendre et qui viennent tromper toutes les prévisions des cultivateurs les plus expérimentés.

« La betterave est une plante à surprises », répètent à l'envi et fort justement agriculteurs ou fabricants.

Comment veut-on que les cours de l'alcool ne se ressentent pas, en quelque sorte au jour le jour, des espérances ou des craintes que peut donner la récolte betteravière, alors surtout que le rôle de celle-ci est chaque jour plus prépondérant dans la production, et qu'elle fournit à elle seule aujourd'hui près de la moitié de la production totale annuelle.

La moitié, ce n'est pas assez dire ; car à côté de l'alcool tiré directement de la betterave, il y a celui qui provient de la mélasse, ce sous-produit de la fabrication du sucre de betteraves.

Le rôle de la température sur la betterave, et par suite sur les cours de l'alcool, se trouve par cela même encore magnifié.

Suivant que la betterave sera plus ou moins riche, d'une conservation plus ou moins bonne en fin de campagne, suivant les prix respectifs de l'alcool et du sucre en cours de fabrication, il s'effectuera des échanges constants et inévitables entre la sucrerie et la distillerie. Telle betterave, achetée d'abord en vue de la fabrication du sucre, sera recédée à la distillerie, et vice versa. Il y a là une nouvelle cause de trouble dans la production, un nouveau facteur générateur de perturbations dans les cours, de nature à troubler les prévisions de production basées peu de temps

avant sur les calculs en apparence les plus rationnels.

Suivant encore que les cours du sucre seront plus ou moins avantageux au moment où le fabricant de sucre turbinera ses égouts pour livrer les mélasses vendues par lui au distillateur, il épuisera plus ou moins celles-ci. Le distillateur aura à travailler par suite un produit dont il lui est impossible de prévoir par avance la richesse ; d'une même quantité de mélasse achetée, il retirera ainsi une quantité d'alcool plus ou moins grande.

Voici pour les causes naturelles ou les facteurs économiques. Mais dans la production des alcools d'industrie, moins encore que dans celle des eaux-de-vie naturelles, les causes de variation qui proviennent du fait du législateur lui-même ne sont pas négligeables, et elles viennent compliquer les divers éléments perturbateurs de la stabilité des cours avec lesquels l'industriel est obligé de compter.

Est-il à cet égard utile de rappeler, après l'exposé que nous en avons fait dans les premiers chapitres de ce travail, toutes les lois par lesquelles le législateur est intervenu dans la question des approvisionnements de la distillerie de mélasses ?

Sans remonter aux troubles profonds dont ces lois, sans cesse modifiées, ont été la cause pour la stabilité des prix, au cours des vingt dernières années, et pour ne nous arrêter qu'à la concurrence que l'industrie des tourteaux mélassés, née de la volonté du législateur, fait actuellement à la distillerie de mélasses pour ses approvisionnements,

n'est-il pas évident que le plus ou moins d'abondance des récoltes en fourrage viendra exercer son influence sur la demande des tourteaux mélassés et sur leurs cours ; que les quantités de matière première sur lesquelles le distillateur a pu légitimement se croire en droit de compter en seront modifiées d'autant ; qu'au cours même de l'année, telle quantité de mélasse traitée d'abord pour la fabrication des tourteaux fera, par le libre jeu des facteurs économiques en présence, retour à la distillerie, ou vice versa.

Que dire maintenant du rôle que les prix des riz et des maïs vont exercer sur la production de l'alcool et sur les prix de ce dernier ?

Il y a là aussi un facteur de nature à affecter la stabilité des cours, mais dont on aurait tort de médire à la légère, car c'est en fin de compte un facteur régulateur des prix et la sauvegarde la plus sûre, la plus efficace, contre toutes les exagérations qui pourraient résulter des excès de la spéculation à la hausse.

Il ne faut pas oublier que le marché des alcools est aujourd'hui un marché fermé aux importations étrangères. Ainsi l'a voulu le législateur de 1887 quand, pour favoriser les intérêts agricoles liés dans son esprit à l'existence de la distillerie de betteraves, il a protégé celle-ci par des droits de douane absolument prohibitifs sur les alcools étrangers.

Continuant à faire toujours abstraction momentanément de la spéculation sur le marché à terme, il est aisé de comprendre que dans un marché essentiellement national, fermé à toute concurrence du dehors, une ou plu-

sieurs mauvaises récoltes successives de betteraves, ou la coïncidence d'une mauvaise récolte de betteraves et d'une mauvaise récolte en vin ou cidre, soient de nature à déterminer des mouvements de hausse excessivement brutaux, ou inversement.

On n'a pas encore trouvé de moyen légal, que nous sachions du moins, pour obliger un producteur agricole à vendre ce qu'il entend garder à ses risques et périls, dans l'espoir, fondé ou non, de cours plus élevés, ou à garder ce qu'il entend vendre.

Mais les hausses brusques vont précisément permettre au grain, quand elles dépassent certaines limites, de jouer son rôle de régulateur des prix. Les progrès industriels aidant, elles favoriseront nonobstant les droits de douane, les achats de riz ou de maïs étrangers en vue de la production de l'alcool, et ces achats seront de nature, par les quantités d'alcool qu'ils introduiront ainsi, ou dont ils feront redouter simplement l'introduction dans la circulation, à arrêter dans sa course le fléau de la balance et à le faire même pencher en sens contraire.

Vienne d'ailleurs le recul ainsi produit à prendre des proportions exagérées, on verra souvent le distillateur profiter d'un moment favorable et réaliser un profit parfois double, en revendant les chargements de grains qu'il avait achetés, et rachetant simultanément les alcools qu'il avait vendus, en couverture de ses achats de grains. D'où une nouvelle oscillation dans le mouvement des cours, qui tendra à ramener ceux-ci vers un niveau plus stable et

déterminé par l'équilibre maintenant rétabli entre la production et la consommation.

Mais de toutes ces causes de variations des cours, la plus importante, celle contre laquelle l'industriel peut le moins aisément se prémunir, celle qui lui est le plus préjudiciable, est uniquement le fait du législateur.

N'est-ce donc pas le législateur, en effet, qui a maintenu le privilège des bouilleurs de cru, toléré la fraude qui s'exerce sous le couvert de ce privilège et qui, en raison des quantités d'alcool que cette fraude vient jeter certaines années dans la circulation clandestinement et en franchise de droits, tolère des causes de perturbation des cours d'un caractère autrement démoralisant que celles qu'on a tendance à mettre, sinon toujours à tort, du moins par une généralisation hâtive et souvent injuste, sur le compte de la spéculation pure !

Nous croyons avoir suffisamment démontré combien multiples sont les causes qui, en dehors de toute spéculation, agissent naturellement sur les cours de l'alcool d'industrie, et s'opposent, plus peut-être que pour toute autre marchandise, à la stabilité de ses cours.

**De la nécessité pour le commerce de l'alcool
de l'existence d'un marché à terme.**

Nous avons certainement omis quelques unes des nombreuses causes d'ordre naturel qui sont de nature à déterminer, par leur libre jeu seul, des fluctuations nom-

breuses et souvent même violentes dans les cours de l'alcool. Aussi sommes-nous amené à conclure que l'existence d'un marché à terme est pour le distillateur une nécessité absolue, et que ce marché, tel qu'il fonctionne à la Bourse de commerce de Paris, est un rouage indispensable à la conduite rationnelle et prudente de son industrie.

La nécessité d'un semblable marché à terme s'impose d'autant plus, pour mettre le producteur à l'abri des brusques fluctuations des cours de l'alcool, que celui-ci est couramment contraint de passer dans des conditions toutes particulières des marchés de matières premières.

La fabrication n'est pas plutôt terminée que cultivateurs et fabricants se préoccupent des contrats de betteraves pour la campagne suivante, alors même que celle-ci ne doit commencer que huit à neuf mois plus tard. Et ils ne peuvent faire autrement que de s'en préoccuper si longtemps d'avance.

La répartition des futurs assolements n'est pas une chose qui puisse s'improviser. Les terres qui sont destinées à produire de la betterave demandent des préparations nombreuses, des avances d'engrais chimiques et de fumiers qui ne peuvent être l'œuvre de la dernière minute. Avant de dépenser en labours profonds, en sarclages, en engrais, des sommes considérables et autrement importantes que celles qu'il aurait à exposer pour ensemercer ses terres en céréales ou autres cultures, l'agriculteur a le légitime souci de savoir si et dans quelles conditions ces avances sont de nature à lui rentrer.

La betterave est une plante qui ne saurait voyager bien loin ; son prix de vente lui interdit les charrois ou les transports par bateau ou chemin de fer trop onéreux, et ce d'autant plus que, récoltée à l'automne et durant la mauvaise saison, cette racine est le plus souvent chargée d'une quantité de terre qui en augmente souvent le coût de transport dans des proportions énormes (1).

A la veille de régler son assolement, le cultivateur s'adresse donc aux industriels les plus voisins de lui et passe avec eux ce qu'on appelle *un compromis*. Il leur vend à un prix déterminé, dans des conditions strictement fixées d'avance, non pas un poids déterminé de betteraves, — puisqu'il ne peut préjuger le rendement de sa récolte, la chose lui serait naturellement impossible, — mais la quantité de betteraves à provenir d'une superficie donnée, emblavée en betteraves.

Ce compromis est aussi nécessaire pour le fabricant qui achète que pour l'agriculteur qui vend. Il importe au plus haut degré au fabricant de savoir d'avance sur quelle quantité approximative de matière première il pourra compter pour la campagne qui va venir ; lui non plus ne saurait rien improviser.

La campagne de betteraves en distillerie, encore que sensiblement plus longue qu'en sucrerie, excède rarement 90 jours. Deux mois, trois mois de travail industriel vont décider du résultat de toute une année. C'est dire que le

(1) On a vu, certaines années humides, les tares s'élever jusqu'à 50 et 60 0/0.

distillateur ne saurait préparer sa campagne industrielle trop longtemps d'avance ni avec trop de soin. Il doit mettre son matériel en état de travailler les quantités de betteraves qu'il est, dans la mesure où les variations de la récolte lui permettent d'en juger, appelé à recevoir, installer des bascules aux lieux de réception, passer d'avance ses marchés de charbon, d'acide, organiser ses charrois en conséquence.

Qu'il vienne à arrêter un seul jour son usine en cours de fabrication, qu'il ne puisse lui faire rendre, faute de matière première ou pour toute autre cause, son rendement maximum chaque jour, ce sera pour lui une perte autrement grave que dans une autre industrie qui a neuf à dix mois devant elle pour réparer les pertes ou les erreurs d'un moment.

Toute perte qui, dans une industrie autre que celle qui transforme la betterave, sera représentée en valeur relative par un nombre donné, se chiffrera dans la distillerie de betteraves par le même nombre multiplié par un coefficient très élevé ; d'autant plus élevé que la betterave est une plante dont la qualité est sujette à s'altérer rapidement et qui demande, par suite, à être travaillée en aussi peu de temps que possible.

Et ici, les conditions ne sont pas égales entre l'agriculteur et le fabricant.

Une fois sa betterave « contractée », son « compromis » signé, le cultivateur a passé un marché dont le plus ou moins de bénéfice ne dépend plus que de son savoir agri-

cole et des conditions atmosphériques plus ou moins favorables.

Le distillateur, au contraire, a acheté à un prix fixé d'avance une quantité indéterminée de matière première, indéterminée, puisque d'une récolte à l'autre un hectare de betteraves peut lui donner des rendements en alcool qui peuvent varier de quelque 30 o/o. Et le produit qu'il en retirera, il ne pourra le livrer qu'un an plus tard, et parfois davantage.

A qui ? à quel prix ?

C'est ici que l'utilité du marché à terme des alcools va nous apparaître clairement.

Qu'on veuille bien se rappeler en effet que la production des alcools de betteraves atteint actuellement et en chiffres ronds la moitié de la production annuelle totale, que cette production a lieu en moins de trois mois ; que si l'on tient compte des alcools produits simultanément en mélasses, en grains, et des eaux-de-vie naturelles, 80 o/o au moins de la production annuelle vont devenir disponibles et susceptibles d'être jetés sur le marché en moins de quelques semaines. Il y a là une disproportion énorme entre les ressources qui vont être à la disposition de la consommation pendant cette courte période de production, et les besoins de cette consommation pendant cette même période.

Cette disproportion s'aggrave de ce que l'alcool n'est pas une marchandise qui se puisse emmagasiner comme une autre.

Marchandise éminemment inflammable, sujette à l'évaporation et à la freinte (1), matière précieuse par l'importance des droits qu'elle représente pour l'Etat, sa mise en magasin est soumise, de par la nature des choses et les prescriptions du fisc, à des exigences multiples.

Il faut, à l'usine, loger l'alcool dans des vaisseaux fermés, dans des bacs en fer installés dans des locaux spéciaux étroitement surveillés par la Régie qui en détient les clefs. Il faut que le détenteur d'alcool trouve des personnes solvables, propriétaires fonciers importants, qui consentent à cautionner pour lui les sommes souvent énormes que représentent les droits des quantités d'alcool qu'il emmagasine.

Que faute de s'être ménagé des débouchés en temps opportun, le distillateur laisse emplir ses bacs plus que de raison, c'est l'arrêt forcé de son usine au prix le plus souvent de pertes considérables.

Donc, il y a presque toujours pour le producteur nécessité absolue d'écouler une partie de sa production au fur et à mesure du travail.

Si le marché à terme n'existait pas, comment voudrait-

(1) Le Dictionnaire Littré ne connaît pas le mot « freinte », mais le Supplément du Larousse lui a donné droit de cité.

Ce terme est usuel dans le commerce des alcools pour désigner la perte de liquide que l'on constate toujours dans tout alcool ayant séjourné pendant un certain temps dans des récipients, même hermétiquement clos, soit que cette perte se produise par évaporation, soit qu'elle soit le résultat de l'absorption par le récipient, si l'alcool est contenu dans des vaisseaux en bois.

on que le consommateur, conscient de cette situation, aux prises d'ailleurs lui-même avec les mêmes difficultés d'emmagasinement que le producteur, ne cherchât pas à en abuser ?

Mais grâce au marché à terme, le distillateur pourra parer aux inconvénients de la situation que nous venons d'exposer, et s'il ne veut pas spéculer, il pourra à son tour se décharger du risque commercial qui pèse sur lui du fait des conditions spéciales dans lesquelles il est appelé à produire.

Comment ce but peut être atteint, c'est ce que nous allons voir maintenant en examinant le mécanisme du marché à terme.

Des conditions indispensables au fonctionnement de tout marché à terme. Comment elles sont réalisées au marché des alcools de la place de Paris.

Pour qu'un marché à terme en général, et plus particulièrement peut-être celui des alcools, en raison des difficultés que présente l'emmagasinement du stock, puisse fonctionner, il y faut de toute nécessité la réunion de quatre éléments :

1° Le producteur qui y arbitre ou qui y livre ses produits.

2° Le consommateur qui y arbitre ses achats ou qui y prend livraison effective de la marchandise.

3° Le capitaliste ou le spéculateur qui s'interpose entre

les deux premiers, amortit par son intervention les variations trop brutales des cours, et, tend ainsi à ramener celles-ci autour d'un niveau moyen sensiblement constant.

4° Et enfin, — et ceci est la condition primordiale, essentielle, dont l'absence rend radicalement impossible le fonctionnement du marché, — des magasins où le producteur puisse livrer ses ventes, où le consommateur puisse venir puiser selon ses besoins, où le capitaliste puisse emmagasiner en toute sécurité les quantités de marchandise qu'il aura achetées en spéculation ou le plus souvent simplement prises en report.

On peut poser en principe, sans crainte d'être démenti par les faits, que là où un seul de ces quatre éléments vient à manquer, le marché à terme peut bien exister en théorie, mais fût-il doté des règlements les plus parfaits, il n'existe pas réellement ; il est mort-né.

Il y a à Lille, ville qui est le grand centre de la production des alcools industriels, un marché à terme sur les alcools dont les règlements excellents ont été élaborés avec le plus grand soin et la plus grande compétence par des gens de métier distingués. Il n'a jamais pu enregistrer une affaire ; il n'existe que sur le papier ; son existence est purement nominale.

Pourquoi ?

Parce qu'il manque de magasins généraux où puisse venir s'entreposer un stock de quelque importance ; et que, par voie de conséquence, producteurs, consommateurs,

capitalistes ou spéculateurs ne s'intéressent pas aux affaires susceptibles de s'y traiter.

Parce qu'un marché à terme qui n'a pas pour base primordiale la marchandise, qui n'est pas un marché de marchandise avant d'être un marché à terme, n'est pas un marché viable. Il est, à peine né, condamné à mourir d'anémie. Il ne peut rendre aucun service à l'industriel ou au commerçant en vue de qui il a été créé ; 99 fois sur 100 les offres ou les demandes tomberont dans le vide ou ne trouveront à se rencontrer qu'au prix d'écarts énormes et brusques dans les cours, alors que la fonction du marché à terme est au contraire de diminuer l'amplitude d'écarts de ce genre.

Les quatre conditions nécessaires au bon fonctionnement du marché à terme que nous venons d'examiner se rencontrent au contraire réunies au marché de Paris à un haut degré, et elles ont contribué à faire de ce marché un marché large, d'une ampleur propre à lui assurer son rendement économique maximum et à justifier l'importance chaque jour croissante, qu'il a su conquérir pour tout ce qui concerne en France le commerce de l'alcool d'industrie.

Et d'abord, ce marché offre pour l'emmagasinement des alcools qui y sont envoyés par le producteur et leur mise subséquente à la disposition du commerce, des facilités de toutes sortes qui ne se rencontrent au même degré sur aucune place en France ou à l'étranger.

Jusqu'à l'adoption par le commerce des alcools, le

22 mars 1888, du règlement du marché des alcools sur la place de Paris, règlement encore en vigueur aujourd'hui dans ses parties essentielles, la base du marché des alcools était « l'hectolitre d'alcool à 90°, logé dans les fûts du vendeur ». La loi douanière de 1887 en prohibant pratiquement les importations d'alcool en France a été la cause indirecte d'une modification fort heureuse dans les usages du marché et qui a singulièrement contribué à son élargissement.

Les alcools allemands qui entraient en France et qui avaient à faire, tant par mer que sur les voies ferrées, un très long trajet pour arriver à destination, demandaient par cela même un logement particulièrement solide et soigné, pour éviter les nombreuses freintes de route qui eussent été la conséquence de fûts défectueux ; aussi étaient-ils livrés dans de magnifiques fûts présentant des conditions de solidité de nature à éviter les coulages à redouter en cours de transport.

Cette futaille, une fois l'alcool consommé, était revenue à nos producteurs qui l'utilisaient pour la réexpédition de leurs propres alcools. Elle entraînait pour une quantité appréciable dans le prix du produit.

La loi de 1887, en supprimant l'importation de l'alcool, amena la hausse d'abord, puis la disparition de la futaille étrangère. Certains expéditeurs qui envoyaient leur alcool aux magasins généraux, en vinrent par suite à user de logements de fortune qui plaçaient les livreurs consciencieux dans un véritable état d'infériorité. Les plaintes du com-

merce sur les pertes d'alcool de toutes sortes qui furent la conséquence de cet état de choses, jointes au développement pris vers la même époque par les Compagnies de wagons-citernes, développement favorisé par les faveurs qui furent accordées à ces dernières par les tarifs spéciaux des Compagnies de chemins de fer (1), amenèrent à libérer le marché des alcools de l'élément de trouble, d'inégalité et d'insécurité, causé par la question de la futaille. Dorénavant, « le marché des alcools a pour base le 3/6 fin première qualité (2) de toute provenance, livrable nu en entre-

(1) Les wagons-citernes ne paient que pour le poids net de la marchandise qu'ils transportent, à l'exclusion du poids du récipient. Le retour à vide s'effectue gratuitement, et il est même alloué au propriétaire du wagon une indemnité basée sur le nombre de kilomètres parcourus. Ces faveurs compensent et au delà le coût de la location des wagons, et procurent à leur emploi des avantages considérables qui croissent en proportion de la distance à parcourir.

(2) Les nombreuses attaques qui ont, à une époque pas bien éloignée de nous encore, été portées par les producteurs d'eaux-de-vie naturelles ou les hygiénistes sur la toxicité des alcools d'industrie, ont conduit le commerce des alcools à remonter successivement, au fur et à mesure des progrès industriels, les conditions de pureté exigées des alcools livrés au stock de Paris. Nous devons à l'obligeance de M. Boverat, président de la chambre syndicale des alcools, communication des analyses qui servent de type pour l'expertise de ceux qui sont présentés à la livraison au marché de Paris. Le type actuel de betteraves a un coefficient d'impureté de 35,0, exprimé en milligrammes par 100 centimètres cubes d'alcool à 100° (Analyse du laboratoire municipal du 28 novembre 1906).

Celui du type de mélasses est de 30,0, et celui du type de grains de 22,3, exprimé de la même façon que ci-dessus (analyse du laboratoire municipal du 4 mai 1904). Ces coefficients d'impureté sont infinitésimaux, et on peut dire en général que la moyenne des stocks existant à Paris est supérieure comme qualité aux types de comparaison. Le relèvement progressif des types auxquels doivent pouvoir se comparer les alcools qui sont livrés au stock de Paris et leur

pôt, en cuves de fer, ou à leur défaut dans les fûts du vendeur, à l'entrepôt général de Paris, dans les magasins généraux de Paris et de Saint-Denis, ou dans tous autres magasins généraux agréés par l'Etat et par la chambre syndicale.

« Le prix s'entend à l'hectolitre à 90°, surforce en sus, payable comptant sous escompte de 2 o/o. »

Ce texte appelle quelques observations.

Par suite de l'absorption ou de la disparition des divers magasins généraux existant en 1888, la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris exerce aujourd'hui un monopole de fait et concentre dans ses magasins de Saint-Denis le stock des alcools du marché de Paris.

Ce monopole peut être regrettable, comme tous les monopoles. Il n'est cependant que juste de reconnaître que la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris s'est efforcée d'élever progressivement son outillage et sa puissance d'emmagasinement à un niveau en rapport avec le développement des stocks, lui-même résultant du développement des transactions.

Une date récente, le 31 août 1910, a marqué le point culminant atteint par le stock de Paris. Les hauts prix qui ont, à cette époque, été pratiqués pour l'alcool d'industrie ont amené à Paris un stock de 329.530 hectolitres; ce chiffre représente environ le sixième de la moyenne pour les trois dernières années de la production des alcools

excellente qualité actuelle n'ont pas peu contribué à l'ampleur prise, depuis quelques années, par le marché de Paris.

d'industrie, et marque plus éloquemment qu'aucun commentaire la puissance d'emmagasinement du stock qui sert de base aux transactions du marché (1).

Cette puissance d'emmagasinement offerte par le marché de Paris est la meilleure garantie de la sincérité des cours qui traduisent les nombreuses transactions qui y sont effectuées.

Non seulement Paris peut emmagasiner beaucoup d'alcool, mais il peut l'emmagasiner dans des conditions qui ne viennent pas grever trop lourdement la valeur de la marchandise. Les tarifs de la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris fixent pour le magasinage, l'assurance contre l'incendie, le déchet en cuves, un certain nombre de forfaits, dont l'ensemble, variable naturellement suivant les cours, représente environ 5 o/o par an du prix moyen de la marchandise.

Comme tout magasin général, la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris est tenue à la délivrance de warrants. Cette délivrance des warrants a été, comme chacun sait, lors de la Révolution de 1848, la raison même

(1) Sur cette quantité, la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris a pu loger en cuves en fer environ 46.000 pipes (en chiffres ronds 285.000 hectolitres) ; le reste a dû rester provisoirement, et pour un très court laps de temps d'ailleurs, dans les logements des expéditeurs. (Ces chiffres résultent d'une lettre de la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris du 18 août 1910, portée par la chambre syndicale du commerce des alcools à la connaissance des intéressés.)

du mouvement qui a donné naissance aux magasins généraux.

Le préjugé qui a, trop longtemps en France, frappé de discrédit celui qui formulait des demandes de warrants a heureusement fait son temps. Le warrant est entré, comme il l'était depuis longtemps en Angleterre, dans les habitudes, dans les mœurs du commerce. Et la sécurité que les règlements du commerce des alcools assurent au détenteur de la marchandise du stock, fait que les warrants d'alcool trouvent aujourd'hui pour les escompter des capitaux chaque jour plus importants auprès de banques spéciales ou des grands établissements de crédit.

C'est cette possibilité d'emmagasiner, dans des conditions sûres et forfaitairement connues d'avance, l'alcool au moment où forcément l'offre doit excéder de beaucoup les besoins de la consommation, qui est le plus puissant agent de vie du marché des alcools.

Elle permet en effet l'intervention souvent utile et bien-faisante du reporteur ou même simplement du spéculateur.

Le reporteur mettra la marchandise flottante en magasin pour la rendre à la circulation sur une époque plus éloignée, au moment où la demande s'en fera sentir, à un cours majoré du coût du warrant, du magasinage, des frais et de l'intérêt raisonnable de son argent. Il opérera sur le marché à terme des alcools dans des conditions absolument identiques à celles des capitalistes qui, à la Bourse des valeurs, lèvent de la rente en liquidation de fin

de mois pour la vendre à terme sur une liquidation prochaine. Il empêchera ainsi l'effondrement des cours de même qu'il préviendra leur hausse exagérée.

« Il est à remarquer que si la masse des consommateurs profite rarement des bas prix, elle subit toujours et partout la conséquence des disettes. Le mieux est donc dans le maintien des prix moyens qui assurent aux producteurs, importateurs et négociants, la juste rémunération de leur peine (1). »

Et aucune action n'est à coup sûr aussi efficace que celle du reporteur pour le maintien si désirable de ce prix moyen. C'est cette même facilité d'emmagasinement qui intéresse un nombre chaque jour croissant de spéculateurs aux cours du marché et contribue à l'ampleur de ses transactions.

On a beaucoup médité du spéculateur depuis quelque temps. Et pourtant son action, renfermée bien entendu dans de justes limites, peut avoir des conséquences aussi utiles que celles du reporteur.

Il est certain que le jeu se mêle quelquefois aux marchés à terme. « C'est un mal sans doute, mais comment le discerner ? Est-ce que dans toutes les transactions comme dans toutes les choses humaines le mal n'est pas mêlé au bien, le faux n'est pas mêlé au vrai ?... Allez-vous interdire les prévisions du vrai commerce qui achète d'avance, de peur qu'il ne s'y mêle du jeu ? Ce serait insensé. De

(1) J. Bivort et G. Turlin, *Etude sur le courtage des marchandises*, Paris, 1888, p. 206.

proche en proche, vous arrêteriez le mouvement social. Si une transaction est bonne en elle-même, il faut déplorer l'abus qu'on en peut faire, l'atténuer si c'est possible, mais en permettre l'usage qui est utile à tous. »

C'est en 1862 que M. Larrabure, député au Corps législatif, écrivait dans son rapport tendant à la modification de certains articles du Code de commerce, les lignes que nous venons de citer.

On sait quel magnifique essor le régime de liberté inauguré en 1866 a donné au mouvement des affaires et combien il a contribué à la prospérité publique. Au moment où ce régime semble menacé, où certains esprits ne parlent de rien moins que de faire revivre un état de restriction et de privilège qui nous ramènerait 50 ans en arrière, il n'était peut-être pas inutile de rappeler ici la citation que nous venons de reproduire.

De son côté, le producteur trouve à Paris toutes facilités pour emmagasiner le trop plein de son stock, pour en faire, grâce aux warrants, argent immédiat en attendant un acheteur à un cours favorable, ou pour le livrer en aliment de ses ventes sur le marché à terme. Car Paris n'est plus seulement, comme il l'a été longtemps, le centre nécessairement interposé entre la fabrique et la consommation pour les livraisons.

Les tarifs spéciaux qui ont été et sont chaque jour homologués en nombre croissant ont rapproché les centres de production du consommateur, et favorisé les échanges directs en temps normal entre fabricants et acheteurs.

Ils ont modifié le caractère du marché, et ils tendent de plus en plus à l'adapter à sa véritable fonction, qui doit être celle d'un grand marché d'arbitrage.

Que faut-il entendre par un arbitrage ?

C'est une vente que le producteur fait sur le marché à terme en couverture d'un achat de matière première, vente qu'il n'a pas l'intention de livrer au moment où il l'effectue, qu'il pense au contraire résilier ultérieurement par un rachat avant l'époque de livraison, *mais qu'il pourra cependant toujours livrer s'il lui convient.*

Inversement, c'est un achat que fait le consommateur, sans intention d'en prendre livraison effective au moment où il le fait, dans la pensée au contraire de le résilier par une revente avant l'époque de livraison, *mais un achat dont il pourra toujours cependant exiger la livraison s'il lui convient.*

Presque jamais le distillateur industriel ne trouvera acheteurs auprès de ses clients pour la totalité de sa production au moment où il passe à prix ferme ses achats de matière première. S'il ne veut pas, en attendant le moment de la mise en œuvre de cette matière première, courir les chances de baisse du marché et les pertes importantes qui peuvent en résulter pour lui, s'il ne veut pas en un mot se transformer contre son gré en simple spéculateur, *il arbitrera* par une vente à terme sur le marché de Paris la partie de sa production, et ce sera en général la plus importante, dont il n'aura pu par avance trouver le placement à sa clientèle.

Que la demande de cette clientèle vienne plus tard lui permettre de placer son alcool à des conditions qui, au départ de l'usine, lui assurent, soit par des primes de qualité, soit par une diminution d'écart dans le transport, soit par toute autre cause, un avantage sur le produit qu'il retirerait de sa vente en arbitrage sur Paris s'il en effectuait la livraison effective, il rachètera à Paris en même temps qu'il vendra à ses clients ; il défera son arbitrage.

Qu'au contraire une hausse intempestive des cours due à des manœuvres spéculatives vienne à ralentir les demandes de la consommation, le producteur, au lieu de défaire son arbitrage, livrera au stock de Paris, en aliment de la vente en arbitrage qu'il y a faite, l'alcool dont il ne trouvera plus l'écoulement en consommation.

Le stock de Paris augmentera, et le spéculateur qui aura voulu forcer les cours, comptant sur les rachats des vendeurs, sera livré de ses achats et subira ainsi les conséquences financières de ses fâcheuses exagérations.

L'acheteur en arbitrage demandera au marché des services de même ordre que ceux qu'en attend le producteur.

Il ne saurait presque jamais, nous l'avons vu, alors même que les cours lui conviendraient, acheter et emmagasiner dans ses chais au moment du plein de la production les quantités d'alcool dont il aura besoin durant toute son année.

Ni ses capitaux, ni ses bacs, ni l'importance de ses cautions, ne le lui permettront la plupart du temps. Devra-t-il donc, lorsque les cours lui paraîtront favorables,

lorsqu'il aura lui-même, fabricant de liqueurs, d'absinthes, dénaturateur d'alcool, passé avec sa clientèle quelqu'un de ces marchés à long terme qui sont de plus en plus une nécessité du commerce et de l'industrie, attendre pour se couvrir, au risque de le faire à perte, alors que le gros de la production passée, il peut se trouver en présence d'un vendeur intraitable qui, sentant ses besoins, lui tiendra la dragée trop haute. Devra-t-il donc, lui aussi, se transformer en spéculateur ?

Non, car il aura de son côté recours au marché de Paris pour arbitrer par des achats les ventes à prix ferme à long terme qu'il a faites à ses clients.

Cet arbitrage se terminera par une revente, si le moment venu il trouve en fabrique un vendeur qui le place, en raison de l'écart des cours ou des différences de transport, dans des conditions plus avantageuses qu'à Paris ; par une prise de livraison au stock dans le cas contraire. Et le producteur trop exigeant, contraint ainsi de garder sa marchandise, se trouvera par la force des choses ramené à des prétentions plus raisonnables.

Ainsi s'exerce sur les cours l'action pondératrice et régulatrice du marché à terme. Ainsi cette action se trouve répondre en quelque sorte mécaniquement, d'elle-même, et de la façon la plus appropriée, à la situation dans laquelle les conditions spéciales de la production placent producteurs et consommateurs, pour le plus grand bien des intérêts des uns et des autres.

Des critiques adressées au marché à terme.

La question des fins de mois.

La démonstration de l'absolue nécessité du marché à terme pour le commerce des alcools et des grands services que rend ce marché, ne doit pas cependant nous faire négliger l'examen des critiques qui, à diverses époques, et particulièrement depuis quelques années, se sont élevées contre son fonctionnement.

Nous devons au contraire impartialement les passer en revue, rechercher quelle part de vérité elles peuvent contenir, et s'il n'a rien été fait pour y répondre en ce qu'elles peuvent avoir de fondé, et corriger certains abus révélés par la pratique ; examiner enfin ce qu'il convient de faire pour adapter de plus en plus le fonctionnement du marché aux conditions économiques actuelles, et pour le rendre plus apte à répondre à la fonction régulatrice des cours que nous lui avons assignée comme sa raison d'être, — nous séparant sur ce point de ceux qui, ayant, croyons-nous, étudié trop superficiellement la question ou prêté une oreille trop complaisante aux suggestions de certains joueurs malheureux et peu intéressants, n'ont vu dans le marché des alcools qu'un élément perturbateur des cours.

C'est surtout depuis que les 3/6 destinés aux usages industriels ont pris dans la consommation la place impor-

lante que nous avons indiquée au cours de ce travail (1), que la spéculation sur les alcools a été violemment prise à partie.

Quand on parle aujourd'hui de spéculation sur les alcools, c'est toujours la spéculation à la hausse que l'on sous-entend. « Le spéculateur à la hausse est le seul ennemi des emplois industriels de l'alcool (2). » Qu'on lise le discours où, à la deuxième séance de la Chambre des députés du 9 décembre 1910, M. Girod, député de Pontarlier, a dénoncé avec une violente emphase les accapareurs d'alcool à la vindicte publique, on verra quelle est la nature des préoccupations dont l'écho se fait jour aujourd'hui dans la presse ou à la tribune du Parlement.

Ces accusations sont-elles vraiment fondées ?

Deux choses, entre beaucoup d'autres, sont de nature à faire supposer qu'elles sont pour le moins singulièrement exagérées. La première, c'est qu'avant le magnifique développement pris au cours des dix dernières années par l'alcool dénaturé, on entendait déjà les mêmes doléances contre la spéculation. Alors comme aujourd'hui, on attaquait « la puissance audacieuse et effrénée des hommes d'argent qui n'ont au cœur que le patriotisme du coffre-fort » (3).

Seulement, c'est la spéculation à la baisse que l'on

(1) Chap. IV, 2^e partie, Alcools dénaturés.

(2) Lettre de M. Leprêtre, dénaturateur d'alcool, à M. de Dion, citée par M. Ribot, président de la commission d'enquête sur les emplois industriels de l'alcool. Séance du 3 décembre 1907.

(3) Girod, *loc. cit.*

visait. Toute la sollicitude du Parlement allait, non au consommateur — on ne s'en occupait guère, — mais au producteur, agriculteur ou industriel, qu'il s'agissait de protéger contre l'avilissement des cours. Toutes les barrières douanières qu'ont élevées les lois de 1887 et de 1890, et celles qui en ont été le complément, n'ont eu d'autre but que d'amener le relèvement des cours contre lequel on proteste aujourd'hui, et que l'on considérait alors comme une question de vie ou de mort pour l'agriculture et l'industrie.

La seconde raison, c'est qu'en dépit des prophètes de malheur, le développement des usages industriels de l'alcool, — les statistiques sont là pour le prouver, — n'a fait que s'accélérer dans ces dernières années. Son développement a marché d'un pas singulièrement rapide, on serait tenté de dire trop rapide, si on le compare au développement beaucoup plus lent de la production, principalement de la production betteravière ; et la lenteur de ce développement a pour cause, nonobstant les grands prix payés pour la betterave et les désirs de l'agriculture d'en étendre l'assolement, la fatigue de certaines terres et surtout la crise de plus en plus aiguë de la main-d'œuvre agricole.

Lors donc qu'on va au fond des choses, on voit que les plaintes actuellement formulées contre la spéculation à la hausse proviennent d'une connaissance insuffisante de la question. On oublie, pour ne comparer entre elles que l'année qui a vu la première loi efficace votée en faveur de l'alcool dénaturé, et la dernière année dont les données

statistiques nous soient entièrement connues, on oublie que si en 1897 la production et les emplois contrôlés des alcools s'équilibrent très sensiblement (1), il n'en est plus de même en 1909 où les emplois dépassent la production de 140.983 hectolitres (2), et que cette différence, entièrement due à l'extension des emplois industriels de l'alcool, suffirait déjà dans une large mesure à expliquer le changement de niveau qui tend à s'établir dans les cours.

En fait, les esprits semblent avoir été surtout frappés de la répétition trop fréquente de ce que, dans le langage de la Bourse, on appelle « une fin de mois » ; — les Américains disent « un corner », — et des brusques sautes des cours que ces « fins de mois » ont souvent amenées à 24 heures d'intervalle.

On a conclu ici du particulier au général, et les excès auxquels certaines « fins de mois » ont donné lieu ont sans aucun doute beaucoup contribué à l'état d'esprit que nous venons d'indiquer.

Qu'est-ce donc qu'une « fin de mois » ?

Est-ce chose plus fréquente ou plus aisée en alcool qu'ailleurs ? Est-ce chose défendable ou qu'il faille absolument proscrire ? Et si on en admet la légitimité, si on la considère comme un mal parfois nécessaire, dans quelles

(1) Production contrôlée et importations 2.232.510 hectolitres.
Emplois contrôlés et exportations 2.230.222 hectolitres.

(2) Production contrôlée et importations 2.346.341 hectolitres.
Emplois contrôlés et exportations 2.487.324 hectolitres.

limites doit-elle être permise, et quels sont les moyens à employer pour l'y renfermer ?

Autant de questions qu'il nous faut brièvement examiner.

Le « corner » ou la « fin de mois » a pour caractéristique le brusque déport qui vient à s'établir à la fin d'un mois pour une marchandise donnée par rapport aux cours cotés sur le mois suivant. Le déport, qui atteint souvent une valeur importante, n'est jamais durable. Il ne persiste jamais au delà de quelques jours, et est souvent, dans la pratique, limité au dernier jour du mois, quand il ne l'est pas aux dernières heures de la dernière bourse du mois.

Le « corner » n'est possible en effet que lorsqu'il se trouve à la fin d'un mois d'imprudents vendeurs à découvert qui, ayant escompté une baisse qui ne s'est pas produite, sont forcés, le dernier jour du mois, de se racheter coûte que coûte et de subir pour ce rachat la loi de l'acheteur.

Pour qui veut examiner momentanément les choses sans parti-pris, — et en faisant abstraction des inconvénients que les brusques écarts dans les cours du disponible ou le déport coté d'un mois sur l'autre peuvent présenter pour le consommateur qui a passé des marchés basés, comme il est d'usage, sur la cote officielle du disponible à la Bourse de Paris du jour de la livraison, — le « corner », pour peu recommandable qu'en soit la pratique, ne mérite pas tous les reproches dont l'ont souvent accablé

maintes personnes de bonne foi influencées par les bruyantes récriminations de baissiers malheureux. C'est là une assertion qui peut paraître choquante au premier abord, et étant donnée l'opinion généralement régnante à cet égard, nous ne nous dissimulons pas qu'il faut quelque courage pour oser la combattre ouvertement.

Il ne saurait, nous le répétons, y avoir « corner » ou fin de mois » que quand un vendeur n'est pas, à la fin d'un mois, en mesure de livrer la marchandise qu'il a vendue et dont son acheteur exige la livraison.

Le vendeur qui, dans une pensée de pure spéculation, comptant sur la pression exercée par ses ventes pour influencer le marché et se racheter à meilleur compte, se trouve dans l'impossibilité de livrer une marchandise qu'il n'a jamais eue, qu'il n'a jamais pensé à se procurer, ne nous paraît pas en vérité très intéressant.

Tant pis pour lui si, l'opération ayant tourné contre ses prévisions et ayant attendu le dernier jour du mois pour se racheter, il vient à se trouver en présence d'un acheteur qui exige la livraison de la marchandise vendue, ou lui fait payer durement, par le prix qu'il impose pour la résiliation de la vente, la rançon de son imprudence.

L'article 419 du Code pénal, dont on réclame la modification à l'heure actuelle, ne punit pas seulement l'accaparement. Encore qu'en 1810 il fut surtout inspiré par la crainte des accaparements, — si graves de conséquences alors, mais pratiquement impossibles en notre siècle où la vapeur et l'électricité ont multiplié les moyens de commu-

nication rapides dans tous les domaines, — il vise aussi la sous-offre, les spéculateurs à la baisse qui « auront opéré la baisse du prix des denrées ou marchandises au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence libre et naturelle du commerce ».

Supprimez le droit absolu pour l'acheteur d'exiger la livraison effective de la marchandise, et par cela même l'obligation absolue pour le vendeur de la livrer s'il en est requis, vous supprimerez la crainte ou la possibilité du corner. Mais du même coup vous aurez fait perdre au marché à terme le caractère auquel le législateur a attaché la sanction de sa protection.

Légalement, le marché ne sera plus qu'un marché fictif, dont la validité pourra être contestée et ne sera pas couverte par la loi du 28 mars 1885 ; pratiquement, vous aurez livré le marché sans défense aux manœuvres des baissiers, qui y régneront en maîtres, libres de déprécier à leur gré les cours, non sans dommage pour l'agriculteur et pour l'industriel.

La fin de mois, au double point de vue théorique et pratique, est donc en soi légitime, ce qui ne veut nullement dire qu'elle ne soit pas susceptible de donner lieu à de très graves abus, qu'il est inadmissible de laisser se produire librement sans chercher à y porter remède.

Nous allons indiquer d'abord quels sont ces abus et pourquoi ils tendent à avoir dans le commerce de l'alcool des conséquences beaucoup plus fâcheuses que dans n'importe quel autre des articles cotés à la Bourse de commerce de Paris.

Que l'acheteur à qui le vendeur à découvert n'a pu livrer les ventes qu'il avait imprudemment faites, subisse pour la résiliation la loi de l'acheteur, nous avons indiqué pourquoi la chose nous paraît légitime. Mais il arrive trop souvent malheureusement que l'acheteur soit porté à abuser de son droit. Le corner suppose, non que l'acheteur ait accaparé tous les alcools existant, — la chose est impossible, à notre époque surtout, — mais que l'acheteur soit en possession de tout le stock existant aux entrepôts et magasins généraux de Paris, ce qui est bien différent, et qu'il est de plus à la tête d'un certain nombre d'achats qu'on ne peut pas lui livrer *dans les délais de livraison* stipulés par le marché. Or, dans la résiliation qui intervient, c'est l'acheteur et non, comme de droit commun, les tribunaux, qui fixe seul, en imposant le cours de résiliation, les dommages-intérêts auxquels il a droit du fait de la non-livraison.

Il est en effet forcément le seul vendeur du marché pour les quantités qui n'ont pu être livrées en marchandise. Ainsi est ouverte toute grande la porte à « l'abus de droit ». Et cet abus est malheureusement fréquent. Parce que j'ai eu le tort de vendre à découvert, livrable sur un mois, une quantité d'alcool que je ne puis livrer, dois-je supporter, dit le vendeur, de payer pour cette non-livraison telle somme, quelle qu'en soit l'exagération, qu'il plaira à l'acheteur de me demander à titre de résiliation ? Et si, poussant les choses à l'absurde, il plaisait à l'acheteur de me demander pour prix de l'indemnité de la résiliation

d'une marchandise que je n'ai pu livrer en heure et en temps, une somme égale ou supérieure à la valeur de la marchandise non livrée, rien ne saurait-il me protéger contre des exigences arbitraires, ruineuses, et hors de tout rapport avec ma faute et le préjudice que j'ai causé ?

Il y a, à la rigueur, en pareille occurrence, le recours aux tribunaux. On a vu des rachats effectués publiquement par le ministère de courtier assermenté, contestés par le vendeur devant les tribunaux, et en présence de l'exagération du prix du rachat, les tribunaux n'ont pas hésité à le ramener à un niveau plus raisonnable que celui imposé par l'acheteur.

La publicité dont est entourée l'opération du rachat par ministère de courtier assermenté quand, faute d'entente entre les parties, il y a été recouru, n'offre en effet le plus souvent qu'une garantie illusoire, puisque l'acheteur, en raison du manque de délais impartis pour la livraison, est le plus souvent en fait, nous l'avons indiqué il y a quelques instants, et nous y insistons, le seul vendeur du marché.

Mais ce recours aux tribunaux est, et c'est tout à l'honneur du marché de Paris, chose excessivement rare et absolument exceptionnelle dans son histoire.

Pour les commissionnaires ou courtiers de la Bourse de commerce, se soumettre rigoureusement au règlement du marché, le subir, même quand il en est peut-être fait abus par la partie adverse, c'en est pas seulement une obligation légale ; c'est moins et plus à la fois, c'est une obligation

d'honneur. Toute maison qui, par un recours aux tribunaux même justifié dans une certaine mesure par les circonstances, cherche à éluder les sanctions rigoureuses peut-être, mais en tous cas nécessaires du règlement, risque d'encourir une défaveur qui lui retirera immédiatement et justement tout crédit de la part de ses confrères, et peut même motiver son exclusion du marché (1).

Il importe aussi de remarquer que dans la question des *corners*, il n'y a pas toujours que la classe peu intéressante des joueurs à la baisse qui soit en cause.

Il peut y avoir, et en fait il y a souvent, des producteurs, des détenteurs de marchandise qui, par suite d'un cas fortuit, échappant à toutes prévisions ordinaires, se trouvent ne pas pouvoir livrer en heure et en temps une marchandise qui existe cependant. Un bateau portant des fûts d'alcool se trouve pris dans les glaces par un hiver rigoureux ou retardé par suite de crues ou d'inondations ; les Compagnies de wagons-réservoirs, ayant leur matériel retenu par suite d'une récolte exceptionnellement abondante de vin, ne peuvent fournir au producteur, dont les bacs débordent cependant, le logement nécessaire à ses expéditions ; une grève de chemins de fer vient à éclater inopinément....

(1) L'article 11 des statuts du syndicat général des grains, graines, farines, huiles, sucres et alcools à la Bourse de commerce de Paris, porte en effet expressément qu'en « cas d'infraction grave aux statuts et aux lois de l'honneur ou d'un fait public entraînant la déconsidération, le Comité pourra provoquer la démission de la personne intéressée, et même prononcer son exclusion ».

Voici des exemples de cas fortuit qui se sont malheureusement présentés plus d'une fois dans la pratique et qui, connus et exploités par certains acheteurs, les ont décidés à « corner ».

Est-il juste, dans ce cas, que cette classe de vendeurs, plus malheureuse que coupable, soit livrée sans frein aux exigences de l'acheteur ?

Nous n'hésitons pas à répondre négativement.

Et ceci d'autant plus que les barrières prohibitives mises par la volonté du législateur à l'importation des alcools étrangers, la protection étroite dont il a cherché à entourer la production, ont fait de l'industrie de l'alcool une industrie exclusivement nationale, fermée à toute concurrence du dehors, et peuvent dès lors favoriser dans le domaine de l'alcool certaines manœuvres que la soupape de l'importation rendrait singulièrement dangereuses et empêcherait dans d'autres articles.

La question des fins de mois n'est donc pas confinée au domaine spéculatif. Elle n'intéresse d'ailleurs pas seulement le vendeur à découvert ou le producteur ; elle intéresse encore et au premier chef la masse des consommateurs en alcool plus que dans n'importe quel article. Nous allons chercher à montrer comment.

On peut poser en principe que la majeure partie des marchés qui ont lieu entre les producteurs et négociants en alcool et les consommateurs, a pour base la cote du marché de Paris. Le rectificateur d'alcool qui achète en grand des flegmes pour en tirer des alcools neutres qu'il

vendra à la consommation, ou le dénaturateur qui reçoit ces mêmes flegmes pour les dénaturer, traitent le plus souvent à un écart convenu d'avance sur la cote du disponible à Paris du jour de l'expédition. Pour tous les marchés qui ne sont pas conclus à prix ferme, et nous le répétons, c'est la majeure partie, c'est encore la cote du jour de l'expédition, cote inconnue au moment de la conclusion du marché, qui, dans la plupart des cas, servira de base à la facture de la pipe d'alcool livrée au fabricant de liqueurs, ou du petit bidon d'alcool dénaturé livré à l'épicier.

On se rend aisément compte d'après cela, du trouble profond qu'un écart de 10 à 15 francs par hectolitre dans des cours cotés à 24 heures d'intervalle vers la fin d'un mois est susceptible d'apporter à la masse des moyens ou des petits consommateurs.

Ceux-ci ne manquent pas d'accuser immédiatement le marché de Paris de la perturbation momentanée apportée dans leurs transactions et du préjudice qui est susceptible d'en résulter pour eux. De là à se livrer à des généralisations injustes, il n'y a qu'un pas aisément franchi.

Nous sommes maintenant à même de comprendre les données, plus complexes que certains ne se l'imaginent trop facilement, de la question des « fins de mois ».

Nous les résumons comme suit :

1° La fin de mois est *légitime* ; elle est la seule arme efficace de l'acheteur contre les agissements d'une spéculation à la baisse sans scrupule ; — et ce ne serait vraiment pas la

peine d'avoir porté le trouble dans tant d'industries par des lois douanières, d'en avoir même ruiné un certain nombre en pleine prospérité, dans un but de protection pour l'agriculture et le travail national, si c'est pour les abandonner ensuite sans défense à des manœuvres de nature à provoquer l'avilissement des cours.

2° Mais autant la fin de mois peut être utile ou légitime comme contre-poids à des manœuvres de ce genre, autant les exagérations de cours ou de déport qu'elle est susceptible de susciter peuvent être et sont effectivement nuisibles aux intérêts du producteur sérieux et de la masse des consommateurs. Ces exagérations, toujours possibles, sont de nature à jeter un trouble grave dans les transactions.

3° Il faut donc chercher la conciliation des deux facteurs en présence par une réglementation équitable et efficace, de nature à prévenir des exagérations qui viendraient à constituer un véritable « abus de droit ».

Tâche nécessaire, mais singulièrement ardue, à laquelle le commerce des alcools à la Bourse de Paris s'est appliqué de son mieux depuis un certain nombre d'années.

Les solutions diverses auxquelles il s'est successivement arrêté dans ce but, et que les données de l'expérience l'ont à diverses reprises amené à modifier, soulignent éloquemment les difficultés du problème.

Le règlement en vigueur jusqu'en 1900 ne s'est pas préoccupé de la réglementation des fins de mois et ne contient aucune mention à cet égard. Le commerce des alcools se

souciait assez peu jusqu'alors des mécomptes que leurs ventes imprudentes ou l'appât d'un gain facile pouvaient parfois causer à certains baissiers impénitents. Deux facteurs ont contribué à modifier ses dispositions. C'est d'abord l'importance prise par les arbitrages des distilleries agricoles, créées en vue de livrer des flegmes à la dénaturation. Il y a là des ventes qui, les flegmes n'étant pas admises aux livraisons du marché, nécessitent des rachats forcés, quels que soient les cours. Nous reviendrons plus tard sur cette question.

C'est ensuite la perturbation apportée dans la question du logement des alcools et de leur expédition par les grosses récoltes de vin qui ont commencé à reparaitre à partir de 1900.

Comme ce sont les mêmes wagons-réservoirs qui servent en principe au transport des vins et à celui des alcools, elles ont souligné la pénurie de logement qui se produit trop souvent au cours de la pleine période de fabrication et paralyse les expéditions.

Certaines fins de mois échafaudées, non sur l'importance du découvert, mais sur l'impossibilité d'expédier en temps utile où, par suite du manque de logement, divers producteurs se sont vus placés inopinément, ont amené le commerce des alcools à chercher un remède de nature à empêcher la répétition de certains abus fâcheux.

Il a cru y couper court en introduisant dans le règlement un certain article 26, dont on a beaucoup parlé en ces derniers temps et qui est entré en vigueur à partir du

1^{er} mai 1901 (1). Modifié à partir du 1^{er} septembre 1905 (2), l'article 26 a été définitivement aboli à partir du 1^{er} janvier 1906.

En adoptant les dispositions de l'article 26, le commerce des alcools avait cherché à s'inspirer des dispositions analogues introduites quelque temps auparavant dans les règlements de plusieurs des autres produits traités à la Bourse de commerce de Paris (3).

Il croyait avoir, sans sortir du droit commun, réussi à concilier dans une mesure aussi équitable que possible, les droits de l'acheteur et ceux du vendeur.

L'article 26 a voulu de toute évidence empêcher tout abus de droit que pourrait être tenté de faire un acheteur, en imposant au rachat officiel un cours de résiliation abusif. Il a donc admis le principe d'une indemnité forfaitaire uniforme et fixée d'avance une fois pour toutes.

(1) Art. 26. Dans le cas où, le dernier jour du mois, le vendeur ne serait pas en mesure de livrer à son acheteur les quantités d'alcool qu'il lui a vendues sur le dit mois, il pourra demander la résiliation pour les quantités non livrées au cours du mois suivant, majoré de 3 francs par hectolitre, cette majoration étant destinée à permettre à l'acheteur de se fournir en fabrique de la marchandise non livrée et à l'indemniser du retard de livraison. Le cours du mois suivant s'entend du cours moyen pratiqué le dernier jour du mois sur le mois suivant; il sera constaté par la chambre syndicale qui se réunira d'urgence à cet effet (*Règlement du marché des alcools sur la place de Paris*, 5^e édition, avril 1901).

(2) La majoration de 3 francs par hectolitre a été portée à 4 francs, pour entrer en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1905, suivant décision de l'assemblée générale du 31 mai 1904 (*Règlement du marché des alcools sur la place de Paris*, 7^e édition, janvier 1905).

(3) V. *Règlement des blés et règlement des avoines*.

Le coût de transport d'un hectolitre d'alcool des lieux de production du Nord à Paris étant en moyenne d'environ 2 francs par hectolitre, l'indemnité de résiliation de 3 francs (portée plus tard à 4 francs) comprend deux éléments : 1° une somme de 2 francs destinée à permettre à l'acheteur de se remplacer en fabrique de la marchandise non livrée ; 2° une pénalité de un franc pour punir le vendeur de la faute qu'il a commise en ne livrant pas en temps utile.

Rien de plus louable à coup sûr que les intentions qui ont inspiré l'article 26 ; mais les intentions ne comptent pas en pareille matière, et les textes se jugent aux résultats qu'ils ont amenés. Ceux de l'article 26 ont été tout autres que ceux que ses auteurs en attendaient.

L'article 26 a en effet été adroitement détourné de son but par les joueurs à la baisse. Ceux-ci ont trouvé moyen de faire d'un article qui, dans la pensée des rédacteurs du règlement, devait servir à prémunir le marché contre les excès de la spéculation à la hausse, un merveilleux instrument de dépréciation mathématique des cours. Il a conduit dans la pratique à des résultats inattendus, invraisemblables, et pour tout dire scandaleux, qui ont imposé sa suppression d'urgence à partir du mois de janvier 1906, et on conçoit mal qu'au cours de l'enquête sur les usages industriels de l'alcool, des hommes de la compétence de M. Marcel Delaune, distillateur et député du Nord, aient pu réclamer son rétablissement (1).

(1) *Enquête*, p. 147.

D'une brève réponse de M. Boverat, président de la chambre syn-

La suppression de l'article 26, si elle n'avait pas été motivée par les données fâcheuses de l'expérience, aurait d'ailleurs un jour ou l'autre été rendue indispensable par des considérations d'un autre ordre, car il est presque certain qu'à un moment donné se serait posée la question de savoir si les dispositions de cet article étaient conformes aux exigences de la loi, si en un mot la rédaction de l'article 26 n'était pas de nature à permettre à une partie de mauvaise foi de se prévaloir de l'article 1965 du Code civil pour se soustraire au paiement des sommes pouvant résulter des engagements contractés par elle.

La loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme s'exprime ainsi : « Nul ne peut, pour se soustraire aux obligations (qui résultent des marchés à livrer sur denrées et marchandises) se prévaloir de l'article 1965 du Code civil, lors même qu'ils se résoudraient par le paiement d'une simple différence. »

On sait que la jurisprudence a été longtemps très divisée sur la portée à donner à ce texte. Les arrêts de la Cour de cassation du 22 juin 1898 et du 19 mars 1900 ont résolu catégoriquement et définitivement la question dans le sens de l'interprétation la plus large. Ils ont reconnu la légalité absolue des marchés à terme, et les ont fait béné-

dicale des alcools à Paris, membre de la Chambre de commerce, on pourrait induire qu'il faut le ranger lui aussi dans les partisans du rétablissement de l'article 26. Nous croyons que ce serait là une fausse interprétation de la pensée de M. Boverat qui a simplement voulu dire, qu'il n'était pas l'adversaire systématique de toute réglementation raisonnable.

ficier d'une présomption *juris et de jure*, contre laquelle ne peut prévaloir aucune preuve contraire, réserve faite cependant d'un écrit établissant *ab initio* le caractère fictif du marché (1).

A maintenir l'article 26, n'eût-on pas risqué de voir soulever un jour devant les tribunaux la question de savoir si l'article 26 ne pouvait pas être considéré comme rentrant précisément dans la catégorie des écrits de ce genre, puisqu'il vise une espèce où, dès l'origine et par écrit, les parties conviennent que le vendeur ne pourra être tenu de livrer effectivement la marchandise vendue (2).

Aucune décision jurisprudentielle n'a jamais eu à trancher la question, et c'est, disons-le hautement, tout à l'honneur du commerce des alcools et de la Bourse de Paris ; mais le point d'interrogation qui se pose à cet égard est, à notre avis, abstraction faite de toute autre considération, plus que suffisant pour justifier la suppression qui a été faite de l'article 26, et pour faire écarter nettement les propositions de tous ceux qui pourraient être tentés de chercher à le faire revivre.

De ce que la suppression de l'article 26 se soit imposée, s'en suit-il que les fins de mois doivent être laissées sans

(1) Louis Repoux, *La Bourse des marchandises de Paris*, p. 232.

(2) « Le législateur n'a pas entendu valider également les opérations sur effets ou marchandises dans lesquelles il serait constant que l'acheteur s'est interdit *ab initio* le droit d'exiger la livraison de la chose vendue et le vendeur le droit de contraindre l'acheteur à recevoir cette livraison. Baudry-Lacantinerie, *Précis du Droit civil*, p. 729, t. II, 9^e édit.

frein à l'arbitraire de la spéculation ? Nous avons déjà répondu négativement.

Le commerce des alcools, d'ailleurs et avec raison, ne l'a pas pensé. Mais la solution ne paraît pas avoir été facile à trouver. Ce n'est en effet qu'au cours de l'année 1910 qu'après bien des tâtonnements le commerce des alcools a voté, sur la proposition de sa chambre syndicale, les articles 18, 19 et 20 qui la consacrent (1). Que valent les nou-

(1) Règlement du marché des alcools sur la place de Paris, 9^e édit., p. 16.

ART. 18. — A défaut d'exécution, l'acheteur peut, sans mise en demeure préalable, considérer la vente comme résolue à son profit, pour la quantité non livrée sur le cours de la dernière cote du dernier jour de livraison, en faisant connaître cette décision au siège de la chambre syndicale au plus tard une demi-heure après la dernière cote du dernier jour ouvrable du mois, ou bien faire racheter cette quantité par courtier assermenté, aux frais, risques et périls du vendeur, à la Bourse du premier jour du mois suivant.

ART. 19. — En cas de contestation, soit sur le prix de résiliation du dernier jour du mois, soit sur les prix auxquels les rachats auraient été effectués, la Chambre syndicale, sur la demande de l'une ou l'autre des parties, assistée de cinq membres faisant partie de l'association syndicale et pris à tour de rôle sur une liste établie annuellement à cet effet, se réunit d'urgence et constate la valeur du disponible en marchandise parité Paris et répondant aux exigences du marché. Elle ajoute 5 0/0 du prix constaté ci-dessus à titre d'indemnité de retard. Le prix total ainsi obtenu est obligatoire.

ART. 20. — Si l'acheteur préfère user de son droit de faire procéder au rachat des quantités qui ne lui sont pas livrées, il doit, le dernier jour du mois, faire afficher avant 2 h. 1/2 à la Bourse, le rachat pour le lendemain desdites quantités et faire procéder à ce rachat par un courtier assermenté au tribunal de commerce de la Seine. La constatation du rachat ne sera soumise à aucune autre formalité qu'une simple attestation délivrée par le courtier qui y aura procédé. Cette attestation, accompagnée de la facture et de la note des frais de rachat, sera présentée par le liquidateur au nom

velles dispositions du règlement ? Elles n'ont pas encore reçu, à notre connaissance du moins, la sanction de la pratique, et nous devons dès lors nous borner à les examiner au double point de vue des intentions de ses auteurs et des principes.

La nouvelle rédaction du règlement n'est pas tombée dans l'erreur commise par l'article 26 qui pouvait être de nature à faire contester sa valeur légale.

Elle a respecté le caractère essentiel du marché qui est d'être un marché basé, d'après la volonté des parties, sur la livraison effective de la marchandise. Elle a voulu que, de même que tout vendeur peut livrer au marché les marchandises qu'il a vendues, tout acheteur puisse inversement exiger la livraison des marchandises qu'il a achetées.

Rompant avec les errements fâcheux de l'article 26, elle a maintenu dans toute sa rigueur, conformément aux principes du droit commun, — et dans l'état actuel du Code elle ne pouvait faire autrement si elle ne voulait faire œuvre absolument vaine, — le droit pour tout acheteur qui n'a pas été livré, de faire procéder au rachat par ministère du courtier assermenté. Seulement, envisageant le cas où une contestation s'élèverait sur les prix auxquels les « rachats auraient été effectués », elle a donné à la

de l'acheteur non livré, à son vendeur directement responsable et tenu au paiement immédiat. Il ne pourra être fourni au rachat que des lots de 3/6 dont le vendeur donnera à l'instant même le numéro d'entrepôt et le bulletin d'arbitrage.

chambre syndicale un véritable droit de contrôle sur les cours du rachat, en lui permettant de ramener, sur la demande d'une des parties intéressées, le cours de ce rachat à un prix basé sur la valeur réelle de la marchandise disponible, telle qu'elle sera appréciée par cette chambre grâce aux moyens d'information dont elle dispose, augmentée à titre d'indemnité de retard d'une pénalité de 5 o/o.

Si on se place au point de vue des intentions des parties, il n'est pas difficile, pour qui essaie de lire entre les lignes, de se rendre compte de ce qu'ont voulu les rédacteurs du nouveau règlement.

Enfermés par la législation actuelle qui, — en raison de l'interprétation donnée par la jurisprudence française à l'article 1006 du Code de procédure civile (1), ne leur laissait malheureusement pas, comme c'est le cas dans la plupart des marchés étrangers, la possibilité d'instituer purement et simplement une procédure arbitrale pour juger les différends pouvant surgir à l'occasion des fins de mois, — les auteurs du règlement ont cherché à obtenir par une voie détournée les effets bienfaisants d'une procédure à laquelle ils ne pouvaient avoir directement recours.

Au point de vue strict du droit, la mesure qui consiste à soumettre le cours du rachat effectué par le ministère d'un courtier assermenté à la révision éventuelle de la chambre syndicale est évidemment sujette à critique, et on peut dire que le règlement donne à cet égard à la cham-

(1) L'interprétation donnée en Belgique par la jurisprudence à ce même article est autrement large et libérale.

bre syndicale des pouvoirs exorbitants de droit commun.

Il ne semble pas que les auteurs du règlement aient pu à aucun moment se faire illusion à cet égard, et s'ils ont passé outre, c'est apparemment qu'ils ont espéré, avec raison suivant nous, que, malgré tout, les articles 18 à 20 donneraient dans la pratique, pour l'assainissement du marché, des résultats satisfaisants.

Pour bien faire comprendre notre pensée à cet égard, prenons le cas d'un rachat de 100 pipes effectué en fin de mois par ministère de courtier assermenté. Sur ces 100 pipes, 25 pipes sont effectivement fournies au rachat en marchandise par un détenteur d'alcool, à un prix X que nous supposons être, par exemple, de 60 francs. On ne voit pas qu'en aucun cas, quel que soit le prix auquel, pour ces 25 pipes, la marchandise aura été offerte et livrée, la chambre syndicale puisse s'immiscer dans les prix du rachat.

Toute intervention de sa part serait, sans conteste possible, radicalement nulle et de nul effet, et les auteurs du nouveau règlement n'y ont certainement jamais pensé. Mais à côté de la marchandise réellement fournie au rachat, il y a les 75 pipes pour lesquelles le rachat n'est plus que la constatation du cours de résiliation imposé par l'acheteur. Ce cours peut être non de 60 francs, mais de 100 francs, 200 francs, tel cours en un mot qu'il plaira à l'acheteur. C'est ce cours que l'article 19 donne à la chambre syndicale, intervenant comme une sorte d'amiable compositeur, le droit de ramener à un taux plus raisonnable.

Solution équitable, à coup sûr, bien que d'une légalité critiquable dans l'état actuel de la loi. Nous l'avons en effet déjà fait remarquer tout-à-l'heure : elle érige la chambre syndicale en juge souverain de la validité d'un rachat effectué par un officier ministériel ; elle lui donne des pouvoirs qui n'appartiennent normalement qu'au tribunal de commerce, saisi sur la demande d'une des parties.

On voit tout ce que cette solution a d'anormal au point de vue des principes actuellement en vigueur dans nos codes.

En fait, cependant, la solution apparaît comme pouvant avoir une efficacité ingénieuse et très réelle.

A supposer que l'acheteur, mécontent de la décision de la chambre syndicale qui a réduit le cours du rachat, s'adresse au tribunal pour en demander l'annulation, il est plus que certain que le tribunal, alors même qu'il repousserait, comme étant contraire aux principes du droit commun, celui que la chambre syndicale prétendrait tenir du règlement, s'inspirera dans l'examen des dommages à accorder à l'acheteur, autrement dit dans l'examen du cours du rachat, des éléments mêmes qui auront servi à déterminer la décision de la chambre syndicale, et que l'acheteur n'aura rien gagné à contester la légalité d'une décision que son adhésion au règlement du marché lui a fait d'avance une obligation, tout au moins d'honneur, d'accepter (1).

(1) On peut se demander si, pour tout adhérent au marché de

Les articles 18 à 20 du règlement nous paraissent donc appelés à avoir dans la pratique les résultats que ses auteurs en ont espéré. Loyalement appliqués, ils pourront constituer un frein préventif aux excès de la spéculation à la hausse. C'est ce que demande le marché. C'est aussi certainement le vœu des pouvoirs publics et du Parlement. Et ce frein est d'autant plus nécessaire qu'ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, le système d'étroit protectionnisme auquel la production de l'alcool est soumise en France, peut favoriser à certains moments ces excès.

Le marché à terme et les alcools dénaturés.

Une objection d'un ordre tout spécial a été faite dans ces derniers temps au fonctionnement du marché à terme des alcools sur la place de Paris.

Nous y avons fait déjà allusion d'un mot au sujet de la question des fins de mois (1).

Paris, le refus d'accepter le principe de la décision rendue par la chambre syndicale, en vertu des pouvoirs que lui donne le règlement, ne pourrait pas, dans une certaine mesure, constituer le manquement aux règles de l'honneur prévu par l'article 11 des statuts du Syndicat général, et donner ouverture aux sanctions prévues par cet article.

Il semble cependant que l'on ne saurait invoquer l'article 11 des statuts pour refuser valablement à l'intéressé le droit d'appeler au Tribunal de Commerce de la décision rendue par la chambre syndicale concernant le cours du rachat, du moment que cet appel se baserait, non sur le droit de la Chambre syndicale de rendre cette décision, mais sur les erreurs de fait et d'appréciation qui, selon lui, seraient de nature à la vicier matériellement.

(1) P. 369.

Le commerce des alcools dénaturés, par le canal de la chambre syndicale des dénaturateurs, a demandé à diverses reprises, non pas la suppression du marché des alcools tels qu'il fonctionne actuellement, mais la création à côté d'un marché à terme annexe pour les flegmes ou bas produits allant à la dénaturation. Cette Chambre syndicale a fait à cet égard une démarche restée jusqu'ici sans effet auprès de la chambre syndicale du commerce des alcools sur la place de Paris. Il est certain que les producteurs agricoles qui ne produisent que des flegmes en vue de la dénaturation, alors qu'ils arbitrent à Paris leur production d'alcool, y vendent une marchandise qu'ils ne pourront y livrer qu'autant qu'ils l'achètent par ailleurs, puisque « le marché des alcools a pour base le 3/6 fin de première qualité de toute provenance, d'une richesse alcoolique de 93° minimum » (1), et que les flegmes ou autres bas produits, ne sont pas dans les conditions de pureté et de degré pour être livrées au marché de Paris.

On comprendrait cependant assez mal le bien fondé de doléances émanant de ce groupe de producteurs.

Ou ces producteurs en effet vendent leurs flegmes à prix ferme, et dans ce cas ils n'ont rien à voir avec le marché de Paris ; s'ils y viennent spéculer, c'est à leurs risques et périls, et ils courent volontairement les chances bonnes ou mauvaises de leur spéculation.

Ou ces producteurs vendent leurs flegmes à écart des

(1) Art. 4^{er} du règlement du marché des alcools sur la place de Paris, 9^e édit., p. 9.

cours de Paris des époques de livraison. L'arbitrage qu'ils peuvent faire en vendant à Paris constitue donc un simple arrêt de prix de leur part. Si, au fur et à mesure qu'ils livrent et facturent leurs produits, ils négligent de défaire leur arbitrage et de se racheter, ils courent bénévolement un risque qu'il ne dépendait que d'eux d'éviter. Il est certain que les arbitrages faits au marché de Paris par les producteurs agricoles impliquent des rachats obligatoires futurs sur le marché en proportion même de leur importance. A ce titre, et bien que, quels que soient les prix auxquels ces ventes seront rachetées, il n'y ait là aucun aléa pour l'arbitragiste qui reste strictement arbitragiste, puisqu'il touchera sur sa marchandise en plus ce qu'il paiera à Paris sur son arrêt de prix ou inversement, les ventes en question, du fait des rachats qu'elles nécessitent, sont à tout prendre un élément favorable à la bonne tenue du prix et par suite aux intérêts de la distillerie agricole.

Les doléances de certains dénaturateurs paraissent jusqu'à un certain point mieux fondées. S'ils ont arbitré sur le marché à terme les flegmes ou alcools mauvais goût qu'ils ont achetés et qu'un corner se produise, ils en sont naturellement les premières victimes puisque, moins heureux que les industriels ou négociants, dont les besoins nécessitent l'emploi d'alcool bon goût, d'une qualité au moins égale au type du marché de Paris, ils n'ont pas la ressource de livrer à Paris, en aliment de leurs ventes en arbitrage, les flegmes ou mauvais goût qu'ils ont dans leurs bacs.

On se rend compte par là que ce soit surtout, ainsi que nous l'avons dit plus haut, depuis le développement pris par les emplois industriels de l'alcool, que les plaintes sur les fins de mois ou corners se soient fait jour avec plus de fréquence. Mais il ne suffit pas de réclamer l'établissement d'un marché spécial à terme. Il faut encore que ce marché soit viable, et pour cela qu'il réponde à un besoin réel. Or, il ne semble pas que ce soit le cas ici, et que par suite le nouveau marché à terme à créer pût fonctionner autrement que sur le papier, du moins dans l'état actuel des choses.

Les dénaturateurs sont peu nombreux, 75 ou 80. Ils sont disséminés sur tous les points de la France. Leur nombre n'est pas appelé pour le moment à augmenter, puisque de parti-pris, et quelle qu'en soit la raison, l'administration refuse systématiquement l'autorisation nécessaire à l'ouverture de tout nouvel atelier de dénaturation. Encore, sur les 68 membres que compte la chambre syndicale des dénaturateurs, n'y-a-t-il que 50 dénaturateurs de profession et 18 distillateurs(1). La question de transport joue un grand rôle dans le commerce des dénaturés. La plupart des grosses maisons de dénaturation se sont établies dans des centres où elles ont à faire tous les ans avec des producteurs, toujours les mêmes ou à peu près, liés à eux par des considérations d'ordre géographique.

On ne voit dès lors pas bien que les intérêts représentés

(1) *Enquête sur les usages industriels de l'alcool*, Audition de M. Szepalzy, page 93.

soient assez importants pour permettre l'existence d'un marché à terme et lui assurer le courant d'affaires nécessaire à sa vitalité.

Pas plus qu'il n'y a à Paris un marché à terme pour les sucres roux, parce que ces bas produits sont toujours plus ou moins pour leurs prix dans la dépendance des cours du sucre blanc, pas plus il ne saurait y avoir présentement un marché à terme en alcool pour des bas produits, flegmes ou mauvais goût, ou même pour des dénaturés dont, dans l'état présent des choses, et qu'on le veuille ou non, la dépendance restera toujours plus ou moins étroitement liée aux cours cotés par le 3/6 bon goût à Paris.

Conclusions.

Il n'est pas possible de chiffrer, même approximativement, l'importance des transactions qui ont lieu annuellement au marché des alcools institué à la Bourse de commerce de Paris. Elle est très considérable et va sans cesse en augmentant. Le marché a pris, depuis quelques années surtout, une ampleur qu'il n'a pas connue aux premiers temps de son existence. Il paraît juste de l'attribuer aux garanties qui entourent l'admission des alcools au stock au point de vue de leur qualité, aux facilités offertes par ce marché pour la réception, l'emmagasinement, la livraison des alcools une fois reçus et arbitrés ; à l'esprit de progrès dont se sont inspirés ses règlements, à l'effort sincère qu'ils ont cherché à faire pour

prévenir les exagérations auxquelles la législation étroitement protectionniste par laquelle est régi l'alcool, en privant le marché du contre-poids de l'importation qui existe dans les autres articles, peut plus aisément prêter.. Certes les règlements du marché sont, comme toutes choses, perfectibles. Tel que le marché existe actuellement, il n'en rend pas moins les plus importants services aux producteurs et aux consommateurs en vue de qui il a été créé, et par voie de conséquence aux agriculteurs. Il répond à un besoin véritable.

Marché de spéculation, il est l'instrument qui permet aux producteurs et aux consommateurs d'éviter la spéculation. Marché d'arbitrage, il est en même temps et avant tout le plus important des marchés de marchandise effective. C'est la raison à la fois de sa force et de son utilité. C'est ce qui fait de lui le rouage indispensable et le grand régulateur de tout le commerce français des alcools d'industrie.

Vu :

Le Président de la thèse,
FERNAND FAURE.

Vu

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages, Brochures, Articles de revues.

D'Avenel (Vicomte). — Histoire économique de la propriété, des salaires et des denrées, t. IV, p. 251-255.

Baudoin (A.). — Les eaux-de-vie et la fabrication du cognac. J.-B. Baillière et fils. Paris, 1893.

Baudry-Lacantinerie (G.). — Précis de droit civil. 9^e édit., t. II, p. 727 et suiv.

Bechade (Martin-Fernel). — Régime fiscal et économique de l'alcool en France. Thèse Bordeaux, 1898.

Bivort (J.) et Turlin (G.). — Etude sur le courtage des marchandises. Librairie des halles et marchés. Paris, 1888.

Blanchard. — Compilation chronologique contenant un recueil abrégé des ordonnances, édits, déclarations et lettres-patentes des rois de France. Paris, 1715.

Boraud (Victor-Henri). — De l'usage commercial du nom de Cognac. Thèse Bordeaux, 1904.

Brunet de Grandmaison. — *Dictionnaire des Aides*. Paris, 1730.

Broda (Rodolphe). — Mouvement pour l'interdiction légale des boissons alcooliques. *Documents du Progrès*, janvier 1910.

Bulletin de statistique et de législation comparée (Ministère des finances). *Passim*.

Carles (Ed.). — Les alcools de marcs rectifiés ; leur assimilation aux alcools de vin, *Revue vinicole*, 12 janvier 1911.

Chambre de commerce de Béziers.

1^o Relevé des prix des alcools de marcs.

2^o Rapport présenté à la Chambre, adopté et transformé par elle en délibération. *Revue vinicole*, 16 juin 1910.

3^o Rapport soumis à la Chambre par A. Bousquet, adopté et transformé par elle en délibération. *Revue vinicole*, 30 juin 1910.

Chambre de commerce de Cognac.

Compte rendu des travaux.

- Congrès international pour les applications de l'alcool dénaturé*. Paris, 1902.
- 2^e *Congrès des applications de l'alcool dénaturé*. 20-25 novembre 1907.
- Congrès international des vins et spiritueux*. Paris, 1911.
- Contributions indirectes*.
- Circulaire n° 67 du 19 septembre 1872.
- Circulaire n° 404 du 24 juillet 1900.
- Circulaire n° 838 du 26 avril 1910.
- Coquet (Lucien)**. — Le commerce français et la nouvelle loi allemande sur les vins et spiritueux. *Revue politique et parlementaire*, 1909, t. 61, p. 328.
- Couleru (Edmond)**. — Au pays de l'absinthe. Montbéliard, 1908.
- Daloz**. — Code des lois politiques et administratives annotées, IV.
- Documents statistiques réunis par l'administration des douanes sur le commerce de la France* (Ministère des finances). *Passim*.
- Dutens**. — Recherches sur l'origine des découvertes attribuées aux modernes. 1766 et 1802.
- Encyclopédie méthodique* (Commerce), 1783.
- Hitier (J.)**. — La question des sucres et les intérêts en cause. *Revue politique et parlementaire*, 1902, t. 31, p. 324.
- Isambert**. — *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XV, n° 69.
- Journal de la distillerie française*, 16 juin 1887, 30 juin 1887.
- Legrand d'Aussy**. — Histoire de la vie privée des Français, 1782. Réimprimé par Roquefort en 1815.
- Lepargneur (Georges)**. — Étude économique et fiscale de l'alcool dénaturé. Thèse Paris, 1903.
- Lesueur (E.)**. — La ferme de la Tourelle. *La vie à la campagne*, 1^{er} février 1907.
- Lunier (Docteur)**. — Membre de l'Académie de médecine : du vinage et de l'alcoolisation des vins. Paris, 1885.
- Mémoire présenté par le Syndicat de Marseille au Sénat et à la Chambre des députés sur la question du vinage*, 1884.
- Ordonnances des rois de France*, t. XXI.
- Règlement du marché des alcools sur la place de Paris*, 4^e édit., janvier 1899 ; 5^e édit., avril 1901 ; 7^e édit., janvier 1905 ; 8^e édit., mars 1906 ; 9^e édit., mai 1911.
- Reinach (Joseph)**. — Conférence faite à Lyon le 27 février 1910. *Revue politique et parlementaire*, t. 64, p. 89.
- Repoux (Louis)**. — La Bourse des marchandises de Paris, 2^e édit., Paris, 1910.

- Roche (Frédéric).** — Le commerce d'exportation des cognacs. *Revue politique et parlementaire*, 1905, t. 43, p. 330.
- Rogee-Fromy.** — Rapport présenté au Congrès du commerce des vins, spiritueux et liqueurs de Bruxelles. *Revue vinicole*, 26 janvier 1911.
- Romeuf (Louis de).** — La crise viticole du Midi. *Revue politique et parlementaire*, 1910, t. 60, p. 289.
- Roussan.** — Bouilleurs de cru. *Dictionnaire des finances* de Léon Say.
- Sardat-Girardault (L.).** — L'alcool moteur. *Revue de Paris*, 15 décembre 1907.
- Savary (H. R.).** — L'alcool richesse nationale. *Revue de Paris*, 15 mai 1909.
- Les emplois industriels de l'alcool. *Revue de Paris*, 15 janvier 1909.
- La législation des alcools. *Revue de Paris*, 1^{er} janvier 1910.
- Savary des Bruslons (J.).** — *Dictionnaire universel du commerce*, Paris, 1741.
- Seganville (Louis de).** — L'alcool dénaturé et les intérêts agricoles. Thèse Paris, 1905.
- Schmidt (Henri).** — L'interdiction de l'absinthe. *Documents du progrès*, janvier 1910.
- Stourm (René).** — Alcool. *Dictionnaire des finances* de Léon Say.
- Taquet (Paul).** — Le monopole de l'alcool. Paris, 1904.
- Tonio-Magdeline.** — Nos vins et nos eaux-de-vie et la question douanière. *Revue vinicole*, 3 février 1910.
- Vouters (Henry).** — Les procédés d'exportation du commerce allemand. Thèse Paris, 1908.
- Wurtz (Ad.).** — *Dictionnaire de chimie pure et appliquée.*
Articles : Alcool, Sucre (industrie), Vinasse.

Débats parlementaires.

Assemblée nationale. — 1871, 1872, 1875, *Passim.*
Chambre des députés. — *Sénat.* — 1887, 1890, 1894, 1895, 1897, 1900, 1901, 1903, 1905, 1906, *Passim.*

Documents parlementaires et rapports.

A. — Alcools dénaturés.

Enquête sur les emplois industriels de l'alcool, annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 29 novembre 1907, n° 1346.
Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner

le projet de la loi relatif au régime fiscal des alcools dénaturés, par M. Boudenoot, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 15 novembre 1897, n° 2805.

Rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au régime fiscal des alcools dénaturés, par M. Hippolyte Morel, sénateur, Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1897, n° 43.

Proposition de loi tendant à supprimer le droit de 3 fr. par hectolitre d'alcool dénaturé, et à fixer un droit maximum de dénaturation, par M. Jules Dansette, député. Exposé des motifs. Annexe au procès-verbal de la séance du 19 mars 1900, n° 1532.

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1901 (rapport général), par M. Guillaïn, député. Annexe à la 2^e séance du 24 décembre 1900, n° 2076, page 240.

B. — *Bouilleurs de cru.*

Rapport fait au nom de la commission du budget rectificatif de 1871, relatif aux contributions indirectes, par M. Ed. Bocher, membre de l'Assemblée nationale. Annexe au procès-verbal de la séance du 27 juin 1871, n° 428.

Deuxième rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi sur les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts proposés pour le budget de 1874, par M. le comte Benoist d'Azy. Annexe au procès-verbal de la séance du 23 janvier 1875, n° 2183.

Exposé des motifs de la proposition de loi, ayant pour objet la réformation et la transformation l'art. 2 de la loi du 2 août 1872, par M. le marquis d'Andelarre, membre de l'Assemblée nationale, et plusieurs de ses collègues. Annexe au procès-verbal de la séance du 6 novembre 1875, n° 3404.

Documents concernant le régime des boissons, imprimés en vertu de la résolution n° 34, Annexe au procès-verbal de la Chambre du 30 mars 1882, n° 726.

Document n° 3. — Rapport sur le privilège des bouilleurs de cru, par M. Belle (Indre-et-Loire).

Document n° 7. — Rapport sur la législation des alcools par M. Driancourt, député.

Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la consommation de l'alcool en France, par M. N. Claude (des Vosges), sénateur. Annexe au procès-verbal de la séance du 7 février 1887, n° 42.

Projet de loi sur la réforme du régime des boissons, par M. Raymond Poincaré, ministre des finances, 1894. *Bulletin de statistique et de législation comparée*, t. 36, p. 330.

Projet de loi sur la réforme du régime des boissons présenté par M. Ribot, président du conseil, ministre des finances, 1895. *Bulletin de statistique et de législation comparée*, t. 37, p. 599.

Proposition de loi sur la limitation du nombre et la réglementation des débits de boisson, par M. Joseph Reinach, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1910, n° 246.

C. — Droits de douane.

Exposé des motifs de la proposition de loi tendant au relèvement des droits d'entrée sur les alcools étrangers, présentée par M. Dellisse, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 30 juin 1887, n° 1900.

Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Dellisse, concernant les droits d'entrée sur les alcools étrangers, par M. Marty, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1887, n° 1932.

Rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, concernant les droits établis sur les alcools étrangers, par M. Loubet, sénateur. *Déb. parl.*, Sénat., séance du 5 juillet 1887, p. 739.

Exposé des motifs du projet de loi déposé par M. Lucien Dautresme, ministre du commerce et de l'industrie, ayant pour but de proroger la loi du 5 juillet 1887, relative au régime douanier des alcools étrangers. *Déb. parl.*, Chambre des députés, séance du 24 novembre 1887.

Exposé des motifs du projet de loi ayant pour objet de proroger les lois des 5 juillet et 25 novembre 1887, relatives au régime douanier des alcools étrangers, présenté par M. Lucien Dautresme, ministre du commerce et de l'industrie, et par M. Tirard, président du conseil, ministre des finances. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 13 février 1888, n° 2412.

Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi, 2° la proposition de loi de M. Dellisse, 3° le contre-projet de MM. Méline et Viger, ayant pour objet de proroger les lois des 5 juillet et 25 novembre 1887, relatives au régime douanier des alcools étrangers, par M. Marty, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 23 février 1888, n° 2448.

Rapport fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger les lois des 5 juillet et 25 novembre 1887, relatives au régime douanier des alcools étrangers, par M. Ernest Boulanger, sénateur. *Déb. parl.*, Sénat, 2^e séance du 25 février 1888.

Rapport fait au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Méline et plusieurs de ses collègues, relative au régime douanier des maïs et des riz, par M. Viger, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 27 mars 1890, n^o 504.

Rapport fait au nom de la commission générale des douanes, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative au régime douanier des maïs et des riz, par M. Dauphin, sénateur. Annexe au procès-verbal de la séance du 24 juin 1890, n^o 101.

Rapport fait au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Trannin et plusieurs de ses collègues, tendant à l'établissement d'un droit sur les mélasses étrangères, par M. Georges Graux, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 29 mars 1890, n^o 505.

Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'établissement d'un droit sur les mélasses étrangères, par M. Decauville, sénateur. Annexe au procès-verbal de la séance du 24 juin 1890, n^o 102.

Exposé des motifs de la proposition de loi, ayant pour objet de modifier le § 1 du n^o 92 du tableau A du tarif général des douanes (mélasses étrangères), présentée par MM. Georges Graux, Boudenoit, Martinon, Taillandier, députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 17 mars 1894, n^o 556.

Rapport fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner la proposition de loi qui précède, par M. Georges Graux, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 14 juin 1894, n^o 715.

Rapport fait au nom de la commission générale des douanes du Sénat, sur la même proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, par M. Dauphin, sénateur. Annexe au procès-verbal de la séance du 12 novembre 1894, n^o 9.

Proposition de loi portant modification au n^o 92 du tarif général des douanes (mélasses étrangères pour la distillerie) présentée par MM. Jules Dansette, Le Gavrian, Plichon, Jonnart, Taillandier, Lemire, Loyer, Paul Hayez, Charles Saint, Lechevallier, Rose, députés. Exposé des motifs. Annexe au procès-verbal de la séance du 22 octobre 1895, n^o 1565.

Rapport fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner la proposition de loi qui précède, par M. Lechevallier, député.

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 octobre 1896, n° 2075.

Rapport fait au nom de la commission générale des douanes du Sénat, sur la même proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, par M. Macherez, sénateur. Annexe au procès-verbal de la séance du 24 juin 1897, n° 177.

D. — Divers.

Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi sur le régime des sucres (amendement de MM. Méline et Ribot), par M. Sans-Leroy, député. Annexe au procès-verbal de la séance du 14 mai 1887, n° 1773.

Rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur le régime des sucres, par M. Tirard, sénateur. Annexe au procès-verbal de la séance du 21 juin 1887, n° 321.

Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi, portant fixation du budget général de l'exercice 1911 (Ministère de l'agriculture), par M. Fernand David, député. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 12 juillet 1910, n° 378, p. 1190.

Commissions extraparlémentaires.

Rapport adressé au Président de la République par M. Rouvier, président du conseil, ministre des finances, en vue de la nomination de la commission extraparlémentaire d'enquête de 1887. S. O. 19 septembre 1887.

Rapport général fait au nom de la commission instituée au ministère des finances, par décret du 18 septembre 1887, à l'effet d'étudier les réformes qu'il convient d'apporter à la législation de l'alcool et, en général, au régime des boissons, par M. Léon Say, sénateur. Annexe au procès-verbal des séances des 31 mai et 21 juin 1888.

Commission extraparlémentaire du monopole de l'alcool.

Sous-commission de voies et moyens.

Compte-rendu analytique des séances. Mars-juillet 1897 (Ministère des finances).

Commission extraparlémentaire des alcools, vins et spiritueux, 1902, *Rapport* général fait au nom de la commission par M. Paul Taquet, 1906 (Ministère des finances).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

La production de l'alcool.

CHAPITRE PREMIER. — Production des alcools et eaux-de-vie depuis 1850. Considérations générales	15
CHAPITRE II. — La distillation dans les Charentes et l'Armagnac	25
CHAPITRE III. — La distillation dans le Midi et la question des acquits de couleur	34
CHAPITRE IV. — Les marcs et les lies	44
CHAPITRE V. — Les eaux-de-vie de cidre.	63
CHAPITRE VI. — Les eaux-de-vie de fruits	69
CHAPITRE VII. — Les alcools de grains	73
CHAPITRE VIII. — Les alcools de mélasses	110
CHAPITRE IX. — Les alcools de betteraves.	139
CHAPITRE X. — Les bouilleurs de cru et la fraude.	164
CHAPITRE XI. — Les importations d'alcools étrangers et le vote de la loi douanière de 1887	232

DEUXIÈME PARTIE

Les emplois de l'alcool.

CHAPITRE PREMIER. — Considérations générales	249
--	-----

CHAPITRE II. — La consommation des eaux-de-vie	259
CHAPITRE III. — La consommation des absinthes	262
CHAPITRE IV. — Les alcools dénaturés	272
CHAPITRE V. — Les exportations	307

TROISIÈME PARTIE

Le commerce de l'alcool.

CHAPITRE PREMIER. — Histoire du commerce de l'alcool.	327
CHAPITRE II. — Le marché des alcools à la Bourse de commerce de Paris	342
BIBLIOGRAPHIE	399

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
